



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

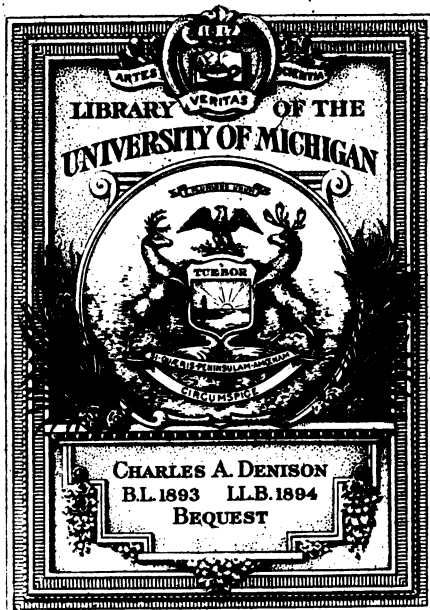
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

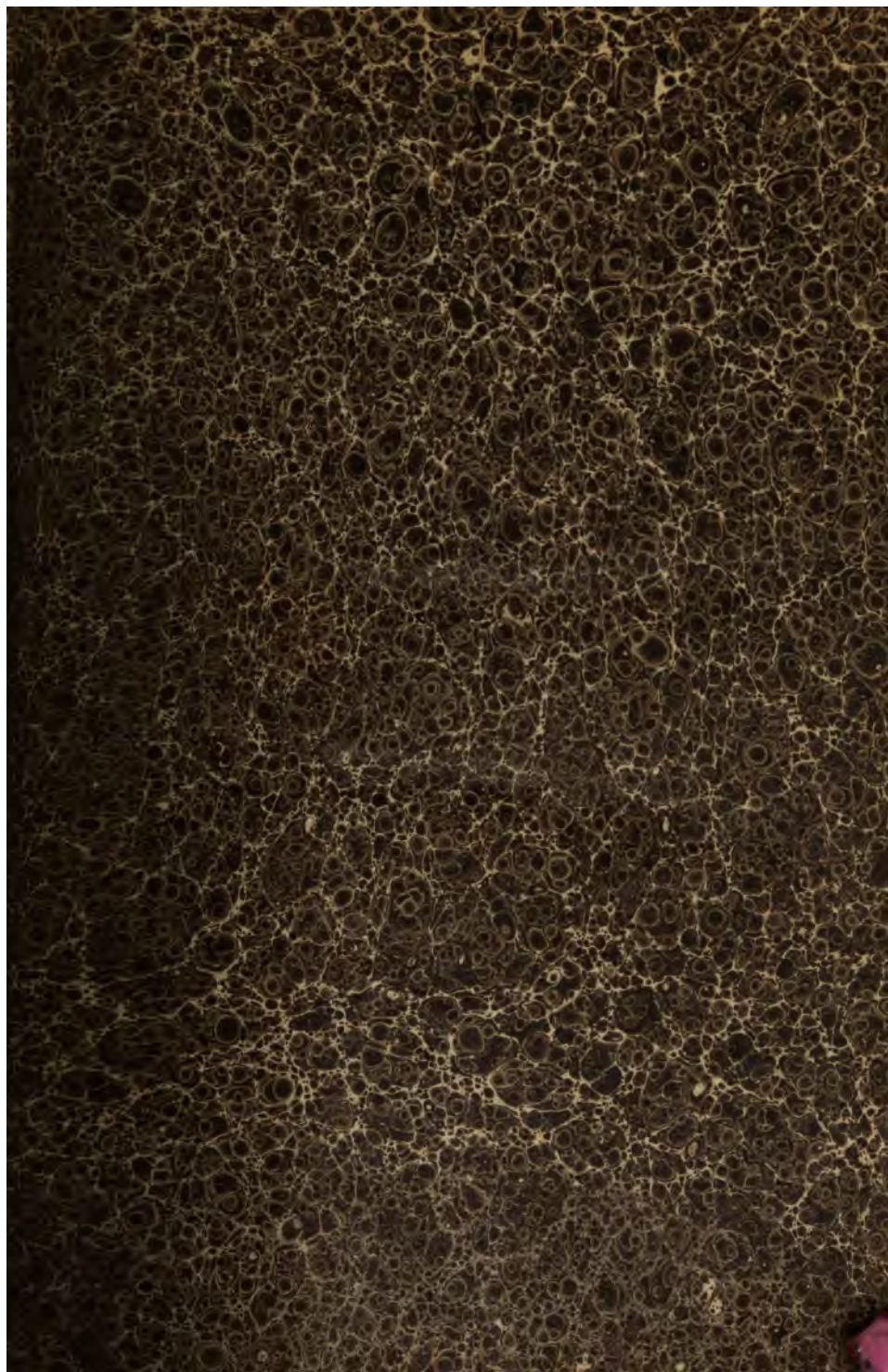
Nous vous demandons également de:

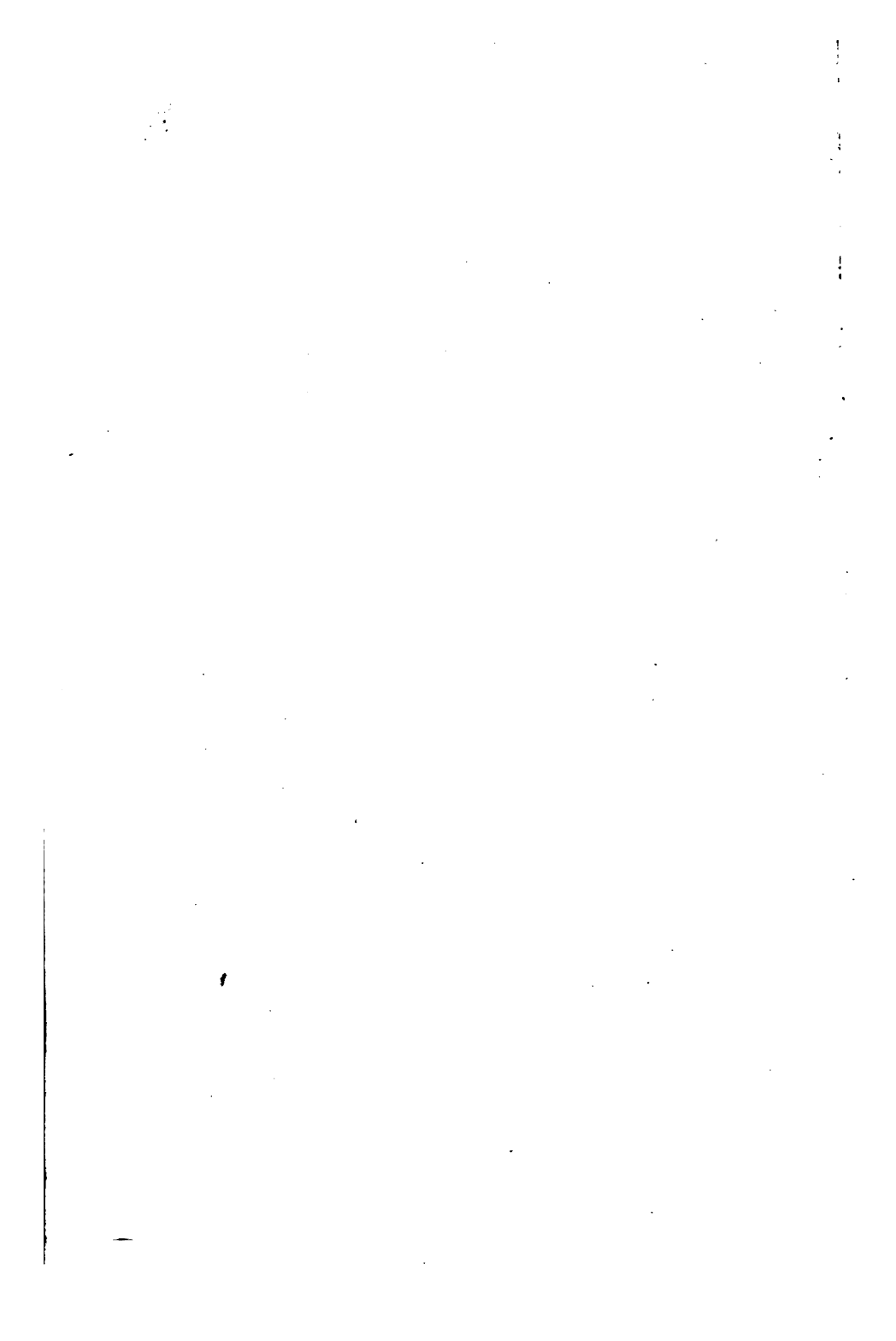
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







DC
148
L12

HISTOIRE
MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE

TOME CINQUIÈME.

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

COMPOSÉE SUR UN PLAN NOUVEAU ET D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS;

Précédée d'une Introduction et d'un Tableau du Règne de Louis XVI, jusqu'à
l'ouverture des états-généraux.

PAR EUGÈNE LABAUME,
LIEUTENANT-COLONEL AU CORPS ROYAL D'ÉTAT-MAJOR, OFFICIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS ET DE LA COURONNE-DE-FER,
AUTEUR DE LA PREMIÈRE RELATION DE LA CAMPAGNE DE RUSSIE,
DE L'HISTOIRE DE LA CHUTE DE L'EMPIRE, ETC.

Sine ira et studio.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

III.

PARIS.

V. LE NORMANT, LIBRAIRE,
Rue de Seine, 8;
ANGEVIN ET G. LAGUIONIE, LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE,
Rue Dauphine, 36;
TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,
Rue de Bourbon, 17.

1839.

24

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE TREIZIÈME.

LE CLERGÉ.

Constitution civile du clergé. — Portraits de Camus et de D. Déforis. — Examen de cette constitution. — Discours de l'archevêque d'Aix. — Rapport de Treilhard. — Discours de Camus, — de Robespierre, — de Gouttes. — Principaux articles de la constitution civile. — Protestation de l'évêque de Clermont. — Martineau défend la constitution civile. — Cazalès la combat. — Robespierre lui répond. — Les évêques protestent. — Opposition des curés. — Conduite des prêtres de l'Ouest. — Le roi écrit au pape. — Les ecclésiastiques publient l'exposition de leurs principes. — L'évêque de Viviers. — Son examen de la Constitution civile du Clergé. — Rapport de Voidel. — Serment des prêtres. — Discours de Mirabeau sur le serment, — de l'abbé de Montesquiou. — Changement des ambassadeurs. — Lettre de Louis XVI au roi de Prusse. — Réponse du pape. — Discours de Cazalès. — Les évêques se refusent au serment. — MM. de Bonnacet et de Sainte-Aulaire motivent leur refus. — On menace les prêtres. — Ils résistent. — Brefs du pape. — Conduite de Mirabeau. — Le comte de La Marck.

Jamais aucune révolution n'avait placé un empire dans une situation semblable à celle où se trouvait

alors la France. Le nouveau gouvernement, scrupuleux observateur de ses propres doctrines, ne pouvait empêcher les factieux, couverts du masque de la liberté, de substituer la violence à l'empire des lois. A cette époque, chacun en jurant d'être libre, s'agite, se tourmente et tyrannise les autres : on ne parle que de liberté politique et religieuse, pendant que des factieux, les armes à la main, veulent imposer le culte ou l'opinion qu'ils professent. La rébellion reçoit des honneurs et des récompenses; la subordination dans les camps est dénoncée et punie; la marine, si admirable par sa discipline, s'insurge à son tour; bientôt nos escadres, privées de leurs chefs, livrées à des matelots révoltés, et devenues impuissantes par le vertige de la démocratie, ne peuvent plus secourir nos possessions lointaines. Ainsi sont abandonnés à nos ennemis les trésors du commerce et la gloire de notre pavillon.

La passion de l'indépendance était arrivée au point qu'elle faisait oublier aux Français tous leurs maux; ils juraient avec transport d'être fidèles à une constitution qui n'existait pas encore, mais dont les bases posées semblaient devoir assurer leur bonheur. Dans son enthousiasme, le peuple était puissant, terrible, et l'autorité chargée de le contenir, obligée de le flatter, se voyait sans force et sans appui. Plein d'ardeur et d'impétuosité, il ne souffrait aucune opposition et bravait à la fois la haine des émigrés et la puissance des rois.

Par l'effet des changemens survenus en France,

aucune partie de l'ancien système, si l'on en excepte la monarchie, ne fut destinée à subir de plus cruelles épreuves que la religion de l'État. Lorsque cette grave matière, qui jusqu'alors avait été traitée avec tant de scepticisme par les écrivains modernes, devint le sujet des discussions de l'Assemblée, la même irrévérence qui s'était manifestée pour les titres et les privilèges mondains, l'excita à porter un œil profane et scrutateur dans tout ce qui avait rapport au culte de la Divinité.

Quand le peuple dédaignait le frein de la religion, insultait ses ministres et se jouait de ses anathèmes, de sages législateurs n'avaient-ils pas à craindre qu'il ne s'affranchît tout à fait des principes conservateurs qui enchaînent les passions et maintiennent l'ordre et le repos de la société ? En même temps la corruption du clergé avait porté à la religion une atteinte mortelle ; pour la sauver, il fallait donc des ministres régénérés, soumis à une discipline en harmonie avec les institutions nouvelles ; cette réforme était d'autant plus désirée, qu'au sein même de l'Assemblée une forte majorité s'attachait à mettre la religion hors de l'État. Le puissant Mirabeau affectait pour elle un dédain alarmant ; plusieurs fois il avait nié l'existence du clergé comme corps social, et tout faisait craindre que son mépris pour les prêtres, qu'il appelait tour à tour *bonzes* ou *druides*, n'avilit tout à fait leur ministère saint et révérent. Tous les gens sages frémissaient lorsqu'ils entendirent ce Jupiter de l'Olympe révolutionnaire dire avec

cynisme qu'il fallait *décatholiciser* la France, et que pour détruire la puissance des prêtres, il suffisait d'employer contre eux l'*indifférence* et la *disette*. Mais avant de raconter ces affligeantes controverses qu'allait engendrer l'esprit révolutionnaire luttant contre l'esprit religieux, il est nécessaire d'exposer les opinions et les penchans dominans de la nation, tout en déplorant d'avance la fatale obstination qui, de principes fondés sur la foi, la charité et la bienfaisance, fit surgir les événemens les plus tragiques dont l'histoire nous ait transmis le souvenir.

Il s'était formé au sein de l'Assemblée, en opposition aux novateurs, une réunion d'hommes estimés par la régularité de leur conduite et leur respect pour la religion¹; ils appartenaient à cette secte autrefois persécutée, parce qu'elle repoussait les principes de l'*ultramontanisme*, et qu'elle prêchait une morale sévère, lorsque celle des jésuites était corrompue et vouée au pouvoir absolu. Ces hommes, la plupart avocats ou conseillers aux anciens Parlemens, étaient élèves des disciples d'Arnaud et de Pascal; quoique peu nombreux, ils allaient, par une ardeur sincère et une conviction respectable, entraîner un corps législatif plus enclin aux passions politiques qu'affectionné pour les doctrines religieuses. Ils avaient pour chef Camus, avocat du clergé, et, en cette qualité, profondément versé

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 364.

dans les affaires ecclésiastiques. Avec des mœurs irréprochables, ce député était violent par tempérament, dur par caractère, laborieux par habitude, et probe par principe. Aussi habile en finances qu'en matière religieuse, il professait des doctrines dont la rigidité lui attira des ennemis, et ceux-ci, par d'injustes préventions, se sont acharnés à lui faire une réputation peu méritée. Lanjuinais, Fréteau, Grégoire, étaient ses amis intimes; comme lui jansénistes austères, ils avaient de la religion, mais c'était celle des sectaires.

Nous avons vu, dans l'introduction de cette histoire, combien la querelle pour les investitures avait été funeste à nos rois, et combien l'avarice de Rome fut longtemps nuisible aux libertés de notre Église. Pour nous en affranchir à jamais, les restes du parti janséniste cherchèrent à modifier cette hiérarchie ecclésiastique qui fait du pape une espèce de divinité; dans ce dessein, ils voulaient reconstituer l'Église de France dans ses formes primitives, et ramener les croyances à toute leur pureté, en assujettissant le clergé aux lois constitutionnelles.

C'était en effet un spectacle pénible et fécond en scandales, de voir les ministres d'un culte qui a fondé l'égalité et la liberté parmi les hommes, entretenir des hostilités sourdes ou déclarées contre les franchises d'un grand peuple, et par leur obstination à rester en dehors du mouvement des idées contemporaines, faire déverser sur une religion sublime la haine et le mépris qui ne devaient retom-

ber que sur ceux de ses ministres dont l'irascibilité les rendait rebelles par l'impuissance d'être persécuteurs.

Alors une pensée grande et juste vint stimuler le petit nombre d'hommes patriotes et religieux que renfermait l'Assemblée. Convaincus que l'ambition sacerdotale a toujours été la cause ou l'obstacle des révolutions, et qu'un État ne peut être en repos que lorsque son gouvernement spirituel est en harmonie avec le pouvoir temporel, ils voulurent associer la religion à l'État, en introduisant dans le culte les doctrines constitutionnelles; l'immense savoir des jansénistes leur avait appris qu'il y avait identité parfaite entre les formes de la primitive Église et les bases du gouvernement représentatif. Pleins de cette grande idée, ils voulurent reconstituer le clergé et lui donner une organisation régulière appropriée à la nouvelle division territoriale de la France.

En faisant revivre les usages des premiers temps du christianisme, ils espéraient affranchir l'Église gallicane de la domination temporelle des papes et la garantir des coups que lui préparaient les révolutionnaires. Ce projet renfermait un tel principe de grandeur et d'équité, qu'en séduisant les jansénistes, il ne pouvait manquer de plaire au peuple. Mais si ceux-ci songeaient à réformer des abus devenus de longues et saintes habitudes, les jacobins voulaient extirper la religion, qu'ils considéraient comme un obstacle; les uns cherchaient à abattre les

branches parasites, et les autres à déraciner l'arbre même.

La loi du 13 avril 1790 avait solennellement proclamé le principe sacré de la liberté des cultes; cette loi prescrivait d'abandonner à la conscience de chaque citoyen tout ce qui concernait ses opinions et ses pratiques religieuses. Cependant un comité ecclésiastique avait été nommé¹; ses membres, voués au jansénisme, crurent devoir revenir sur cette indifférence en matière de dogmes; et, pour réparer le tort qu'on avait eu de n'assigner aucune place à la religion de l'État, ils voulurent consacrer sinon la domination d'un culte, du moins son existence privilégiée; et, sans attendre que l'Assemblée eût achevé l'œuvre de nos grandes institutions, ils entreprirent de donner des réglemens sur les formes extérieures de la catholicité. Cette faute politique, si toutefois c'en était une que d'élever l'édifice social sur des principes aussi moraux, provenait du respect que le comité avait pour le christianisme qu'on l'accusait de vouloir profaner. Ainsi ses membres, plus voisins des illusions que de la vérité, se flattaient que le culte et la constitution se fortifieraient l'un par l'autre en se prêtant un mutuel appui. De son côté l'Assemblée, en applaudissant aux travaux du comité, oubliait qu'elle avait séparé les deux pouvoirs, lorsque, dans la grande question de la prééminence à donner à l'Église française, elle avait déclaré que la religion ne devait pas dépendre de l'autorité civile.

¹ *Moniteur* du 8 fév. 1790, p. 135, col. 3.

En effet, s'il n'est pas donné aux membres des associations politiques de rien statuer sur les affaires religieuses, à plus forte raison l'Assemblée nationale n'avait pas qualité pour donner à son action législative un caractère sacerdotal; il lui aurait en outre fallu, pour imposer les formes prescrites par l'Église primitive, qu'elle eût la foi, sans laquelle nul n'a mission du ciel pour prêcher la pureté des mœurs, l'amour du culte, et fixer les rapports qui doivent exister entre l'homme et son Créateur.

Néanmoins les membres du comité crurent s'affranchir de ce reproche en recourant aux lumières de plusieurs savans ecclésiastiques, entre autres à D. Déforis, membre très-distingué de la congrégation de Saint-Maur*. Cet habile éditeur des *OEuvres de Bossuet*, plein de zèle et de ferveur pour la règle qu'il avait fait vœu d'observer, réuni à quelques religieux de l'ordre des Blancs-Manteaux, dont les coutumes étaient sévères comme les siennes, rédigea un recueil renfermant un corps de doctrines fait pour ramener l'Église à l'état de pureté où elle était avant le treizième siècle. Cet ouvrage ayant été envoyé au comité ecclésiastique, Camus s'en empara, et, d'accord avec ses collègues Fréteau, Treilhard, d'Ormesson et Martineau, ils donnèrent à l'œuvre des bénédictins le titre imprudent de *Constitution civile du Clergé*, au lieu de l'appeler *Police exté-*

* Ce vertueux religieux était né à Montbrison, département de la Loire. Il fut condamné à mort, le 7 messidor an II (25 juin 1794), par le tribunal révolutionnaire de Paris.

rieure de l'Église*, ou plutôt *Nouveau Code de l'Église gallicane*.

Ce fut pour honorer le sacerdoce qu'ils commirent cette faute : l'amour immodéré qu'on avait alors pour le mot *constitution* était tel, qu'on aurait cru nuire au clergé si on ne l'avait pas *constitué*. Les jansénistes n'ignoraient pas, en effet, que les jacobins espéraient détruire les prêtres en les plaçant hors de la loi commune. Pour les sauver, il fallait leur donner une organisation nouvelle, et retirer du naufrage les institutions religieuses, en les modifiant selon nos institutions civiles. C'est ainsi que les adeptes de Port-Royal espéraient imprimer un nouveau lustre au catholicisme. Mais leurs hautes combinaisons, confiées à des hommes sans foi, attirèrent à la religion les plus violentes persécutions.

Le comité ecclésiastique croyait sincèrement que la même autorité qui fixe les attributions et les pouvoirs des fonctionnaires de l'empire, avait aussi le droit de répartir les fonctions du culte d'une manière plus conforme aux intérêts de l'État, aux besoins du peuple et à la facilité de la célébration des saints mystères. Les diocèses et les paroisses étaient distribués avec une inégalité choquante ; c'était l'ouvrage du hasard et le travail plus ou moins actif de l'intérêt ou des convenances personnelles¹. Le co-

* Durand-Maillane, membre du comité ecclésiastique, assure que c'était ainsi qu'on voulait intituler la *Constitution civile du Clergé*.

¹ SAVIGNES, évêque de Viviers (*Exam. des principes de la Const. civ. du Clergé*), p. 73.

mité répartit les uns et les autres de manière à rendre facile la distribution des secours spirituels. Cette nouvelle démarcation ne touchait ni à la prérogative pontificale ni aux doctrines ecclésiastiques; elle avait toujours appartenu au pouvoir temporel, et rentrait par conséquent dans les attributs de l'autorité séculière.

Le salaire dû aux ecclésiastiques était devenu le partage du luxe et de l'indolence d'une foule de prélats sans fonctions qui déshonoraient l'Église par leur inutilité, et souvent encore par le scandale de leurs mœurs. Le vice des choses humaines avait pour ainsi dire transféré l'iniquité des fiefs dans la maison du Christ. Les grands bénéficiers nageaient en suzerains dans l'oisive opulence, lorsque les vrais pasteurs, attachés comme des serfs à la glèbe du sanctuaire, retiraient à peine de leurs honorables travaux le soutien d'une vie pauvre et misérable. S'il y avait des sièges pontificaux à donner, de riches abbayes à conférer, les courtisans seuls les obtenaient. Une grande partie des bénéfices, cures et prieurés étaient à la disposition des seigneurs, qui devenaient ainsi les régulateurs de la religion et de l'état moral d'un grand nombre de paroisses. Pour remédier à ces abus, le comité assigna à chacun des membres du clergé des traitements proportionnés à la nature et à l'importance de ses services. Il abolit les chapitres, abbayes, prieurés, et tous les titres de bénéfices autres que les métropoles, les évêchés et les cures, jugés ab-

solument nécessaires; et en donnant à chaque diocèse l'étendue d'un département, il supprima cinquante-trois évêchés.

Au temps de la primitive Église, l'évêque et les curés étaient appelés au ministère sacerdotal par la voix des fidèles¹; quoique cet usage ne fût plus praticable avec nos mœurs, le comité, pensant rendre au clergé sa dignité et au peuple ses droits, commit la très-grande faute de vouloir le faire revivre. Cette aberration allait tout bouleverser. Autrefois, lorsque les chrétiens étaient peu nombreux, pleins de foi, de candeur et de désintéressement, ils pouvaient désigner leurs pasteurs; mais de nos jours il fallait laisser au clergé l'élection de ses évêques, et à ceux-ci la nomination des curés, alors on rentrait légalement dans les droits de l'Église gallicane. Mais la faute de l'Assemblée nationale a toujours été de n'avoir pas voulu approprier ses lois à la nature du cœur humain, et de là l'inconcevable folie de vouloir faire élire des évêques et des curés par les mêmes hommes qui ne purent jamais faire choix de bons administrateurs ni de sages députés.

Il était défendu aux évêques de recourir au pape pour obtenir la confirmation de leur élection, ils devaient seulement la lui annoncer comme chef visible de l'Église universelle, en témoignage de l'unité de la foi; toutes ces innovations dans la discipline de l'Église faisaient bien plus qu'empié-

¹ FLEURY (*Hist. eccl.*, par l'abbé), liv. 1^{er}, § 5; liv. II, § 43; liv. VI, § 54; liv. XII, § 42.

ter sur le temporel, puisqu'en dépouillant le pape de son droit de confirmation, on bornait la communion au Saint-Siège à une simple formule qui ne faisait qu'apprendre au souverain pontife qu'on avait pu se passer de son autorité.

Telle était la loi canoniquement hérétique qui, sous le titre de *Constitution civile du Clergé*, allait renverser tout ce qui jusqu'alors avait établi l'admirable organisation de l'Église de France. Ensuite ce mot de *constitution*, appliqué à la religion, renversait toutes les idées, troublait toutes les consciences. Les esprits religieux, rebelles à la constitution qui régissait les affaires de la terre, pouvaient-ils obéir à celle qui semblait régler les affaires du ciel? Un double fanatisme allait profiter de cette faute pour rallumer dans l'Ouest les guerres de religion et mêler des flots de sang à ceux qu'allaient faire verser les guerres étrangères.

L'élection populaire, privée de la sanction du pape, constituait deux profanes absurdités; sur tout le reste, la foi n'était point attaquée par la constitution du clergé : des théologiens, moins sévères que nous, osèrent même la justifier de l'accusation d'hérésie, en cherchant à prouver qu'elle ne contenait que des réglemens de pure discipline, fondés sur les libertés de l'Église gallicane *. Au reste,

* Cette assertion est prouvée par le concordat de Pie VI avec Bonaparte, premier consul. En supprimant l'élection des évêques et des curés par les assemblées électORALES, et en rendant au pape son droit de

Bossuet, dont le nom était si souvent invoqué contre les nouvelles lois, n'était-il pas le vrai fondateur de la Constitution civile du Clergé, qui renfermait la plupart des principes exposés dans la déclaration de 1682 touchant le droit de régale ? Le pouvoir donné à nos rois par cette déclaration était alors exercé par une assemblée nationale ¹. Le mot de *constitution*, n'était même pas une nouveauté ; Clément XI avait donné le titre de *constitution* à la bulle *Unigenitus*, et les partisans de cette bulle portèrent longtemps le titre de *constitutionnaire*. La fameuse protestation des *quarante* contre cette bulle était encore une constitution pour le clergé. Mais de nos jours ce mot, qui blessait l'oreille des royalistes ardents, était un blasphème pour les âmes pieuses qui toujours confondirent les deux constitutions dans une haine commune.

Le travail du comité ecclésiastique ayant été soumis à l'Assemblée, l'archevêque d'Aix, avant même que la discussion fût ouverte, protesta contre les doctrines qui allaient être érigées en lois ; il exposa l'utile influence de la religion ; qu'il présenta comme

sanction, ce concordat, qui n'a jamais été désavoué par la cour de Rome, est devenu une véritable constitution civile du clergé, purgée des deux hérésies que nous avons signalées. Non-seulement il consacra les circonscriptions nouvelles, mais encore il supprima des fêtes solennelles et diminua le nombre des évêchés ; ainsi le seul tort de l'Assemblée nationale fut de n'avoir pas voulu s'entendre avec l'autorité ecclésiastique sur des matières dans lesquelles cette autorité compétente devait naturellement intervenir.

¹ SAVIKES, évêque de Viviers (*Exam. des principes de la Const. civ. du Clergé*), p. 264 et 265.

le sceau de la déclaration qui assurait à l'homme ses droits et sa liberté. « Nous ne rejetons point, « dit-il, la pureté des méthodes de la primitive « Église; mais puisque le comité nous rappelle nos « devoirs, il nous permettra de le faire souvenir de « nos droits et des principes sacrés de la puissance « ecclésiastique; je vais donc exposer, avec toute la « fermeté qui convient aux ministres du Seigneur, « l'indispensable autorité de l'Église.

« Jésus-Christ a donné sa mission aux apôtres et à « ses successeurs pour le salut des fidèles, il ne l'a « confiée ni aux magistrats ni aux princes, puisqu'il « s'agit d'un ordre de choses auquel les rois mêmes « doivent obéir¹. La mission que nous avons reçue « par la voie de l'ordination et de la consécration « remonte jusqu'aux apôtres. On vous propose au- « jourd'hui de supprimer une partie des ministres, de « diviser les juridictions; mais la discipline s'oppose « à ce que les évêques soient institués par l'autorité « civile ou destitués par elle, et il est absurde de « faire dépendre l'existence d'un prélat des caprices « d'une classe de citoyens étrangers aux vertus de « l'Église. Il ne vous appartient pas davantage de « changer la juridiction des évêchés; *elle a été établie « et limitée par les apôtres, et aucune puissance hu- « maine n'a droit d'y toucher.* » De longs murmures donnèrent à comprendre que cette dernière asser- tion choquait par trop les croyances d'une nation

¹ *Moniteur* du 30 mai 1790, p. 610, col. 1 et 2.

éclairée. « Il s'est introduit des abus, je ne prétends
« pas le nier; comme les autres j'en gémis; mais si
« des réformes sont nécessaires, il faut recourir à
« l'autorité de l'Église, il faut la consulter dans un
« concile national, c'est là que réside le pouvoir qui
« doit veiller au maintien de la foi. Nous en ré-
« clamons la convocation avec instance. Si le roi
« et l'Assemblée n'obtempèrent point à nos vœux,
« nous ne pouvons consentir à ce que vous deman-
« dez. Nous déplorons même, au nom du clergé de
« France, l'impossibilité de participer à la discus-
« sion qui va s'ouvrir * . »

Lorsque Treilhard, rapporteur du comité ecclésiastique, parut à la tribune pour exposer le résultat de ses immenses travaux, tous les auditeurs prêtèrent une oreille attentive à son discours, rédigé avec toute la magie de la diction, et fortifié par une érudition qui remontait jusqu'au siècle des apôtres. Pour prouver la nécessité d'une réforme dans l'organisation des affaires ecclésiastiques, il exposa qu'il y avait des évêchés et des cures dont le territoire était très-resserré et d'autres très-étendus; que parmi les pasteurs il y en avait d'accablés sous le poids des ans et de la fatigue, dont la portion congrue s'élevait à peine à sept cents livres, tandis que dans les mêmes paroisses il existait des bénéfices d'un revenu énorme, possédés par des ecclésiastiques sans fonctions, ne résidant pas même sur les

* M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, devint sous l'empire archevêque de Tours, et par conséquent adhéra pleinement au concordat.

lieux, qui emportaient au loin leur produit et le dissipaient souvent dans le luxe, la profusion et la débauche.

« Les collégiales et chapitres de cathédrales, dit
« l'orateur, ne sont plus ce qu'ils étaient dans l'origine : les chanoines vivaient alors en commun et
« formaient le conseil de l'évêque; ils en sont aujourd'hui les rivaux. Ils concouraient avec l'évêque à la tranquillité des familles, ils en sont à
« présent les fléaux par une foule de procès qu'ils
« suscitent; et leur inutilité est si avérée, que le
« plus classique de nos poètes a représenté la mollesse sous l'emblème d'un chanoine¹. Pénétré de
« tous ces abus, le vertueux Fleury, dans son discours sur l'*Histoire ecclésiastique*, réduit la juridiction spirituelle à l'instruction des fidèles, à
« l'administration des sacrements : telle est la sage
« doctrine de l'Église de France.

« Dans les premiers siècles du christianisme,
« poursuit Treilhard, le peuple choisissait ses pasteurs, et les évêques les ordonnaient. Bientôt les
« papes usurpèrent les prélatures; saint Louis rétablit les élections encore usurpées et de nouveau
« instituées : depuis elles ont subi le sort de toutes les
« affaires soumises à la puissance temporelle. Voyez
« les successeurs des apôtres devenus des seigneurs
« séculiers, ont-ils acquis plus de vertus civiles?
« Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ont perdu les

¹ *Moniteur* du 31 mai 1790, p. 614, col. 1 et 2.

« vertus apostoliques. Leur nomination, concentrée dans les mains du roi, ou plutôt dans celles des ministres, a trop souvent prouvé qu'on choisissait, non celui qui avait le plus de mérite, mais bien celui dont la famille jouissait du plus grand crédit. Qu'on cesse donc de dire que la religion est perdue parce que l'on attaque des abus qui devraient paraître monstrueux à ceux mêmes qui en profitent. » Enfin, après avoir clairement démontré par l'exemple de Charlemagne, de Charlot et de Louis le Débonnaire, que les réformes, en matière de discipline ecclésiastique, appartenaient au pouvoir exécutif, le rapporteur conclut que le projet du comité devait être adopté.

Un curé nommé Leclerc, qui s'était toujours montré l'un des plus ardens défenseurs du haut clergé, soutint que les pouvoirs de l'Église étaient inaliénables; à l'entendre, la justice devait appartenir aux évêques, et la juridiction ecclésiastique était indépendante des institutions sociales. Il voulait que les princes se bornassent à faire les lois nécessaires à l'exécution de celles de l'Église. Toutes les doctrines du comité lui parurent conduire au presbytérianisme; et, quoiqu'on eût démontré que la discipline du concile de Trente n'avait jamais été reconnue en France, il ne cessa de l'invoquer et de la citer à l'appui de son opinion, comme une autorité irrévocable; son meilleur argument fut de qualifier l'élection populaire d'usurpation, et même de simonie.

Camus, versé dans l'étude des livres saints et des lois canoniques, se présente pour défendre le projet du comité contre la virulente attaque du curé Leclerc; et, adoptant en matière religieuse ainsi qu'en matière politique l'erreur commune à tous les idéologues, que la voix du peuple est la voix de Dieu *, il s'attache à démontrer le grand avantage de ramener par les élections les évêques et les curés à leur primitive institution. Ensuite il s'étendit avec complaisance sur le luxe des évêques, sur leur vie trop mondaine, et sur les grands bénéficiers qui avaient oublié que la quatrième partie de leurs revenus appartenait aux pauvres. Le concordat de Léon X avait privé les chapitres du droit d'élection des évêques, pour le conférer au monarque : il s'éleva contre cette injustice, d'autant plus grande que depuis les prélats nobles, à l'exclusion des ecclésiastiques qui n'avaient que des vertus et des talents, se trouvaient pourvus des premières et des plus riches dignités. En citant les pères de l'Eglise, il en déduisit des faits qui parurent des preuves sans réplique à l'appui de ses argumens; enfin, pour combattre les protestations de l'archevêque d'Aix sur la circonscription des diocèses, il rappela que, si les évêques voulaient remonter à l'origine de leur mission, ils verraient que leur divin maître en les instituant ne leur avait point tracé de limites

* Lorsque les apôtres trouvèrent un peuple plein de foi et soumis aux maximes du divin Rédempteur, ils purent dire : *Vox populi, vox Dei*, mais aujourd'hui c'est la plus peccante de toutes les absurdités.

territoriales, puisqu'il leur dit : *Allez et prêchez sur toute la terre : comme mon père m'a envoyé, je vous envoie.*

L'érudition de Camus, remontant aux sources les plus authentiques, apprit à l'Assemblée que, vers la fin du huitième siècle, un insigne faussaire, nommé Ingérald, évêque de Metz, s'érigeant en vil flatteur, composa des décrétales qui attribuaient aux papes le droit de créer des métropoles et d'instituer des évêques¹. « De là l'autorité que les papes se sont
« arrogée; de là ces abus qui ont déshonoré l'É-
« glise. Il est donc vrai de dire que toutes les fois
« que la puissance civile veut diminuer le nombre
« des évêchés, elle le peut; ce qui est vrai pour les
« évêchés peut aussi s'appliquer aux cures. Les
« évêques sont les supérieurs des curés, mais ils ne
« sont comme eux que des pasteurs. Il convient
« donc que leur nomination soit rendue au peuple,
« et qu'on attribue par une loi, aux assemblées de
« département, le droit de nommer leur évêque lors
« de la vacance, et, à chaque assemblée de district,
« celui d'élire ses curés. » Pour mieux faire res-
sortir les avantages d'un système que le bon sens
devait seul condamner, Camus concluait que le
peuple, déjà administré au civil par des magistrats
de son choix, serait également gouverné au spiri-
tuel par des pasteurs qu'il aurait librement élus, et
que de ce concours et de cet ensemble naîtraient

¹ *Moniteur* du 1^{er} juin 1790, p. 616, col. 3.

l'heureuse harmonie qui fait la prospérité d'un empire et le bonheur des individus qui le composent.

L'opinion de Robespierre fut remarquable par sa clarté et sa précision. Sans s'arrêter aux argumens théologiques qu'il dédaignait de combattre, il considéra le plan du comité comme devant fixer les lois qui établissaient les rapports des ministres du culte avec la société; selon lui, les prêtres n'étaient que de simples magistrats consacrés au maintien et au service de la morale publique. Après s'être élevé contre l'autorité étrangère, dont l'influence spirituelle acquiert des sujets hors du pays soumis à sa domination¹, il voulut poser d'autres principes; mais, malgré sa conformité d'opinion avec la majorité des députés, ses paroles furent étouffées par des murmures. Quoique Robespierre eût beaucoup acquis comme orateur, il ne jouissait d'aucune faveur au sein de l'Assemblée; il était pour ses collègues un esprit faux et dangereux, aimant beaucoup à parler de lui, et ne pardonnant jamais à ceux qui avaient blessé son amour-propre. Son argumentation froide et décolorée ne pouvait être goûtée d'aucun parti, et le mépris voué à ses idées qu'il croyait être parfaites acheva de le rendre morose, haineux et vindicatif.

Goulard, curé de Roanne, prévint que le projet allait troubler la hiérarchie de l'Église et détruire l'harmonie entre les ministres et leur chef. « Le co-

¹ *Moniteur* du 1^{er} juin 1790, p. 616, col. 2.

« mité, dit-il, prend pour base l'ancienne disci-
« pline, eh bien ! c'est en partant de ce principe
« que Luther a commencé sa réforme, qu'il a aboli
« les monastères, qu'il a déclaré que le vœu de chas-
« teté n'était pas d'institution divine, enfin qu'il a
« épousé une religieuse. Ce curé déclara que l'auto-
« rité libre et indépendante de l'Église résidait dans
« l'épiscopat, qui seul pouvait modifier ses lois ca-
« noniques ; qu'en pareille matière les décisions de
« l'Assemblée et celles de tous les rois de la terre
« seraient essentiellement nulles, sans le consente-
« ment du chef de l'Église. » Après avoir accusé le
comité de tendance au schisme et à l'hérésie, il fut
d'avis qu'à l'exception du salaire pécuniaire, il n'y
avait pas lieu à délibérer sur le plan proposé.

L'abbé Gouttes était un curé de l'Auvergne, re-
commandable par son patriotisme, ses mœurs et
une véritable foi évangélique. Quoique connu par
son respect pour les usages de l'Église et sa défé-
rence pour la supériorité des rangs ecclésiastiques,
il se montrait ardent défenseur de la régénération
du clergé. Dans l'exposé de son opinion, il soutint
que la nomination aux évêchés et aux cures n'ap-
partenait point à l'Église ; il le prouva, en rappel-
lant que lorsque les fidèles demandèrent aux apôtres
d'augmenter le nombre des pasteurs, ils leur répon-
dirent : *Choisissez, et nous instituerons*. L'orateur,
interrompu par des murmures, se tourne vers
le côté droit, et dit avec candeur : « Je fais profes-
« sion, ainsi que vous, d'aimer, d'honorer, de res-

« pecter la religion. S'il le faut, je saurai même verser mon sang pour elle¹. » La voix de l'orateur est de nouveau couverte par une rumeur dubitative^{*}.

Tous les ecclésiastiques, siégeant au côté gauche, se lèvent spontanément et déclarent qu'ils s'unissent à l'honorable profession de foi qu'ils viennent d'entendre.... Le silence rétabli, l'abbé Gouttes en profita pour affirmer que la supériorité des évêques sur les curés était une coutume de l'Église et non l'émanation de la volonté divine; il motivait son opinion par les citations les plus orthodoxes et les plus savantes, toutes tirées du texte des pères de l'Église, lorsque d'Épréménil lui cria avec humeur : « Nous n'entendons pas le latin. » — « Eh bien ! poursuit l'orateur, voici du français : Saint Augustin, évêque d'Hippone, écrivait à saint Jérôme : Encore que, selon les titres d'honneur, l'épiscopat soit au-dessus de la prêtrise, Augustin est au-dessous de Jérôme. »

Pendant que d'Épréménil et quelques évêques ne cessaient de crier au schisme, Sieyes, opposé à la réforme ecclésiastique, accusait aussi les membres du comité de vouloir faire revivre Port-Royal et le jansénisme. Mais, au moment où l'on allait mettre aux voix le premier article du décret portant qu'il serait fait une nouvelle circonscription de diocèses, l'évêque de Clermont réitère la demande faite par l'archevêque d'Aix d'un concile national. Il attaque

¹ *Moniteur* du 1^{er} juin 1790, p. 617, col. 3.

^{*} L'abbé Gouttes fut condamné à mort par le trib. révolutionn.

l'abbé Gouttes pour avoir dit que l'évêque de Rome n'a obtenu sa prééminence sur les autres évêques, que parce que Rome, dans les premiers siècles de l'Eglise, était la capitale de l'empire. Gobel, évêque de Lidda, combat l'évêque de Clermont, mais il pense qu'à l'égard des articles de la constitution civile du clergé, qui ont quelque connexité avec les objets purement spirituels, l'Assemblée suppliera le roi de recourir aux voies canoniques.

Le premier article fixait, pour chaque département, un évêque ou un archevêque; alors Fréteau fait observer que l'autorité de l'archevêque métropolitain était contraire à l'ancienne discipline ecclésiastique, ainsi qu'à l'esprit de la constitution qu'on voulait établir. Martineau, membre du comité, et janséniste très-éclairé, prouva que les métropolitains, les primats et les patriarches existaient dans la primitive Eglise; que lorsque les électeurs choisissaient un évêque, ils ne faisaient que la présentation, et qu'ainsi la juridiction métropolitaine serait nécessaire pour confirmer le choix du peuple. Cette grave question, longtemps agitée, fut renvoyée au comité, et ses membres décidèrent, par l'organe de Lanjuinais, qu'il fallait supprimer la juridiction métropolitaine pour conférer ce qu'elle avait d'essentiel au plus ancien évêque d'un arrondissement déterminé. Cet article, ainsi amendé, fut adopté à une grande majorité, sans le concours du côté droit de l'Assemblée. En même temps l'évêque de Clermont se lève et déclare qu'il ne pren-

dra point part à la délibération¹; beaucoup d'ecclésiastiques suivent son exemple.

La discussion s'étant engagée de nouveau sur les points les plus litigieux de la théologie, l'Assemblée se trouva transformée en un véritable concile que d'Épréménil qualifia de concile schismatique et presbytérien. Chacun citait les saintes Écritures, et les pères de l'Église et les conciles; la tribune était une véritable chaire de théologie scolastique. Les questions devinrent alors si ardues et les débats si animés, si difficiles à suivre, que l'historien, pour éluder la confusion de cette séance orageuse, doit se borner à dire que les articles du comité, touchant le nombre des évêchés et l'élection des pasteurs, furent adoptés malgré les efforts de l'évêque de Clermont, toujours prêt à combattre chaque fois qu'il croyait devoir relever des erreurs ou repousser des hérésies.

Les autres articles de la constitution civile du clergé, relatifs aux vicaires, aux séminaires, aux conseils des évêques, aux arrondissemens des paroisses, furent défendus par Martineau; son grand savoir et son esprit conciliant intéressèrent en faveur des réformes qu'il proposait. Il convainquit bien des cœurs et rassura bien des consciences en prouvant que la constitution elle-même ne saurait rien faire pour le bonheur du peuple sans la religion, qui forme et purifie les mœurs; « toutes

¹ *Moniteur* du 5 juin 1790, p. 625, col. 2.

« les lois civiles, ajouta-t-il, seront impuissantes, « si elles ne sont sanctionnées par la loi divine. » Chaque parole de l'orateur respirait un respect profond pour la religion, qui se communiquait à à la majorité de ses collègues. Ce sentiment influa sur l'Assemblée, au point qu'elle adopta avec une confiance entière l'immense travail du comité ecclésiastique.

Lorsqu'on en vint à la fixation du traitement des évêques, Cazalès présenta l'étroite alliance qui existait entre la religion et la charité; il fit de l'aumône un sacrement et une des plus vénérables fonctions du sacerdoce. A l'aide de cet ingénieux exorde, il considéra les traitemens assignés par les comités comme insuffisans pour les évêques et les curés des grandes villes. Robespierre lui répondit en moraliste profond : « J'adopte les principes du « préopinant, mais j'en déduis des conséquences « tout à fait opposées Saisissons l'esprit de religion, « agrandissons les idées de charité, et nous verrons « que si l'auteur pauvre et bienfaisant du christia- « nisme a recommandé au riche de partager sa for- « tune avec les indigens, il a voulu que ses ministres « fussent pauvres, pensant qu'ils seraient corrompus « s'ils vivaient dans l'opulence. Il savait que les « plus riches ne sont pas les plus généreux, et que « ceux qui sont séparés des misères de l'humanité « ne compatissent guère à ces misères; que par « leur luxe et par les besoins attachés à leur con- « dition, ils sont souvent pauvres au sein même des

« richesses. Non, les législateurs ne soumettront pas
« l'existence du peuple au caprice et à l'arbitraire
« de quelques hommes. Au lieu de mettre des fonds
« considérables à la disposition des ministres du
« culte, et d'affecter au traitement des évêques les
« sommes destinées à remplir les devoirs les plus
« sacrés de la société, ils sauront venir au secours
« des malheureux par de grandes vues adminis-
« tratives. C'est en protégeant par de bonnes lois
« tous les citoyens sans distinction, et surtout en
« leur procurant des occupations utiles, qu'ils les
« accoutumeront au travail et les sauveront de la mi-
« sère ; tandis que les aumônes du clergé, par la
« fausse application d'un principe pieux, ne servent
« le plus souvent qu'à entretenir la paresse et la
« mendicité. »

Après une longue discussion, on allait voter sur l'ensemble de la loi, quand l'évêque de Clermont déclara, pour la troisième fois, qu'il protestait contre tout ce qui touchait aux grands intérêts de la religion. Les ecclésiastiques, attachés aux évêques, et quelques nobles, adhérèrent à cette protestation, et quittèrent l'Assemblée au milieu du tumulte¹. Malgré leur retraite, les partisans de la constitution civile se trouvèrent en nombre suffisant, et le décret, mis aux voix (12 juillet), passa sans nulle opposition.

Il résultait de l'ensemble de cette constitution

¹ *Moniteur* du 17 juin 1790, p. 688, col. 1^{re}.

ecclésiastique, qu'il y aurait un évêque par département ; que les évêques, ainsi que les curés, seraient élus par le peuple, à la pluralité des suffrages ; qu'ils rempliraient gratuitement envers les fidèles les devoirs de leur ministère ; que le traitement des évêques s'élèverait de douze à cinquante mille liv. ; celui des curés, de douze cents liv. à six mille liv. ; celui des vicaires était de sept cents liv. au moins. Enfin la totalité du budget du clergé, à la charge de l'État, s'élevait à soixante-dix-sept millions.

Dans cette grave question, l'une des plus importantes qu'ait agitées l'Assemblée nationale, les jansénistes, quoique engagés dans une mauvaise voie, se conduisirent avec beaucoup d'habileté¹ ; ils attendirent, avec une sage lenteur, le moment favorable pour séparer, dans l'opinion du peuple, la cause du clergé de celle de la religion. Ils écoutèrent avec calme toutes les protestations, et ne leur opposèrent que le sang-froid d'une conscience pure. Pour prouver combien le tiers-état méritait d'arriver aux sommités sociales, il suffit de dire qu'il trouva dans son sein des antagonistes du clergé assez instruits, et assez versés dans les matières civiles et religieuses pour détruire avec les armes du raisonnement des institutions et des usages enracinés depuis des siècles, et que les mœurs et les croyances faisaient considérer comme choses sacrées, quoique incompatibles avec la nouvelle organisation de la France.

¹ LAMETH (*Hist. de l'Ass. const.*, par Alex.), t. II, p. 398 — FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 54 et 55.

Mais les évêques, soulevés contre des réglemens qui, après leur avoir ôté le revenu des plus riches abbayes, les réduisaient au titre de fonctionnaires salariés, profitèrent des fautes commises par l'Assemblée nationale, et de tout ce que la constitution civile renfermait d'absurde et d'impraticable, pour combattre l'une et l'autre, et se fortifier de puissans auxiliaires. Au lieu de se résigner et de gémir en silence, ils appelèrent à leur secours l'ignorance et le fanatisme. Alors une conspiration, plus dangereuse que toutes celles qui n'avaient cessé de contrarier la marche de la révolution, menaça la tranquillité publique; dans les villes et les campagnes, les évêques défendirent aux curés de se soumettre, en leur affirmant qu'en tout temps l'Eglise avait maintenu sa discipline, qu'elle venait immédiatement du Christ, qu'elle était affranchie de toute juridiction. C'est ainsi qu'en prêchant et provoquant dans tout le royaume la résistance à l'exécution des lois nouvelles, ils portèrent l'alarme dans les consciences et amenèrent un schisme effroyable.

Malgré les décrets de l'Assemblée nationale, les évêques continuèrent à nommer aux cures vacantes; ils se refusèrent aux nouvelles circonscriptions des évêchés et des paroisses; ils écrivirent de Paris à leur clergé de se liguer contre toute innovation, tandis que les chapitres et les curés inondaient les provinces d'écrits où l'opposition s'exprimait avec véhémence. Dans le diocèse de Nantes on compta

jusqu'à trois cents protestations. L'évêque de Quimper venait de mourir, les chanoines de cette ville déclarèrent qu'ils ne connaissaient que la volonté transmise par leur pasteur, et ils lancèrent les anathèmes de l'Église contre les novateurs. Enfin l'archevêque de Paris, du fond de la Savoie, envoyait en France des mandemens pour s'opposer à tous les actes de l'Assemblée.

En même temps un grand nombre de curés, à l'instigation de leurs évêques, protestaient publiquement en chaire contre les décrets et l'émission des assignats; plusieurs d'entre eux vouaient aux flammes éternelles ceux qui acquéraient des biens ecclésiastiques; ils déclaraient que ni eux, ni les évêques, ni le pape même, au moment de la mort, ne pourraient leur donner l'absolution, tant ce crime était irrémissible¹. Le curé de Péronne fit plus, il engagea ses paroissiens à refuser le paiement des impôts, à massacrer les commis, et leur promit de marcher à leur tête si jamais on osait les attaquer².

C'était en effet une chose inouïe dans les fastes de l'Église de voir tous les évêques, et la plupart des curés d'une grande monarchie, dépossédés de leurs sièges. Le roi très-chrétien devait-il se rendre ministre passif de cette violence? sa grande piété pouvait-elle porter un coup si terrible à la religion pour laquelle ses ancêtres avaient montré

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 185.

² *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 392.

tant de ferveur, et qui lui avait toujours été représentée comme le salut des rois ? se déclarerait-il pour une obéissance passive, ou bien par sa résistance attirerait-il sur son trône ébranlé, sur lui, sur sa famille, le courroux d'une assemblée, dont le pouvoir ne cessait de s'accroître, et d'une nation qui suivait avec enthousiasme l'impulsion d'indépendance qu'elle avait reçue depuis plus d'un siècle ?

Malgré l'ascendant qu'avaient exercé Turgot et Malesherbes pour amener Louis XVI à des réformes, ils le trouvèrent toujours ferme et inébranlable sur tout ce qui touchait à la religion. Ce prince faible, dont les oscillations furent continues, mérite cependant une juste admiration pour la constance de sa foi et l'exemple d'une piété simple et sincère, soit au milieu des séductions du scepticisme philosophique, soit au milieu de la licence d'une cour corrompue. Ainsi l'histoire de cette époque déplorable suffirait pour nous convaincre qu'en révolution la conscience d'un roi vertueux est bien loin d'être une garantie dans l'art de gouverner.

Durant la longue discussion de la constitution civile du clergé, les prélats les plus influens comptèrent beaucoup sur la religion du roi; tout leur faisait espérer que, retenu par des scrupules pieux, il n'oserait sanctionner de pareils sacrilèges. Sans cesse on lui insinuait qu'il ne devait point sacri-

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 52.

fier la religion à l'esprit d'incrédulité, et qu'il perdrait la couronne céleste en cherchant vainement à conserver la couronne temporelle qui chancelait sur sa tête. Ah! si l'on connaissait toutes les trames détestables ourdies au nom de la religion par les hommes ignorans ou pervers qui entouraient l'infortuné monarque, si on pouvait mettre à découvert le machiavélisme affreux que la vengeance, le dépit et les passions les plus sordides mirent en usage dès l'aurore des beaux jours de 1789, on ne s'étonnerait plus des nuages qui vinrent les obscurcir, et des crimes qui les souillèrent!

Le monarque, obsédé, irrésolu, pensa avec raison que le pape seul pouvait le tirer de sa perplexité. Par l'entremise du cardinal de Bernis, son ambassadeur à Rome, il demanda des conseils et une autorisation qui pussent concilier sa conscience avec la paix de son royaume : on a cru, et l'induction est assez naturelle, que le pape et le roi s'étaient mutuellement excités à la résistance. Mais nous avons aujourd'hui la certitude que ce fut le haut clergé de France qui profita de l'extrême piété du prince pour exciter la cour de Rome à ne point se départir de ses droits canoniques¹.

Cependant les atteintes portées aux prérogatives de l'Église n'étaient pas une chose nouvelle, et depuis longtemps les souverains eux-mêmes en

¹ *Correspondance polit. et confid. de Louis XVI*, t. 1^{er}, p. 142, Lettre à Pie VI (2 juillet 1790).

avaient donné l'exemple aux novateurs. Joseph II, excité par Kaunitz et l'évêque Herberstein, fit dans les ordres monastiques des suppressions et des réformes que réclamait impérieusement la prospérité de ses États. Sa longue querelle avec Pie VI prouva que cet empereur considérait toujours les États de l'Église comme un démembrement de l'empire romano-germanique¹. Les réformes de l'empereur furent imitées dans presque tout le reste de l'Italie. Léopold, grand-duc de Toscane, sous les auspices de l'évêque Scipion Ricci, neveu du dernier général des jésuites, fit tenir un synode à Pistoia² (1786), où furent consacrées toutes les maximes anti-romaines. De même la reine Caroline, sœur de Joseph II, fit supprimer soixante-dix-huit monastères en Sicile, et prétendit que la nomination de l'archevêque de Naples était un droit exclusif appartenant à sa maison. Enfin elle voulut s'emparer du duché de Bénévent, tandis que la Toscane réclamait Urbino, et que le duc de Modène et la république de Venise revendiquaient aussi quelques parcelles du duché de Ferrare.

Pie VI, qui avait consenti aux innovations de Joseph II, aurait transigé avec celles de l'Assemblée nationale, si la France avait eu à Rome un ambassadeur étranger à l'ordre qui avait un si grand intérêt à s'opposer à de telles réformes. Mais le cardinal de Bernis, si connu par les grâces de son esprit et son amour

¹ FAVIER (*Politique de tous les cabinets de l'Europe*), t. II, p. 348.

² *Mém. de Ricci*, publiés par de Potter, t. III, p. 192 et suiv.

pour les voluptés qu'il avait chantées à la manière d'Horace et de Tibulle, était loin de vouloir reporter la religion vers son antique simplicité. Elevé au sein d'une cour corrompue, nourri dans la mollesse de l'hermine et de la pourpre, il se montra dans cette occasion plus cardinal qu'homme d'État, plus partisan du faste que de l'austérité chrétienne. Intimement lié avec les émigrés de Turin et les évêques opposans, qui regardaient les guerres de religion comme leur plus puissant secours, au lieu de demander au pape une réponse conciliante, il fit entendre à Sa Sainteté qu'elle servirait le roi et la France en se refusant à toute espèce de transaction avec l'Assemblée nationale.

Le pape, en effet, répondit au roi (9 juillet 1790) que si Sa Majesté approuvait les décrets concernant le clergé, elle induisait en erreur une nation entière; qu'étant dans la ferme intention d'éviter la guerre civile, il n'avait jusqu'alors employé que les armes de la prière; « mais, disait le Saint-Père, si la religion continue d'être en danger, je serai obligé, comme chef de l'Église, de faire entendre sa voix. » Il suppliait ensuite le roi de ne point hasarder son salut éternel, ni celui de ses peuples, en donnant une approbation imprudente, qui scandaliserait tous les catholiques, et que, s'il voulait renoncer aux droits de sa couronne, il ne pouvait sacrifier pour aucune considération ce qu'il devait à Dieu et à l'Église, dont le roi de France était le fils aîné : qu'au reste, avant de prononcer sur une

affaire aussi importante, il tiendrait un consistoire avec ses cardinaux, et qu'il lui enverrait sa réponse motivée et sa décision doctrinale. En même temps Pie VI adressa aux archevêques de Bordeaux et de Vienne qui, à cette époque, étaient encore ministres, deux lettres confidentielles (10 juillet 1790), pour les exhorter à empêcher le roi de donner sa sanction à la constitution civile du clergé¹. Mais ces prélats, afin d'éloigner la commotion qu'aurait excitée un refus, tinrent leur dépêche secrète, et attendirent que le souverain pontife eût pris une détermination définitive².

Dans deux consistoires tenus à Rome, il fut décidé qu'il fallait consulter les évêques de France. Alors parut l'ouvrage fameux intitulé : *Exposition des Principes*. C'était un long mémoire que la majorité des ecclésiastiques, dirigés par le cardinal de La Rochefoucauld, publia sous le nom de l'archevêque d'Aix, et dans lequel ces prélats faisaient ressortir les défauts des nouvelles lois³. Tout en déclarant qu'ils étaient résignés aux plus grands sacrifices temporels, ils restreignaient si bien ces mêmes sacrifices, en les liant aux intérêts spirituels de la religion, que non-seulement l'élection des évêques et des curés, la circonscription des diocèses, mais

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*), t. VII, p. 489.

² GEORGE (Mém. de l'abbé), p. 39 et 41. Ces lettres, que retinrent les deux ministres, n'étaient point le bref du pape, qui ne fut donné que le 13 avril 1791.

³ SAVINES, évêque de Viviers (*Exam. des princip. de la Const. civ. du Clergé*), p. 163.

encore les chapitres , les communautés religieuses et les biens du clergé , étaient une arche sainte à laquelle il n'était pas permis de toucher¹. Ils terminaient en protestant que leur devoir était d'attendre avec confiance la réponse qu'ils avaient sollicitée du successeur de saint Pierre , qui , placé au centre de l'unité catholique , devait être l'interprète et l'organe des vœux de l'Église universelle. L'idée dominante de cet écrit était d'accorder à l'Église une juridiction indépendante de toute autorité séculière , et , sous prétexte de lui conserver sa doctrine , on la déclarait affranchie des lois humaines , et ne devant se régir que d'après ses propres réglemens².

Tous les évêques signèrent ce mémoire , à l'exception de l'archevêque de Sens et des évêques d'Autun , de Lidda , d'Orléans et de Viviers. « De-
« vous-nous nous offenser , disait ce dernier , de ce
« qu'on veut de l'épiscopat , nous rappeler à l'a-
« postolat ? » Lui-même réfuta l'*Exposition des Prin-
cipes* par un examen approfondi de la *Constitution
civile du Clergé* , dont le mérite irrita violemment
ceux dont les opinions irascibles étaient opposées
au caractère sage et prudent de ce vrai philoso-
phe. Doué d'un cœur tendre , il réunissait aux qua-
lités d'une belle âme un désintéressement tel que
sa fortune fut toujours le patrimoine des pauvres^{*}.

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*) , t. II , p. 181.

² SAVINES , évêq. de Viviers (*Const. civ. du Clergé*) , p. 169.

* M. de Savines était un autre Fénelon ; il n'a pu pécher que par ex-

L'Assemblée nationale ayant acquis la conviction que la presque totalité des évêques et une infinité de prêtres refusaient de reconnaître la nouvelle organisation du clergé, voulut les placer dans l'alternative d'obéir à ses décrets ou de se voir remplacer par d'autres ecclésiastiques plus soumis à ses volontés. Dans ce dessein, elle chargea le comité des affaires ecclésiastiques de l'éclairer sur ce grand procès. Ce comité, d'après le principe de la liberté des cultes, se refusa aux mesures de rigueur que chacun proposait¹. Mais celui des recherches, composé d'hommes ardents et passionnés, fit à l'Assemblée, par l'organe de Voidel, le tableau des actes de violence et de rébellion auxquels ne cessaient de se livrer la majorité des prêtres. L'orateur, après avoir fait l'éloge de la religion, pour mieux faire ressortir les vices qu'il reprochait à ses ministres, les accusa de couvrir d'un voile hypocrite leur attachement obstiné pour des biens acquis à la nation et incompatibles avec l'esprit de la véritable Église. Après avoir donné à entendre que leur résistance serait bien moindre si la constitution civile eût précédé la vente de ces mêmes biens, il leur annonça que le peuple, affranchi de tout préjugé,

cessive indulgence; son grand vicaire, homme corrompu, plein de mauvaises passions, et qui depuis a été la honte du sacerdoce, abusa de sa confiance pour l'entraîner dans des erreurs condamnables qu'il racheta par un grand zèle pour la *légitimité*. Le premier faux Dauphin, qui parut sous le Directoire, le compromit et lui enleva jusqu'au nécessaire.

¹ DURAND MAILLANE (*Mém. de*), membre du comité eccl., p. 20.

n'encenseraient plus en eux les idoles de l'orgueil.

Pour les astreindre au joug des lois nouvelles, Voidel soumit un projet de décret (27 novembre) qui enjoignait aux évêques et curés de se rendre dans leurs diocèses et cures, « de veiller avec soin « sur les âmes de l'évêché ou de la paroisse qui leur « était confié, et de promettre, sous le sceau du « serment, d'être fidèles à la nation, à la loi et au « roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et « acceptée par le prince¹. » Ceux d'entre eux qui s'y refuseraient devaient être déclarés démissionnaires, et comme tels remplacés suivant la forme prescrite par le décret du 12 juillet*.

Lorsque le rapport eut été terminé, Cazalès, d'Estourmel et Montlosier en demandèrent l'ajournement. Fréteau et les collègues qui, comme lui, avaient promulgué la constitution civile du clergé, protestèrent contre une mesure qui tendait à faire endurer les horreurs de la faim à des hommes consciencieux. Aussi l'historien équitable doit établir une grande différence entre les jansénistes du comité ecclésiastique et les jacobins du comité des recherches. Mais Barnave, contraire à ces opinions modérées, les trouve dangereuses dans un moment où l'esprit de révolte se manifestait de toutes parts. Le discours que prononça l'évêque de Clermont avait pour but de ramener par la douceur les par-

¹ *Moniteur* du 28 nov. 1790, p. 1372, col. 2.

* Ce décret était l'ensemble de la constitution civile du clergé.

tisans des mesures rigoureuses. « Réfléchissez, dit-il, « aux maux incalculables que vous allez attirer sur « votre patrie; si vous vouliez montrer votre amour « pour la paix, vous attendriez la décision de l'Église. « Pourquoi craindriez-vous de temporiser, lorsque « l'exécution de la constitution civile, sans rési-
stance, peut être la conséquence de la réponse que « nous attendons? » Ces paroles adroites retentissaient profondément dans les cœurs; les tribunes mêmes s'abstinrent de proférer leurs clameurs accoutumées, et chacun paraissait satisfait des promesses que faisait ce prélat en assurant que le clergé, par sa conduite, serait fidèle à la constitution en tout ce qui était de l'ordre politique.

Mais dès qu'il eut ajouté qu'il exceptait formellement les objets qui dépendaient de l'autorité spirituelle, Mirabeau se lève : il savait que cet évêque était le chef de l'opposition ecclésiastique, et qu'au moyen de M^{me} Elisabeth, sa pénitente, il avait un grand ascendant sur les déterminations de Louis XVI; ne tenant nul compte de ses concessions qu'il croyait peu sincères, il prend la parole, et dit à ses collègues avec vivacité : « Tandis que de toutes parts les enne-
« mis de la liberté publique nous accusent d'avoir « juré la perte de la religion, je vous conjure en ce
« moment, au nom de la patrie, de soutenir de toute
« la force dont la nation vous a revêtus, cette religion
« menacée par ses propres ministres, et qui ne chan-
« cela jamais que sous les coups dont l'orgueil et le
« fanatisme des prêtres l'ont souvent outragée.

« Quelle est, en effet, cette *Exposition* publiée par
« les évêques, et qui vient, à la suite de tant de pro-
« testations et de déclarations, susciter de nouvel-
« les inquiétudes aux bons citoyens? C'est la ruse
« d'une hypocrisie qui cache, sous le masque de la
« piété et de la bonne foi, le punissable dessein de
« tromper la religion publique et d'égarer le juge-
« ment du peuple. C'est l'artifice d'une cabale infer-
« nale formée dans votre sein, qui continue de mé-
« diter des mesures pour le renversement de la
« constitution en affectant le ton de la paix, et qui
« met en mouvement tous les ressorts des troubles
« et de la sédition, lorsqu'elle se donne pour ne
« vouloir plaider que la cause de Dieu.

« Ce qu'on veut, dit-il en s'adressant au côté
« gauche, c'est que vous cessiez d'être sages, et
« qu'après avoir respecté et maintenu la religion,
« vous fouliez aux pieds la foi de vos pères, afin
« que votre chute dans l'impiété vous imprime un
« caractère odieux, et semble intéresser la piété des
« peuples à la dispersion des législateurs de qui la
« France attend sa régénération. On veut faire haïr
« en vous les persécuteurs du christianisme et vous
« exposer au ressentiment des fureurs sacrées; pour
« y parvenir, on tient un langage de paix, on affecte
« une pieuse résignation, on se revêt d'un caractère
« faux, perfide..... On dit qu'on attend la réponse
« du pape, et l'on travaille cependant à armer la
« France catholique contre la France libre. Voyez
« avec quel artifice ces hommes faux et cruels ap-

« pellent la piété crédule ! Déjà, dans leurs écrits et
« dans leurs discours, ils lui présentent la religion
« ramenée à ces jours orageux où elle gémissait sous
« des empereurs romains.

« Vous, les persécuteurs de la religion ! vous qui
« lui avez rendu un si noble et si touchant hommage
« dans le plus beau de vos décrets ! Et c'est au mo-
« ment où vous rendez sa destinée inséparable de
« celle de la nation, où vous l'incorporez à l'exis-
« tence de ce grand empire, où vous consacrez à la
« perpétuité de son règne et de son culte la plus
« solide portion de la substance de l'État ; c'est ce
« moment où vous la faites si glorieusement inter-
« venir dans cette sublime division du plus beau
« royaume de l'univers, et où, plantant le signe au-
« guste du christianisme sur la limite de tous les
« départemens de la France, vous confessez à la face
« de toutes les nations et de tous les siècles que
« Dieu est aussi nécessaire que la liberté au peuple
« français ! Ah ! loin de nous tout système qui ôte-
« rait au vice un frein que les lois ne donnent pas
« toujours, et éteindrait le dernier espoir de la
« vertu malheureuse ! »

L'abbé Montesquiou défendit le clergé dans les termes les plus concilians ; mais les voies de douceur qu'il voulut proposer n'excitèrent que des murmures, même après avoir déclaré qu'à la place du pape il ferait tout ce qu'on lui demanderait¹.

¹ *Recueil des discours de Mirabeau*, t. IV, p. 63.

² *Moniteur* du 29 nov. 1790, p. 1373, col. 3.

Pétion venait de parler dans le sens de Mirabeau, lorsque l'abbé Maury monte à la tribune. Il n'avait point pris part à la longue et célèbre discussion de la constitution civile, et il venait en combattre les conséquences avec d'autant plus d'ardeur, qu'il semblait par son silence y avoir donné son adhésion. C'était sur lui que le clergé fondait ses espérances, non pour empêcher le décret provoqué par l'*Exposition des Principes*, mais pour lui donner un air de violence et le faire regarder comme l'œuvre d'une cabale animée du désir d'anéantir le catholicisme; irascible, colère, s'animant par la contradiction, il était très-propre à remplir le rôle dont on le chargeait.

Après avoir exposé brièvement tous les articles de la constitution civile du clergé, il s'attacha à prouver que si le ministère pastoral était amovible, si l'on excluait arbitrairement de leurs églises les évêques et les curés, la chaîne apostolique des pasteurs ne se perpétuerait plus en France. « Les voilà
« donc, s'écria l'orateur, ces prétendus philosophes,
« ces soi-disant amis de l'humanité, qui ont tant
« crié à la persécution et au fanatisme, qui ne ces-
« saient de nous étourdir de leurs vaines déclama-
« tions sur la tolérance et la liberté de penser, sur la
« fureur et le ridicule des disputes théologiques; les
« voilà devenus eux-mêmes les plus violens des fa-
« natiques, les plus impitoyables des persécuteurs;
« les voilà qui s'échauffent, qui s'emportent sur un
« point de discipline ecclésiastique jusqu'alors in-

« contestable; les voilà qui prennent l'alarme, qui
« sonnent le tocsin contre la règle de l'Église, la-
« quelle va, si on les en croit, détruire la constitu-
« tion, bouleverser tout l'ordre social et perdre le
« royaume! » Pour irriter l'Assemblée, il parla tou-
jours comme si la constitution civile n'avait pas en-
core force de loi, comme si les cinquante-trois évê-
chés supprimés devaient toujours subsister¹. En
vain chercha-t-il à se faire interrompre, en vain se
plaignit-il qu'on ne voulait pas l'entendre; les cons-
titutionnels furent assez sages pour ne pas lui accor-
der cette satisfaction. Mirabeau même ne répondit
que faiblement à ses défis²; de sorte que l'abbé
Maury, après avoir parlé pendant deux heures, sou-
vent avec colère et toujours avec éloquence, descen-
dit de la tribune, furieux de ce que le président Alex.
de Lameth ne lui avait point refusé la parole. Il était
si hors de lui, qu'il ne songea pas même à prendre
des conclusions.

La majorité des constitutionnels aurait désiré
qu'on écartât avec soin l'obligation du serment
pour toutes les affaires religieuses, et qu'on se fût
borné, selon l'avis de Mirabeau, à payer la pension
des prêtres qui se soumettraient, et à punir d'une
manière sévère ceux qui troubleraient l'ordre et
provoqueraient les citoyens à l'insurrection. Ils pré-
voyaient que l'intolérance politique remplacerait
l'intolérance religieuse. Ce désir de créer un clergé

¹ *Moniteur* du 29 nov. 1790, p. 1377, col. 1 et 2.

² *Recueil des discours de Mirabeau*, t. IV, p. 90 et 91.

dépendant des lois civiles, écartait l'Assemblée du système de modération sur lequel elle devait s'appuyer, et la rendait soumise aux volontés des jansénistes, qui ne cherchaient à associer la religion catholique au gouvernement qu'avec l'intention de la rendre dominante. Mais la plupart des membres de l'Assemblée nationale, élèves de la philosophie moderne, auraient voulu traiter le catholicisme comme toutes les autres sectes chrétiennes; par indifférence, ils respectèrent des doctrines qu'il est dans nos mœurs de ne pas combattre, alors même qu'on ne les partage pas; dans leur humeur, ils se récriaient sur un zèle qu'ils qualifiaient d'exaltation, et sur leurs bancs ils ne cessaient de dire : Ces jansénistes perdront tout avec leur *pragmatique sanction*, avec leur *primitive Église* ¹.

En vain Cazalès, les évêques et les curés insistèrent pour qu'il en fût référé au Saint-Siège ou à un prochain concile. Le parti janséniste, qui à aucun prix ne voulait transiger avec la cour de Rome, repoussait ces deux propositions. Enfin la demande des ecclésiastiques est écartée, et le décret proposé par le comité, qui leur prescrivait de se soumettre par serment aux lois nouvelles, fut adopté (27 novembre.) Les évêques, les curés, et une grande partie des membres du côté droit s'abstinrent de voter.

L'Assemblée nationale avait décrété (17 sep-

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 26.

tembre 1790), que les ambassadeurs français auprès des puissances étrangères prêteraient le nouveau serment. Tous satisfirent au devoir qui leur était imposé, à l'exception de MM. de Bombelles et de Vérac, l'un ambassadeur à Venise, et l'autre en Suisse; ce dernier y joignit une lettre pour motiver son refus. Le cardinal de Bernis, ministre du roi à Rome, ne voulut s'y soumettre qu'avec des restrictions, au sujet de la constitution civile du clergé; elles furent rejetées¹, et il donna sa démission du poste qu'il occupait avec distinction depuis plus de vingt ans. M. de Ségur, à son retour de Russie, le remplaça; mais le pape ne l'ayant pas accepté, il s'abstint de se rendre à sa destination. D'Osmont fut envoyé à Pétersbourg, de Vibray en Suède, Durfort à Venise, et Gouvernet en Hollande. La plupart de ces choix déplurent et furent dénoncés aux jacobins. De leur côté, les princes ecclésiastiques, à l'exemple du pape, n'acceptèrent point les ambassadeurs accrédités auprès d'eux. Alors nouvelles rumeurs contre l'esprit de l'Église, qu'on accusa de vouloir contrarier et arrêter les progrès de la révolution, même dans les réformes les plus sensées.

La formule du serment ecclésiastique était la même que celle qu'on exigeait de tous les fonctionnaires publics, et on expliquait l'obstination à vouloir s'en affranchir, par l'intention manifeste où étaient les prêtres de ne jamais se soumettre à des

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*), t. VII, p. 473.

lois qui mettaient un point d'arrêt à leur fortune et à leur ambition. Au reste, la mesure du serment, quoique très-blâmable, n'était pas chose nouvelle; le formulaire exigé lors des propositions extraites de Jansénius était un serment des plus rigoureux¹, qui, en violentant la conscience et la foi, rendit Louis XIV persécuteur des vertueux solitaires de Port-Royal. On sait aussi qu'au sacre épiscopal l'évêque s'engage par serment à maintenir les droits réguliers du Saint-Siège, et à l'avertir de tout ce qui pourrait y porter atteinte².

Le roi attendait avec impatience des nouvelles de Rome. Pressé par l'Assemblée de donner sa sanction à la constitution civile du clergé, il déclara vouloir prendre les mesures convenables pour en assurer l'exécution, mais il ne s'expliqua point sur le décret du 27 novembre, qui prescrivait le serment. Le président ayant été chargé, sur la motion de Camus, d'aller lui demander compte des motifs qui retardaient la sanction, reçut une réponse qui donnait à comprendre que Sa Majesté voulait en référer au pape³, afin de prévenir les troubles dont l'Église de France était menacée.

L'idée d'entrer en négociation avec Rome alluma la colère des députés, qui, dans tous leurs discours, s'étaient montrés impatiens de secouer l'autorité

¹ Voyez *Hist. de l'Église gallicane*.

² SAVINES, évêque de Viviers (*Exam. des principes de la Const. civ. du Clergé*), préf., p. xxvi.

³ *Moniteur* du 25 déc. 1790, p. 1480, col. 2.

tant mieux d'en méditer le véritable esprit, qu'elle n'a été connue que longtemps après la mort de Louis XVI, et qu'aujourd'hui c'est la seule pièce invoquée par les régicides pour motiver le meurtre de ce bon roi.

« J'ai appris par M. Demoustier, disait le malheureux monarque au roi de Prusse, l'intérêt que vous prenez à ma personne et au bien de la France. Les dispositions de Votre Majesté à m'en donner des témoignages dans le cas où cet intérêt pourrait être utile au bien de mon peuple, ont vivement excité ma sensibilité, et je les réclame. Malgré l'acceptation que j'ai faite des nouveaux décrets constitutionnels, les factieux montrent ouvertement le projet de détruire les restes de la monarchie. Je viens de présenter à l'impératrice de Russie, aux rois d'Espagne et de Suède, l'idée d'un congrès des principales puissances de l'Europe, appuyé d'une force armée, comme le meilleur moyen pour amener un ordre de choses plus désirable, et empêcher que le mal qui nous trouble puisse gagner les autres États de l'Europe¹. »

Quoique Louis XVI se mît pour ainsi dire en tête d'une coalition, on peut objecter qu'il n'y a point de preuves positives et matérielles qu'il voulût réellement attirer en France des armées étrangères, ou qu'il cherchât à reprendre l'ancien pouvoir qu'on lui avait arraché, autrement que par les formes légales et conciliatrices d'un congrès euro-

¹ HARDEMBERG (*Mém. d'un Homme d'État*), t. 1^{er}, p. 103 et 104.

péen. Lorsque les persécutions eurent porté atteinte aux opinions religieuses dont la constitution avait proclamé la liberté, il était bien permis au roi très-chrétien, à ce premier conservateur de l'ordre et de la civilisation continentale, de demander à ses alliés secours et protection contre les révolutionnaires. Non-seulement il rendait service à la France, mais à l'humanité entière. Eh! n'était-ce pas encore ménager les opinions dominantes, que de rendre des princes luthériens ou schismatiques arbitres des intérêts de la catholicité?

L'archevêque d'Aix, chef candide d'une opposition ecclésiastique dont il ne connaissait pas toute la portée, entrevit bientôt après les maux prêts à fondre sur la France et l'Église. Convaincu de l'inutilité de ses efforts et de la nécessité de tout pacifier, lorsque le roi lui-même en donnait l'exemple, il s'unit à quelques-uns des évêques les plus modérés, pour tâcher d'amener le sacré collège à un accommodement. Non content de faire des concessions qui honoraient son caractère, il offrit d'aller à Rome pour lever les difficultés qu'opposerait la politique ultramontaine.

Le roi, ravi de s'associer à cet esprit de conciliation, ne cessait d'écrire au pape*, pour lui expliquer les circonstances fâcheuses sous lesquelles il se trouvait asservi; mais tout en annonçant au Saint-Père qu'il n'avait sanctionné la constitution civile

* Le 28 juillet, le 6 septembre et le 16 décembre 1790.

du clergé qu'en raison des violences qui lui avaient été faites, il ajoutait : « On ne saurait se dissimuler
« à quel point il importe que l'Église fasse tout ce
« qu'elle peut faire. Le silence ou le refus de Votre
« Sainteté décidera le schisme. C'est pour le plus
« grand intérêt de la religion que je vous conjure
« de me donner une réponse prompte et conforme
« aux articles que je vous propose. » Ces articles de la constitution civile du clergé étaient au nombre de douze et en contenaient tout l'abrégé¹. Mais la majorité du haut clergé, loin de se prêter à aucun arrangement, continua ses intrigues auprès du Vatican pour fermer toutes les voies d'accommodement, et lorsque les cardinaux consultèrent les évêques de France, ceux-ci répondirent que leur profession de foi était renfermée dans l'*Exposition des Principes*, dont ils ne se départiraient jamais; bien plus, ils sollicitèrent une bulle comminatoire, dans la pensée qu'elle produirait encore un grand effet sur la portion du peuple trop peu éclairée pour distinguer les intérêts du clergé de ceux de la religion, et assez faible pour regarder comme article de foi des décisions dictées par le ressentiment.

Toutefois l'attitude menaçante du pape ne changea point les déterminations des ecclésiastiques gallicans que renfermait l'Assemblée. La sanction du roi leur suffit. A leur tête était l'abbé Grégoire, jeune curé qui encore n'avait marqué que par beaucoup

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*), t. VII, p. 489.

d'audace et une grande érudition dans les affaires du clergé. Les autres ecclésiastiques, d'une opinion opposée, restèrent calmes et silencieux, se flattant qu'ils pourraient éluder cette formalité. L'évêque de Clermont seul, ayant paru à la tribune, fut sommé de prêter le serment sans restriction ; mais ayant déclaré que sa conscience ne lui permettait pas de reconnaître des articles qui touchaient à l'autorité spirituelle, des menaces couvrirent sa voix, et il descendit de la tribune sans avoir pu expliquer sa pensée¹. Au milieu des clameurs, on distingua ces mots : « C'est un crime de lèse-nation, que de
« disputer sur les lois constitutionnelles. »

L'Assemblée, quoique fâchée d'être entraînée si loin, n'osait reculer ; elle s'était flattée que tout céderait à la crainte, lorsqu'en matière spirituelle on ne cède jamais qu'à la persuasion. Les plus irréligieux, et en même temps les plus habiles, auraient voulu éviter une résistance qui relevait la religion de l'abaissement où beaucoup espéraient la réduire. « Moi, que l'on ne soupçonnera pas de prétendre à devenir évêque, disait Mirabeau, je voudrais que la loi du serment fût ajournée et examinée de nouveau. » Selon l'opinion de ce grand orateur, on s'occupait trop des prêtres. Il fallait payer leurs pensions et les laisser dormir en paix². « Gardez-vous de les persécuter, ajoutait Condorcet, de peur d'en faire des martyrs. »

¹ *Moniteur* du 3 janv. 1791, p. 10, col. 3 (séance du 1^{er} janvier).

² *Moniteur* du 4 mars 1791, p. 234, col. 1^{re}.

Cependant les prélats et grand nombre de curés restaient immobiles sur leurs bancs, et ne répondaient point aux sommations réitérées qu'on leur faisait de prêter le serment; Barnave, élevé dans la religion protestante, ne sentit pas assez les ménagemens que les convenances imposaient à sa situation, et bravant l'opinion qui pouvait l'accuser de persécuter une communion étrangère à la sienne, il demanda que tous les ecclésiastiques, membres de l'Assemblée, fussent interpellés nominativement pour savoir *oui* ou *non* s'ils voulaient prêter le serment décrété; cet avis fut adopté.

Le 4 janvier, sous la présidence d'Émery, on procéda à l'appel nominal des députés ecclésiastiques. Depuis le point du jour, une foule immense environnait toutes les parties de la salle, et manifestait une fureur concentrée. « Ces scélérats de
« prêtres, disaient les agitateurs, se présentent
« comme des hommes qu'on dépouille, comme des
« apôtres qu'on persécute; ils espèrent par là re-
« prendre leur puissance, et surtout leurs biens
« qu'ils devaient à l'ignorance des peuples. »

La minorité des législateurs brûle de recommencer la discussion; la majorité s'y oppose : chacun parle à la fois; l'ardeur de la dispute enflamme les esprits. Cazalès anime l'action par des discours pleins de force et de raison; il conjure l'Assemblée de revenir sur ses pas, et pronostique les malheurs qu'engendrera cette nouvelle intolérance; il montre l'effrayant tableau d'un schisme reli-

gieux, et rappelle que l'universalité des évêques et des curés seront obligés, d'après les principes de la religion, de désobéir à ce décret; qu'en les chassant de leurs sièges on ne vaincra point leur résistance, et qu'on n'en sera qu'au premier pas de la persécution qu'il faudra forcément adopter. Puis il prononce avec feu ces paroles prophétiques: « Doutez-vous que les évêques, chassés de leurs
« sièges, n'excommunient ceux qui auront été mis
« à leur place? doutez-vous qu'une grande partie
« des fidèles ne reste attachée à ses anciens pasteurs
« et aux principes éternels de l'Église? Alors le
« schisme est introduit, les querelles de religion
« commencent; alors les peuples douteront de la
« validité des sacrements, ils craindront de voir fuir
« devant eux cette religion sublime qui, saisissant
« l'homme dès le berceau, et le suivant jusqu'à la
« mort, lui offre des consolations touchantes dans
« toutes les circonstances de la vie; alors les vic-
« times de la révolution se multiplieront, le royaume
« sera divisé. Vous verrez les catholiques, errans sur
« la surface de l'empire, suivre dans les cavernes,
« dans les déserts leurs ministres persécutés. Vous
« les verrez, dans tout le royaume, réduits à cet état
« de misère et de persécution dans lequel les pro-
« testans avaient été plongés par la révocation de
« l'édit de Nantes¹. »

L'éloquence persuasive de Cazalès avait ébranlé

¹ *Moniteur* du 28 janv. 1791, p. 115.

l'Assemblée, lorsque l'ardent Camus, que la résistance irritait, monte à la tribune; et par des paroles passionnées étouffa ces favorables dispositions. « On m'a montré, dit-il, des lettres de plusieurs évêques, où ils disent qu'ils attendent la décision du pape : sentez-vous la conséquence d'une pareille conduite? désobéissance d'une part et soumission de l'autre. Comment des Français peuvent-ils s'assujettir au *veto* d'un ultramontain, de celui qu'ils appellent le grand, le souverain pontife de l'Eglise, comme si elle en avait un autre que Jésus-Christ! »

Grégoire aussi cherche à lever les scrupules de ses collègues et à rassurer leur conscience; il établit le serment comme très-compatible avec la discipline de l'Eglise. Selon lui, « le serment que demande l'Assemblée ne doit pas effrayer les âmes timorées; il n'exige pas un assentiment intérieur¹. » Ce singulier discours excita des murmures. « On peut jurer, reprit alors l'abbé Grégoire, d'obéir à une loi, et cependant garder son opinion². » Cette morale jésuitique, expliquée et développée avec le talent oratoire de Mirabeau, qui adjure des ministres de paix de ne point secouer sur leur patrie les torches de la discorde, pouvait produire sur les curés qui étaient de bonne foi un effet entraînant. Les évêques s'aperçoivent de cette disposition, et cherchent à rétablir les principes. D'Épréménil dénonce l'opinion

¹ *Moniteur* du 5 janv. 1791, p. 19, col. 3 (séance du 4 janvier).

² FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 202.

de Grégoire et de Mirabeau comme un monument de mauvaise foi, et déclare que c'est un piège tendu à la simplicité des personnes pour lesquelles cette explication est donnée. L'abbé Maury est du même avis, et s'efforce de détruire l'impression produite par le Démosthène français; on ne veut point l'écouter. Ses adversaires poussent des cris de fureur; ils y joignent des menaces et des cris indécents. « *Frappez, mais écoutez!* » s'écrie Maury¹. Gamus demande que l'explication donnée par l'abbé Grégoire et développée par Mirabeau soit insérée dans le procès-verbal. « Point d'explications », disent les uns. « Pourquoi a-t-on admis celles de l'abbé Grégoire? » répondent les autres..... « *Jurez! jurez!* » s'écrient à la fois tous les membres du côté gauche.

Mirabeau, pour calmer l'orage, veut que la puissance civile n'exige de chaque citoyen que l'obéissance et la soumission à la loi, et que l'entière liberté d'opinion et de conscience ne soit ravie à personne. Ce moyen conciliatoire qu'il développa ne rapprocha point les partis. Barnave excita de nouveau les passions soulevées contre le clergé. Les tribunes applaudirent, et l'Assemblée décréta que les membres ecclésiastiques seraient sur-le-champ sommés de faire la déclaration prescrite.

Aussitôt une commotion électrique se communique de l'Assemblée au peuple répandu aux Tuileries, en apprenant que le serment et l'appel nominal

¹ *Moniteur* du 5 janv. 1791, p. 20, col. 1^{re}.

allaient commencer. La multitude en fureur fait retentir l'air du cri : *A la lanterne ceux qui refuseront* ! Plusieurs membres du côté droit se tournent vers le président, et lui disent : « Entendez-vous les clameurs féroces que l'on pousse autour de cette enceinte ? » — « Vous le voyez, ajouta Dufraise-Duchey, les factieux investissent la salle de nos séances toutes les fois que nous voulons défendre la monarchie et la religion..... » Plusieurs membres déclarent avec Cazalès qu'ils ne sont pas libres; ils protestent au nom de leurs commettans. M. de Murinais somme le président de lever la séance..... Les évêques s'écrient : « Puisque l'on refuse d'écouter les ministres de la religion, qu'on se comporte du moins avec la décence due au malheur de ceux qu'on veut intimider..... » Le président envoie deux huissiers pour faire taire les clameurs; mais les séditieux avaient disparu, et l'appel nominal commence.

M. de Bonnac, évêque d'Agen, appelé le premier, demanda la parole : « Voulez-vous prêter le serment, oui ou non ? » lui crie-t-on du côté gauche; alors ce prélat, d'un ton modeste, quoique assuré, déclara qu'il ne donnait aucun regret à la perte de sa fortune, mais qu'il voulait toujours conserver l'estime de l'Assemblée : « Veuillez donc, ajouta-t-il, agréer l'expression du regret que j'éprouve de ne pouvoir prêter le serment que vous exigez. »

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. H, p. 205.

M. Fournès, curé du même diocèse, vint après lui, et s'exprima en ces termes : « Je dirai avec la simplicité des premiers chrétiens, à laquelle vous voulez nous ramener, que je me fais gloire de suivre mon évêque, comme saint Laurent suivit son pasteur Sixte jusqu'au martyre¹. »

Ces déclarations excitaient les applaudissemens du côté droit, et de violentes rumeurs au sein du côté opposé; le président Émery dit aux ecclésiastiques appelés qu'ils devaient seulement, pour se conformer au décret, répondre : *Je jure, ou je refuse*. « C'est une tyrannie sans exemple! s'écria M. de Foucault; les païens qui persécutaient les chrétiens leur laissaient au moins prononcer le nom de Dieu, et proférer le témoignage de leur fidélité à la religion.... Immoler la religion, c'est tout sacrifier. » Au milieu du plus grand tumulte, on appelle le vénérable évêque de Poitiers, Beaupoil de Sainte-Aulaire; il arrive à pas lents à la tribune. Ses longs cheveux blancs ombrageaient les rides d'un front où l'on voyait rayonner la majesté de son saint ministère, et la pureté d'une conscience à laquelle il allait rendre hommage. « Heureux jour! dit-il d'un ton pénétré, où, près de descendre dans la tombe, je puis dans une Assemblée auguste exposer le fond de ma pensée! J'atteste devant le Dieu suprême qui nous jugera tous, que, fidèle à mon Dieu et à ma foi, je donnerai jus-

¹ *Moniteur* du 6 janv. 1791, p. 22, col. 1^{re}.

« qu'au dernier soupir des preuves de mon obéis-
 « sance en qualité de sujet, mais qu'en ma qualité
 « d'évêque, je proscriis et j'abjure le serment qu'on
 « me propose.... Je subirai le sort qui m'attend en
 « esprit de pénitence... » Cette profession de foi,
 prononcée avec l'accent d'une intime conviction,
 commanda le silence du respect.

Tous les membres de la noblesse et du clergé
 n'imitèrent pas la touchante résignation de l'évé-
 que de Poitiers, et souvent leur irascibilité prit
 pour exemple la violence de leurs ennemis ; ils
 oublièrent qu'ils devaient tirer leur force du calme
 et de la modération ; Mirabeau même, qui vou-
 lait leur être utile et qui avait usé pour eux de
 certains ménagemens, est accablé de leurs insultes ;
 il se venge en répondant qu'il lui serait facile
 d'obtenir une réparation éclatante des injures qui
 lui sont adressées, mais qu'il les méprise. « Faites
 « avancer vos phalanges, lui crient à la fois MM. de
 « Faucigny et Foucauld. » — « Si nous avons des pha-
 « langes, répliqua le grand orateur, vous n'avez
 « que des libelles. Il faut avouer que notre pa-
 « tience est grande ; voulez-vous changer une as-
 « semblée délibérante en une arène de gladiateurs ?
 « ce qui arriverait, si nous suivions l'exemple d'un
 « certain nombre de conspirateurs. » A ces mots,
 les évêques et les nobles s'agitent sur leurs sièges,
 les autres les abandonnent, s'élancent au milieu de
 la salle et font entendre mille cris. Les termes d'*insolens*,
 de *gueux*, de *brigands*, de *scélérats* se suc-

cèdent avec rapidité. L'un dit à Mirabeau que son règne est passé, que sa conduite le mènera à l'échafaud. Le vieux d'Ambly, à qui les années n'ont point ôté l'effervescence de la jeunesse, porte l'oubli des convenances jusqu'à le menacer de sa canne. Tous les députés se mêlent, se confondent et se disputent la tribune. « La volonté de la nation, » s'écrie Alexandre de Lameth, est la volonté de la « majorité; que les membres de la minorité frémissent de lasser la patience du peuple ! elle est prête « à éclater..... »

Cet appel au peuple redouble l'indignation et ne fait qu'accroître le tumulte ; cependant un moment de silence, produit par la fatigue, donne au président la faculté de faire un nouvel appel au clergé. Il n'y répondit pas davantage : sur la totalité des ecclésiastiques faisant partie de l'Assemblée, quatre-vingts seulement prêtèrent le serment. Alors Barnave exige que le président se rende auprès du roi, pour lui communiquer le résultat de la séance, et le prier de donner ses ordres pour la prompté exécution du décret du 27 novembre¹. L'abbé Maury demande qu'il ne soit exécuté que dans soixante ans. A ces mots, le tumulte recommence ; la motion de Barnave est mise aux voix et adoptée, malgré la protestation des membres du côté droit, qui crièrent tous ensemble : « Nous ne prenons pas « part à la délibération. » Pendant ce temps, les évé-

¹ *Moniteur* du 6 janv. 1791, p. 22, col. 3.

ques, glorieux de leur fermeté, traversèrent d'un pas assuré les rangs de la multitude qui, se pressant autour d'eux, les accablait d'outrages.

Dans l'espoir d'atténuer l'effet de la mesure violente qu'elle venait d'adopter, l'Assemblée nationale voulut publier un manifeste, sans réfléchir qu'on n'y pourrait rien dire qui ne donnât prise à la controverse, et qui ne devînt dès lors une nouvelle source de dissensions. Mirabeau l'avait compris, et pour éluder la difficulté, il proposa une longue adresse remplie d'éloquence et de raison; mais elle choqua les jansénistes, ils ne voulurent pas même l'entendre jusqu'à la fin : Camus, secondé par les membres du côté droit, en fit interdire la lecture¹. On rédigea une instruction explicative sur la constitution du clergé; mais elle n'exprimait que terreur, incertitude, embarras, et elle fournit de nouvelles armes au clergé, qui fut ainsi enhardi à persévérer dans sa résistance².

Parmi les évêques de France, il n'y eut que ceux qui s'étaient refusés à signer l'exposition des principes du clergé qui consentirent à prêter le serment. Lomenie de Brienne, archevêque de Sens, le même dont nous avons vu le déplorable ministère, publia un mandement où il déclarait que la constitution civile du clergé n'était point contraire à la foi ni à ce qui appartenait à l'essence de la religion; et que, s'il valait mieux obéir à Dieu

¹ *Moniteur* des 16 et 17 janv. 1791 (séance du 14).

² MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 273.

qu'aux hommes, il était aussi écrit que celui qui résistait à la puissance souveraine résistait à la volonté divine ¹. Pendant que ses chanoines délibéraient, il leur dit : « Ou vous êtes chrétiens, ou vous êtes philosophes. Si vous êtes chrétiens, il faut vous soumettre à la Providence ; si vous êtes philosophes, il faut vous soumettre à la nécessité. » Dans le mandement publié à ce sujet, il finissait par rappeler qu'une partie de ses opérations, pendant son ministère, avait eu pour but la crise salutaire qui engendra la révolution. Personne, même dans le parti qu'il avait embrassé, n'osa lui donner des éloges. La cour de Rome lui fit de vives réprimandes, et de dépit il renvoya au pape le chapeau de cardinal ².

Le cardinal de Rohan agit d'une manière tout à fait opposée. Le parti démocratique s'était flatté de trouver un ardent auxiliaire dans un prélat irrité d'une éclatante disgrâce, et qui, dans son scandaleux procès, s'était senti appuyé par une opposition fortement prononcée contre la cour. Arrivé tard à l'Assemblée nationale, il conserva d'abord une neutralité embarrassée entre les deux partis. Mais ce prince de l'Église, privé de ses fiefs en Alsace, ne tarda pas à faire éclater son ressentiment contre la révolution. Il se retira dans la partie de son diocèse de Strasbourg située sur la rive droite du Rhin. Réuni à Offembourg, au vicomte de Mirabeau, dont

¹ *Moniteur* du 3 mars 1791, p. 249, col. 2.

² *Moniteur* du 31 mars 1791, p. 367, col. 2.

le caractère ardent et chevaleresque nous est déjà connu, ils déclarèrent la guerre à la France, provoquèrent la défection dans l'armée, et des premiers présentèrent à l'ambition des puissances étrangères des plans d'invasion et de conquêtes.

Les décisions de la cour de Rome sur la constitution civile du clergé, qui étaient si impatiemment attendues, arrivèrent enfin; elles étaient renfermées d'une manière très-explicite dans deux brefs. L'un, du 10 mars 1791, était adressé au cardinal La Rochefoucauld, à l'archevêque d'Aix et à tout le corps épiscopal : dans cet écrit, le pape annonçait qu'après avoir communiqué ses inquiétudes aux cardinaux, il condamnait sans restriction la constitution civile du clergé, qui, sous prétexte d'établir un règlement de pure discipline, était attentatoire aux dogmes les plus sacrés de l'Eglise, détruisait les droits du premier siège apostolique, ceux des évêques, des prêtres, des ordres religieux des deux sexes et de toute la communion catholique.

Dans le second bref, destiné aux cardinaux, archevêques, évêques, chapitre, clergé et peuple du royaume de France (13 avril 1791), Pie VI s'élevait encore plus fortement contre la nouvelle constitution ecclésiastique; il déclarait qu'elle était hérétique en plusieurs points et contraire au dogme catholique; il qualifiait de schismatiques les auteurs de cette production, et menaçait des foudres de l'Eglise ceux qui prêteraient le serment civique. Il interdisait les nouveaux pasteurs et tous ceux qui

les consacraient sans l'agrément du Saint-Siège.

Les partisaps de la constitution civile du clergé prétendirent que ces deux bulles étaient d'une nullité absolue, parce que la discipline particulière et constante de notre Église interdit au pape la possibilité de prononcer, en quelque cas que ce soit, un jugement contre des évêques et des prêtres français. A la vérité, le pape n'avait prononcé que sur la demande des évêques; mais, selon la doctrine des jansénistes, cette circonstance ne pouvait changer les principes de l'Église gallicane, ni donner au pape un pouvoir qu'il n'avait pas. Ils ajoutaient que ce recours des évêques au Saint-Siège les rendait coupables d'un crime de lèse-nation, comme leurs prédécesseurs étaient coupables du crime de lèse-majesté, lorsqu'ils se pourvoyaient en cour de Rome contre les ordonnances faites par les rois. Ainsi parlaient ceux qui étaient encore accoutumés à discuter ces graves matières sous le rapport du droit canonique; mais les jacobins, les révolutionnaires furibonds commencèrent à répandre l'effroi par leur intolérance et leur acharnement contre le clergé. Alors la licence de la presse et celle des théâtres choisit pour victimes les prêtres fidèles à leurs devoirs de conscience; les passions les plus viles se soulevèrent contre eux, et les vertus de l'ordre le plus élevé, comme les plus hauts enseignemens du christianisme, furent chaque jour livrés à la risée du peuple. Enfin l'athéisme qui, par sa tolérance, aurait pu faire oublier ses erreurs,

d'indifférent qu'il était, devint aussi persécuteur.

Louis XVI éprouvait une douleur profonde de la marche sinistre des événemens. Sa piété surtout était inquiète et troublée d'avoir souscrit à des innovations qui, en répugnant à son cœur, alarmaient sa conscience. De concert avec la reine, ils s'environnent de conseils et d'appuis, choisis parmi les hommes les plus capables et les mieux accrédités dans l'opinion publique. A ce titre, personne ne pouvait, autant que Mirabeau, leur inspirer de la confiance. Son génie et la haute influence acquise par ses talens leur parurent un puissant secours pour faire prendre une autre direction aux affaires et donner une face nouvelle à la constitution, qu'ils voulaient absolument ramener à la seule déclaration du 23 juin.

Mirabeau, qui avait provoqué les progrès rapides de la révolution, possédait en effet toutes les qualités qu'il fallait pour en arrêter les excès. Lorsqu'en homme d'État il eut sondé la profondeur de l'abîme que lui-même avait creusé, il résolut d'employer à sauver le trône tous les moyens dont il s'était servi pour l'ébranler. Dégoûté des constitutionnels qui, par égoïsme, n'avaient su l'utiliser, et des révolutionnaires dont les désordres l'indignaient, il parut vouloir se jeter franchement dans les bras du roi. Personne plus que lui n'était convaincu de la nécessité d'une autorité à la fois forte et juste; car, s'il chérissait la liberté par sentiment, il voulait la monarchie par raison.

Durant le peu de jours qu'il présida l'Assemblée nationale (du 30 janvier au 14 février 1791), il montra des talens nouveaux dans l'art de concilier les cœurs. Avec une assurance égale à sa sagacité, sa parole grave et incisive fut toujours appropriée à la nature des débats, et sa facilité lui fournit les moyens de faire briller divers genres d'esprit dans des fonctions qui, pour les hommes ordinaires, sont purement passives. Si des questions lui étaient soumises, il écartait les accessoires pour n'en voir que le fond. D'un mot, il éclaircissait la chose la plus obscure; d'un geste, il apaisait le tumulte. Lorsque des députations arrivaient à la barre, selon leur composition ses réponses portaient l'empreinte d'un à-propos qui donnait de la noblesse à son patriotisme. Enfin, dans le cours des discussions, en flattant la vanité de plusieurs députés incertains, il augmenta les forces de son parti, qui, par un singulier retour, allait devenir celui du roi.

La pédante austérité de Necker avait beaucoup contribué à l'irriter, mais le caractère liant et flexible de Montmorin le rendit accessible à la séduction, et depuis plusieurs mois, sans être tout à fait vendu au pouvoir, il en recevait des bienfaits proportionnés à ses services, qui en définitive firent de lui l'homme de la royauté. Le comte de La Marck, quoique refroidi pour la révolution, n'en était pas moins très-attaché à Mirabeau; et dans l'intérêt de la cour il continua à entretenir avec lui des rapports encore plus intimes.

Jusqu'à cette époque (février 1791), Mirabeau ne cessa d'adresser tantôt au roi, tantôt à la reine, des notes assez fréquentes, dans lesquelles il consignait des observations sur les faits accomplis, des présages sur ceux qui se préparaient, des avertissemens, des conseils, et souvent même des reproches. Quelque temps auparavant (décembre 1790), il avait présenté un long mémoire, où il développait un plan de conduite à tenir et de dispositions à combiner pour reconstruire les bases trop fragiles de la monarchie constitutionnelle¹.

La nature lui avait départi avec une extrême liberté les défauts et les avantages nécessaires à l'accomplissement d'une si vaste entreprise. Fier de ses hautes qualités, s'égayant de sa laideur et de son immoralité, c'est dans la violence de ses passions et non dans la dépravation de son cœur qu'il fallait chercher la source de ses vices. Vouloir être le régulateur de la révolution était sans doute une prétention orgueilleuse, mais on ne peut disconvenir que lui seul était capable d'exercer un tel empire. Tour à tour bon, aimable et superbe, il séduisait les uns par la grâce de ses manières, et intimidait les autres par l'élévation de ses pensées. Enfin il calmait les ambitions, relevait les espérances, déconcertait les complots, enchaînait les passions et ramenait tous les cœurs à des sentimens modérés.

Quoique pensionnaire de Monsieur, et ensuite du

¹ LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VII, p. 294.

roi, Mirabeau prenait leur argent pour les gouverner, mais non pour être gouverné par eux; et avec une audace que nul autre que lui n'aurait osé afficher, il disait souvent : « Un homme comme moi « pourrait bien prendre cent mille écus, mais pour « cent mille écus on n'aurait pas un homme comme « moi ». » Seul avec son génie, marchant vers une fortune sans limites, l'ascendant de cet homme prodigieux était tel, que, malgré sa corruption et sa versatilité, personne n'aurait osé l'accuser; car, du moment qu'il émettait une opinion, chacun se faisait un mérite de la suivre, parce qu'elle devenait celle du peuple, de l'Assemblée, et souvent même celle de la cour.

Néanmoins Mirabeau n'avait encore servi la royauté qu'avec son éloquence, parce que la famille royale hésitait toujours entre l'étranger et le parti national. A l'époque où nous sommes arrivés, ses rapports avec elle, quoique indirects, devinrent plus intimes. Talon, lieutenant civil au Châtelet, très-dévoué à la cour depuis la malheureuse affaire de Favras, de concert avec Montmorin, s'entretenait avec lui; mais quoique largement rétribué, il n'osait encore se livrer au roi et à la reine. Souvent il se plaignait de leur méfiance et surtout de leur inaction : le plan de Mirabeau était de convertir le trône à la révolution, et non de livrer la révolution au trône. Il savait fort bien que, même en relevant la monar-

* DUMORT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XIV, p. 285, 286.

* LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VIII, p. 362.

chie, il n'en conserverait pas longtemps la direction, s'il la rétablissait dégagée de tout frein : aussi voulait-il un gouvernement représentatif, dans lequel les gens à talent étant nécessaires, sont toujours considérés. Ces projets, quoique fortement conçus, devaient être longtemps médités. Le roi, en effet, pouvait-il accorder une confiance prompte et illimitée à celui qui, le premier, avait insulté à son autorité?

LIVRE QUATORZIÈME.

MIRABEAU.

Dames de France. — Portrait de l'évêque de Pamiers. — Rapport de Chapelier. — Discours de Cazalès sur le serment, — de Chapelier sur les émigrés. — Discours de Mirabeau à Goupil de Préfeln. — Vincennes. — Portrait de Santerre. — Journée dite *des poignards*. — Maréchaux de France. — La régence. — Discours de Thouret et de Cazalès. — Aveu de Cazalès sur la souveraineté du peuple. — Projet de CONVENTION NATIONALE. — Portraits de Mirabeau et de La Marck. — Mirabeau et Laporte. — Mirabeau et la reine. — Bouillé et le comte de La Marck. — Mort de Mirabeau. — Apothéose de Voltaire. — Dernier portrait et oraison funèbre de Mirabeau. — Lettre de Raynal. — Portraits de Calonne et de Burke. — Influence de leurs ouvrages.

Les progrès de la philosophie moderne, au sein d'une société corrompue, avaient rendu les mœurs telles, que la question théologique, sur les nouvelles lois concernant la police du clergé, fut discutée au sein du conseil comme une simple affaire administrative. Le monarque, contraint par la force, avait paru se résigner, et tout semblait fini ; mais ceux qui connaissaient l'importance de pareilles innovations ne tardèrent pas à en faire ressortir les vices pour renverser le plan de monarchie constitutionnelle que voulait fonder Mirabeau. En s'adressant à la conscience timorée du roi, on parvint à

lui inspirer des craintes, à remplir son âme de terreurs religieuses auxquelles son éducation ne contribuait que trop à le disposer. Ensuite on l'attaqua par l'endroit le plus sensible, on alarma sa tendresse pour sa famille.

MM^{mes} Adélaïde et Victoire, filles de Louis XV, étaient fort inquiètes des changemens opérés dans l'Église de France, et, dans l'affliction de leur âme, rien n'avait pu les déterminer à entendre la messe d'un prêtre constitutionnel. Excitées par des ecclésiastiques attachés à la cour, elles déclarèrent au roi qu'il leur était impossible de faire leur salut dans un pays où l'on proscrivait la religion catholique et romaine, et qu'elles étaient résolues à aller chercher auprès du souverain Pontife des consolations pour elles et des indulgences pour les Français. Après avoir vainement essayé de les dissuader de ce voyage, Louis XVI fut obligé de céder, ne pouvant opposer à ses tantes une autorité que la loi ne lui accordait même pas sur de simples citoyens. Les uns louèrent cette résolution, et la jugèrent digne de princesses pieuses; les autres la considérèrent comme une émigration contre-révolutionnaire et l'annonce d'une fuite encore plus importante.

Il paraît qu'à cette époque le roi et la reine conçurent aussi l'idée de quitter Paris, et d'après l'impression que produirait sur le peuple le départ des dames de France, on devait augurer des sentimens qu'il ferait éclater, en supposant que la famille royale voulût tenter la même entreprise. Déjà

M. d'Agoult, évêque de Pamiers, dans un voyage en Suisse, s'était arrêté à Soleure, auprès du baron de Breteuil, pour s'entendre avec lui touchant le projet qu'avait approuvé M. de Mercy, confident de la reine; il consistait à faire évader la famille royale par diverses routes, pour se réunir dans une place frontière occupée par les troupes restées fidèles, soutenues au besoin par un corps d'Autrichiens rassemblé dans le voisinage : alors Louis XVI reprenait son autorité; sa sanction, devenue libre, avait un caractère légitime, et sous ses auspices il mettait un terme à la révolution¹. Montmédy, sur la frontière du Luxembourg, était la forteresse choisie; M. de Breteuil devait s'y rendre comme premier ministre; Bouillé eût reçu le bâton de maréchal de France, et d'Amécourt, conseiller au Parlement, eût ouvert une négociation entre l'Assemblée et les Parlemens pour achever l'œuvre de pacification. L'évêque de Pamiers, en rentrant en France, s'entendit avec M. de Bouillé pour disposer ses troupes à recevoir le roi; il le trouva dans des sentimens si favorables, qu'il s'engagea bientôt après, entre ce général et le monarque, une correspondance en chiffres, dont le but était de tout préparer pour une prochaine évasion².

Dès que le projet de départ des tantes du roi

¹ CLERMONT DE GALLÉRADE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Rév. franç.*), t. III, p. 62 et 63.

² BOUILLÉ (*Mém. de M. de*), p. 181-185. — BOUILLÉ (*Mém. du comte Louis de*), p. 17.

fut connu, tout Paris s'agita, et chacun assura que ce voyage serait suivi de celui de la famille royale; pendant plusieurs jours, de nombreux rassemblemens se portèrent au Luxembourg, dans la persuasion que Monsieur voulait aussi émigrer. Mais ce prince paraît et rassure la foule émue, en protestant qu'il est résolu à ne jamais se séparer du roi. Quant aux dames de France, pour détourner l'attention publique, elles passèrent quelques jours aux Tuileries, puis, feignant de retourner à Bellevue *, elles prirent secrètement la route de Lyon. A Arnay-le-Duc, elles furent arrêtées. Le peuple détela leurs chevaux et refusa de les laisser partir; elles écrivirent à l'Assemblée nationale, pour réclamer les droits communs à tous les Français. Ce fut M. de Narbonne, leur chevalier d'honneur, qui, en portant la lettre, vint solliciter pour les princesses la permission de poursuivre leur voyage.

La demande fut accueillie, mais le cri d'une populace en fureur semblait prescrire à l'Assemblée de faire revenir les princesses (24 février 1791). Quoique la procédure du Châtelet et la conduite passionnée des royalistes eussent vivement indisposé Mirabeau contre la cour, il n'en continuait pas moins à vouloir la servir. Habile à saisir les occasions, il profita de celle-ci pour donner au pouvoir des garanties de son zèle. Il brave le vœu de la multitude, en déclarant qu'aucune loi ne s'oppose au départ des dames

* Maison de campagne voisine de Paris qu'avaient les dames de France.

de France. Son opinion simple, claire et d'une logique pressante, embarrassa le côté gauche, encore plus enclin à combattre la royauté depuis que Mirabeau la rendait redoutable en lui prêtant secours. « Une loi, cria-t-on de ce côté, une loi suprême s'oppose au départ de Mesdames. » — « Nommez-la », dit Mirabeau. « C'est le salut du peuple », répond le député Gourdan ¹. « Le salut du peuple ! » répliqua Mirabeau, « osez-vous bien l'invoquer dans une circonstance aussi frivole ? pouvez-vous, sans imprudence, demander la violation de nos lois les plus saintes, en trahissant des craintes si pusillanimes ? Vous avez proclamé votre ouvrage immortel ; il le sera sans doute, puisque vous l'avez fondé sur la justice, l'humanité, les droits primitifs des hommes ; et déjà vous l'ébranleriez ! vos imprudentes mains en saperaient les fondemens ! Bel exemple à donner à vos successeurs ! Le salut du peuple ! comme si deux princesses d'un âge avancé, d'une conscience timorée peut-être, pouvaient le compromettre par leur absence, par leur opposition même ! Le salut du peuple ! je vous attends à des dangers plus réels ; il faudra donc, pour calmer vos fausses alarmes, vivre dans la confusion des lois, et obéir à la plus violente, à la plus arbitraire de toutes ! Quand vous agirez en tyrans, au nom de la liberté ; qui voudra croire à cette liberté ? »

¹ *Moniteur* du 25 fév. 1791, p. 227, col. 3.

Une réplique aussi vive produisit une telle sensation dans l'Assemblée, qu'Alexandre de Lameth et Barnave furent obligés d'user de détours pour exprimer leur opposition; ils demandèrent que sans apporter aucun obstacle au voyage de Mesdames, le président fût chargé de prier le roi de peser dans sa sagesse s'il devait, dans les circonstances présentes, permettre à ces princesses de sortir du royaume. M. de Menou, quoique opinant avec le côté gauche, termina les débats en disant : « L'Europe sera bien étonnée d'apprendre que l'Assemblée nationale s'est occupée pendant quatre heures « de deux dames qui aiment mieux entendre la messe « à Rome qu'à Paris. » Ce trait d'esprit fut applaudi, et ramena si bien la majorité à l'opinion de Mirabeau, que les tantes du roi ne trouvèrent plus d'obstacles à continuer leur route.

Les écrivains de carrefours, les motionnaires du Palais-Royal, profitèrent de cette circonstance pour répandre dans leurs libelles et dans leurs harangues tout ce que l'imposture peut oser de plus absurde et de plus irritant. Ils persuadèrent au peuple que la reine, au moyen de ses tantes, avait fait émigrer le dauphin, et mis à sa place le fils de M. de Saint-Sauveur qui avait une ressemblance parfaite avec le jeune prince¹. Le peuple, crédule à l'excès, adopta cette fable et demanda à voir le dauphin, non par intérêt pour sa personne, mais pour motiver son attroupement au-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 231.

tour des Tuileries et ses insultes contre la majesté royale. Il fallut la garde nationale, des compagnies suisses et du canon pour réprimer l'audace des factieux; le maire et les officiers municipaux accoururent; on leur répondit par des injures et des menaces; mais Lafayette ayant amené ses troupes, délivra le château du rassemblement qui se disposait à l'envahir.

La question qui s'était élevée à l'occasion du départ des dames de France ne pouvait être traitée constitutionnellement que sous le rapport des devoirs des membres de la famille royale à l'égard de la nation. C'est sous ce point de vue que Chapelier présenta un projet de loi pour imposer à toutes les personnes de cette famille la condition expresse de ne point quitter le lieu de leur résidence, sous peine d'être censées avoir renoncé à leurs droits éventuels au trône. « Mais ce n'est là, dit-il, « qu'une partie du travail de votre comité de constitution. Nous vous présenterons incessamment une « loi sur la régence, précédée d'un projet de décret « sur les émigrans, combiné de manière à ne point « alarmer la liberté. Sans doute il faut maintenir le « droit que conserve tout individu d'aller où bon « lui semble, de voyager, de fixer son domicile partout où il lui plaît; mais il convient aussi de fixer « les rapports de cette même société envers celui de « ses membres qui, dans le danger de la chose commune, la prive de ses secours¹. »

¹ *Moniteur* du 24 fév. 1791, p. 223, col. 1^{re}.

Pétion voulait que le roi seul fût tenu à résidence. Barrère, à la suite d'une opinion longuement développée, présenta un projet de loi en plusieurs articles, qui astreignait à cette servitude tous les membres de la famille royale pouvant prétendre à la couronne; mais la qualification de premier fonctionnaire qu'il donnait au monarque parut injurieuse et excita de violens murmures¹. « Est-il possible, » s'écrie M. de Lagalissonnière, qu'on veuille faire « d'un roi de France un véritable doge de Venise! »

Cazalès demande l'ajournement du projet de loi; il est secondé par l'abbé Maury et combattu par Barnave. D'Épréménil excite des murmures et d'indécentes risées en défendant l'inviolabilité du roi, consacrée par quinze siècles de volonté nationale. « Sans cette inviolabilité, dit-il, nous serions infidèles à nos premiers sermens. » Le président Dupont lui rappelle celui qu'il a fait d'être fidèle à la nation, en ajoutant : « Ce serait y manquer que de dire que ce serment n'a pu exister après celui dont vous parlez. » Alors Montlosier, par un mouvement spontané, se lève en criant : *Vive le roi!* L'abbé Maury répète ce cri; toute la droite y répond par des acclamations. A la faveur de cet enthousiasme, Cazalès s'élance à la tribune, et saisit l'à-propos que lui offrait le président, pour dire d'une voix émue : « Peut-on supposer que le serment fait à la constitution soit contraire à la fidé-

¹ *Moniteur* du 26 fév. 1791, p. 251, col. 2.

« lité que nous avons jurée au roi ? Notre langue se
« serait séchée, notre main se serait paralysée, plu-
« tôt que de prêter un semblable serment. Nous
« avons juré d'être fidèles au roi, ce serment ne sera
« pas vain. C'est ce même serment que nous invo-
« querons toujours pour repousser les atteintes qui
« seraient portées à la monarchie ; c'est au nom de
« ce serment que nous combattons. » — « Nous le
« renouvelons tous », interrompt l'abbé Maury.
« Oui, oui », répètent Montlosier et les membres
du côté droit, en levant la main.... « Liés par ce ser-
« ment, poursuit avec feu Cazalès, nous empê-
« chons qu'en soulevant une question incidente et
« subtile, on attaque l'autorité royale, qui est la pierre
« angulaire du gouvernement. C'est sur elle que la
« constitution repose, et si l'on parvenait à tromper
« l'Assemblée, à égarer le peuple sur cette vérité.... »
d'André, quoique bon royaliste, s'étant permis de
rappeler Cazalès à l'ordre.... « A l'ordre vous-même »,
lui répond l'orateur¹.

Mirabeau, repoussé par le côté droit, se rend néanmoins l'organe des sentimens de Cazalès ; il déclare, avec son énergie accoutumée, qu'il est décidé à lutter avec franchise contre toute espèce de factieux qui voudraient porter atteinte aux principes de la monarchie dans quelque système que ce fût, dans quelque partie du royaume qu'ils pussent se montrer.... « Détruisez donc les jacobins », lui cria de sa

¹ *Moniteur* du 27 fév 1791, p. 234.

place M. de Foucault. Mirabeau demanda l'ajournement du décret sur la résidence des princes, jusqu'à l'achèvement du travail du comité de constitution touchant la régence, l'éducation des rois mineurs et l'éligibilité des membres de la dynastie régnante aux fonctions publiques. L'Assemblée, toujours entraînée par l'éloquence de ce prodigieux génie, à la suite de débats prolongés, finit par adopter ses conclusions. Ainsi Mirabeau agissait assez ouvertement pour rallier à lui le parti royaliste, et, grâce au pouvoir modérateur qu'il exerçait sur les délibérations de l'Assemblée, les décrets n'avaient plus cette forme violente et précipitée que lui-même contribua malheureusement à leur donner.

Chapelier avait annoncé que le comité de constitution proposerait incessamment une loi contre les Français éloignés de leur patrie, qui, au terme fixé, n'y seraient pas rentrés pour prêter le serment aux nouvelles lois. Sans doute les citoyens d'un État sont libres d'émigrer lorsqu'il s'y opère de grands changemens politiques; néanmoins l'absence d'une masse aussi considérable de Français, appartenant tout entière aux premiers ordres, emportant avec elle une grande partie de la force et des lumières de la société, pouvait détruire l'organisation civile, militaire et religieuse. Il fallait donc que la législation s'opposât à une détermination aussi contraire aux intérêts du pays.

Nos frontières de l'Alsace et du Nord étaient inondées d'écrits séditieux rédigés par les émigrés.

Une foule de vagabonds et d'intrigans, soldés par des mains armées contre la patrie, se rendaient à Paris ou dans les provinces pour y semer des germes de guerre civile. Il échappait à ces hommes des aveux indiscrets sur leur influence, et même sur la direction qu'ils avaient donnée aux excès qui plusieurs fois troublèrent l'Assemblée. Les désordres excités dans l'armée de terre et de mer, le plan d'entretenir des agens à Paris et dans les grandes villes pour jeter la discorde entre les habitans et les soldats, étaient considérés comme l'œuvre des Français expatriés. Enfin ces brefs venus de Rome, dont la hardiesse indignait les bons citoyens, passaient aussi pour avoir été provoqués par les émigrés. Tous ces faits, malheureusement trop avérés, excitaient une telle irritation, qu'une foule de voix s'élevaient souvent, au sein de l'Assemblée, pour demander qu'on rendit enfin une loi sévère contre des Français rebelles à leur patrie, et qui agissaient auprès des cours étrangères pour lui chercher des ennemis.

Cette importante discussion ne tarda pas à s'ouvrir (28 février 1791); Chapelier, rapporteur habituel du comité de constitution, avoua qu'il était impossible de présenter sur cette matière une loi qui ne blessât pas la constitution, puisque la gravité des circonstances exigeait qu'on prît des mesures contraires aux principes de la liberté individuelle. « Plus nous avons travaillé, dit-il, plus nous « avons rencontré des exceptions indispensables;

« nous nous sommes arrêtés cependant à un projet de décret, mais nous vous prévenons qu'il est hors des principes, que c'est une véritable dictature¹. Nous prions l'Assemblée de décider si, malgré nos observations, elle persiste à vouloir une loi sur les émigrations. »

De grands débats s'élevèrent pour savoir si on entendrait un projet de loi contraire à la constitution.... « Lisez.... ne lisez pas »! s'écrie-t-on de toutes parts. Le député Girod de Pouzol en demande la lecture; d'André s'y oppose, et Robespierre, malgré sa haine contre les émigrés, se montre conséquent, en avouant avec franchise qu'il n'est point partisan d'une loi contraire aux principes. Une foule de députés veulent prendre la parole; ils ne sont pas écoutés. Mirabeau saisit avec habileté cette nouvelle occasion pour se montrer favorable au parti royaliste; il veut aussi parler, mais il n'obtient cette faveur qu'à force de persévérance; et, ce qui est mieux-encore, il parvient à faire cesser le tumulte; chacun alors lui prête une oreille attentive.

« Je demande une permission, dit-il en débutant, dont j'ai rarement usé: je demande à dire deux mots pour un fait personnel. J'ai reçu depuis une heure six billets, dont la moitié me somme d'exposer les principes que j'ai dès longtemps manifestés sur la théorie des émigrations, et dont l'autre moitié provoque ma surveillance sur ce qu'on

¹ *Moniteur* du 1^{er} mars 1791, p. 244, col. 1 et 2.

« a appelé dans cette Assemblée la nécessité des cir-
« constances. Dans la position où je me trouve, il
« convient à un ami de la liberté qui a servi les ré-
« volutions, et qui a déjà fait trop de bruit pour son
« repos, il lui convient, dis-je, de prendre couleur
« d'une manière prononcée. » Alors il rappelle le
passage d'une lettre qu'il avait autrefois adressée à
Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, le jour de son
avènement au trône, et dans laquelle il lui conseil-
lait de laisser à ses sujets la liberté de s'expatrier.
« Votre peuple, lui disait-il, ne pourrait aller cher-
« cher un meilleur sort que celui qu'il dépend de
« vous de lui donner; et s'il pouvait être mieux ail-
« leurs, vos prohibitions de sortir ne l'arrêteraient
« pas. Laissez ces lois aux despotes, qui veulent faire
« de leurs États une prison. Les lois les plus tyran-
« niques sur les émigrations n'ont jamais eu d'autre
« effet que celui de pousser le peuple à s'émigrer,
« contre le vœu de la nature, le plus impérieux de
« tous peut-être, qui l'attache à son pays.... L'homme
« endure tout de la Providence; il n'endure rien d'in-
« juste de la part de son semblable, et, s'il se sou-
« met, c'est avec un cœur révolté.... Le langage de
« la justice et de la raison est le seul qui puisse avoir
« un succès durable aujourd'hui; les princes ne sau-
« raient trop penser que l'Amérique républicaine,
« par son exemple, ordonne à tous les gouverne-
« mens d'être justes et sages, s'ils n'ont pas résolu de
« ne dominer que sur des déserts, ou de voir des
« révolutions. » Mirabeau finit par conclure qu'une

loi sur les émigrans étant incompatible avec les principes constitutionnels, il ne convenait pas d'en entendre la lecture, et qu'il fallait passer à l'ordre du jour.

Ce discours excita de grands applaudissemens, mais plus nombreux du côté droit que du côté gauche, où la majorité gardait un profond silence, lorsque le député Reubell, dont l'opinion révolutionnaire se montrait chaque jour plus ardente, déclara que, sans une loi contre les émigrés, il n'y avait plus de constitution. « Si vous voulez assurer
« l'exécution de vos lois, il faut que mon voisin soit
« astreint aux mêmes devoirs que moi. Puis-je dé-
« fendre ses possessions de mon corps, de mon sang,
« s'il fuit loin des miennes? » Merlin de Douai avait déjà cité un passage du *Contrat social*, où Rousseau dit que, dans les momens de troubles, les émigrations doivent être défendues. Muguet de Nanthou, fort de cette autorité et de celle du comité de constitution, qui, dans son rapport sur la résidence des fonctionnaires publics, avait reconnu le besoin d'une pareille loi, voulait qu'à l'instar de la loi martiale elle ne fût applicable qu'à ces momens de désordre et d'incivisme qui la rendaient nécessaire. « Cette loi, dit-il, est indispensable, et la liberté ne
« s'en alarmera pas. Il faut distinguer le droit d'al-
« ler, de venir, et de fixer son domicile où l'on vou-
« dra, du délit qu'on commet en fuyant lâchement
« les troubles de son pays, en abandonnant le sol.
« Ainsi la nation doit prendre des mesures sévères

« contre ces déserteurs coupables qui ne peuvent
« plus prétendre ni à ses bienfaits pour leurs per-
« sonnes ni à sa protection pour leurs propriétés ». »

L'obstination du côté gauche à demander la lecture de ce projet, força le président à l'ordonner. Il ne contenait que trois articles. Le premier déclarait que la loi ne serait en vigueur que dans les temps de troubles ; les deux autres, que trois personnes seraient investies d'un pouvoir dictatorial, pour désigner les absens auxquels il serait enjoint de rentrer dans le royaume, sous peine d'être déchus de leurs droits de citoyens français, et de la confiscation de leurs revenus et biens. Au reste, la loi n'atteignait que les chefs de l'émigration, les pensionnaires de l'État ou les personnes occupant des fonctions publiques.

A la lecture de ces articles, l'agitation et les murmures s'élevèrent de toutes les parties de la salle. Mirabeau profite de la disposition des esprits pour achever de les porter à l'indulgence ; il s'empare avec art de cette émotion, et l'ascendant de son éloquence captive l'attention de ceux mêmes dont l'opinion différait le plus de la sienne : « Ainsi, leur
« dit-il, même au milieu des périls que je ne veux
« ni exagérer ni dissimuler, vous regardez toujours
« comme le plus grand des malheurs pour vous et
« pour la France toute précipitation qui vous ren-
« drait injustes ! Ah ! que vos murmures et vos fré-

« missemens ont flatté mon oreille et soulagé mon
« cœur! Ce n'est pas l'indignation qui doit faire
« la loi, c'est la réflexion, c'est la justice..... Je
« suis, je vous le déclare, complice du piège heu-
« reux qui vous a été tendu par votre comité de
« constitution; piège heureux, qui a fait ressortir
« toute la noblesse de vos sentimens et l'inflexibi-
« lité de vos principes. Vous ne lui avez pas fait le
« même honneur que les Athéniens firent à Aris-
« tide, lorsqu'ils le firent juge de la moralité du plan
« qu'il proposait.

« Mais vous venez de montrer que vous êtes
« aussi bons juges de cette moralité qu'Aristide
« lui-même. Une loi faite pour entrer dans le code
« de Dracon n'entrera jamais dans le recueil des
« décrets de l'Assemblée nationale¹. Vous nous di-
« rez peut-être que nous avons atteint le dernier
« degré de l'atrocité dans la rédaction de la loi.
« Détrompez-vous; si vous ou vos successeurs, vous
« veniez à suivre les conseils dont on vous obsède
« aujourd'hui, la loi qui vous indigne ne serait
« plus considérée, malgré toute sa barbarie, que
« comme un acte de clémence. Dans tous les ar-
« ticles qui en seraient les conséquences et les
« odieux développemens, vous trouveriez partout
« la mort, votre bouche ne saurait plus prononcer
« que ce terrible mot : *La mort!* Vos lois, en semant
« l'épouvante au dedans, chasseraient au dehors,

¹ *Moniteur* du 2 mars 1791, p. 247, col. 2.

« par l'indignation et la terreur, les hommes les
« plus distingués, et vous feriez à des malheureux,
« à des femmes, à des enfans, à des vieillards, un
« crime de cette peur, que sans cesse vous redou-
« bleriez en eux par des actes et des mesures
« cruelles *.

« Entre une mesure de police et une loi, la dis-
« tance est immense : la loi sur les émigrations est,
« je vous le répète, une chose hors de votre puis-
« sance, parce qu'il est hors de votre sagesse de
« faire une loi qu'il est impossible d'appliquer,
« même en anarchisant toutes les parties de l'em-
« pire. Il est prouvé, par l'expérience de tous les
« temps, qu'avec les moyens les plus despotiques, le
« pouvoir le plus concentré, une pareille loi dans
« les mains des Busiris ne pourrait être exécutée,
« parce qu'elle est inexécutable. Pour moi, loin de
« souscrire à des mesures aussi atroces, je déclare
« que je me croirais délié de tout serment de fidé-
« lité envers ceux qui auraient l'infamie de nommer
« une commission dictatoriale.....

« Les murmures que j'entends s'élever dans une
« partie de cette enceinte semblent condamner la
« véhémence de mes paroles. Je me garderai bien
« de contraindre un sentiment dont je m'enorgueillis !
« Messieurs, la popularité que j'ai ambitionnée et
« que j'ai eu le bonheur d'obtenir, n'est pas un frêle

* La terreur réalisa ces sinistres prévisions, et l'on entendit Chabot dire un jour : « Je voudrais contre les émigrés une loi si simple, qu'un enfant pût les conduire à la guillotine. »

« roseau, c'est un chêne que j'enfoncerai profondé-
« ment en terre, et je lui ferai prendre racine sur le
« terrain de la justice et de la liberté. Je serais dés-
« honoré si, dans aucun moment de ma vie, je ces-
« sais de repousser avec indignation le droit, le
« prétendu droit de faire une loi de ce genre. Oui,
« reprit-il d'une voix tonnante, si une loi d'émi-
« gration est votée, je jure de n'y obéir jamais¹. »

Cet admirable discours excita de bruyans murmures au sein du côté gauche où les Lameth et Barnave étaient placés. Mirabeau leur répondit par un regard plein de fierté; aucun des orateurs de ce parti n'osa le combattre; Vernier, un des plus modérés d'entre eux, ajouta seulement que de toutes les parties de la France on demandait une loi contre l'émigration, et qu'il fallait qu'un nouveau projet de loi fût discuté par chacun des comités de l'Assemblée.

Mirabeau ayant demandé la parole en même temps que Goupil de Préfeln, l'obtint à son préjudice. « A quel titre, dit celui-ci avec humeur, « M. Mirabeau veut-il ici exercer la dictature? » Un grand nombre de députés de tous les partis quittaient leurs places, couraient au milieu de la salle, parlant tous à la fois. Mirabeau les rappelle et les réunit, en s'écriant de la tribune où ils s'était élancé : « Je n'ai que deux mots à dire. » Ses yeux étincelans, son teint pâle, livide, et surtout la contraction

¹ *Moniteur* du 2 mars 1791, p. 247, col. 3. — *Recueil des Discours de Mirabeau*, t. IV, p. 278.

de ses muscles, annonçaient à ses adversaires que la réplique allait être terrible.

Alors il combat la motion de Vernier, qui tendait à reproduire une loi qu'il voulait anéantir; puis il se rappelle qu'autrefois Goupil l'avait dénoncé comme conspirateur, qu'aujourd'hui il l'accusait de dictature, et ne se croyant pas assez vengé de l'avoir jadis terrassé, il ajouta avec une ironie amère : « Je prie M. Goupil de se souvenir qu'il s'est dans le temps mépris sur un Catilina dont il repousse aujourd'hui la dictature *. » Après s'être attaché à confondre ses ennemis, en les écrasant sous les traits acérés de l'audace et du sarcasme, il ajouta en regardant avec dédain le côté gauche : « Je conçois le dépit envieux de ceux qui, fougueux aujourd'hui, ou plutôt perfides dans leur amour de la liberté, seraient fort embarrassés de nous dire depuis quand cette passion s'est allumée dans leur âme ? » A cette interrogation hardie, de violents murmures s'élèvent du banc où siégeaient les Lameth; Mirabeau, fatigué de ses efforts, et surtout de ce qu'on ose troubler les élans de son éloquence, la rend encore plus éclatante en s'écriant avec force : *Silence aux trente voix* ! Ses ennemis, jugeant qu'il allait tout obtenir, demandèrent l'ajournement. « J'y consens, reprit aussitôt

* On doit se rappeler que, dans la discussion des troubles du Palais-Royal (30 août 1789), Goupil de Préfelin avait dit, en faisant allusion à Mirabeau : *Catilina est à nos portes*.

Moniteur du 2 mars 1791, p. 248, col. 2.

« Mirabeau , pourvu que l'Assemblée décrète en
« même temps que d'ici là il n'y aura pas d'émeutes. »
Cette mordante repartie fit connaître à l'Europe entière quels étaient ceux qui provoquaient les attrou-
pemens formés chaque jour pour demander une loi
contre les émigrés.

Des murmures plus sourds , plus dissimulés , quoi-
que non moins hostiles que les précédens , se mê-
lèrent aux nombreux applaudissemens que les
membres du côté droit donnèrent à Mirabeau ;
mais ce furent les derniers éclairs d'une élo-
quence qui bientôt après fut désarmée de ses fou-
dres. Les Lameth , les Duport , les Barnave , que
Mirabeau avait pour ainsi dire démasqués , demeu-
rèrent interdits et confus ; ils ressentirent d'autant
plus vivement l'offense , que l'orateur qui venait de
dévoiler leur nombre se disposait aussi à dévoiler
leur tactique et leurs projets. Aucun d'eux ne prit
la parole ; ils se contentèrent d'assurer , par leurs
suffrages , la majorité à la motion que Mirabeau
combattait : ainsi la loi contre l'émigration fut re-
produite quelques jours après avec des amendemens
qui en adoucirent la sévérité , et cette fois elle fut
adoptée , malgré la vive opposition du parti dé-
voué à la cour. La longueur des débats qu'entraîna
cette grave question donne la certitude que l'As-
semblée nationale ne se décida à sévir contre les
émigrés qu'après avoir épuisé tous les moyens de
conciliation propres à les ramener. Elle comprit et
respecta la liberté , en déclarant qu'elle n'entendait

pas punir l'émigration, mais bien la désertion de ceux qui avaient un devoir spécial à remplir envers leur pays.

A cette époque, Lafayette commençait à perdre de sa popularité, parce qu'à l'aide de formes adroites, il était parvenu à arrêter les trames de la faction perturbatrice qui fondait ses succès sur le débordement des violences populaires. Mais soutenant la monarchie plus par devoir que par goût, il se rapprochait involontairement de la démocratie. De là les contrastes qu'on remarquait souvent entre ses actions et son système. Souvent la cour lui fit proposer de le nommer maréchal de France, connétable et même lieutenant général du royaume, s'il voulait, avec le concours d'hommes habiles et courageux, rétablir la monarchie sur ses anciennes bases; d'un autre côté, les anarchistes l'auraient élevé aux nues s'il eût secondé leurs fureurs; mais, en homme de bien, il sacrifia sa fortune à ses opinions avec la plus généreuse indifférence, et rien ne put le faire sortir de la ligne à la fois monarchique et républicaine qu'il s'était fièrement tracée. Un événement inattendu, en l'obligeant à la rigoureuse application de ses principes, le mit de nouveau en butte à la haine des deux partis extrêmes.

Le peuple n'était pas encore revenu de l'efferescence excitée par le départ des tantes du roi, lorsque dans le faubourg Saint-Antoine on répandit le bruit que le donjon de Vincennes était une nou-

velle Bastille où le duc d'Orléans devait être enfermé; qu'on y transportait des armes et des munitions de toute espèce, et qu'il existait, des Tuileries à ce donjon, un souterrain secret par où le roi et sa famille devaient s'évader. Pour faire cesser ces bruits dangereux malgré leur absurdité, Lafayette conseilla à Louis XVI de diriger un jour sa promenade de ce côté, et là d'ordonner lui-même la démolition du château dont le peuple était vivement offusqué¹. Pendant que les gens de cour repoussaient cet avis, qui eût procuré à la royauté de nombreux partisans, les instigateurs de l'anarchie armèrent une troupe indisciplinée, et durant la discussion sur la loi des émigrés (28 février 1791), elle se porta sur Vincennes. Les habitants du faubourg Saint-Antoine, entraînés par l'exemple, furent les premiers à prendre part à ce mouvement tumultueux.

Lafayette, instruit que la démolition du château allait avoir lieu dans une émeute, s'y rendit aussitôt avec un détachement de garde nationale. Il y trouva un brasseur nommé Santerre, qui, en affectant de faire cesser le désordre, contribuait au contraire à l'entretenir. Cet homme, depuis si fameux, commença sa réputation comme chef d'un des bataillons du faubourg Saint-Antoine. Ses relations de commerce, et le grand nombre d'ouvriers qu'il employait, lui permettaient de faire mouvoir à son gré la turbulente population de son quartier, toujours la pre-

¹ Papiers trouvés dans l'armoire de fer. — Note communiquée par le général Lafayette.

mière à s'insurger contre la royauté; mais, privé des talens qui font les chefs de parti, Santerre se résignait à suivre les inspirations de ceux dont il était l'instrument¹.

Lorsque Lafayette eut signifié aux séditeux l'ordre de se retirer, des cris menaçans s'élevèrent contre lui; Santerre même lui reprocha avec humeur d'employer la force pour empêcher, disait-il, *un acte de liberté*. La municipalité de Vincennes applaudissait à cette résolution. Mais Lafayette la dissuada, et, avec son secours, fit rentrer dans le devoir ceux qui s'obstinaient à méconnaître l'autorité des lois. Protégé par de l'artillerie, il s'ouvrit un passage dans toute la longueur du faubourg Saint-Antoine, et de là se rendit à la Conciergerie, où il fit écrouer quelques-uns des mutins qu'il avait emmenés².

Tout Paris était occupé de l'événement de Vincennes; on répandait le bruit que Lafayette avait été tué. Cette fausse nouvelle réveilla l'espérance des partis, et celui de la cour résolut d'en profiter. Effrayés par ces mouvemens populaires, des royalistes, au nombre de quatre cents, coururent au château des Tuileries avec des armes cachées, pour défendre le roi et sa famille; introduits au moyen de cartes d'entrée signées par le duc de Villequier,

¹ SEKART (*Mém. de*), p. 9. Cet agent du comité de salut public atteste dans ses Mémoires (p. 11) que les notes et calculs de distributions cotés et paraphés par Santerre ne laissent pas douter que ce dernier recevait de l'argent pour exciter et payer les soulèvemens du faubourg Saint-Antoine.

² *Moniteur* du 2 mars 1791, p. 248, col. 2.

premier gentilhomme de la chambre, ils furent placés dans le salon qui séparait les appartemens de la salle où se tenait la garde nationale. Ces épées, ces pistolets, ces poignards qu'on apercevait à demi cachés sous leurs vêtemens, annonçaient un complot. Les royalistes voulaient en effet occuper les postes intérieurs du palais, et former de leur personne un rempart autour du roi. Mais pour opérer ce coup hardi, ils commirent tant d'imprudences, tant d'indiscrétions, qu'au lieu de gagner les gardes nationaux chargés de veiller à la sûreté du trône, ils s'attirèrent leur inimitié.

Lafayette arrivait de son expédition de Vincennes, lorsqu'on lui annonça que les gardes nationaux de service aux Tuileries étaient sur le point d'en venir aux mains avec des hommes qui furtivement cherchaient à les évincer du poste qui leur avait été confié. Aussitôt il court au château, et représente au roi et à la reine, sous des couleurs si vives, le danger auquel ils s'exposaient en recourant à un pareil expédient, que le monarque effrayé supplie Lafayette de ramener par tous les moyens la tranquillité dans le palais¹. Ce général assura que le seul désarmement des conjurés calmerait les gardes nationaux.

Alors le roi, par la crainte sans doute de voir répandre sous ses yeux le sang de ses plus fidèles serviteurs, déclara qu'il se croyait en sûreté au mi-

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

lieu de sa garde citoyenne; après avoir blâmé le zèle indiscret des gentilshommes, il ordonna que ces *Messieurs* fussent désarmés. La plupart d'entre eux refusèrent d'obéir, et se présentant devant le roi, lui dirent : « Sire, votre fidèle noblesse vient
« auprès de votre personne sacrée pour la défense. » — « Ma personne, dit le roi, est en sûreté
« au milieu de ma garde nationale; si vous voulez
« me défendre, c'est sous l'uniforme qu'elle porte
« qu'il faut vous présenter : *retirez-vous!*' »

Cet ordre fut exécuté sans ménagement; tous les royalistes accourus au secours du trône furent fouillés, chassés et couverts de huées; plusieurs mêmes, pour prix de leur rare fidélité, éprouvèrent des traitemens ignominieux et faits pour dégoûter le zèle le plus ardent; MM. d'Épréménil, Frondeville, Berthier-Sauvigny, d'Agoult, Labourdonnaye et Lillers furent arrêtés; Lafayette eut ensuite une explication très-vive avec le duc de Villequier; pour se justifier, ce dernier allégua qu'en sa qualité de premier gentilhomme, il devait répondre des jours du roi. « Si
« vous voulez assurer les jours de Sa Majesté, lui ré-
« pliqua Lafayette, il suffit d'éloigner de sa personne
« les aristocrates, pour y placer les amis de la liberté
« et de la révolution. »

Le lendemain, ce général publia un ordre du jour où il qualifiait les gentilshommes de la chambre de *chefs de la domesticité du château*. MM. Villequier

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° LXXXVI, t. II, du 26 févr. au 5 mars, p. 368.

et Duras publièrent une lettre pour répondre à cet ordre du jour injurieux ; mais elle ne changea point les dispositions du peuple à l'égard des courtisans, et ces deux grands seigneurs donnèrent leur démission. En même temps plusieurs royalistes brisèrent leur épée et s'éloignèrent du monarque.

Pour exciter davantage la haine du peuple contre les défenseurs de la royauté, non-seulement on exagéra les dangers que venait de courir la liberté conquise, mais encore on profita de cette circonstance pour publier des gravures représentant les poignards d'une forme bizarre et effrayante qu'on assurait avoir été trouvés sur ceux qui avaient été désarmés, et qu'on appela *chevaliers du poignard*. Cette épithète devint alors l'injure à la mode, pour mieux désigner les amis de l'ordre et de la monarchie ; car le nom d'aristocrate, qui d'abord leur avait été donné, passa ensuite à tous les ennemis du pillage et de la licence. Lafayette, qui, le même jour, croyait avoir comprimé les deux partis opposés, fit promettre au roi qu'il n'y aurait plus que la garde et les personnes attachées au château qui seraient admises dans l'intérieur des appartemens. Dès le lendemain, les portes des Tuileries furent fermées ; on n'y laissa entrer aucun étranger, et ce palais commença à prendre l'aspect d'une prison d'État.

Ce triste événement redoubla la fièvre de l'émigration : « C'est pour le roi, disaient les serviteurs
« fidèles, c'est pour veiller sur ses dangers que nous

« avions consenti à rester en France, et c'est dans
« son palais que nous avons été insultés et désar-
« més. Voilà comment il nous a récompensés d'avoir
« obéi à un ordre émané de lui, et qu'un moment
« après il a eu la faiblesse de révoquer. » Cette faute,
reprochée à juste titre au malheureux Louis XVI,
marqua une des époques les plus tristes de sa vie.
Elle fit ressortir l'infirmité d'un caractère qui
consistait moins à ne savoir pas résister à l'oppres-
sion qu'à s'abandonner aux résolutions fausses, ti-
mides, et souvent peu franches, qui tour à tour lui
étaient inspirées par la reine ou par sa sœur. Aus-
sitôt que les résultats de ces funestes conseils com-
mençaient à se faire sentir, sa sensibilité émue
manquait à la dignité royale, pour ne songer qu'au
danger de sa famille, et les faiblesses de l'homme
étouffaient les qualités du roi.

Toutefois Louis XVI fut si affecté de la déplo-
rable journée dite *des poignards*, que sa santé en
ressentit une grave altération. L'Assemblée mani-
festa dans cette circonstance l'intérêt et les égards
qu'elle devait au chef de l'État. Le premier jour
où le bulletin de sa maladie lui fut adressé, elle
arrêta qu'une députation se transporterait tous les
matins aux Tuileries, pour rendre compte de la
santé du roi, à l'ouverture de chaque séance. « C'est
« le moyen de les rendre complètes de bonne
« heure », fit observer le président Louis de Noailles.
Après quelques jours de souffrances morales et phy-
siques, les symptômes fâcheux disparurent, et la

guérison du monarque fut célébrée par des réjouissances publiques (17 mars). La municipalité fit chanter un *Te Deum* en actions de grâce, et ordonna une illumination générale.

Les décrets les plus remarquables que l'Assemblée rendit pendant l'indisposition du roi, furent l'abolition du régime des milices, la libre culture du tabac, la suppression de la ferme et de la régie générale, l'établissement d'une cour provisoire à Orléans pour juger les crimes de lèse-nation, en attendant la formation de la haute cour nationale qui devait prononcer sans appel sur tous les crimes d'Etat. Un rapport du ministre de la marine annonça qu'il existait, tant en mer que dans les ports ou sur les chantiers, quatre-vingt-deux vaisseaux, soixante-sept frégates et vingt corvettes. L'effectif des troupes donné par le ministre de la guerre ne s'élevait à cette époque qu'à cent trente mille hommes. Le nombre des maréchaux de France fut réduit à six, avec trente mille livres d'appointemens ; on promit de statuer plus tard sur le traitement à accorder aux autres maréchaux qui ne seraient pas conservés en activité.

Le lendemain de ce dernier décret, Victor de Broglie, fils du maréchal de ce nom, expose à l'Assemblée qu'ayant toujours été compté parmi les plus constans et les plus intrépides défenseurs de la liberté, il espérait que ce serait un titre pour faire conserver la récompense due aux longs services de son père ; il raconte comment le ministère, en lui

confiant l'exécution des mesures hostiles contre la nation, l'avait obligé de quitter la France pour éviter le ressentiment des Parisiens abusés sur ses véritables intentions. L'amour filial et les sentimens patriotiques qu'il exprima en manifestant son mépris contre les émigrés¹, furent généralement applaudis et portèrent l'Assemblée à maintenir le maréchal de Broglie dans le rang et le grade dont il jouissait. Cependant ce vieux militaire, instruit de de la démarche de son fils, la désavoua par une lettre datée de Trèves, qu'il fit insérer dans plusieurs journaux.

Les rapports entre la nation et le trône étaient fixés par une série d'actes constitutifs, approuvés par les représentans du peuple français; il ne restait plus à nos législateurs, pour terminer leur vaste carrière, qu'à régler les formes et le droit de régence. Cette grave question intéressait surtout les partisans de l'ancienne cour. Prévoyant l'avenir, ils songeaient à parer aux événemens, en employant tous leurs efforts pour faire obtenir à la reine la prérogative de régente. Mais les députés sages, connaissant la légèreté de cette princesse, sa répugnance pour nos lois fondamentales, et les intentions des favoris qui la dirigeaient, instruits surtout par les malheurs qu'avait éprouvés la France sous le gouvernement des mères de la plupart de nos rois mineurs, résolurent, pour épar-

¹ *Moniteur* du 6 mars 1791, p. 264, 265.

gner à la patrie des calamités futures, de discuter cette loi fondamentale avec toute la maturité de l'expérience et de la raison.

Dans l'exposé qu'en fit Thouret au nom du comité de constitution, il établit que tous les pouvoirs prenaient leur source dans la volonté nationale, et que, quoique l'autorité royale fût héréditairement léguée dans l'intérêt public, il ne fallait jamais en conclure que la royauté dût être considérée comme un patrimoine¹. « Si l'individu jouissant de cette dignité suprême se trouve, dit-il, par la faiblesse de son âge hors d'état de remplir les fonctions de la royauté, alors une délégation temporaire devient indispensable, et le droit de constituer la régence appartient à la nation, de la même manière et aux mêmes titres que le droit de constituer la royauté. » Selon l'avis du comité, en supposant qu'aucun parent ne réunit les titres exigés pour obtenir cette dignité, les assemblées primaires devaient choisir dix électeurs pour chaque département, et ceux-ci, réunis en une seule assemblée de huit cent trente électeurs, nommaient le régent dans un scrutin individuel et à la majorité des suffrages. « Il est inutile, ajouta Thouret, de développer les raisons pour lesquelles les femmes doivent être exclues de la régence, nos lois anciennes et nouvelles ayant expressément déclaré qu'elles étaient inhabiles à la royauté. »

¹ *Moniteur* du 23 mars 1791, p. 332, col. 2.

Ce projet, aussi détaillé qu'important à discuter, est à peine communiqué, qu'une grande partie de l'Assemblée manifeste le désir de le voir décrété. Cazalès demande les trois jours de délai accordés à la discussion des lois constitutionnelles, et veut qu'il soit érigé en principe que le régent ne sera jamais chargé de la garde du roi. Mirabeau, dont la santé commençait alors à s'altérer, déclara ne pouvoir s'occuper du projet que d'une manière incidente. L'abbé Maury promet d'en attaquer tous les articles, mais il demanda quelques minutes pour s'y préparer. Ce court délai expiré, il revint occuper la tribune et étonner les auditeurs par un discours improvisé si éloquent et si fort de raison, que l'Assemblée lui décerna les honneurs de l'impression, faveur dont elle ne fut jamais prodigue envers lui. Après avoir prouvé, par des citations historiques, qu'il y avait eu en France vingt-quatre régentes aïeules ou mères de rois, il déclara que le corps législatif ne devait point rendre de loi sur la régence, que c'était à lui à la décerner, et qu'en attendant qu'elle fût donnée, il y aurait un conseil de minorité où la reine-mère assisterait, ainsi que tous les parens du roi qui auraient atteint l'âge de vingt-trois ans.

Cette conclusion de l'abbé Maury put étonner ceux qui connaissaient ses opinions royalistes; mais sûr que le vœu de l'Assemblée était d'exclure les femmes de la régence, comme elles le sont du trône, il crut servir la reine en évitant de pronon-

cer cette exclusion. Mirabeau n'usa pas du même ménagement ; selon lui, l'inhabileté des femmes à la succession du trône entraînait l'inhabileté à la régence, et il s'engagea à prouver que l'élection d'un régent n'avait pas les dangers de celle d'un roi *. Barnave, relevant l'opinion fausse et téméraire de Mirabeau, assimile la régence à la royauté, et, s'appuyant de l'unité et de la stabilité nécessaires au gouvernement, il soutient que l'élection d'un régent serait de nature à y porter atteinte. Un régent élu par le peuple, dit-il, aurait trop de moyens d'anéantir la liberté ; il pourrait changer le gouvernement, établir une royauté élective, et peut-être même emploierait-il son autorité à consacrer son usurpation. Rappelant ensuite à l'auditoire les différens orages qui éclatèrent au commencement de la révolution, il ajouta : « Si à cette époque deux ou « trois hommes avec l'âme et les talens de Crom-
« well, et comme lui l'objet d'une immense faveur
« publique, avaient été élus régens, ne leur aurait-
« il pas été possible, par l'étendue de leurs talens et
« celle de leur popularité, d'établir en leur faveur
« l'éligibilité de la couronne ? »

Mirabeau, frappé de la vigueur de ce langage, releva l'argument de Barnave comme adressé directement à lui. « J'avoue, dit-il, la force de cette « dernière objection, mais elle ne recevra aucune

* Mirabeau était alors en relation directe avec la famille royale. Les discussions parlementaires n'avaient plus pour lui qu'un faible intérêt, et tout donne lieu de croire qu'il n'émit une opinion erronée et con-

« faveur de l'exemple cité. En effet, si les *deux ou trois petits hommes* dont on a parlé eussent conçu un pareil projet, ils n'en auraient été que plus sûrement à la potence; et puisqu'on a cité Cromwell, je vais citer un mot de lui. Il se promenait un jour avec Lambert, son fidèle compagnon, les applaudissemens du peuple retentissaient autour d'eux. Lambert, au comble de la joie; cherchait à faire sentir à Cromwell tout son bonheur. Ah! croyez-moi, répondit à son favori le tyran soucieux, ce peuple nous applaudirait bien davantage si nous allions à l'échafaud. Je demande donc, ajouta Mirabeau, qu'on examine demain s'il est nécessaire de préférer le choix du hasard à celui de la réflexion. » Des applaudissemens suivirent ce discours, dont chacun fit à son gré l'application, et l'on termina la séance par décréter qu'au commencement de chaque règne le corps législatif serait tenu de se rassembler, et que, dans le cas où le roi serait mineur, il y aurait un régent du royaume.

Mais la régence serait-elle acquise par l'élection ou par droit d'hérédité? telle était la question qui fut traitée dans la séance du 23 mars. La couronne de France étant héréditaire, on trouvait de la contradiction à rendre élective la dignité qui la représente immédiatement, et de grands dangers dans

traire à la reine qu'afin de mieux dissimuler ses desseins secrets. La pénétration des Lameth, qui tant de fois l'avaient contrarié, le forçait à une circonspection bien éloignée de la force de son vrai caractère.

les secousses que pourrait produire l'élection. Mirabeau, après avoir dit que le hasard, qui fait les rois par droit de naissance, est souvent aveugle, voulut encore atténuer les inconvéniens de l'élection d'un régent, mais il n'en conclut pas moins pour la régence héréditaire dévolue au parent majeur le plus proche du roi. Alors son opinion, devenue juste et naturelle, enleva les suffrages, et malgré MM. de Cazalès et de Clermont-Lodève, l'article qui excluait les femmes de la régence, dans la même séance, fut approuvé sans difficultés.

Les devoirs et fonctions du régent furent ensuite discutés. On décida (25 mars) que le roi mineur serait confié à sa mère; qu'à quatorze ans accomplis il entrerait au conseil pour son instruction seulement, et qu'il ne serait majeur qu'à dix-huit ans; sa majorité devait être publiée par une proclamation renfermant son serment et la promesse de le réitérer au sein de l'Assemblée nationale; tel fut le résultat de cette discussion, l'une des plus importantes et des mieux approfondies de toutes celles qu'agita l'Assemblée.

Lorsqu'on reprit la question relative à la résidence des fonctionnaires publics, que Mirabeau avait fait renvoyer jusqu'à ce qu'on eût statué sur celle de la régence, les députés du côté droit reprochèrent au comité de donner au roi la qualification de *premier fonctionnaire public*. D'après le scandale que cette expression avait précédemment causé, Cazalès s'en plaignit amèrement; il fit observer que si

le peuple anglais était libre, c'était sous le monarque le plus respecté. Il s'éleva surtout contre l'article où il était dit que, dans le cas où le roi sortirait du royaume, s'il n'y rentrait pas sur l'invitation du corps législatif, il serait censé avoir abdiqué.

« Si le pouvoir exécutif est dépendant, ajouta-t-il, il est asservi, et, s'il est asservi, il n'y a plus de gouvernement, plus de bonheur pour la nation; ce n'est pas de vous ni de votre moderne constitution que la famille royale tient le droit de succession à la couronne. Elle le tient du vœu du peuple français depuis huit cents ans; du vœu que ce même peuple a exprimé de nos jours, quand il vous a ordonné de reconnaître ce principe, sous peine d'infidélité au roi et à la nation. Si par une ivresse de pouvoir, qui l'a souvent égarée, l'Assemblée voulait discuter cette question, je déclare que je ne prendrai nullement part à sa délibération. Je jure de lui désobéir, je jure de rester constamment fidèle au sang de saint Louis et de Henri IV. Je jure que, quels que soient vos décrets et les événements, je ne cesserai jamais de défendre le sang de mes souverains légitimes¹. » A ces mots, les membres du côté droit, debout et la main levée, s'écrient : « Nous le jurons tous ! »

Pétion et Alexandre de Lameth s'élevèrent avec force contre cet élan chevaleresque. « Nous ne pouvons souffrir, dirent-ils, qu'on dégrade, qu'on avilisse ainsi la nation; non, un grand peuple n'est point

¹ *Moniteur* du 27 mars 1791, p. 351, col. 3.

« un servile héritage. » Le baron de Jessé, dont les sentimens monarchiques s'étaient manifestés en plusieurs occasions, sans jamais s'abandonner à des transports d'enthousiasme que repousse une saine raison, fait observer qu'un aveugle dévouement au sang de saint Louis pourrait donner à la France un autre Louis XI, un autre Charles IX¹. Malgré cette observation judicieuse, Cazalès s'obstine à soutenir que *le roi est la loi elle-même*². « Non ! lui répond « Pétion, le roi est sujet de la loi, et s'il entrait dans « le royaume avec une armée étrangère, le roi ne « serait-il pas punissable ? » — « Non ! non ! répond « à son tour le côté droit. » — « Henri IV devait donc « être pendu ? » cria l'abbé Maury. On oublia de lui répondre que le parti de ce bon roi, vraiment issu de saint Louis, était bien plus légitime et plus national que celui des ligueurs, qui secrètement travaillaient pour l'Espagne et le pape.

« Ose-t-on encore soutenir de pareils principes, « ajouta Alex. de Lameth, lorsqu'il a été décrété que « la souveraineté résidait dans la nation?... » — « Cela n'est pas vrai ! répond grossièrement l'abbé Maury³. « A quel point ose-t-on se jouer de nous « et de la nation, poursuit l'orateur, pour suppo- « ser que le roi, en régnant, ne contracte aucune « obligation envers son peuple ? C'est en remplissant « ses fonctions que le roi est inviolable ! Nous som-

¹ *Moniteur* du 30 mars 1791, p. 364, col. 2.

² *Moniteur* du 27 mars 1791, p. 351, col. 3.

³ *Moniteur* du 27 mars 1791, p. 351, col. 3.

« mes fidèles au roi, mais au roi de la constitution ,
« à la nation souveraine de la loi. » — « Monsieur le pré-
« sident ! s'écrie d'Épréménil, réprimez ces blasphè-
« mes... » — « Est-possible, continua Alex. de Lameth,
« qu'on vienne nous dire que la nation, qui a le
« droit de changer son gouvernement, n'a pas celui
« de répudier un roi qui répudie ses fonctions?... »

Mirabeau n'apporta dans cette discussion délicate que le degré d'intérêt nécessaire pour prévenir les soupçons que son indifférence sur une loi aussi importante n'aurait pas manqué de faire naître¹. Obligé de parler dans le sens de Cazalès et de l'abbé Maury, il avait trop de sagacité pour ne pas comprendre que sa nouvelle position le condamnait au silence. Au reste, quoique gravement malade, il parut encore ce jour-là à l'Assemblée; mais tout annonçait qu'il n'assisterait pas à la séance du lendemain, et chacun des partis, craignant de l'avoir pour adversaire dans la question qui les divisait, s'accorda à renvoyer la discussion au jour suivant (28 mars 1791).

Thouret, préparé à réfuter les argumens de Cazalès, répondit à toutes les objections de cet éloquent orateur; il n'oublia même aucune des hypothèses dans lesquelles le roi pourrait se trouver coupable vis-à-vis de la nation : s'emparant du motif qui imposait à l'Assemblée l'obligation de prévenir les maux dont on était menacé, il fit une vive sortie contre le parti qui cherchait à renverser la constitu-

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. IV, p. 263.

tion. C'est en ces termes qu'il en dévoila les manœuvres, et qu'il en signala les auteurs :

« J'ai lu souvent, et on a dit à cette tribune : De
« quel droit le comité de constitution se permet-il
« de venir renverser tous les usages, toutes les idées,
« tous les principes qui, depuis tant de siècles, ont
« gouverné la nation ? Je réponds : du droit qui ap-
« partient à des hommes libres, honorés de la con-
« fiance d'une grande Assemblée pour la préparation
« de ces lois, et j'ajoute : pour la stabilité du trône.
« Les principes qui ont trop longtemps tyrannisé la
« France ne ressemblent-ils pas à ceux de nos adver-
« saires ? ne serait-ce pas à ces idées que l'on voudrait
« nous ramener, comme au symbole de notre foi po-
« litique ? C'étaient les nobles qui les soutenaient ; ils
« étaient intéressés à dénaturer une autorité qu'ils
« exerçaient en second et à leur profit ; c'était le
« clergé qui, à la cérémonie du sacre de nos rois,
« se faisait jurer le maintien de ses privilèges, en
« leur répétant qu'ils tenaient la couronne de lui, et
« qui, se déclarant le fauteur du despotisme, en
« usait lui-même par les lettres de cachet qu'il avait
« si facilement à sa disposition ; c'étaient enfin les
« Parlemens, qui ne contestaient pas au roi son au-
« torité quand il voulait leur en faire part, et qui
« admettaient si complaisamment ce *brocard* : *Si*
« *veut le roi, si veut la loi*, pourvu que la loi fût à
« leur gré. Certainement ce n'est pas de ces usages
« que l'on pouvait attendre des principes sur les
« droits de la nation, sur les obligations politiques

« des rois; c'est de là qu'étaient découlées toutes les
« erreurs; ce sont encore des semences qui n'atten-
« dent que la saison favorable pour germer et se dé-
« velopper; il faut les étouffer. Le roi n'a besoin
« d'être que ce qu'il est en effet, pour mériter le
« respect et l'obtenir. Le peuple lui a accordé sa
« confiance et lui a délégué ses droits, pour veiller à
« l'exécution de la loi et pour garantir l'empire des
« attaques du dehors; ainsi le comité persiste dans
« son projet de décret, pour l'honneur des principes,
« le perfectionnement de la constitution, et pour
« l'intérêt même du monarque¹. »

Cazalès, en répondant à Thouret, parut se repentir d'avoir osé dire que *le roi était la loi elle-même*. Dans son exorde, il annonce qu'il écartera de son discours toutes les personnalités, pour ne pas atténuer son opinion en la souillant de l'esprit de parti. Il présente avec art les dispositions du comité, comme devant paraître inutiles dans des temps ordinaires, et dangereuses dans des temps d'orage. « Si vous exigez, dit-il, que le roi
« reste toujours auprès du corps législatif, il sera
« dominé par lui et par le peuple de la capitale, et
« au lieu d'avoir l'opinion d'une nation entière,
« vous n'aurez que celle des habitants d'une ville.

« Je n'examinerai point, ajouta-t-il, si, en recher-
« chant des hypothèses avec une coupable sagacité
« d'esprit, on peut trouver un cas légitime où le

¹ *Moniteur* du 30 mars 1791, p. 363, col. 1 et 2.

« peuple puisse détrôner son véritable souverain.
« Jusqu'à présent cette question était enveloppée
« d'un voile religieux, et ils sont coupables ceux
« qui se sont permis de le déchirer. Une telle pré-
« voyance est une espèce de délit. Ah ! comment
« se pourrait-il que si l'objet de tout gouvernement
« est d'assurer la tranquillité et le bonheur du peu-
« ple, il ne fût pas coupable de discuter ces ques-
« tions qui apprennent au peuple à mépriser l'auto-
« rité suprême, qui lui indiquent les cas précis où
« il doit désobéir au souverain ? C'est à ces spécu-
« lations téméraires, c'est aux maximes trop souvent
« soutenues dans cette Assemblée, que vous devez
« la tendance à l'insurrection, à l'anarchie, à la-
« quelle le royaume est livré, et une partie des
« crimes qui ont souillé la révolution ; oui, vous re-
« cueillerez un jour les fruits très-amers de cette indis-
« crète conduite. Je l'ai déjà dit, l'hérédité du trône
« a été fondée par le peuple français. Je ne pense pas
« que le roi tienne sa couronne de Dieu et de son
« épée, je n'admets point ces contes ridicules¹ ; il
« tient ses droits au trône de l'amour de son peuple,
« et vous avez reçu l'ordre de reconnaître ce droit.
« Les maximes du comité sont celles de Cromwel,
« elles auraient fait mettre Henri IV en jugement ;
« et ceux qui les professent ne se doutent pas qu'ils
« sont les panégyristes du plus grand crime qui ait
« été commis. » De violens murmures s'élèvent du

¹ *Moniteur* du 30 mars 1791, p. 363, col. 3.

sein de l'Assemblée et interrompent l'orateur; mais ces murmures sont pour lui un témoignage flatteur, et il continue :

« S'il s'élève des discussions entre les deux pou-
« voirs, quel sera le juge entre l'Assemblée nationale
« et le roi dans les cas que vous indiquez ? L'Assem-
« blée nationale prononcera-t-elle le jugement ? Le
« pouvoir exécutif serait alors jugé par le corps lé-
« gislatif; ce serait la chose la plus contraire à la
« constitution et la plus opposée à la séparation des
« pouvoirs. Le malheur du peuple est qu'il ne peut,
« sans confusion, exercer sa puissance. Forcé de la
« déléguer, il a dû balancer les pouvoirs qu'il con-
« fie. Au milieu d'eux, il règne, il est juge, il est
« souverain ; mais si l'un des pouvoirs qu'il a délè-
« gués est anéanti, le peuple est esclave : il n'est plus
« rien. Toutes les fois que vous donnerez de l'ascen-
« dant à un des pouvoirs sur l'autre, vous serez
« traître envers ce peuple dont on parle tant et
« qu'alors vous asservirez. Le roi n'est pas respon-
« sable, les ministres seuls le sont; eh bien, si vous
« décrétez que le roi ne peut sortir du royaume, et
« qu'il en sorte, les ministres en répondront. Vous
« n'avez donc pas besoin de présenter une loi afflic-
« tive contre la royauté, elle est inutile; elle serait
« dangereuse, puisqu'elle réveille des idées propres à
« égarer le peuple. Hésiterez-vous à rejeter cette
« loi, lorsque ses partisans vous présentent l'insur-
« rection comme une de ses conséquences ? »

Jamais les droits du peuple et de la royauté n'a-

vaient été définis avec plus de justesse et de clarté. Mais le fanatisme de l'opinion était tel, que ce discours, l'un des plus beaux de Cazalès, fit oublier aux royalistes tous les services qu'il leur avait rendus. Son mépris pour le droit divin et son respect pour le principe intellectuel de la souveraineté du peuple parurent un crime irrémissible aux yeux de ces hommes obstinés dans leurs vieux préjugés. D'un autre côté, la dissertation était si habile, si adroite, qu'elle alarma le parti constitutionnel. Tant de frais de raison et d'éloquence, et surtout tant de concessions, parurent un artifice ingénieux, imaginé dans l'intention d'éloigner les soupçons du projet de fuite que méditait la cour: c'était calomnier les nobles inspirations de Cazalès.

Néanmoins Thouret, en homme versé dans la théorie des chefs de parti, n'en persista pas moins à faire adopter le décret du comité, en proposant, comme rédaction nouvelle, de créer une *Convention nationale*, dans la supposition où le roi, absent du royaume, refuserait d'y rentrer après la proclamation du corps législatif, et d'attribuer à cette Assemblée le droit de décider dans quelle circonstance le roi serait réputé avoir abdiqué la royauté¹. « On va crier à la « félonie, à la haute trahison, à la violation du trône, « ajouta-t-il; mais déclarer que le roi peut être justifié, ce n'est qu'articuler le cas où le trône serait vacant, de l'aveu même du roi; il aura par sa faute

¹ *Moniteur* du 30 mars 1791, p. 364, col. 2.

« sanctionné le décret. D'ailleurs l'hérédité ne sera
« point violée si son plus proche parent lui suc-
« cède. Sans doute ces dispositions seront qualifiées
« de hardies; mais cette hardiesse n'est point l'au-
« dace de l'esprit de parti qui renverse ! c'est le cou-
« rage du zèle qui défend et qui assure la liberté de son
« pays. » D'Epréménil, par un nouveau projet, com-
battit celui du comité, et demanda que la personne
sacrée du roi fût exempte de juridiction..... A ces
mots, les cris et les clameurs du côté gauche l'em-
pêchent d'achever, et les articles du projet de loi
primitif, mis aux voix, furent aussitôt adoptés.

Dès le début de ce livre, nous avons vu que le
roi et la reine s'occupaient d'une manière active
du projet de s'affranchir d'un joug que la domina-
tion révolutionnaire rendait de jour en jour plus in-
tolérable. Pour y parvenir, ils avaient d'abord accepté
le plan concerté entre Bouillé et l'évêque de Pamiers;
mais après de longues réflexions sur les difficultés
de l'entreprise, ils virent que le génie de Mirabeau
pouvait seul relever leur courage abattu. Dans leurs
épanchemens douloureux, ils versèrent des larmes
de joie et de sensibilité en apprenant avec quelle
chaleur il avait défendu les prérogatives royales,
et avec quelle éloquence il s'était élevé contre la
proscription des émigrés; ils furent surtout ravis
lorsqu'il prononça ces mots à la tribune : « Si la clef
« de la voûte sociale manque, si l'autorité tutélaire
« reste sans moyens et sans ressort, si l'État désor-
« ganisé ne présente aux Français que l'arène famé-

« lique et sanglante de l'anarchie , nos travaux sont
« bien inutiles et nos efforts impuissans. Le gou-
« vernement abdique s'il ne soutient pas la société
« qu'il régit ; et la société est dissoute si elle ne
« peut plus travailler et jouir en paix sous le par-
« vis de l'autorité tutélaire. »

Vers les derniers jours de février , M. de Laporte ,
intendant de la liste civile , reçut ordre du roi de s'as-
surer en particulier des dispositions de Mirabeau , et
de s'entendre avec lui d'une manière positive sur le
parti qu'il fallait prendre dans des conjonctures aussi
critiques. « Je suis persuadé , lui dit le trésorier de la
« couronne , que votre caractère , vos talens , vos prin-
« cipes monarchiques , mais surtout votre énergie ,
« vous rendront l'homme le plus propre à servir
« avantageusement le roi et la monarchie. Veuillez
« pour cela me faire connaître vos moyens et me
« tracer la conduite que doit tenir le roi. »

Il paraît qu'avant d'entrer en négociation , Mira-
beau stipula à quelle condition il formulerait toutes
les circonstances de son plan ; du moins la lettre de
M. de Laporte est précise. Il écrit au roi que Mira-
beau , inquiet sur son avenir , et toujours dévoré
de besoins ¹ , demande une brillante existence et un
revenu assuré pour l'avenir. Une grande latitude lui
ayant été laissée , il fit pour un million de lettres de
change dont le comte de La Marck se rendit dépo-
sitaire , avec promesse de les donner à Mirabeau , qui à

¹ Lettre de M. de Laporte au roi (2 mars 1791). *Voy. Recueil des
pièces trouvées dans l'armoire de fer*, n° VII , p. 12 et 13.

son tour s'engagea à entrer d'une manière active dans le plan de contre-révolution que ce dernier exposa en ces termes :

« La chose essentielle, c'est de gagner les trois classes
« de l'Assemblée opposées à la royauté : les anarchis-
« tes, les constitutionnels * et cette classe d'hommes
« sans caractère qui suit machinalement l'impul-
« sion que lui donnent ces derniers. » Quant à la popu-
lation parisienne, Mirabeau distingua le parti voué
au duc d'Orléans de celui de Lafayette : « Le pre-
« mier, dit-il, par son alliance avec les jacobins
« et les cordeliers, se perdra de lui-même ; quant au
« second, il s'est signalé par une suite de manœu-
« vres qui dévoilent un plan dont il ne s'écartera
« jamais ¹. Les sentimens qu'il affiche pour le roi
« masquent son républicanisme. Ce parti réunit la
« fausseté et l'intrigue aux grands moyens que sa
« popularité lui donne.

« La position de Louis XVI, ajouta-t-il, est d'au-
« tant plus critique, que ce prince est trahi par la
« plupart des personnes qui l'approchent. Cette po-
« sition exige de la dissimulation, non pas de celle
« à laquelle on accoutume les princes, mais de la
« dissimulation en grand, qui ôte toute prise aux
« malveillans. Il est nécessaire de sortir de Paris ;
« tant que le roi restera dans cette ville, il est im-
« possible de rétablir l'ordre. La folle entreprise des

* Le parti des Lameth prenait alors ce titre.

¹ Rapport de Talon au roi, faisant partie du *Recueil des pièces trou-
vées dans l'armoire de fer*, n° III, p. 26.

« gentilshommes, au château des Tuileries ; a reculé
« de deux mois les mesures qu'il faudrait prendre
« pour y parvenir. Je suis porté, dit-il, à servir le roi
« par attachement pour sa personne, par attache-
« ment à la royauté et par mon propre intérêt ; il
« fallait une révolution, elle est faite : maintenant,
« il faut qu'elle finisse ; la gloire sera grande pour
« ceux qui y coopéreront. Si je ne sers pas utilement
« la monarchie, je serai dans le nombre des huit ou dix
« intrigans qui, après avoir bouleversé le royaume,
« feront une fin honteuse, et deviendront l'exécration
« des siècles. J'ai à réparer des erreurs de jeunesse,
« une réputation peut-être injuste ; je ne puis y par-
« venir qu'en faisant tout oublier par l'éclat d'un grand
« service¹. » L'entretien se termina par des protesta-
tions de dévouement, et, selon l'expression de Mira-
beau, il ne tenait qu'au roi de les mettre à l'épreuve.

Ainsi cet homme d'État, ayant trop de génie pour avoir foi aux doctrines révolutionnaires, pensait qu'une nation puissante ne peut jouir de l'étendue de ses droits politiques que sous une monarchie. Mais il voulait qu'elle fût circonscrite dans des bornes constitutionnelles, pour la préserver du despotisme ; il voulait aussi que ces bornes fussent en même temps une sauvegarde et un rempart contre les entreprises de la démagogie et les attentats de la licence. Il voulait enfin l'entourer de tous les accessoires nécessaires pour lui conserver une indé-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 242 et 243.

pendance sans laquelle la royauté n'est plus qu'une dénomination illusoire. Prévoyant les projets de l'anarchie, il ne cessait de dire en parlant des hommes ardents de la révolution : « Croient-ils qu'on leur « donnera une république telle qu'ils la rêvent? Les « insensés! ils verront, quand le peuple sera dému- « selé! Pour moi, ne cessait-il de dire, j'aimerais « mieux vivre sous le despotisme d'un seul, que sous « ces monarques déguenillés, dont la tyrannie se- « rait hideuse comme la figure. »

Peu de jours après, le roi et la reine accordèrent une audience à Mirabeau, dans une des pièces voûtées des Tuileries, occupées par Marie-Antoinette; d'autres assurent que l'entrevue eut lieu dans le jardin particulier de Saint-Cloud. La reine, qui jusqu'alors avait eu pour lui une horreur profonde, avoua depuis que Mirabeau lui parut un ange descendu du ciel pour sauver la famille royale, et qu'en l'abordant il lui dit d'un ton pénétré : « Lorsque votre « auguste mère daignait admettre un de ses sujets « en sa présence, elle lui accordait la grâce de lui « laisser baiser sa main¹. » La reine ne repoussa point cette demande, et Mirabeau reçut cette faveur avec des transports inexprimables, et en protestant de son inviolable fidélité à la royauté.

Dans l'entretien que Louis XVI eut avec Mirabeau, celui-ci commença par lui dire : « Avant toute « chose, veuillez, Sire, me permettre de vous sou-

¹ Lettre autographe de la reine à M. le marquis de Bombelles, alors colonel de hussards, et depuis évêque d'Amiens.

« mettre une question : Votre Majesté veut-elle
« sincèrement être un roi constitutionnel, ou
« bien regrette-t-elle le pouvoir absolu de ses
« ancêtres? Dans ce dernier cas, *je n'aurais ni con-*
« *seils à donner ni services à rendre.* » — « Je ne
« veux point du pouvoir absolu, lui répondit le roi,
« je serai satisfait, très-satisfait d'être roi constitu-
« tionnel, pourvu que la couronne ait les préroga-
« tives et les attributions de force et de dignité sans
« lesquelles son éclat ne serait qu'un simulacre. Oui,
« mon intention est de régner d'après les lois con-
« stitutionnelles¹. »

Mirabeau, rassuré par ces paroles, ne dissimula point l'extrême difficulté de rétablir l'ordre et de maintenir la liberté, sous un régime où l'esprit monarchique et les formes les plus démocratiques étaient sans cesse en opposition. Puis il dit au prince : « Dans la lutte perpétuelle du pouvoir, « l'équilibre pourra-t-il être maintenu entre le « trône et la nation, lorsqu'aucun contre-poids ne « balance la faiblesse de l'un et ne modère l'impé-
« tuosité de l'autre? Comment, au milieu des crises
« d'une révolution, pourrez-vous arrêter la ten-
« dance naturelle du corps législatif à la suprématie,
« sans irriter ce sentiment d'indépendance qu'on
« n'émeut jamais en vain; si vous cherchez à l'étouf-
« fer, n'est-il pas à craindre que vous succom-
« biez dans un combat si inégal? et cependant, si

¹ Lettre autographe de la reine à M. le marquis de Bombelles.

« vous ne l'osez pas, que deviendra la monarchie?

« Que Votre Majesté en juge par sa propre expérience, ajouta Mirabeau; les travaux constitutionnels s'avancent; quelle précaution a-t-on prise pour assurer l'exercice de l'autorité qu'on lui laisse? loin de là, on dépouille la monarchie de ses attributs essentiels. N'est-il pas évident qu'on travaille moins à organiser le pouvoir royal qu'à le rendre nul? ne va-t-on pas jusqu'à mettre la réalité du pouvoir exécutif entre les mains du corps législatif, en le rendant juge suprême des contestations survenues entre le monarque et ses subordonnés? Enfin le spectacle que présente dans tout l'empire la faiblesse du gouvernement n'est-il pas un triste présage de ce qu'on doit attendre pour l'avenir? » Dans cette extrémité, Mirabeau avoua au roi qu'il n'avait d'autre moyen, pour sortir de cette crise, que de se placer dans un lieu sûr du royaume, et que là, entouré d'une garde fidèle, il pourrait en sûreté octroyer les concessions qui seraient jugées indispensables, et forcer ainsi les partisans de la révolution de soumettre à un examen réfléchi l'ensemble de la constitution dont les diverses parties étaient incohérentes.

Le ton de cette conversation et la nature des aveux que faisait Mirabeau étonnèrent le roi, au point qu'il ne put s'empêcher de lui en témoigner son effroi : « Vous êtes dans une grande erreur, lui dit l'ancien tribun, si vous croyez que ce plan est le signal d'une guerre civile; non, vous ne savez

« pas à quel point la France entière est encore monarchique. Lorsque le roi sera libre, l'Assemblée sera réduite à rien : c'est un colosse avec lui, mais sans lui, c'est une montagne de sable¹. Sans doute il y aura quelques mouvemens au Palais-Royal; Lafayette, voulant faire le Washington, se mettra même à la tête de la garde nationale; mais s'il s'obstine à résister, son sort sera bientôt décidé. »

L'assurance avec laquelle Mirabeau développa des projets aussi hardis et aussi favorables à la famille royale rassura la reine et lui inspira une confiance entière. En attendant, Mirabeau, dévoué à la cour par ambition, et encore plus pour satisfaire ses passions, puisait à pleines mains dans la liste civile; déjà il avait acquis une maison de campagne à Argenteuil et une bibliothèque composée de livres rares et précieux, recueillis par Buffon. Sa table était splendide et la compagnie nombreuse. Dès le matin la maison était remplie : c'était un lever continu, jusqu'au moment où il se rendait à l'Assemblée; la foule se pressait à sa porte et se félicitait de l'avoir vu passer. Quoique les titres eussent été abolis, il était toujours le *comte de Mirabeau*, non-seulement pour ses gens et ses serviteurs, mais encore pour le peuple qui aime à décorer ses idoles.

Personne mieux que lui ne connaissait les défauts d'une constitution qu'on avait voulu baser sur les droits de l'homme, sans vouloir la modifier

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XI, p. 210.

d'après les besoins et le caractère des Français. Selon lui, pour une monarchie, elle était trop démocratique ; et, pour une république, il y avait un roi de trop. Désespérant d'amener l'Assemblée à reconnaître les imperfections de son ouvrage, il voulait, par un acte d'autorité, y substituer un nouveau code beaucoup plus rapproché de la constitution anglaise. Il fallait pour cela qu'un chef militaire, intrépide et dévoué, favorisât l'exécution de son projet, et, ainsi que l'avait déjà fait Louis XVI, il jeta les yeux sur le marquis de Bouillé, le seul général en France qui alors exerçât quelque empire sur les troupes.

Mirabeau se flattait que si le roi parvenait à s'échapper de Paris et à s'établir, sous la protection des régimens qui avaient fait preuves de fidélité lors des troubles de Nancy, il pourrait, avec cette armée, grossie des royalistes et de tous les Français qui luttèrent contre les excès populaires, s'expliquer sur les articles de la constitution, que la violence seule lui avait fait accepter, et en proposer d'autres qui établiraient des principes propres à concilier la stabilité du trône avec les intérêts d'une liberté plus solidement garantie.

En sa qualité de chef de l'entreprise, Mirabeau se réservait de parler en médiateur, de calmer les scrupules, de profiter avec art des alarmes répandues, de diriger secrètement les coups d'État qui pourraient assurer le succès d'une transaction difficile, et d'offrir, par l'exemple de sa fortune et

l'appui de son crédit, une garantie aux sectateurs de la révolution qu'il aurait associés au ministère important qui lui eût été confié : il les connaissait tous, et il était certain de les faire taire en leur donnant des places qui satisfissent leur amour pour le pouvoir et les richesses. Si l'Assemblée se refusait à toute espèce de transaction, il proposait de faire présenter une adresse par les départemens, qui demanderaient sa dissolution. Cette adresse devait être appuyée par le peuple de Paris, dont Mirabeau se croyait sûr, après qu'il aurait fait tomber les principaux factieux qu'il avait dénoncés. Alors une nouvelle assemblée aurait été formée pour sanctionner une autre constitution rédigée par le roi, et dans laquelle seraient entrés comme base tous les vœux exprimés dans les cahiers que les bailliages avaient donnés à leurs députés lors de la convocation des états-généraux¹.

Mirabeau, déterminé à exécuter ce plan hardi, s'impatientait des délais qui provenaient, soit de l'irrésolution du roi, soit du peu d'intelligence qui régnait entre les personnes que l'on devait employer. Ce qui le blessait surtout, c'est que, dans son entretien avec la famille royale, on lui avait accordé plus de bonté que de confiance². Cependant Louis XVI avait annoncé au marquis de Bouillé qu'il lui enverrait le comte de La Marck,

¹ BOUILLÉ (*Mém. du marquis de*), p. 200. — DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XI, p. 207 et 208.

² LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VII, p. 326.

pour conférer ensemble sur un projet qui avait été arrêté. Le roi, dans sa lettre, en parlant de Mirabeau et de ses amis, disait à M. de Bouillé : « Quoique le caractère de ces gens-là ne soit rien « moins qu'estimable, et que le premier d'entre « eux me fasse acheter bien cher ses services, je « crois néanmoins qu'ils me seront très-utiles¹. »

Le lendemain du jour où M. de Bouillé reçut cette lettre, le comte de La Marck arriva à Metz et l'instruisit dans les plus grands détails du plan de Mirabeau. Après lui avoir désigné Fontainebleau ou Compiègne comme devant être le siège momentané du gouvernement du roi, il énuméra les départemens sur lesquels on pouvait compter; Talon, d'après sa vaste correspondance, les faisait monter à trente-six, et selon lui leur influence devait entraîner tous les autres. Le marquis de Bouillé approuva d'autant plus ce plan, que de de son côté il croyait disposer des Lorrains. Mais pour imprimer et diriger ce mouvement général, il fallait des talens supérieur, une popularité immense, un génie audacieux, une habilité profonde, et par-dessus tout un caractère d'une rare énergie. Aux yeux de M. de Bouillé, personne ne réunissait ces conditions à un plus haut degré que Mirabeau², et il pensait qu'il fallait tout faire pour gagner un homme pareil. Il conseillait de le charger d'or, de lui promettre et de lui donner tout

¹ BOUILLÉ (*Mém. du marquis de*), p. 197.

² BOUILLÉ (*Mém. du marquis de*), p. 199.

ce qu'il demanderait. Il regardait même ses vices, et surtout son ambition et son besoin de richesses, comme les garans les plus sûrs de sa conduite.

Il promit donc au comte de La Marck de seconder de tous ses moyens le plan arrêté. C'est dans ce sens qu'il écrivit au roi, et lui donna le conseil d'abandonner le projet de venir le trouver à Montmédy, qui, selon lui, présentait beaucoup de dangers et bien moins de probabilités de succès que celui de conduire le roi à Fontainebleau ou à Compiègne, où lui-même se rendrait accompagné de troupes fidèles.

A cette même époque, Lafayette, qui s'occupait aussi d'un plan de restauration et qui craignait l'intervention de Mirabeau, auquel il soupçonnait des vues bien différentes des siennes, eut avec lui une longue conférence dans laquelle ils cherchèrent mutuellement à se deviner sans se laisser pénétrer¹; mais ils ne parvinrent jamais à s'entendre dans l'intérêt de la royauté. L'un la voulait fort puissante, et l'autre la voulait très-soumise. Il ne pouvait d'ailleurs y avoir de rapprochemens entre deux hommes d'une moralité et d'un caractère si différens²; car tandis que Mirabeau s'enivrait d'ambition, Lafayette se peignait à cœur ouvert dans sa correspondance avec Bouillé, et prouvait qu'en employant tout ce qu'il possédait de confiance natio-

¹ *Recueil des pièces trouvées dans l'arm. de fer*, n° III, p. 7 et 8.

² MONTLOSIER (*Mém. sur la Révol. franç.*), t. II, p. 20.

nale et de moyens personnels, il ne formait d'autres vœux que d'assurer la constitution sur des bases solides, pour rentrer ensuite dans la classe des simples citoyens ¹.

Pendant que Mirabeau combinait et préparait les mesures nécessaires à l'exécution de son plan, M. de Montmorin, avec lequel il avait à ce sujet de fréquentes conférences, augurait on ne peut plus favorablement de ses dispositions. « Non, disait-il un jour, jamais il n'a existé une tête de cette force; « non-seulement aucune difficulté ne l'arrête, mais « même il en est bien peu dont elle ne trouve moyen « de tirer parti. » En effet, ses amis et ses confidens ont tous affirmé qu'il s'éleva à l'apogée du génie, lorsqu'il conçut le projet de combattre les jacobins en faveur de la monarchie.

Mais au moment où la fortune allait couronner son ambition, il touchait au terme de sa vie. Mirabeau, devenu riche en se livrant à des travaux et à des intrigues politiques qui auraient épuisé l'homme le plus vigoureux, n'était que plus enclin à satisfaire sa passion pour les femmes; et si le jour il travaillait, toutes ses nuits étaient consacrées à des assauts de débauche. De là des fatigues, des irritations dont il se flattait de triompher par la vigueur de son tempérament. Mais l'abus de ses forces, le défaut de régime, et surtout les émotions de la tribune, usèrent en peu de temps sa robuste santé.

¹ Voy. Lettres de M. de Lafayette à M. de Bouillé, renfermées dans les *Mémoires* de ce dernier, et surtout celles des pages 201-204.

Des bains qui renfermaient une dissolution de sublimé donnèrent à sa figure une couleur verdâtre qu'on attribua au poison ; dès lors ses organes furent dérangés , les mouvemens de son corps devinrent lourds : ne jouissant plus de la libre activité de sa tête , ses idées marchèrent avec une lenteur qui ne leur était pas naturelle. Ses passions s'éteignant avec sa vie , il parlait à peine à ses anciens amis , et allait au-devant de ceux qu'il avait accablés des foudres de son éloquence. Concentré en lui-même , il eût paru absorbé par des méditations profondes , si réellement il n'eût été affaissé sous le poids d'un mal incurable. Enfin il se trouva tout à coup saisi de violens maux d'estomac et de crispations dans la poitrine qui le mirent dans le plus grand danger.

Les secours de l'art produisirent d'abord assez d'effet pour donner des espérances , mais elles furent de courtes durées. Le célèbre Cabanis , son médecin et son intime ami , ne put lui dissimuler ni cacher au public que le mal faisait des progrès effrayans , que les remèdes n'obtenaient aucun succès¹. De nouveaux médecins consultés déclarèrent que le malade était dans un état désespéré. Une espèce de paralysie avait frappé la moitié de son corps , les extrémités étaient froides , et déjà les signes de la gangrène étaient visibles. Mirabeau voulant savoir la vérité , les gens de l'art pronon-

¹ CABANIS (*Journ. de la Mal. et de la Mort de Mirabeau*) , p. 270.

cèrent l'arrêt de sa mort, et il l'entendit avec fermeté. Convaincu de sa prochaine dissolution, il sembla n'être plus que le témoin du trépas d'un autre; faisant allusion aux dangers que lui avait fait courir la violence de ses passions, il disait à ses amis : « On est heureux, après avoir joui de la faveur populaire, de mourir horizontalement dans « son lit¹. »

En apprenant cette triste nouvelle, le public fut consterné. Les personnes les plus divisées d'opinion, mais surtout celles qui sentaient le besoin de contenir et d'arrêter la révolution, se disaient tout bas : « Mirabeau se meurt! qu'allons-nous devenir? » Elles s'alarmaient, non pour un homme aimé, estimé, mais pour un homme indispensable. Quoique la tristesse fût profonde, les larmes ne coulaient point; on n'était inquiet que pour l'État ou pour soi-même. Mirabeau était encore à la fleur de l'âge, son âme et son corps semblaient avoir un si grand principe de vie, que sa mort, annoncée dans de telles circonstances et par des douleurs si subites et si violentes, ne paraissait pas naturelle. La cour faisait reposer sur lui ses dernières espérances, et dans sa vive affliction, elle soupçonna qu'il avait été empoisonné par les jacobins.

Le public, alarmé sur le sort de Mirabeau, s'établit gardien de sa personne. Un concours immense de citoyens de tous les partis, comme de toutes les

¹ Locré (*Préf. de la Législ. civ. et crim.*).

² LACHETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 130.

conditions, accouraient, même la nuit, dans la rue Chaussée-d'Antin qu'il habitait, et là se tenaient groupés silencieusement autour de sa maison pour s'informer de sa santé; la foule fixait sur les murs et les fenêtres des regards inquiets; ne faisant aucun bruit, elle détournait les voitures qui auraient pu troubler l'illustre malade, puis elle interrogeait avec anxiété tous ceux qui sortaient de chez lui. Si des amis annonçaient des nouvelles moins affligeantes, les applaudissemens retentissaient. « Puisse un bruit « si doux sauver les jours de notre grand orateur! « du seul libérateur qui nous reste! » disaient les Parisiens attendris. Mirabeau éprouvait un adoucissement à ses souffrances aiguës par les témoignages éclatans de l'intérêt qu'il inspirait; aux accens de la douleur dont il entendait le plaintif langage, il pouvait juger, sans vanité, que sa mort serait regardée comme une calamité.

Jamais on ne sentit mieux combien le sort d'un homme peut influer sur la destinée d'un empire; à chaque heure du jour, les crieurs publics annonçaient dans les rues le nouveau bulletin de sa santé. Plus de douze cents lettres lui furent écrites; elles renfermaient toutes des offres de services et de dévouement. Des patriotes, qui n'avaient d'autre héritage qu'un secret de médecine, en faisaient le sacrifice à sa guérison. Un particulier riche de quarante mille livres de rentes, jeune et plein de vie, ajoutant foi à la transfusion du sang, proposa d'échanger toute la pureté du sien contre le virus

mortel qui brûlait les veines de Mirabeau expirant¹.

La visite de Barnave, son rival, qui se présenta chez lui au nom des jacobins, lui causa une douce émotion. Celle de l'abbé Maury le surprit, et lui fut encore plus agréable. En le voyant, le malade paraît se ranimer; il secoue son linceul, et soulevant son corps, il lui tend les bras.... Maury s'approche doucement, lui prend la main, qu'il presse sans rien dire, et les larmes aux yeux, s'éloigne presque aussitôt. « Voilà qui l'honore bien plus que ses « meilleurs discours », dit Mirabeau en voyant sortir son fier antagoniste. On s'étonna que les Lameth ne suivissent pas ce généreux exemple. Et Mirabeau, en apprenant qu'ils avaient pour la première fois refusé de marcher avec Barnave, se vengea de leur insensibilité par un propos plein de mépris et d'amertume². Le soin des affaires publiques et les jouissances de l'amitié remplirent ses derniers momens. Il se survivait à lui-même par des élans affectueux et par les inspirations d'une âme que l'approche de la mort rendait encore plus éloquente. Dès les premiers jours de crise, il fit appeler Talleyrand, son ancien ami, qu'il s'était aliéné en le compromettant dans son histoire secrète du cabinet de Berlin. Une longue conférence réveilla et ranima leur ancienne affection³.

Cependant les forces du malade s'affaiblissaient à chaque instant, et les douleurs augmentaient :

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XC, t. VII, p. 639 et 641.

² CABANIS (*Journ. de la Mal. et de la Mort de Mirabeau*), p. 281-283.

³ BEAULIEU et FOISSET aîné (*Biogr. univers.*, art. *Mirabeau*).

sa langue. s'étant embarrassée, il se fit apporter une plume et écrivit ces mots à Cabanis : « Quand
« un malade est sans espoir, et qu'il a pour méde-
« cin son meilleur ami, celui-ci est un barbare s'il
« lui refuse un peu d'opium pour le tirer des angoisses
« de la mort¹. » Dans ses dernières pensées, il ne manifestait aucun sentiment religieux ; il ne parlait pas même du doux espoir de retrouver, dans une meilleure vie, les amis et la sœur dont il était entouré. C'était pour la morale un objet bien triste que la vue d'un homme doué d'un aussi beau génie, méconnaissant à son heure dernière la puissance créatrice des talents prodigieux qui firent sa renommée.

La parole lui revient : alors son esprit se ranime avec toute son énergie : « Qu'on éloigne de moi,
« s'écria-t-il, ce triste appareil ; remplacez par des
« fleurs, par les parfums les plus doux ces inutiles
« remèdes ; soignez mes cheveux, que j'entende les
« sons d'une musique harmonieuse. » Quoique la mort se fût emparée de tous ses membres, sa raison ne l'abandonna jamais. Pendant que son secrétaire Frochot, au milieu d'un violent effort, lui soutenait la tête, il lui dit en souriant : « Je voudrais pouvoir
« vous la léguer². » Son médecin Cabanis et le comte de La Marck ne le quittaient pas ; assis auprès de lui, il leur dicta son testament, et fit des legs considérables à ceux qui l'avaient secouru lorsqu'il était malheureux.

¹ CABANIS (*Journ. de la Mal. et de la Mort de Mirabeau*).

² LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VIII, p. 445.

Le comte de La Marck, pénétré de l'importance des papiers que laissait Mirabeau, exigea qu'ils lui fussent confiés, pour anéantir la preuve matérielle de ses relations avec la cour. Le mourant résista beaucoup, mais enfin il y consentit. Après avoir fait ce sacrifice, il dit au comte de La Marck : « Eh bien ! Monsieur l'amateur de belles morts, à présent êtes-vous content ? » En effet, Mirabeau répugnait à effacer la trace de sa conduite monarchique, tant il était persuadé que sa transaction, quoique vénale, était rachetée par la grandeur du service, et qu'aux yeux de la postérité elle illustrerait son patriotisme.

Des plus petits objets domestiques il passait aux choses les plus relevées; de son lit de mort, il discutait la situation de l'État et suivait avec une rare pénétration les débats de l'Assemblée. « Les pygmées, dit-il à Cabanis, sont bons pour abattre, mais à présent, pour reconstruire, il nous faut des géants, et nous n'en avons point. » On eût dit qu'il avait des inspirations sur l'avenir; prévoyant tous les maux de la France, il s'écria d'un ton prophétique, et avec l'accent d'un homme qui désirait vivement réparer ses fautes : « Quand j' serai mort, on saura ce que je valais; les malheurs que j'ai arrêtés fondront de toutes parts. Ah ! si j'eusse encore vécu une année ! mais j'emporte avec moi le deuil de la monarchie, et les factieux s'en partageront les lambeaux. L'homme, ajouta-t-il, qui gagnera

¹ LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VIII, p. 476-478.

« le plus à ma mort, sera Pitt; je ne vois personne
« en Europe qui puisse balancer son ascendant. »

Après le comte de La Marck, l'ami pour lequel il manifesta le plus de considération et d'attachement, fut Talleyrand. Celui-ci étant venu le voir, accompagné de plusieurs députés, ils le trouvèrent raisonnant encore avec feu, comme s'il eût été à la tribune : « Je sais, leur dit-il, que vous êtes occupés en ce moment d'une loi sur les successions; j'ai travaillé sur cet objet. Voici le dernier écrit de ma plume, vous le lirez à l'Assemblée; il sera singulier d'entendre un ouvrage sur les testamens, fait par un homme qui a dicté le sien la veille. » Alors il demande son manuscrit, il le parcourt des yeux, marque du doigt les corrections marginales, avec la présence d'esprit et l'attention la plus scrupuleuse*; mais, interrompu subitement par une souffrance aiguë, il jette un cri, pousse un profond soupir, et expire le 2 avril, à dix heures du matin. A la nouvelle de sa mort, le peuple, qui n'avait cessé d'entourer sa maison, se retire consterné, en répétant d'une voix étouffée : *Il est mort! il est mort!*

Une scène tragique accrut l'agitation de ce cruel moment; M. Decomps, un des secrétaires de Mirabeau, soit par attachement, soit par excès de douleur, se frappa de plusieurs coups de canifs. On le trouva baigné dans son sang, et articulant des paroles va-

* Dans cette dernière opinion, l'auteur votait pour l'abolition des dispositions testamentaires comme contraires aux droits naturels et aux lois sociales, lorsqu'elles sont basées sur le droit d'aînesse.

gues qui augmentèrent la croyance où l'on était que Mirabeau était mort empoisonné¹. L'ouverture du cadavre, faite avec la plus grande publicité, donna lieu de croire que le siège du mal avait été dans le cœur. Telle fut la cause de la mort de Mirabeau, et peut-être aussi celle de l'irritation qui, agissant sur son âme, provoquait en lui ces mouvemens formidables, ces impulsions irrésistibles qui caractérisaient son admirable talent et ses écarts impétueux.

Quoique l'autopsie du corps de Mirabeau eût prouvé que sa constitution robuste, minée par l'excès des plaisirs et par les fatigues d'une vie agitée, avait croulé sous les travaux prodigieux qu'il embrassait depuis deux ans, néanmoins le fameux médecin Vicq-d'Azyr, l'un des assistans, a dit ensuite que, pour les gens de l'art, l'état des intestins pouvait aussi indiquer une mort produite par des moyens violens ; mais qu'on avait agi prudemment en concluant pour la mort naturelle, puisque, dans l'état d'exaltation où se trouvait alors le peuple, il se serait, sans examen, vengé sur le parti qu'il aurait soupçonné avoir commis le crime² ; car si la cour en accusait les jacobins, le public, étranger à tous les secrets, en accusait la cour^{*}.

Dans tout Paris, on ne voyait que des visages consternés ; l'homme d'État déplorait cette mort

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCIV, t. VII, p. 139. — LUCAS DE MONTIGNY (*Mém. sur Mirabeau*), t. VIII, p. 471.

² CAMPAN (*Mém. de Mme*), t. II, p. 137.

^{*} On croit qu'il fut empoisonné avec l'*acqua tophana* (*Mém. sur Mirabeau*), t. VIII, p. 463.

comme une grande calamité pour la monarchie; mais le bourgeois, l'artisan regrettaient Mirabeau comme un bon fils pourrait regretter son père, et tous indistinctement s'abordaient sans se connaître pour se communiquer leur douleur. Celle de l'Assemblée se manifesta aussi par des témoignages éclatans : à peine informée de cet événement, elle ordonna, sur la demande de Barrère, que l'expression de ses regrets serait consignée d'une manière solennelle dans le monument authentique de ses travaux, et qu'il serait fait au nom de la patrie une invitation à tous les membres de l'Assemblée d'assister aux obsèques de Mirabeau. M. de Liancourt ajouta d'une voix altérée que ce témoignage devait paraître encore plus mérité, lorsqu'on se rappelait les dernières paroles que ce grand orateur avait prononcées à la tribune : « Je combattrai les factieux, je les combattrai, de quelque parti et de quelque côté qu'ils puissent être. »

Talleyrand, arrivé au milieu de la discussion, après avoir honoré la mémoire de son ami, lut le discours que Mirabeau devait prononcer sur les successions; on l'écouta avec une attention religieuse, et les principes qu'il renfermait ont servi de base pour cette partie de notre code. Personne depuis n'osa s'emparer de la tribune, que Mirabeau avait laissée vacante. Lorsqu'il s'agissait d'une question importante, tous les yeux se tournaient machinalement vers la place qu'il avait occupée; et l'Assemblée, privée de son pilote, avant de reprendre

sa marche, sembla pendant longtemps évoquer l'ombre de ce grand homme.

De toutes parts arrivaient des adresses pour demander qu'on fit aux dépouilles mortelles de Mirabeau de magnifiques funérailles; le lundi 4 avril, elles furent célébrées avec une pompe bien au-dessus de tout ce que l'histoire nous raconte des honneurs funèbres rendus aux souverains les plus puissans et les plus regrettés. Chacun brigua l'honneur de faire partie du cortège. Les ministres du roi y assistèrent, ainsi que tous les membres de l'Assemblée nationale. La municipalité de Paris, celles des villes voisines, les électeurs, les magistrats de tous les tribunaux, et les délégués des sections et de tous les clubs de la capitale; enfin vingt mille hommes de gardes nationales, commandées par Lafayette, formaient une longue haie sur les boulevards.

Vers cinq heures du soir, le cortège se mit en mouvement; le clergé marchait en avant du corps qui était porté par seize soldats du bataillon dont Mirabeau avait été le commandant; le drapeau du même bataillon recouvrait le cercueil surmonté pour tout ornement d'une couronne civique. La marche devint plus lugubre lorsque la nuit la couvrit de ses ombres. Des milliers de torches funèbres, des canons, des armes renversées, le roulement sourd et lent des tambours drapés de noir, le chant religieux des prêtres, accompagné par intervalle du son d'un instrument nouveau produit par le retentissement prolongé de l'airain, tout contribuait à rendre encore

plus imitative une musique à la fois sombre et déchirante. Des femmes en deuil couvraient les balcons, les fenêtres, et semblaient fières de l'encens qu'avait brûlé pour elles un homme qui, au milieu de ses immenses travaux, avait placé dans leur sexe la source du bonheur et de ses plus nobles inspirations. Enfin le silence profond de ces flots populaires soulevés pendant la vie du bouillant orateur, et calmes après sa mort, ajoutaient encore à cette imposante solennité.

Arrivé à l'église Saint-Eustache, le cercueil fut posé dans le chœur au milieu des membres de l'Assemblée nationale et entouré des prêtres qui célébrèrent l'office des morts. Dans l'intérieur de l'édifice, les gardes nationaux mêlaient aux chants religieux les décharges de leurs armes en forme de salut militaire¹. Ensuite l'abbé Cerruti prononça une oraison funèbre dans laquelle il considéra le génie de Mirabeau comme révolutionnaire et comme constitutionnel; tout ce qu'il dit prouva que la monarchie constitutionnelle perdait en lui sa providence.

Pour achever le portrait de cet homme étonnant, nous dirons de lui que c'était un de ces personnages qu'enfantent les révolutions, et qu'il semble impossible de juger, tant le bien et le mal se mêlent bizarrement dans leur caractère et dans leur conduite. Jamais ambition plus turbulente ne se trouva jointe à un esprit plus souple et plus fécond en res-

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XC, t. VII, p. 649.

sources ; jamais homme politique ne sacrifia plus hardiment ses idées et ses principes au besoin d'acquérir le pouvoir. Dévoué au parti qu'il embrassait, il était prompt à nuire et ardent à servir ; plein de finesse, de talent, d'éloquence, d'audace et de franchise, c'était un de ces phénomènes devant lequel le pinceau de l'historien s'arrête, incapable de saisir et d'apprécier tant de traits formant contraste dans une seule existence.

Devenu l'oracle du tiers-état et le plus fort levier des opinions démocratiques, la tribune fut pour lui un véritable trône où il se montra aussi ambitieux de gloire et de célébrité qu'avidé de fortune et de considération. Toujours au niveau des grands événemens, il est le seul auquel on ait pu faire l'honneur de croire que, s'il eût vécu, les destinées de la France auraient pris peut-être un cours différent. Enfin, de tous les hommes éloquens qui firent retentir leur voix dans nos assemblées délibérantes, il est encore le seul qui ait possédé le langage des passions dans la plénitude de sa puissance. Sans doute il a pu exister des génies plus créateurs et des orateurs d'un goût plus parfait, mais aucun n'a possédé comme lui cette sagacité pénétrante qui ouvre de nouveaux aperçus à l'esprit humain, et ce don admirable de faire ressortir la force de la parole par ces inspirations vives et soudaines qui donnent aux idées tant d'énergie, de précision et de beauté. Aussi tous ceux qui l'ont connu ne cessent encore de dire aux ad-

mirateurs de ses discours ce qu'Eschine disait de Démosthène : *Eh ! que serait-ce donc si vous l'aviez entendu lui-même ?*

Il était minuit lorsque le corps de cet homme célèbre arriva dans la basilique de Sainte-Geneviève, récemment consacrée, sous le nom de *Panthéon*, à renfermer les dépouilles mortelles de tous les grands hommes envers qui la patrie serait reconnaissante. Descartes fut placé bientôt après à côté de Mirabeau. On proposa d'associer au même honneur Rousseau et Voltaire, dans le but d'ennoblir la révolution par le patronage de deux écrivains illustres, que chaque parti tour à tour louait ou accusait d'avoir été les provocateurs de ce mémorable événement. L'honneur qu'on accordait à J.-J. Rousseau fut différé. L'amitié disputa sa cendre à la gratitude nationale ; l'Assemblée crut devoir respecter ce sentiment ; elle craignit d'affliger les mânes de l'écrivain philosophe, en l'arrachant du solitaire asile qu'il avait tant aimé*.

Quant à Voltaire, ses restes furent enlevés de l'abbaye de Scellières, où, sur le refus du clergé de Paris de les recevoir, ils avaient été furtivement déposés. Leur translation au Panthéon se fit avec une pompe imposante, mais l'affectation d'imiter l'antiquité contrasta trop avec nos mœurs qui lui sont opposées. L'ordonnance en avait été réglée et arrêtée d'après les dessins du célèbre David, à qui les tableaux des *Horaces* et de *Brutus* avaient déjà donné la répu-

* La famille Girardin obtint que les dépouilles mortelles de J. J. Rousseau demeureraient à Ermenonville.

tation de grand peintre et d'ardent républicain.

Sur une multitude de bannières on lisait des vers de Voltaire dont on défigurait le sens, pour leur prêter une intention révolutionnaire qui avait été bien loin de sa pensée. Non-seulement les âmes pieuses s'effarouchèrent de ce triomphe qui était celui de l'incrédulité, mais encore les esprits judicieux furent affectés de voir mêler les formes du paganisme aux plus graves cérémonies de la religion. Lanjuinais lui-même s'en offensa, et dit à l'Assemblée que Voltaire ne méritait pas l'estime du genre humain.

Ce n'était pas en effet un hommage offert au génie d'un poète, au rare talent d'un écrivain universel plein de goût, d'éloquence et de sentiment, mais bien à celui qui, en détruisant les principes religieux, pervertit les mœurs de son pays; qui fit de l'impiété une mode, et qui, dans un poème obscène et anti-national, se plut à flétrir la mémoire de l'héroïne de la France. Montesquieu, notre plus profond législateur, et le seul grand penseur que l'Angleterre nous envie, ne fut pas désigné pour entrer dans le Panthéon français; aux yeux des novateurs, c'était un politique vulgaire, parce qu'il avait respecté certains préjugés que son génie lui faisait considérer comme nécessaires au maintien des liens sociaux.

Mirabeau, élève des doctrines de Voltaire et de Rousseau, offre un exemple frappant du danger d'attaquer sans mesure les institutions d'un gou-

vernement pour en réformer les abus. Né avec un brillant génie, auquel il ne manqua que de la moralité, nous avons vu que, vers la fin de ses jours, il chercha à réparer par d'importans services une partie du mal qu'il avait fait. Mais eût-il réussi ? c'est ce qu'on ne peut affirmer. Comment aurait-il contenu le fleuve, après en avoir rompu les digues ? destructeur de l'esprit qui vivifiait la monarchie, par quel prodige en eût-il ranimé le simulacre ? après avoir tout épuisé pour lui nuire, qu'avait-il conservé pour la servir ? la nation qu'il espérait entraîner était-elle assez mûre pour apprécier le gouvernement mitigé qu'il voulait lui offrir ? pouvait-elle concevoir les douceurs de la monarchie tempérée, lorsqu'elle n'avait pas encore éprouvé les horreurs de la république ?

Mirabeau, se croyant assez grand pour se passer de considération, assez fort pour n'avoir pas besoin de feindre, avait tellement méprisé l'opinion publique, qu'il est douteux qu'elle eût pu s'attacher à lui. Sans doute il l'avait gouvernée, mais c'était en la flattant ; l'aurait-il trouvée également soumise, s'il eût voulu la contrarier ? provocateur de la multitude, pouvait-il invoquer sa raison après l'avoir tant de fois égarée ? tour à tour démocrate, mercenaire et royaliste vénal, avec ses tristes antécédens, il n'eût été pour tous les partis qu'un objet de haine et de mépris. Et certes, la nation, qui était encore dans toutes les illusions d'une liberté naissante, indéfinie, n'aurait jamais consenti à rétrograder pour accepter une monarchie restaurée sous les auspices d'un ministre avili.

A cette époque, l'esprit des écrivains philosophes avait une telle influence sur les hommes d'État, que plusieurs membres de l'Assemblée nationale, en tête desquels était Malouet, crurent ramener leurs collègues dans de meilleures voies, en engageant le vieux Raynal, auteur de l'*Histoire philosophique des Deux-Indes*, à censurer d'une manière amère la marche de la révolution. Il avait été l'un des plus grands apôtres des principes désorganiseurs; il avait indiqué les moyens de disperser le sacerdoce et d'ensanglanter les palais des rois. Mais, loin de s'enivrer des applaudissemens de la multitude, dès que son ami Malouet lui eut persuadé¹ que sa rétractation pourrait produire un effet salutaire, il écrivit une longue lettre à l'Assemblée nationale, pour faire l'apologie des vieilles institutions, et déclarer aux législateurs assemblés qu'ils n'avaient compris ni Rousseau ni Voltaire, auxquels ils venaient d'accorder les honneurs de l'apothéose. « Prêt
« à descendre dans la nuit du tombeau, dit-il, que
« vois-je autour de moi? des troubles religieux, des
« dissensions civiles, la consternation des uns, l'au-
« dace et l'emportement des autres, un gouverne-
« ment esclave de la tyrannie populaire, le sanc-
« tuaire des lois environné d'hommes effrénés, qui
« veulent alternativement ou les dicter ou les bra-
« ver; des soldats sans discipline, des chefs sans
« pouvoir, des magistrats sans courage, des minis-

¹ *Portrait des hommes de la Révolution*, t. III. Voy. Raynal. —
PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCLX, t. VIII, p. 369.

« tres sans moyens ; un roi , le premier ami de son
« peuple, plongé dans l'amertume, outragé, menacé,
« dépouillé de toute autorité. » Après avoir achevé la
peinture des maux qui affligeaient le royaume, il
prédit aux députés qu'on ne garantirait les droits de
l'homme qu'en les plaçant sous la garde d'un gou-
vernement actif et vigoureux : « Le despotisme vous
« attend, leur dit-il, si vous repoussez toujours la
« protection tutélaire de la puissance royale¹ ! »

Ni la célébrité de Raynal ni la force de ses raison-
nemens n'ébranlèrent les résolutions de l'Assem-
blée. Des législateurs aussi flatteusement séduits,
aussi rapidement entraînés, aussi glorieux de leur
ouvrage, ne pouvaient être ramenés par le discours
d'un vieillard. Il n'appartenait qu'au temps et à l'ex-
périence de les désabuser un jour. En cette occasion,
Robespierre prit la parole, et, instruit du motif
qui avait fait recourir à l'autorité de Raynal, il
dit avec gravité : « L'âge avancé de l'auteur lui four-
« nit une excuse suffisante; je pardonne même à ceux
« qui ont contribué à lui inspirer cette démarche,
« tant je suis persuadé qu'elle produira dans le pu-
« blic un effet contraire à celui qu'on en attend.
« Elle est donc bien funeste à la tyrannie, cette con-
« stitution, puisqu'on emploie des moyens aussi
« extraordinaires pour la décrier; puisque, pour
« réussir, on se sert d'un homme qui, jusqu'à ce
« jour, n'était connu dans l'Europe que par son

¹ *Moniteur* du 2 juin 1791, p. 634 et 635.

« amour passionné pour la liberté, qui était même
« accusé de licence par ceux qui le prennent aujourd'hui pour leur apôtre?... Ce même homme, depuis 89, n'a point pris la plume pour éclairer ses concitoyens ni vous ; et dans quel moment rompt-il le silence ? dans le moment où les ennemis de la révolution réunissent leurs efforts pour l'arrêter dans son cours. Je ne veux point m'occuper davantage de cette lettre ; l'Assemblée s'est honorée en l'écoutant tout entière, et, pour sa dignité, il suffit de passer à l'ordre du jour. » On adopta cet avis, et le président Bureaux de Pusy fut vivement blâmé par Rœderer, pour en avoir souffert la lecture¹.

Plusieurs hommes célèbres combattirent aussi les principes et la marche de la révolution française, et s'attachèrent à relever les fautes qu'ils croyaient devoir reprocher à l'Assemblée. Parmi les productions de ce genre que l'époque vit naître, il en est deux que je dois mentionner, comme s'élevant au-dessus de la foule des ouvrages de circonstances. Le premier, intitulé : *De l'État de la France, présent et avenir*, sorti de la plume élégante et facile de M. de Calonne, offrait un tableau effrayant des malheurs du royaume ; il racontait leur origine et leurs progrès ; il démontrait combien l'Assemblée s'était écartée de la route que les cahiers lui avaient tracée, pour se livrer à des idées abstraites, qui, en détrui-

¹ *Moniteur* du 2 juin 1791, p. 635, col. 1 et 2.

sant la monarchie, ne produiraient aucun gouvernement raisonnable¹. Quoique Calonne eût travaillé sous les inspirations d'une censure amère, son mémoire prouvait aux réformateurs qu'en politique, les reproches des ennemis habiles valent souvent bien mieux que les conseils des amis passionnés.

L'autre ouvrage était d'Edmond Burcke; cet Anglais, ardent défenseur de la vraie liberté, avait été longtemps une des plus fortes colonnes de l'opposition parlementaire. L'intérêt que lui avaient inspiré les Américains insurgés faisait supposer qu'il applaudissait aux tentatives de la France, pour obtenir un mode de gouvernement conforme aux principes qu'il avait si souvent proclamés; mais, à la grande surprise du public, il s'en montra l'antagoniste. Dans ce livre, écrit au commencement de nos discordes civiles, Burcke, en exposant avec une rare sagacité la marche naturelle des passions et la difficulté de les soumettre à l'action des lois, fit pour ainsi dire l'histoire anticipée de tous les malheurs qui nous accablèrent par la suite. Il prédit que le système de nos législateurs était impraticable; qu'enfanté par l'enthousiasme et exploité par la perversité, il fournirait matière à une foule de fausses applications qui, de toutes parts, feraient naître le trouble et l'anarchie.

Calonne avait traité son sujet en administrateur qui connaissait la France et les Français; Burcke

¹ CALONNE (*De l'Etat de la France présent et à venir*), p. 290 à 313.

approfondit le sien en homme d'État, en philosophe éclairé, et détermina avec précision le rapport que les lois ont entre elles et ceux qu'elles doivent avoir avec les mœurs, le génie et les passions des hommes qu'elles régissent. Aussi est-ce une grande erreur de considérer l'auteur comme un des champions obstinés du despotisme. Toujours armé d'une juste haine contre la tyrannie, il la combat, soit qu'elle se couvre du manteau féodal ou des haillons du prolétaire. Loin d'exciter les Français au gouvernement absolu, il ne cessait de leur recommander les élémens de la constitution anglaise; mais il savait ce qu'elle avait coûté à ses compatriotes, et c'était pour en procurer une aux Français moins chèrement acquise, qu'il leur conseillait de mettre à profit les leçons de l'expérience.

En lisant aujourd'hui ce fameux écrit, on conviendra que l'auteur aurait pu adoucir quelques traits violens échappés à une imagination frappée par l'horreur de certains crimes récents, surtout à l'égard d'un pays longtemps courbé sous un pouvoir arbitraire et jeté tout à coup au milieu d'une liberté sans limites. Mais aussi jamais prophète ne lut dans l'avenir d'un œil plus pénétrant : il devina les desseins cachés des divers partis qui se succédèrent pendant la révolution; il prévint la république dans la constitution, l'anarchie sous la république, le despotisme après l'anarchie, et, pour dernier résultat, il prophétisa le rétablissement tardif, mais assuré, de la vieille monarchie. Aussi l'ouvrage de

Burcke est resté pour servir de manuel à tous les hommes d'État.

Au reste, si dans l'œuvre de sa régénération la France nouvelle trouva des censeurs sévères, elle eut aussi d'ardens apologistes et d'éloquens défenseurs; Thomas Payne et le savant Priestley semblaient l'avoir complètement vengée, lorsque James Mackintosh, en écrivain habile, sut faire avec équité la part du despotisme et celle de l'anarchie; il publia un livre¹ où le fond des raisons et l'excellence des choses pouvaient hardiment lutter contre les œuvres d'une éloquente inspiration. Procédant avec ordre et méthode, il adopta une marche ferme et assurée, en établissant la convenance générale d'une révolution en France. Tout en déplorant les excès qui l'avaient accompagnée ou suivie, il vengea le sénat français de plusieurs reproches injustes; et après avoir examiné avec impartialité et philosophie les bases de la nouvelle constitution et les principales opérations de nos législateurs, il termina son ouvrage par des considérations sur les conséquences probables de notre révolution. Dans ses prévisions, l'auteur, non moins pénétrant que Burcke, fut aussi prophète en prédisant que de nos longs efforts pour fuir le despotisme naîtraient enfin le triomphe de la raison et l'exercice d'une sage liberté.

¹ JACQUES MACKINTOSH (*Apologie de la Révolution française et de ses admirateurs anglais*).

LIVRE QUINZIÈME.

LE SCHISME.

Troubles en Bretagne et en Poitou. — Esprit religieux de ces contrées. — Discussion du parlement anglais. — Portraits de Fox et de Burcke. — Ils luttent d'éloquence. — L'un applaudit à notre révolution, l'autre la combat. — Voyage de Saint-Cloud. — Belle conduite de Lafayette. — Le roi se rend auprès de l'Assemblée. — Déclaration du roi aux puissances étrangères. — Journal de Fréron. — Démission de Lafayette. — Regrets de la garde nationale. — Lafayette reprend ses fonctions. — Réélection des députés. — Discours de Prugnon, — de Robespierre. — Accord des deux partis extrêmes. — Le comte de Faucigny de Lusinge. — Violence de Faucigny. — Guerre d'Avignon, — de Carpentras. — Patrix. — Jourdan *coupé-tête*. — Colonies. — Le gouverneur Peynier. — Le colonel Mauduit. — Ogé, créole de Saint-Domingue. — Blanchelande. — Supplice d'Ogé.

On ne devait pas espérer que le clergé, après avoir exercé l'empire le plus absolu et le plus incontesté sur les esprits et sur les consciences, après s'être considéré pendant des siècles comme une autorité établie par le ciel pour régler les intérêts de la terre, et qui, fier de sa céleste origine, plaçait les plus hautes dignités dans un rang inférieur aux siennes; on ne devait pas espérer, dis-je, qu'il renonçât sans violence à des droits jusqu'alors réputés sacrés. Cette pompe, cette magnificence qu'on doit justement appeler la *majesté de l'Église*, pouvaient-elles

s'incliner devant les indignes saturnales qu'une philosophie insensée allait qualifier de *majesté du peuple* ?

L'interposition éclatante de son chef spirituel rendait la situation de l'Église encore plus pénible. Mais les armes de son pieux arsenal depuis longtemps étaient émoussées, et l'appareil de ses foudres, au lieu d'inspirer l'effroi, aurait pu changer des enfans indociles ou rebelles en Titans audacieux. Il était donc à craindre qu'à des excommunications lancées inconsidérément on ne répondît par l'adoption du protestantisme en France, comme on répondit plus tard à la coalition des rois par le meurtre de Louis XVI et l'établissement de la république.

En attendant, la résistance des prêtres au serment devenait de plus en plus opiniâtre, et le moyen imaginé pour les soumettre jeta un nouveau germe de trouble et de révolte. Les évêques, qui en aucun temps n'avaient fait ni réclamations ni doléances contre les abus qui altéraient la discipline de l'Église, du moment qu'on eut touché à leurs prérogatives, poussèrent un cri d'alarme, et s'opposèrent même à des réformes jugées indispensables. Ligués entre eux, ils refusèrent de sacrer les nouveaux prêtres ; et comment les y contraindre, lorsque les affaires de conscience étaient hors des attributions de tous les tribunaux ?

Si on destituait les évêques, pour pourvoir à leur remplacement il fallait lutter contre la disette des sujets, et surtout contre la prévention du peuple ;

car tous ceux qui étaient mus par l'esprit de parti considérèrent comme religions différentes deux croyances qui professaient les mêmes dogmes, admettaient le même culte, célébraient les mêmes cérémonies, les mêmes mystères et administraient les mêmes sacremens. D'une part, on ne voyait qu'injustice et usurpation; de l'autre, révolte et malveillance. Tous les sentimens haineux se manifestaient dans le cœur des uns et des autres; la chaire et surtout les confessionnaux retentissaient de déclamations contre le nouveau régime, et en divers pays on vit renaître d'anciennes pratiques superstitieuses que la raison et le bon sens avaient depuis longtemps proscrites.

Au milieu de tous les autres maux qui désolaient la France, la prédiction de Cazalès s'accomplit. Les feux de la haine s'allument dans toutes les consciences, et deux espèces de fanatisme également dangereux se disposent aux forfaits les plus inouïs. La liberté va donner naissance à la plus formidable inquisition; la religion, soutien des États, n'offrira plus qu'un schisme déplorable; des prêtres vont s'unir aux persécuteurs des prêtres et concourir à leur propre extermination; enfin, à une époque signalée par son incrédulité, on ajoutera aux discordes de l'État les discordes de l'Église, et aux guerres civiles les guerres de religion.

Un délai avait été assigné pour se conformer à la loi du serment. La crainte des émeutes et l'espoir de ramener les ecclésiastiques par la réflexion enga-

gèrent deux fois à le proroger. Le jour désigné étant arrivé, il fallut tout le dévouement de la garde nationale parisienne pour empêcher que quelques-uns des prêtres réfractaires ne reçussent dans leurs propres églises la palme du martyr qu'ils auraient été joyeux d'obtenir. Dans Paris, les nouvelles élections honorèrent en général le choix du peuple, et auraient fait respecter la constitution civile du clergé, si le mérite des sujets et la réunion des vertus eussent offert dans les départemens le même nombre de ministres dignes de leur profession et des suffrages de leurs concitoyens. Mais dans le reste de la France le remplacement ne put être effectué en entier. Les destitués ne renoncèrent point à leurs fonctions pastorales; en sorte qu'il y eut deux évêques dans chaque diocèse, deux curés dans chaque paroisse, et le mélange de prêtres attachés à l'ancien et au nouveau régime fut une source de dissensions et de troubles. Animés les uns contre les autres; ils échangèrent avec un acharnement mutuel les mandemens, les ordres ministériels, et jusqu'aux excommunications!

De la capitale aux extrémités du royaume, une espèce de vertige s'empara de tous les esprits; les conversations ne roulaient plus que sur le serment du clergé : on eût dit que de son refus ou de sa prestation dépendait le sort de l'État. Les hommes les plus libres dans leurs opinions religieuses, les femmes les plus décriées par leurs mœurs, et pour qui la religion n'était qu'un mot

vague, devinrent tout à coup de sévères casuistes et d'ardens missionnaires de la pureté et de l'intégrité de la foi romaine. Les uns multipliaient les écrits et les discours pour rassurer les consciences et former des prosélytes, les autres employaient les menaces de la religion et les argumens de la théologie. Le curé le plus ignorant, le prêtre le moins régulier, par cela seul qu'il refusait de faire partie du clergé constitutionnel, se croyait un père de l'Église. Les jacobins eux-mêmes, devenus sans s'en douter les apôtres de la primitive Église, s'occupaient avec ardeur de nominations de curés et d'évêques. Les prêtres qui refusaient le serment étaient appelés *réfractaires*, et on qualifiait d'*intrus* ceux qui se soumettaient à l'obligation de le prêter.

Ces deux dénominations devinrent pour les uns et les autres un titre de proscription ou de mépris. Les premiers, aux yeux des patriotes, étaient des fanatiques; les autres paraissaient des apostats aux âmes pieuses. Alors la religion, livrée à l'esprit de parti, devint pour les uns un motif, pour les autres un prétexte, et pour tous un étendard. L'aristocratie, d'incrédule qu'elle était, devint tout à coup dévote. Les abbés et les émigrés firent cause commune, et conspirèrent au nom de Dieu et du roi contre les libertés publiques. Voilà comment le peuple confondit dans sa haine et les nobles et les prêtres, et le trône et l'autel!

La discorde divisa les villes, les bourgs, les hameaux et les familles; partout on criait au schisme,

à l'hérésie ; on soulevait les hommes , on amentait les femmes , on disait aux paysans qu'on ne pouvait s'adresser aux prêtres constitutionnels pour l'administration des sacremens , sans violer toutes les lois humaines et divines ; que les catholiques qui auraient la faiblesse de se faire marier par eux , ou assisteraient à leurs offices , attireraient la malédiction de Dieu sur leur tête et celle de leur famille ; que leurs enfans seraient bâtards , parce que l'autorité ecclésiastique ne devait point ratifier de pareilles unions.

Mais dans les grandes villes , et surtout à Paris , la plupart des journalistes peignaient les prêtres réfractaires comme soufflant le feu de la guerre civile. Les églises des couvens supprimés furent vendues pour y célébrer les rites de tous les cultes tolérés. Bailly avait mis les protestans en possession de l'église de Saint-Louis du Louvre , et les catholiques , qui ne voulaient point communiquer avec les prêtres assermentés , se réunirent aux Théatins. La foule s'y précipitait , plus par opposition que par véritable piété ; il y eut des personnes exaltées qui communierent trois fois en un jour. Dans la fureur provoquée par cet excès de zèle , on se traitait tour à tour de rebelles et d'hérétiques ; et lorsque les prêtres faisaient des fanatiques , les jacobins s'apprêtaient à devenir bourreaux.

Dans leurs feuilles dégoûtantes de fiel , Prudhomme , et le fougueux Camille Desmoulins , l'ordurier père Duchesne et l'infâme Marat , appe-

laient le fer des assassins sur le clergé réfractaire. A toutes ces atrocités on joignait encore l'arme du ridicule, en publiant des caricatures où l'on voyait des prélats revêtus des ornemens de leur dignité, bafoués par des paysans, des moines et des religieuses placés dans des postures indécentes. Ces images obscènes, exposées avec profusion sur les quais, sur les boulevards, dans toutes les promenades publiques, allaient chercher les regards du peuple pour lui offrir les prêtres sous un aspect vil et méprisable¹. La populace, excitée par tant d'immoralité, poursuivait avec des cris et des menaces tous les ecclésiastiques qui opposaient de la résistance aux ordres de l'Assemblée nationale. Des religieuses de Saint-Vincent de Paule, qui consacraient leur vie au soulagement des pauvres infirmes, furent assaillies en plein jour par une horde furieuse. De viles prostituées osèrent les flageller sur la porte de l'église où elles allaient prier. Les journaux révolutionnaires qualifièrent ces saintes filles de fanatiques, et ils donnèrent le titre de *dames citoyennes* aux bacchantes qui les avaient outragées.

Bailly, désespéré de toutes ces infamies, s'efforçait en vain de les prévenir. « Où est donc la liberté des prêtres, si vous restreignez et leurs dogmes et leurs actes religieux? où est la liberté des citoyens, si pour ces actes religieux leur conscience est gênée, et s'ils ne sont pas les maîtres du choix

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 211-212.

« de leurs ministres ? » Des paroles si sages n'étaient point entendues ; le faisceaux de verges que Bailly avait fait enlever de la principale porte des Théâtres fut remplacé avec cette inscription : « Oté par ordre du maire, et remplacé par celui des citoyens. » Au milieu de la foule amentée, les factieux criaient : « C'est ainsi que le bonnet de la liberté doit triompher de l'écharpe municipale ¹. » Malgré le vœu de Talleyrand et les décrets de l'Assemblée, il fut impossible aux prêtres insermentés de célébrer la messe.

Les ennemis de la révolution exploitèrent cette intolérance ; renforcés par tout ce que la France renfermait de religieux, encouragés même par l'indignation des gens de bien, ils mirent à profit l'horreur qu'inspire la persécution pour recommencer leurs manœuvres et tramer de nouveaux complots. L'évêque d'Uzès, en faisant connaître à son diocèse la loi qui imposait le serment aux prêtres, provoqua dans cette contrée un soulèvement dangereux. Dix-sept cents hommes s'étaient rassemblés à Saint-Ambroix pour se réunir aux royalistes de Bannes et de Jalès, qui, faiblement comprimés, méditaient une insurrection. En même temps Froment, de Nismes, le même qui avait provoqué la guerre civile dans son pays natal, partit

¹ Lettre de Bailly à M. Lefeuve d'Arles, commandant le bataillon des Petits-Augustins (5 juin 1791).

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCIII, t. VIII, p. 59.

de Coblenz avec la mission expresse des princes ' de se rendre à Gênes, et, avec l'argent du roi de Naples, de secourir les insurgés; de ranimer le zèle des prêtres et des curés dissidens, et surtout de mettre tout en œuvre pour armer les catholiques du Midi. Mais ce parti avait essuyé dans Nismes une trop sanglante défaite pour pouvoir se flatter d'obtenir des succès; aussi fut-il contenu par les troupes de ligne jusqu'à l'arrivée des commissaires envoyés par l'Assemblée, qui prévinrent le désordre en assurant l'exécution des lois.

Lorsque les Angevins et les Bretons, après avoir triomphé des ordres privilégiés, se rassemblèrent dans la ville de Pontivy pour y jurer un pacte fédératif aux cris répétés de *vivre libre ou mourir!* les campagnes du Morbihan et du Poitou gardèrent un morne silence, et parurent insensibles à ces premiers élans d'indépendance². Là le peuple était très-attaché à sa religion, et par conséquent le clergé y conservait une haute influence; les prêtres avaient plus de vertus que de lumières, leurs mœurs étaient irréprochables, et une simplicité patriarcale leur donnait sur leurs paroissiens une autorité paternelle. Dans ce pays, foyer du véritable esprit français, peu de nobles avaient émigré; c'était donc là vraiment que le parti de l'ancien

¹ Lettres de Louis-Stanislas et Charles-Philippe, insérées dans la brochure intitulée : *Procès de Froment contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois)*, p. 115, 117, 124 et 125.

² BEAUCHAMP (*Hist. des guerres de la Vendée*), t. I^{er}, p. 31.

régime était puissant, parce que là se trouvaient et ses usages et son peuple.

Jusqu'à cette époque, la noblesse et le clergé de ces contrées avaient souffert avec patience les innovations de l'Assemblée nationale. La plupart même des gentilshommes voyaient sans chagrin la nouvelle constitution s'établir au préjudice des gens de cour. Mais lorsque les titres furent abolis, ils entrevirent que les honneurs et les avantages attachés à la noblesse héréditaire leur seraient enlevés : il se forma alors une ligue entre la noblesse, le clergé et l'ancienne magistrature. Ces trois corps, ennemis avant la révolution, se réunirent par un intérêt commun, et travaillèrent à renverser un ordre de choses qui les assimilait au reste des citoyens.

Dès que les évêques eurent reçu du pape la lettre doctrinale qui déclarait impie la constitution civile du clergé, ils s'empressèrent de la faire imprimer et de l'envoyer à tous les curés. Ils publièrent aussi des instructions pour exhorter les paysans à n'avoir aucune communication avec les prêtres assermentés, et à ne jamais s'adresser à eux pour l'administration des sacremens; ils prescrivirent qu'à l'instant de leur installation, les chantres, les sonneurs de cloches et les sacristains cessassent leur emploi. Ces mandemens exaltaient le dévouement aux anciens abus comme l'héroïsme du zèle religieux, et

ils offraient pour récompense les honneurs de l'Église et les palmes du martyre. Ensuite ils annonçaient la dissolution de l'Assemblée, et menaçaient les ecclésiastiques obéissant à ses lois de les dépouiller et de les enfermer dans des maisons de correction, tandis que le clergé fidèle à ses anciennes doctrines serait couvert de gloire et comblé de richesses. « Le pape, disaient-ils, va lancer ses foudres sur une assemblée sacrilège et sur des prêtres apostats ; les peuples dépourvus de sacremens se soulèveront, et les puissances étrangères, en envahissant la France, renverseront un édifice d'iniquité et de scélératesse. » De pareils discours, bien éloignés de l'esprit du christianisme, étaient publiés et mis en pratique par des missionnaires, qui acquéraient la confiance des habitans du Poitou, de l'Anjou, de la Bretagne et de l'Aunis ; ils les exaltaient au plus haut point en leur distribuant avec art des chapelets, des médailles, des indulgences, et en plaçant sur les chemins des calvaires de toutes les formes¹.

Ces moyens infaillibles ne tardèrent pas à produire leur effet sur le peuple. La querelle des prêtres assermentés et réfractaires établit une véritable scission parmi les paroissiens. Les familles furent divisées, on vit des femmes se séparer de leurs maris, des enfans abandonner leurs pères, et les

¹ Rapport de Gallois et Gensonné, commiss. dans la Vendée, fait à l'Ass. législ. le 9 oct. 1791 (*Voy. Moniteur* des 10 et 12 novembre, même année).

meilleurs amis prêts à tourner leurs armes les uns contre les autres. La séduction, l'ignorance et les préjugés jetaient à cet égard de si profondes racines qu'on ne pouvait faire entendre aux paysans irrités que la constitution politique de l'État n'était point la constitution civile du clergé¹; tous s'accordaient à dire qu'on leur avait promis la liberté religieuse, et cette observation fermait la bouche à ceux mêmes qui avaient mission de les soumettre.

L'évêque de Vannes, homme éclairé, d'un caractère doux et pacifique, avait paru acquiescer au nouveau régime ecclésiastique; mais l'évêque de Nantes lui écrivit pour le blâmer; ses vicaires menacèrent de le quitter; le prélat, intimidé, rétracta son serment. L'autorité allait sévir contre lui, lorsque plusieurs milliers de paysans accoururent à son secours et demandèrent la liberté des cultes. La municipalité s'opposa à ce rassemblement; les paysans, forcés de se retirer, déclarèrent que si dans deux jours le district ne faisait pas droit à leur réclamation, ils sauraient se faire rendre justice. Les gardes nationales de Lorient et d'Angers, fédérées avec celles de la Bretagne, volent au secours des administrations de Vannes. Sur ces entrefaites, l'évêque avait pris la fuite; aussitôt quatre mille paysans accoururent pour le venger: l'autorité me-

¹ Rapport de Gallois et Gensonné, commiss. dans la Vendée, fait à l'Ass. législ. le 9 oct. 1791 (*Voy. Moniteur* des 10 et 12 novembre même année.)

nacée fait battre la générale et arborer le drapeau rouge.

Les gardes nationales réunies, avec les dragons de Lorient, obéissaient aux ordres d'un nommé Beysser. Ce chef, fameux par son ardent patriotisme, et destiné à devenir un des plus rudes antagonistes des royalistes bretons, harangua ses dragons, et leur annonça que si l'un d'eux se permettait une lâcheté, il trouverait dans sa fuite une mort plus sûre que celle qu'il voudrait éviter. Les insurgés privés de chefs, n'ayant pour guide qu'un zèle ardent, furent victimes de leur excès de confiance. Néanmoins ce ne fut qu'après une lutte opiniâtre et sanglante que les dragons de Beysser, réunis aux gârdes nationales, entrèrent dans Vannes, amenant avec eux un grand nombre de paysans prisonniers.

Le peuple, dans tout l'Ouest, était animé d'une espèce de fureur sacrée. *Mon corps est au roi, mon âme est au pape*, disait aux commissaires civils du Morbihan un paysan écumant de colère. Dans le Poitou, un garde national, l'épée haute, sommait son ennemi, abattu à ses pieds, de crier *vive la nation!* — *Rends-moi mon Dieu! ou ôte-moi la vie!* ne cessa de dire cet infortuné. Pour attacher les paysans au système nouveau, un citoyen respectable, M. Perrier, acquéreur de biens ecclésiastiques, voulut les rendre utiles; il y créa des usines, des fabriques et des manufactures, espérant occuper les bras que l'agriculture ne pouvait employer, et don-

ner ainsi du travail et des ressources à une multitude de malheureux ¹. Bien plus, il voulut transférer l'usufruit de plusieurs de ces terres aux veuves et aux enfans des paysans qui avaient péri dans la dernière émeute. Mais personne ne se présenta pour accepter ses offres généreuses. A ces traits il est aisé de prévoir quelle sera la nature et l'acharnement de la guerre qui bientôt éclatera dans ces malheureuses contrées. Si je suis entré dans ces détails, c'est afin qu'ils apprennent à bien juger du caractère d'un peuple destiné à figurer d'une manière si éclatante dans l'histoire de notre révolution.

La France, menacée à la fois de la guerre civile et de la guerre étrangère, avait lieu de craindre que l'Angleterre n'employât sa funeste influence pour déverser sur nous les calamités de ce double fléau. L'ascendant de cette puissance sur tous les autres cabinets de l'Europe obligeait le ministère français à tout observer, à tout recueillir, pour expliquer la conduite ambiguë et incertaine que tenait à notre égard celui de la Grande-Bretagne. Le célèbre Pitt, qui avant l'âge mûr se trouvait l'héritier des grands talens et de la puissance de lord Chatam son père, avait paru d'abord plutôt dédaigner que haïr la révolution française; mais en véritable Anglais, encore ulcéré des secours qu'autrefois donna la France aux insurgés américains, il sourit à nos premières discordes qui vengeaient son pays. Les crimes révo-

¹ *Hist. de la Révol. française*, par deux Amis de la Liberté, t. V, p. 420.

lutionnaires ne lui ayant inspiré qu'une faible indignation, les royalistes pensèrent que l'aveugle sentiment d'une rivalité nationale agissait encore sur son cœur, même dans les momens où tout devait appeler en lui les ressources et la magnanimité du véritable homme d'État. Cette assertion encore vague prit un caractère de vraisemblance par le voyage que Pétion fit en Angleterre avec M^{re} de Genlis, pendant que Carra et Brissot étaient en relation avec tous les boute-feux de Londres; de là résulte pour bien des gens la conséquence naturelle que Pitt, Sillery, Laclos, Sieyes, Talleyrand, Condorcet, les Lameth, l'opposition parlementaire et la dissidence de la minorité de la noblesse française, formèrent, dans le commencement, les anneaux d'une même chaîne¹.

Toutes ces conjectures parurent confirmées lorsque Pitt demanda et obtint du parlement vingt-quatre millions pour dépenses secrètes. L'exemple trop connu des perfidies du gouvernement anglais pour semer la discorde sur le continent, l'habitude de faire à prix d'argent la paix ou la guerre, et surtout les sommes énormes répandues parmi nous pour corrompre le peuple et l'armée, sont autant de faits que chacun allègue comme une preuve des efforts que l'Angleterre n'a jamais cessé de faire pour accroître les maux de notre belle patrie.

On observait encore, et avec la plus vive inquiétude, qu'en Angleterre le parti des torys se montrait

¹ *Hist. des Causes secrètes de la Révolution fr.*, 1^{re} part., p. 69.

bien moins porté que celui des whigs à prévenir les excès de notre révolution. Lorsque les insurrections avaient pour motif la disette, Louis XVI fit demander des secours en grains à l'Angleterre, qui en était abondamment pourvue. Walson, Willforce et Pulteney appuyèrent cette demande avec chaleur et générosité, tandis que Pitt la fit renvoyer aux délibérations du conseil privé, qui fut d'avis de ne point permettre l'exportation des grains ¹. Louis XVI se plaignit des rigueurs que l'Angleterre exerçait contre lui. La réponse, quoique adoucie par la traduction de Calonne qui était alors à Londres (9 avril 1790) ², satisfit si peu le roi ³, qu'il écrivit au haut de cette lettre, *point de réponse* ³, et lorsque de nouveau il voulut faire sonder les ministres anglais par un agent qui avait toute sa confiance, Pitt ne s'expliqua qu'avec une réserve étudiée; se taisant sur le sort du monarque; il dit seulement qu'il ne laisserait pas périr la monarchie française, que ce serait une grande faute pour la tranquillité de l'Europe si l'on permettait à l'esprit révolutionnaire d'établir en

¹ MONTIERY (Hist. de Louis-Phil.-Joseph d'Orléans), t. III, p. 26 t. 27.

² Calonne, pour rentrer en grâce auprès de la cour, s'occupa sans relâche à tramer des mouvemens contraires à la révolution. Ses intrigues en faveur de la vieille monarchie et ses relations avec Pitt, ont encore accredité le bruit que le gouvernement anglais excitait la guerre civile en France.

³ 3^e Recueil des pièces trouvées dans l'armoire de fer, t. 1^{er}, n^o XXV, p. 63.

³ 3^e Recueil des pièces trouvées dans l'armoire de fer, t. 1^{er}, n^o CLXXVII et CLXXVIII, p. 282 et 283.

France une république organisée; puis il ajoutait, avec un ton voisin de l'ironie, qu'il était persuadé que, lorsque la première effervescence serait passée, on jouirait en France d'une liberté sage, résultant d'une bonne constitution.

Tels sont les faits que rapportent avec complaisance tous ceux qui accusent l'Angleterre, et particulièrement Pitt, d'avoir attiré sur l'Europe des calamités sans nombre. Bientôt après une circonstance inattendue, sans justifier la politique ténébreuse et machiavélique de ce premier ministre, affaiblit néanmoins les appréhensions que l'on s'était formées sur sa loyauté. Jaloux de voir fructifier les beaux résultats du système financier qu'il avait créé pour l'amortissement d'une dette énorme, sa sécurité était troublée par l'enthousiasme factieux avec lequel des Anglais turbulens accueillaient les principes de la révolution française, et parlaient de les transporter dans leur île. Alors Pitt n'hésita plus à les combattre, et les effets de cette grande commotion sociale devinrent l'objet de débats animés entre les principaux orateurs de la chambre des communes.

L'influence qu'Édmond Burcke avait acquise en émettant les opinions monarchiques ne devait pas se borner à la publication d'un livre qui déjà contribuait à ralentir les progrès de la démocratie. Le parlement avait aussi goûté ses graves avertissements, et il allait être pour Burcke un tribunal auguste d'où il prononcerait des arrêts qui retentiraient

dans le monde entier. Toutefois ce grand homme s'abstenait de monter à la tribune, pensant que ses nouvelles doctrines l'obligeraient à combattre ceux pour lesquels il conservait une vive affection; lorsque Charles Fox, son plus tendre ami, chef du parti de l'opposition, et en cette qualité rival dangereux du premier ministre, fit, au sujet d'un armement projeté pour relever le courage des Turcs en guerre avec la Russie, une digression sur la révolution française et s'en déclara l'ardent panégyriste; Burcke garda le silence, son cœur était déchiré par la crainte d'une explication qui pouvait être suivie d'une éclatante rupture. Mais Fox, dans la discussion du bill, où Pitt proposait de faire goûter aux Français restés dans le Canada les bienfaits de la liberté anglaise, saisit encore cette occasion pour lancer quelques traits de raillerie contre l'ouvrage de Burcke, et de nouveau parla de la constitution française, qu'il appela le chef-d'œuvre de l'esprit humain.

Burcke prit aussitôt la parole, et entreprit l'analyse raisonnée des principes de cette constitution, lorsqu'il s'entendit vivement rappeler à l'ordre par ses anciens amis. « Faire la critique de la constitution française au sujet d'une colonie anglaise, dit Fox « d'un ton léger et même ironique, c'est aussi « étrange que le serait à présent l'examen des lois « de Lycurgue ou de Confucius ... » Burcke répond qu'il n'a pas été le premier à donner l'exemple de cette innovation; mais qu'aucun des sentimens les plus chers à son cœur ne pourrait l'empêcher d'é-

lever la voix pour le salut de son pays contre l'invasion des doctrines qu'il regardait comme un fléau.

Fox, oubliant les sarcasmes qu'il avait lancés et cédant à l'amitié qui l'unissait à Burcke, dépeignit ce sentiment avec un ton de vérité qu'il n'aurait jamais pu rendre, s'il n'eût été inspiré par une émotion naturelle. Son éloquence mâle, serrée, entraînant, se borna à réfuter les objections de son noble ami en lui rappelant ses discours politiques et les entretiens intimes qu'ils eurent ensemble durant la guerre d'Amérique. « Les vertus de Washington nous char-
« maient, dit-il, et souvent nous avons été forcés
« d'applaudir à ses succès. La mort de Montgomery
« nous fit couler des larmes; alors la déclaration des
« droits de l'homme ne paraissait pas à mon ami
« une source de maux, une nouvelle boîte de Pan-
« dore; et même je me souviens encore qu'au sujet
« des anathèmes lancés par le ministère contre les
« Américains, il me dit avec tout le feu de son élo-
« quence, qu'on ne devait pas lancer un bill d'ac-
« cusation contre un peuple entier; cependant,
« ajouta-t-il, par le discours que vous venez d'en-
« tendre, par un écrit que tout le monde a lu, ne
« lance-t-il pas un bill d'accusation contre tout le
« peuple français. Pour moi, j'admire l'émancipation
« de ce grand peuple; une longue suite de jours de
« paix, de tolérance et de philanthropie me semblent
« attachés à ce miraculeux événement. La déclaration
« des droits de l'homme ne me paraît pas différente
« lorsqu'elle a passé d'un hémisphère sur l'autre;

« loin de là, je reconnais en elle un bien patrimonial, le titre primitif de nos vieilles libertés. »

Burcke, dont la voix émue annonçait une douleur concentrée, fait sentir l'inopportunité des s'abandonner en ce moment aux effusions de l'amitié, et dit qu'il fallait ne s'occuper qu'à calmer les alarmes qui devaient agiter les esprits depuis que de funestes doctrines trouvaient un apologiste dans l'oracle de Westminster. Puis, d'un ton grave et solennel, il continua en ces termes : « Fuyez la constitution française, « parce qu'elle unit le dogmatisme le plus présomptueux à la plus grossière barbarie; était-ce donc « là le caractère de cette indépendance américaine « dont je ne rougis point d'avoir quelquefois désiré « le succès. Là le peuple s'illustrait par des combats « et ne se déshonorait point par des massacres; il « était fidèle à ses mœurs primitives, aux exemples « et aux institutions de ses pères, à sa religion; et « je vois près de nous un bouleversement qui entraîne dans une ruine commune la religion, la « morale, les souvenirs historiques, le respect pour « toute autorité ancienne, pour toute dignité, pour « toute vertu, pour tous les penchans aimables. Ré- « génération monstrueuse, effroyable rajeunissement du genre humain qui le ramènerait à l'état « sauvage !

« Cependant on nous promet, comme résultats de « cette révolution, une *longue suite de jours de paix*, « de *tolérance et de philanthropie*. Une *longue suite de jours de paix* ! Dieu nous préserve d'une paix qui

« nous rendrait complices et victimes de funestes doctrines ! si ces doctrines ne sont repoussées par l'Europe armée, l'Europe les recevra à son tour. Le torrent menace tout ; oui, je le vois, il va inonder bien des plaines voisines. *Une longue suite de jours de tolérance !* quelle tolérance, grand Dieu ! que celle qui livre d'abord à l'oubli, puis au dédain, puis à la persécution la plus cruelle, la religion qui a si heureusement changé la face du monde, et qui a fondé sous de saintes lois la république chrétienne. Venez rendre témoignage de la tolérance française, pontifes et pasteurs qu'elle a chassés et proscrits, venez parmi nous ; vous n'avez pas un moment à perdre pour fuir le martyre qui vous attend dans votre patrie. Venez aussi, filles de saint Vincent de Paule, anges de la charité chrétiennes, vous qui avez été arrachées des hospices, où vos soins généreux guérissaient les malades, consolaient les mourans, inhumait les morts, vous à qui de viles prostituées ont fait subir le plus ignominieux châtiment ; oui, venez dans notre île ; c'est ici que nos soins hospitaliers, que notre tendre vénération vous feront connaître en quoi consiste la véritable tolérance !... *Une longue suite de jours de philanthropie !* Où trouvez-vous la garantie d'une telle promesse ? sera-ce dans ces meurtres populaires, si lâchement tolérés, appelés, provoqués par des hommes puissans ? sera-ce dans cette nuit déplorable du 6 octobre, dans ce complot tramé contre les jours de la reine la plus

« aimable, et autrefois la plus aimée; dans le
 « triomphe hideux et sanguinaire remporté sur un
 « roi captif; enfin dans cette immense série de
 « scènes homicides, que personne n'avoue, que
 « personne ne venge; dans ces joies, ces fêtes et ces
 « festins de cannibales?

« On m'accuse de porter un bill d'accusation
 « contre tout un peuple. Il faut que je m'explique;
 « tout fier que je suis de ma patrie, je me sens le
 « cœur français pour les victimes, je n'ai point un
 « cœur français pour les bourreaux. On m'accuse aussi
 « de porter un jugement sur la constitution française,
 « avant l'expérience. C'est précisément l'expérience
 « que j'invoque contre elle; mais l'expérience de
 « tous les siècles, de tous les peuples, et celle sur-
 « tout de mon pays. Quel guide plus sûr pouvais-je
 « me proposer pour confondre la doctrine de ces lé-
 « gislateurs nés d'hier, et qui, désavouant avec mé-
 « pris tout rapport, toute conformité avec les légis-
 « lations anciennes et même avec la nôtre, déclarent
 « qu'il faut tout changer, puisque tout est à renou-
 « veler, puisque rien n'est à sa place dans l'ordre
 « social¹. »

Il termina son discours en rappelant dans une belle péroraison les sentimens d'amitié qui le liaient à Fox; puis il fit des vœux pour la réputation de son ancien ami, soit qu'il joignit ses efforts à ceux du ministre qu'ils avaient ensemble si longtemps com-

¹ LACRETÈLLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 193 à 206.

battu, soit que l'intérêt de sa gloire lui commandât de persévérer dans son opposition, persuadé qu'étant un des plus dignes ornemens du parlement britannique, il ne cesserait de conserver un point commun de leur doctrine, celui de maintenir les principes de la constitution anglaise.

Fox, ne pouvant plus maîtriser le trouble que lui avait fait éprouver ce discours, se leva pour y répondre; pendant quelques minutes ses larmes l'empêchèrent de se faire entendre. Bientôt après la vigueur et la dextérité de son esprit lui fournirent les moyens d'affaiblir la sensation profonde que Burcke avait excitée; mais, s'étant engagé dans une nouvelle apologie de la révolution française, il fut loin de l'éloquente sensibilité qu'il venait de montrer en déplorant la douleur qu'il éprouvait de ne pouvoir plus sympathiser avec son honorable ami. Shéridan, maître de lui-même, produisit une impression plus vive, et se borna à justifier les intentions respectables et vraiment patriotiques de l'Assemblée nationale. Selon son opinion, le despotisme avait épuisé toutes les ressources du royaume de France, et les députés, obligés de rechercher les causes de la misère où la nation était réduite, croyaient les avoir trouvées dans le pouvoir trop étendu du roi, et dans la prodigalité effrénée des conseillers perfides dont il était entouré. Il avoua que, sans doute, il avait été commis des excès et des crimes, mais que de semblables malheurs étaient inséparables des réformes salutaires, et qu'il serait

injuste de les imputer à l'Assemblée qui avait fait tout ce qui dépendait d'elle pour les arrêter et les prévenir. Shéridan adressa ensuite à Burcke plusieurs questions pressantes, entre autres celle-ci : « Est-ce « de leurs représentans, ou d'un corps militaire, « commandé par le maréchal de Broglie, que les « Français devaient attendre une constitution libre ? » »

Les écrits et les discours de Burcke furent un coup mortel pour l'opposition : de cent trente-cinq voix que ce parti comptait dans la chambre des communes il fut bientôt réduit à soixante-dix. Le club des amis de la révolution française, après l'éloquent tableau qu'en avait tracé cet illustre orateur, perdit toute considération par la défection de ses membres les plus estimés. Pitt, ravi de l'appui que Burcke venait de donner à son système, le remercia de l'obligation que lui devait son pays, et alors se livra avec persévérance et sécurité à l'application du principe qu'il avait émis, en disant que la tranquillité de l'Europe dépendait essentiellement de l'extinction de l'esprit révolutionnaire en France.

Dès ce jour doivent être dissipés les soupçons qui dans le temps firent regarder Pitt comme l'instigateur de tous les mouvemens anarchiques. Le même système qui m'a porté à considérer l'élan de 1789 comme l'effet spontané de l'ardente volonté d'un peuple mobile et impétueux, me donne la certitude qu'il n'était pas nécessaire qu'une puissance

¹ PORTIER, ex-tribun (*De l'Inst. du gouvernement anglais sur la Révol. franç.*), p. 17.

étrangère intervint pour attiser chez nous le feu de la discorde. Pitt savait assez combien les excès d'un peuple en révolution ajoutent à sa force et le rendent dangereux pour ses voisins. En sa qualité d'Anglais, il a pu d'abord regarder nos dissensions comme le fruit des semences que nous avons apportées d'Amérique; mais qui pourra jamais voir dans le fils et l'émule du lord Chatam l'incendiaire des châteaux de France et l'agent secret des jacobins, dont il ne parlait jamais qu'avec horreur et mépris. Lui qui même alors disait avec tant de sagacité : « La liberté a traversé la France, et les Français n'ont pas su la saisir. »

Le temps qui dévoile tout n'a pu nous faire découvrir à cet égard le plus léger indice d'une provocation exercée en France par l'Angleterre. Les ministres qui depuis ont traité avec elle l'ont toujours justifiée de toute participation à nos maux, et ne lui ont jamais reproché qu'une politique égoïste, basée sur ses intérêts commerciaux. Necker, qui a été le mieux placé pour en juger, n'a jamais cru à cette fatale influence¹. Enfin d'illustres Français réfugiés dans les îles britanniques, et qui durant longues années furent à même de tout entendre et de tout recueillir, détruisent cette accusation par des témoignages clairs et uniformes. Ils conviennent que l'Angleterre profita de nos discordes et de nos crimes, mais qu'elle n'a jamais songé à exciter une effervescence dont

¹ STAEL (*Considér. sur la Révol. fr.*, par Mme de), t. I^{er}, p. 381.

elle-même était si alarmée; que pour l'éteindre elle a pendant vingt ans armé sa population et épuisé ses trésors. A présent que ce point important de l'histoire contemporaine est suffisamment éclairci, reprenons le cours des événemens survenus en France, et dont nous nous sommes un moment écartés.

La mort de Mirabeau avait été une calamité publique, dans ce sens qu'elle priva la France du seul homme capable de maîtriser une populace séditieuse, de dominer les opérations de l'Assemblée, et de déjouer les intrigues des anarchistes. Cette mort donna de l'audace à Robespierre, à Pétion et à une multitude d'autres factieux, qui, auparavant inconnus, se crurent alors des hommes importants. A ces sujets d'alarmes pour la cour se joignait encore la crainte qu'on n'eût trouvé dans les papiers de Mirabeau la preuve authentique et matérielle des relations secrètes qu'elle avait entretenues avec lui. Rassurée par le comte de La Marck, qui, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, en avait fait disparaître la trace¹, elle reprit son assurance et se livra à ses intrigues accoutumées; mais alors, plus de plan arrêté, plus de conseiller qui pût, par la vigueur de son caractère, l'éclat de son talent et le prestige de sa popularité, diriger le roi dans la difficile entreprise de placer son trône sur les justes limites du pouvoir et de l'obéissance. Avec Mirabeau, la cour eût maîtrisé les événemens; sans lui, elle ne pouvait plus que les suivre.

¹ *Recueil des pièces trouvées dans l'armoire de fer, n° VI.*

Beaucoup de députés, même parmi les démocrates, étaient effrayés des progrès de l'anarchie. Revenus de la première chaleur qu'inspirent les opinions politiques, ils commençaient à concevoir des alarmes sur la durée d'un gouvernement dont les principaux ressorts se heurtaient sans cesse; ils prévoyaient que l'inégalité des forces romprait l'équilibre des pouvoirs; qu'il fallait mettre le roi en dehors des débats parlementaires, et ne le considérer que comme l'auguste exécuter des volontés nationales. Pour tempérer la fougue inséparable d'une Assemblée unique et préserver la constitution des atteintes de deux autorités rivales qui ne pouvaient être contenues l'une par l'autre, ils en revinrent à l'ancien projet de Mounier et de Lally - Tolendal. On doit se rappeler que ces deux illustres députés n'avaient cessé de considérer l'établissement d'une chambre haute comme le seul moyen de consolider la monarchie constitutionnelle.

Ces idées si simples, et en même temps si conformes aux principes du gouvernement représentatif, ayant été présentées au peuple comme un piège tendu par l'aristocratie, il fut impossible, malgré toutes les tentatives, de faire entrer cette heureuse modification dans l'acte fondamental qui allait nous régir. Alors la cour en revint aux projets hostiles qu'elle avait toujours affectionnés. C'était de tout faire avec le secours des étrangers, et de placer le roi au milieu d'eux. Ce malheureux prince, abusé, séduit et trompé tour à tour, consentait à fuir ou à

rester, selon que les factieux menaçaient sa famille ou la laissaient tranquille.

On le lui avait tant assuré, qu'il finit par se convaincre que Paris seul aimait la révolution; que les provinces, dont il ne connaissait ni l'esprit ni les habitans, gémissaient de tous les changemens, et n'attendaient qu'un signal pour briser le joug de l'Assemblée; enfin, que sa voix entendue sur les frontières, jointe à la menace d'une armée combinée, suffirait pour soumettre la population de l'empire et la faire rentrer sous ses anciennes lois; il céda donc aux obsessions, sans vouloir toutefois l'invasion du royaume ni la servitude de son peuple.

Le parti de la révolution prévoyait la fuite du monarque : tout était en alarme dès que sa voiture dépassait les barrières. Bientôt on apporta de graves atteintes à sa liberté. Il lui était défendu de s'éloigner de plus de vingt lieues de la capitale. Les Tuileries prirent l'aspect d'une prison, et chaque jour amena pour le roi et la reine de nouveaux outrages. Déjà Prudhomme, dans son journal séditieux, s'attachait à prouver l'inutilité d'un roi chez une nation qui pouvait se gouverner par ses représentans; il proposait de consulter le peuple pour amener la suppression de la royauté. Une autre fois, dans un long apologue, il outragea le malheureux Louis XVI, en le comparant au *roi Soliveau*, qu'on laissait sur le trône avec l'intention formelle de ne pas lui donner de successeur. Enfin, dans la chapelle même de la cour, ceux qui assistaient à l'of-

fice entonnaient le *Domine salvam fac gentem*, pendant que les aumôniers chantaient le *Domine salvum fac regem*¹.

Le roi, encore convalescent d'une maladie occasionnée par le chagrin et la suspension des exercices journaliers dont il avait contracté l'habitude, n'osait sortir de Paris; toute promenade, dans l'intérieur de la ville, l'exposait à des injures. Cette pénible situation ajoutait à l'intérêt qu'inspirait sa personne. On comparait sa captivité à celle de saint Louis entre les mains des infidèles, et avec des circonstances encore plus dures, puisque ses fers lui étaient imposés par ses sujets, et qu'il savait souffrir et se résigner comme lui.

Pour s'assurer du degré de liberté qu'on laisserait au roi, on fit circuler le bruit qu'il se rendrait à Saint-Cloud. Sa santé était le prétexte du voyage, mais il voulait éviter toute communication, pendant la quinzaine de Pâques, avec les prêtres constitutionnels. Le bruit avait couru la veille que le roi venait de retirer au curé de Saint-Eustache la direction de sa conscience pour la donner à un ex-jésuite²; qu'il accueillait mal les prêtres assermentés de Saint-Germain-l'Auxerrois, et qu'il se préparait à recevoir la communion des mains de son grand aumônier, dont la résistance aux lois récentes était connue. Le mécontentement provoqué par ces cir-

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XC, t. VII, p. 663; n° XCVI, t. VIII, p. 213; n° CI, t. VIII, p. 494.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCIII, t. VIII, p. 60.

constances ne fit rien changer aux dispositions de la cour : et elle persista à effectuer un voyage qui devait être le coup d'essai d'une entreprise bien plus hardie.

Louis XVI avait en effet consulté l'évêque de Clermont pour savoir s'il lui était permis d'approcher de la sainte table, sous les auspices d'un prêtre assermenté. Ce prélat, prévoyant que l'exemple du prince pourrait convaincre les plus rebelles et entraîner la soumission des curés, lui déclara que ce serait un scandale que de communier des mains d'un prêtre constitutionnel; cette opinion fortifia le monarque dans l'idée d'aller s'établir à Saint-Cloud. Il pensait d'ailleurs que, dans cette résidence, il lui serait plus facile d'exécuter les projets qu'il avait conçus pour se soustraire lui et sa famille aux mesures qui annulaient son pouvoir et violentaient sa conscience. Il prévint de son départ les autorités municipales et militaires. Lafayette y consentit, mais celui-ci prévoyait des obstacles, et il mit sur pied la garde nationale.

Dans la matinée du 17 avril, la voiture du roi paraît dans la cour des Tuileries; aussitôt un grand tumulte s'élève autour du château; on ferme les grilles, on entoure le carrosse, et l'on saisit la bride des chevaux. En vain Lafayette et ses aides de camp demandent qu'on laisse partir le roi; on ne leur répondit que par ces cris : *Taisez-vous, il ne partira pas*. Monsieur paraît aux fenêtres en face du Carrousel : mille voix répètent du milieu de la place :

Nous ne voulons pas que le roi parte; nous faisons le serment qu'il ne partira pas.

Cependant Louis XVI monte dans sa voiture avec la reine et ses enfans; à cette vue les instances du peuple redoublent; Lafayette à cheval pour les accompagner ordonne à la garde nationale d'ouvrir le passage; sa voix étant méconnue, il court au directoire du département et à la municipalité, pour leur rendre compte de cette résistance. On lui enjoint de disposer des forces qui lui sont confiées pour protéger le départ. En vain il menace les attroupe-mens de la loi martiale; on ne l'écoute point. La violence de la populace était telle, qu'on allait couper les traits de la voiture : « Il est étonnant, » dit le roi, qu'après avoir donné la liberté à la nation, je ne sois pas libre moi-même ! » Pendant ce temps, le tocsin sonnait à l'église Saint-Roch, et la place du Carrousel se couvrait de citoyens qui chantaient :

Le roi propose,
Le peuple dispose¹.

La garde nationale, refusant d'obéir à son chef, força la famille royale de renoncer au voyage de Saint-Cloud et de remonter dans ses appartemens, sous la protection d'un détachement du bataillon des Filles Saint-Thomas, alors commandé par un sergent aux gardes françaises, nommé Lefebvre*. Elle fut suivie par des gardes nationaux et des gens du

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCIII, t. VIII, p. 61.

* Il devint par la suite maréchal de France et duc de Dantzig.

peuple qui visitèrent le château, sous le prétexte d'y chercher des prêtres. Le roi revoyant Monsieur lui serra tendrement la main, en disant : *Beatus ille qui procul negotiis*¹. Les journaux célébrèrent par de nouveaux outrages la victoire que le peuple venait de remporter.

Le même jour les administrateurs du département présentèrent au roi une adresse pour l'inviter à faire cesser les défiances du peuple : « On voit
« avec peine, lui dirent-ils, que vous n'êtes servi
« que par des ennemis de la constitution, et l'on
« craint que ces préférences trop manifestes n'indiquent les dispositions de votre cœur. Une fausse
« politique ne serait bonne à rien ; par une démarche
« franche, éloignez des amis dangereux. Annoncez
« aux nations étrangères qu'il s'est fait une glorieuse
« révolution en France, que vous l'avez adoptée, et
« que vous êtes maintenant le roi d'un peuple libre ;
« chargez de cette instruction des ambassadeurs qui
« ne soient pas indignes d'une aussi auguste fonction². » L'esprit du jour était tel que le même corps qui faisait au roi de semblables remontrances n'osait présenter au peuple que d'humbles observations pour le rappeler à ses devoirs en lui expliquant l'exercice de ses droits. .

Le roi, qui sous plusieurs rapports, désirait se rendre à Saint-Cloud, eut recours à la dissimula-

¹ HUE (*Dernières années du règne de Louis XVI*), p. 170.

² *Moniteur* du 20 avril 1791, p. 451, col. 3. Cette adresse fut rédigée par MM. Pastoret et Talleyrand.

tion ; il se rendit au sein de l'Assemblée nationale pour la consulter (18 avril 1791), et réclamer l'appui de son autorité. Après lui avoir renouvelé l'expression de sa confiance et rappelé les événemens de la veille, il fit observer qu'on devait consentir au voyage de Saint-Cloud, pour prouver la pleine liberté de sa sanction et de son adhésion à la constitution.

Chabroud, en sa qualité de président, lui fit une réponse qu'il convient de rapporter, pour faire apprécier le caractère de celui qui croyait avoir franchement expliqué les événemens désastreux du 6 octobre : « Une inquiète agitation est inséparable des progrès de la liberté. Au milieu des soins que prennent les bons citoyens pour calmer le peuple, on se plaît à semer des alarmes ; des circonstances menaçantes se réunissent de toutes parts, et la défiance renaît ; Sire, tous les cœurs sont à vous : comme vous voulez le bonheur du peuple, le peuple demande le bonheur de son roi. *Empêchons qu'une faction trop connue par ses projets, ses efforts, ses complots, ne se jette entre le trône et la nation*, et tous les vœux seront accomplis¹. »

Des cris de joie et des applaudissemens tumultueux firent retentir la salle lorsque le prince se retira ; le côté droit garda seul le silence pour manifester combien il désapprouvait cette démarche.

¹ *Moniteur* du 2^e avril 1791, p. 454, col. 2

M. de Blacons voulait que l'on consentît au voyage de Saint-Cloud, pour du moins laisser croire que le roi jouissait de sa liberté. Cazalès se présente à la tribune, on lui refuse la parole; mais Roederer veut qu'on la lui accorde pourvu qu'il explique pourquoi lui et ceux de son parti, à la vue du roi, n'avaient pas mêlé leurs acclamations à celles de l'Assemblée¹. On applaudit à cette épigramme, et comme on n'avait pas l'intention d'entendre la réponse, provoquée par Roederer, on leva la séance sans avoir même délibéré sur la demande de Louis XVI.

Néanmoins chacun retira de cette représentation théâtrale le profit qu'il en attendait. Les uns purent affirmer que le roi était prisonnier, les autres qu'il fallait se méfier de ses protestations d'attachement à l'ordre nouveau². Les constitutionnels seuls, dans l'intérêt public, aimaient à croire à la sincérité de cette démarche et auraient voulu la voir couronner du succès. Mais les sections de Paris, consultées, décidèrent qu'il n'y avait pas lieu à délibérer; huit seulement permirent à Louis XVI d'aller à Saint-Cloud s'il voulait congédier de sa maison les ecclésiastiques réfractaires.

Une opposition aussi marquée au départ du roi démentait l'assurance donnée tant de fois de sa prétendue liberté. Cette pensée n'échappa point à Lafayette; pour effacer le mauvais effet qu'elle pouvait produire, il engagea Louis XVI à se rendre de

¹ *Moniteur* du 20 avril 1791, p. 454, col. 2 et 3.

² FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 272 et 273.

nouveau auprès de l'Assemblée, afin de réclamer pour sa personne la faculté accordée à tous les citoyens : celle de pratiquer librement son culte. Lafayette promit de le seconder dans cette démarche. Mais les évêques et les courtisans en détournèrent le roi, qui fit répondre à Lafayette qu'après avoir consulté des personnes éclairées sur ces matières, il était déterminé à se rendre à l'Église constitutionnelle, *sans vouloir toutefois y faire ses pâques*¹. Lafayette fut particulièrement blessé de ce manque de confiance; il valait mieux en effet se fier à lui que de recourir à une soumission accompagnée de restrictions irritantes. Voilà ce qui rendit inutiles les efforts courageux que fit souvent ce général pour secourir une famille obstinée à repousser ses bons offices.

En même temps le parti des Lameth, informé du projet de contre-révolution qui avait été soumis aux cours étrangères, représenta au roi que dans ces graves circonstances il attirerait sur lui et sur la France des maux incalculables, s'il ne se hâtait de démentir par un acte éclatant les bruits de son accord avec les ennemis de la France : la cour, effrayée, entama une négociation avec le parti constitutionnel pour capter la bienveillance populaire qui ne pouvait s'obtenir qu'à ce prix.

Toutes ces considérations firent adopter à Louis XVI cet esprit de dissimulation qui rentrait

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

aussi dans les conseils de Mirabeau; il consentit à publier (23 avril 1791) une déclaration dont Barnave fut le rédacteur¹, c'était une apologie complète de la révolution: lorsqu'il fut question de la notifier aux cours étrangères, M. de Montmorin, qui savait que dans l'acquiescement de ce prince aux doctrines constitutionnelles il y avait plus de résignation que de sympathie, lui fit observer que cette démarche compromettrait non-seulement la dignité de son caractère, mais même le succès de la négociation secrète qui devait lui rendre sa couronne et sa liberté. « Le plus pressant besoin, reprit le monarque, c'est de parer au danger du moment. » En effet, l'enveloppe qui contenait la déclaration envoyée aux puissances étrangères renfermait aussi, en forme de contre-lettre, l'annonce du prochain départ de Sa Majesté.

Louis XVI envoya aussi des agens secrets à Cologne et à Bruxelles, avec des dépêches pour être communiquées au roi de Prusse et à Marie-Christine, sœur de la reine et gouvernante des Pays-Bas. Dans ces dépêches, il protestait contre toute acceptation et sanction qu'il se verrait contraint de donner aux décrets de l'Assemblée et même aux actes émanés de ses propres ministres, déclarant que toutes les démarches qu'il faisait, ou qu'on le forcerait d'entreprendre en faveur de la constitution, devaient être interprétées dans un sens op-

¹ MONTLOSIER (*Mém. sur la Révol.*), t. II, p. 78.

posé, et que plus il paraîtrait y accéder, plus il désirerait s'en voir promptement délivré ¹. Les puissances mises dans le secret approuvèrent cet esprit de conduite; mais quant aux secours elles s'exprimèrent toutes d'une manière vague ².

Ainsi tous ces plans incertains d'associations avec l'étranger tendaient plutôt à reculer devant les difficultés qu'à les vaincre. C'est à force d'éluder les obstacles par le mensonge et la ruse qu'on finit par les rendre insurmontables, et ils devinrent même très-dangereux après que les émigrés, réfugiés dans les Pays-Bas et l'électorat de Cologne, au lieu de concentrer leur joie, eurent l'imprudence de faire insérer dans les journaux étrangers l'intention secrète où était Louis XVI de sortir enfin de sa dure captivité.

Cependant la déclaration royale, publiée au sein de la capitale afin de mieux tromper la vigilance de ceux qui étaient chargés de veiller à la garde du roi, inspira tant de confiance et de satisfaction au parti constitutionnel, qu'il fut la dupe de cette mystification politique ³. Lorsqu'on en fit la lecture au sein de l'Assemblée, tous les signes de joie et de reconnaissance éclatèrent à la fois. Les tribunes et l'amphithéâtre se levèrent spontanément et demandèrent que les députés allassent remercier le roi;

¹ HARDEMBERG (*Mém. d'un homme d'État*), t. 1^{er}, p. 115.

² *Correspondance de Montmorin*, trouvée aux Tuileries après le 10 août 1792.

³ Note communiquée par M. Charles de Lameth.

le-champ on forma une députation, et l'Assemblée émue s'y serait portée tout entière, si Robespierre n'eût arrêté cet élan en faisant observer qu'elle compromettrait sa dignité si elle se déplaçait¹.

Les agens du parti révolutionnaire ne tardèrent pas en effet à mettre à profit l'indiscrétion des émigrés; ils dévoilèrent les desseins secrets du roi et de la reine avec des détails qui ne permettaient pas de douter de leur authenticité². M. de Montmorin s'efforça de réfuter ces bruits; mais les événemens nous prouveront bientôt qu'en cette circonstance Louis XVI, mal conseillé, ou plutôt obligé de céder aux volontés de sa femme et de sa sœur, se perdait aux yeux de la nation en s'éloignant de la franchise qui devrait être le caractère distinctif d'un roi des Français. Il fallait, en effet, ne pas connaître la cour, pour croire à ses vaines démonstrations, également démenties par ses principes, sa conduite et ses projets, qui, depuis la déclaration du 23 juin, n'avaient jamais changé³.

Ainsi le roi disait qu'il adoptait sans hésiter une heureuse constitution qui régénérerait à la fois son autorité, la nation et la monarchie; il chargeait ostensiblement ses ambassadeurs de notifier son acceptation aux souverains auprès desquels ils étaient accrédités, lorsqu'en secret il leur ordonnait le contraire, et dans le moment où, sous l'apparence d'un voyage

¹ *Moniteur* du 25 avril 1791, p. 473, col. 2 et 3.

² *Moniteur* du 31 mai 1791, p. 619, col. 1 et 2.

³ GIRARDIN (*Mém. de Stan.*), t. III, p. 100 et 101

à Saint-Cloud, il se proposait, de concert avec Bouillé, d'anéantir cette constitution qu'il prétendait aimer; il trompait donc la nation et ses représentans! « Je m'arrête », s'écrie en cette occasion le marquis de Ferrières¹, le premier et le seul peut-être qui ait parlé de l'Assemblée nationale et du roi avec impartialité, aussi disons avec cet homme sage : « Louis XVI a été malheureux, plaignons-le d'avoir « toujours été le jouet d'une foule de passions « qui lui étaient étrangères; plaignons-le surtout « d'avoir été entouré de deux espèces de conseillers. « Les uns, en abondant dans ses doctrines, avaient « sa confiance sans avoir celle de la nation, et ceux « que la nation chérissait ne partageant point ses « principes religieux lui devenaient suspects. »

Les ministres, dans l'incertitude des événemens, s'isolaient du roi et de la nation : effrayés au moindre mouvement populaire, ils adoptaient sans peine les déterminations d'un monarque pusillanime. Tremblans pour eux et pour lui, ils cherchaient à justifier leur timidité, en disant que le roi avait affaire à des hommes qui ne tenaient point leurs promesses, qui, après avoir provoqué les désordres, ne savaient comment les arrêter, et qui, ayant rompu le pacte par des violences manifestes, n'avaient plus le droit d'exiger qu'on s'y soumît : enfin ils ajoutaient que la ruse employée par la faiblesse trouvait son excuse dans les continuelles agressions d'une force injuste.

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 276-277.

Le vif enthousiasme qu'inspira la démarche de Louis XVI est la preuve certaine du dévouement que la nation aurait voué au prince si ses promesses eussent été sincères : le monarque, en descendant à la dissimulation comme un simple et faible citoyen, ne gagna que la juste déconsidération attachée au mensonge. On put comprendre alors l'étendue des malheurs qu'entraîne souvent pour un peuple et un roi l'absence d'un grand homme, et quel guide on avait perdu en perdant Mirabeau. Avec lui le double génie de la révolution et de la monarchie était entré dans la tombe.

La conduite de la cour ne tarda pas à démentir les principes énoncés dans la déclaration royale, et à confirmer les annonces indiscretes des émigrés. Alors les factieux eurent un motif pour continuer à répandre les écrits et les placards les plus outrageans contre Louis XVI. Le club des Cordeliers l'accusa formellement, et sa dénonciation, signée par le président, fut affichée dans tout Paris : sous le prétexte que des prêtres réfractaires étaient reçus aux Tuileries, ce club arrêta qu'on ferait des visites domiciliaires chez le *premier fonctionnaire public*, et que si le fait imputé se trouvait constaté, le *premier sujet de la loi* serait dénoncé à la nation, pour avoir enfreint les lois constitutionnelles qu'il avait juré de maintenir.

En même temps Fréron, dans son journal intitulé *l'Orateur du Peuple*, qualifia le roi d'*ogre royal*, dévorant par année trente millions; puis il disait

aux Parisiens : « Éteignez dans le sang des rebelles
« le flambeau de la guerre civile. Songez que si le
« roi quitte la France, il doit être déchu du trône
« et immolé, lui et les derniers rejetons de sa race, à
« la juste fureur d'une grande nation ! mais il vous
« en coûtera peut-être deux ans de combats, et la
« perte de trois millions de vos concitoyens, avant
« de faire triompher votre liberté. » Ensuite il s'a-
dressait en ces termes au malheureux prince :
« Nous te connaissons, grand *restaurateur de li-*
« *berté*. Si ton masque tombe aujourd'hui, demain
« ce sera ta couronne; abusé par des conseils per-
« vers, tu cours à ta perte infaillible. Le peuple
« ignore-t-il que de Saint-Cloud tu te disposes à
« partir pour Compiègne, et de là pour la frontière?
« Si on te laissait faire, sous peu de jours tu serais
« dans les bras de Condé ! Une furie te pousse dans
« le précipice, elle t'a inoculé sa rage contre les
« Français, elle a lancé dans ton sein les couleuvres
« qui forment sa chevelure. Peut-on se jouer du peuple
« avec un dédain plus insultant ? peut-on braver la
« constitution avec plus d'audace ? n'as-tu pas en-
« core, hier, communiqué des mains d'un prélat im-
« prudent, du grand aumônier qui n'a pas prêté
« serment ? Ce n'est point un Dieu, sous l'espèce du
« pain, que tu as reçu de ses mains profanes ; c'est
« la pâte de la guerre civile qu'il a jetée dans ta
« bouche parjure ! Je ne dis plus qu'un mot : si tu
« veux ressaisir ton ancienne autorité, qu'est-il be-
« soin de manifestes et de constitution ? Mais ton

« parti est pris : tu es affamé de despotisme ; eh bien !
« si tu pars, nous ne voyons plus en toi que Tarquin
« chassé de Rome ; nous saisirons tes châteaux, tes
« palais, ta liste civile ; nous proscrireons ta tête ;
« que les Porsenna s'avancent, les Scévola sont
« prêts. »

Tout était permis aux violences populaires après de tels écrits ; alors un torrent de calomnies déshonorantes, de satires amères, de chansons d'une licence cynique, déborda sur la reine, qu'on accusait d'avoir provoqué les armemens de l'empereur son frère ; l'animosité devint telle que son époux craignit pour sa vie. En même temps le roi se vit dans la nécessité d'inviter les ecclésiastiques qui composaient sa chapelle à s'éloigner de sa personne. Le cardinal de Montmorency, grand aumônier, et M. de Roquelaure donnèrent leur démission. La reine fut aussi contrainte de se séparer de la princesse de Chimay, sa dame d'honneur. Enfin le duc de Villequier et le marquis de Duras, premiers gentilshommes de la chambre, tous en butte à la haine du peuple, depuis la journée des *poignards*, quittèrent la France ; mais le duc de Villequier, en partant pour Bruxelles, reçut la mission secrète de répéter à Marie-Christine que toutes les démarches que le roi faisait, ou faisait faire en faveur de la constitution, n'avaient pour but que de s'affranchir de sa captivité¹.

¹ *Moniteur* du 23 avril 1791, p. 462, col. 1 et 2.

Paris devint alors un séjour dangereux, où toutes les lois conservatrices de la société durent céder aux exigences de l'impérieuse multitude. Chaque jour voyait éclore des scènes affligeantes, que l'imagination alarmée présentait sous le point de vue le plus sinistre; la police était supprimée; les spectacles fréquentés par la populace retentissaient de huées contre tout ce qui contrariait ses volontés; puis elle couvrait d'applaudissemens immodérés les sentences séditieuses. Les places, promenades et carrefours étaient remplis de baladins chantant des refrains obscènes ou sanguinaires contre les prêtres et les nobles. On entendait ensuite des colporteurs gagés, lisant tout haut, à la foule abrutie, les feuilles de Marat, de Fréron et de Prudhomme, où ces vils folliculaires faisaient insérer des déclarations violentes contre la religion et la royauté qu'ils voulaient détruire. C'est dans ces feuilles, à la fois ordurières et sanguinaires, que le peuple puisait les articles de sa croyance et les règles de sa conduite. Pour achever de le corrompre, non-seulement on autorisait le désordre par l'impunité, mais encore par des récompenses accordées à la délation et à l'espionnage; chacun tremblait d'être exposé à la vengeance de son ennemi. Un nombre considérable de familles s'expatrièrent, l'émigration s'accrut, et les moyens de transport ne purent plus suffire à tous ceux qui s'éloignaient de ce prétendu séjour de liberté.

Lors du départ du roi pour Saint-Cloud, la garde

nationale avait donné à Lafayette de graves sujets de mécontentement : de là il augura l'impossibilité de la faire servir au noble but de son institution , et déclara ne vouloir plus la commander. Cette nouvelle, publiée au milieu de la douleur publique, fut considérée comme une véritable calamité. Toutes les sections se rassemblent pour prier ce général de revenir sur une résolution si funeste; la jeune bourgeoisie menace de quitter le service si Lafayette n'est plus son chef. Mais celui-ci persiste dans son refus : à la suite d'une délibération, le conseil municipal, à la lueur des flambeaux, se rend auprès du général¹ pour lui exprimer que la chose publique serait compromise s'il se refusait au vœu national. En vrai citoyen, il rappelle que la force militaire doit être essentiellement obéissante; puis il proteste qu'on attache trop d'importance à sa personne; que le salut de la nation ne dépend pas d'un homme, mais des moyens qui peuvent assurer l'ordre, la paix, et la garantie des personnes et des propriétés. Le lendemain, la garde nationale s'assemble, et chaque soldat prête le serment individuel de se soumettre aux ordres qui lui seraient donnés. Le conseil municipal sollicite de nouveau Lafayette de se montrer sensible à l'attachement de l'armée parisienne; enfin ce général, cédant aux vives instances du maire et de ses collègues, se laissa fléchir, et consentit à reprendre l'exercice de ses fonctions.

¹ *Moniteur* du 23 avril-1791, p. 462, col. 1 et 2.

Les factieux, irrités de la réconciliation du parti constitutionnel, s'efforcent aussitôt de troubler le triomphe du général et la joie des bons citoyens. Des groupes se forment au Palais-Royal et aux Tuileries. Les séances se succèdent au club des Cordeliers et à celui de la société fraternelle; on propose dans le premier de s'engager à tuer Lafayette; dans l'autre, une femme, ou plutôt une furie nommée Rose Lacombe, digne amie de la fameuse Théroigne, et comme elle alliant la débauche à la férocité, fait la motion de le pendre à sa porte¹. Dans ces réceptacles impurs de tout ce que Paris renfermait de plus vil et de plus dangereux, on ne cessait de prendre des arrêtés et d'exciter le peuple par des discours incendiaires. Le corps municipal, pour en imposer aux séditieux, crut devoir donner à Lafayette la juste satisfaction due à son zèle si indignement méconnu. La compagnie soldée du bataillon des grenadiers de l'Oratoire, formée des anciennes gardes françaises, et qui, lors du voyage de Saint-Cloud, avait refusé de protéger le départ du roi, fut licenciée, quoiqu'elle eût beaucoup contribué à la prise de la Bastille. Cette mesure sévère s'exécuta sur la place du Louvre, en présence d'un détachement de chaque bataillon de la garde nationale. Ces rares exemples de fermeté ne comprimèrent que faiblement la faction anarchique.

A cette époque l'Assemblée, prévoyant qu'elle

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. VI, p. 32.

serait bientôt dissoute, voulut agiter l'importante question de savoir quelles seraient les conditions d'éligibilité pour la nouvelle législature. Thouret fit à ce sujet un rapport très-étendu sur l'organisation législative. Il était à peine achevé, que Robespierre prit la parole et demanda qu'avant d'ouvrir la discussion l'Assemblée érigeât en principe que les membres d'une législature ne seraient pas éligibles à la législature suivante; Pétion approuva cette motion, qui portait le caractère du plus noble désintéressement; le public applaudit avec transport, et se prononça pour la non réélection. Alors Thouret, qui, dans l'exposé du rapport, n'avait rien dit à ce sujet, se déclara pour l'opinion contraire; il soutint que les fondateurs du nouvel ordre politique en seraient les meilleurs gardiens, et qu'en thèse générale il n'appartenait pas aux représentans de la nation de borner sa confiance et de limiter ses choix.

Un député du bailliage de Nancy, nommé Prugnon, très-versé dans l'étude des lois judiciaires et administratives, prononça à ce sujet un discours fort remarquable, en ce qu'il jeta de vives clartés sur la proposition qu'il discuta sous ses deux faces opposées. « Si vous donnez au roi le droit de dissoudre, il convient d'accorder au peuple le droit de réélire¹; alors, dit-il, le *veto* n'est plus une arme offensive, il expire dans la main du prince,

¹ *Moniteur* du 18 mai 1791, p. 570, col. 2.

« et cette mesure, que naguère vous jugiez si ter-
« rible, servira du moins à prouver que, dans un
« gouvernement représentatif, le roi ne peut et ne
« doit vouloir que le vœu de la généralité. » Tou-
tefois, après avoir émis ce principe, il exposa
le danger, lorsque les pouvoirs d'une législature
sont expirés, lorsque sa mission est accomplie, de
réélire les mêmes députés : « Par l'influence qu'ils
« exerceront sur leurs collègues nouveaux venus,
« ils formeront, dit-il, autant de points de rallie-
« ment et obligeront tout ce qui les environnera à
« s'imprégner de leurs idées; or, si vous n'avez pas
« voulu de magistrats inamovibles, pourquoi vou-
« driez-vous des législateurs perpétuels? Lorsqu'une
« constitution est faite, poursuit Prugnon, leurs
« auteurs doivent venir reprendre leur place de
« simples citoyens; ils doivent se retirer et donner
« l'intéressant exemple de la soumission et de l'o-
« béissance aux lois. La réélection des membres les
« plus populaires d'une Assemblée nationale, for-
« merait la plus effrayante de toutes les dictatu-
« res. Ce serait un pouvoir qui rassemblerait en lui
« seul tous les pouvoirs. C'est assez que l'autorité
« réside dans une chambre unique, sans y ajouter
« l'incontestable danger de la réélection. Quelle car-
« rière n'ouvririez-vous pas à la corruption? les dé-
« putés achèteraient pour être achetés! bientôt ceux
« qui portent leur tête au-dessus des rangs seraient
« entourés d'or, et les législateurs obéiraient sans le
« savoir à des impulsions ministérielles. Non, je ne

« calomnie pas le cœur humain, en disant qu'il est
« un genre de tentation auquel il est sage de ne
« s'exposer jamais. L'histoire de toutes les révolu-
« tions nous présente des êtres dominans, envahis-
« sans, et qui finissent par exercer le plus terrible
« des despotismes : celui qui porte le masque de la
« liberté.

« Quel ressort la réélection ne donnerait-elle pas
« à l'intrigue? n'y aurait-il pas des membres qui
« chercheraient à se populariser et feraient jouer à
« la fois tous les leviers de l'opinion? Les réputations
« sont un genre d'agiotage qui n'est pas peu cultivé,
« et aujourd'hui on sait travailler ses succès. N'est-il
« pas très-utile que ceux qui ont du patriotisme re-
« tournent dans leurs départemens pour y respirer
« l'air de l'égalité, pour y propager l'esprit public et
« y interpréter sagement la constitution? Si les dé-
« putés les plus influens étaient réélus, quelle lutte
« n'établiriez-vous pas entre eux et leurs nouveaux
« collègues? vous finiriez par rendre la réforme de
« nos erreurs sinon impossible, au moins infiniment
« difficile et lente, au moment surtout où l'Europe
« nous regarde et nous crie qu'il est temps de dé-
« poser le plus immense des pouvoirs que jamais
« des hommes aient exercé? » Enfin l'orateur, dans
ses conclusions, demanda que les membres d'une
Assemblée nationale ne pussent être réélus pour une
nouvelle législature qu'après un intervalle de quatre
années.

¹ *Moniteur* du 18 mai 1791, p. 570, col. 1, 2 et 3.

Merlin se déclara contre cette opinion; il prétendit qu'on ne devait pas restreindre ainsi les conditions de l'éligibilité, que ce serait porter atteinte à la souveraineté du peuple; qu'on manquait au respect dû aux droits de la nation, en excluant du corps législatif tous ceux qui avaient été membres de la législature précédente.... « L'abbé Maury n'a-t-il pas dit que les ministres échapperaient tous à des hommes peu expérimentés? or, ces hommes, ne seront-ce pas ceux d'une législature nouvelle?... Sans doute on pourrait craindre l'influence d'un homme qui joindrait à une grande éloquence l'avantage d'avoir déjà concouru aux opérations d'une législature; mais cet homme serait sûr, j'en appelle aux mânes de Mirabeau, que, s'il voulait tromper, abuser l'Assemblée, il s'attirerait un reproche d'immoralité, dont toute la supériorité de ses talens ne suffirait pas pour effacer la honte¹. »

Durant plusieurs séances, la crainte que la royauté ne se relevât des rudes atteintes que venait de lui porter l'Assemblée, ou celle de la voir tout à fait abattue aux pieds de la faction populaire, fournit des armes puissantes pour soutenir ou pour repousser le système de la réélection. En général, les deux partis extrêmes formaient coalition contre les mesures propres à fonder en France le régime constitutionnel, et cette fois il régna un accord parfait entre les membres

¹ *Moniteur* du 18 mai 1791, p. 571, col. 1^{re}.

des opinions les plus opposées. Les uns voulaient le désordre sous le nom de république, les autres l'ancien régime, sous la protection duquel ils avaient vécu riches et considérés; et la constitution, malgré les défauts inséparables d'un premier essai, fondait un gouvernement également éloigné de la licence et des abus. Le plus sûr moyen de la consolider eût été d'accorder aux députés qui l'avaient faite la faculté d'être réélus, pour l'améliorer et la défendre; le peuple, plein de confiance en eux, les aurait choisis de préférence à des hommes inexpérimentés, et leur influence sur des collègues nouveaux, en maintenant les choses dans le sens où elles avaient été conçues, eût donné au régime constitutionnel une stabilité que le temps, l'expérience et la raison auraient achevé de perfectionner. C'est ce que sentaient parfaitement les aristocrates et les jacobins; ces derniers, se croyant sûrs des élections, ne voulaient point des Thouret, des Chapelier, des Barnave, des Liancourt, des Duport, des Clermont-Tonnerre, des Baumetz; et les autres se flattaient que, débarrassés des constitutionnels, ils auraient bon marché des anarchistes.

Robespierre, qui le premier avait repoussé la réélection, fut aussi celui qui en combattit le principe avec le plus de force et de talent; son langage élevé produisit une telle impression que l'opinion de l'orateur ne tarda pas à devenir celle de la majorité de l'Assemblée. Après un brillant

exorde plein de hautes considérations, puisées dans la grandeur des vues qui avaient présidé aux travaux de l'Assemblée nationale, il termina par cette belle péroraison : « Tous les grands législateurs qui
« ont donné des lois aux nations sont rentrés dans
« la foule après avoir consommé leur ouvrage.
« Sans doute vous devez craindre l'inexpérience des
« nouveaux élus, mais nous aussi, n'étions-nous pas
« étrangers à l'étude des principes du droit public?
« Avouons - le, nous étions plus neufs que ne le se-
« ront nos successeurs, éclairés par nos travaux. Je
« pense d'ailleurs que les principes de cette consti-
« tution sont gravés dans le cœur de tous les hom-
« mes et dans l'esprit de la majorité des Français;
« ce n'est point de la tête de tel ou tel orateur
« qu'elle est sortie, mais du sein même de l'opinion
« publique qui nous a précédés, qui nous a soute-
« nus : c'est à la volonté de la nation qu'il faut con-
« fier sa durée et sa perfection, et non à l'influence
« de quelques-uns de ceux qui la représentent en ce
« moment. Si elle est votre ouvrage, n'est-elle pas
« aussi le patrimoine des citoyens qui ont juré de la
« défendre contre tous ses ennemis ?

« Il faut rapprocher les députés de leurs manda-
« taires, sinon vos lois, au lieu d'exprimer la vo-
« lonté commune, ne seront plus que l'expression
« des caprices ou des intérêts particuliers de quel-
« ques ambitieux. Les représentans, ligués contre le
« peuple avec le ministère et la cour, deviendraient
« des souverains et bientôt des oppresseurs.... Ne

« dites donc plus que s'opposer à la réélection, c'est
« violer la liberté du peuple.

« Athlètes victorieux, mais fatigués, laissons la
« carrière à des successeurs frais et vigoureux, qui
« s'empresseront de marcher sur nos traces, sous les
« yeux de la nation attentive, et que nos regards
« seuls empêcheront de trahir leur gloire et la pa-
« trie. Pour nous, hors de l'Assemblée législative,
« nous servirons mieux notre pays qu'en restant dans
« son sein. Répandus sur toutes les parties de cet
« empire, nous éclairerons ceux de nos compatriotes
« qui ont besoin de lumières; nous propagerons par-
« tout l'esprit public, l'amour de la paix, de l'ordre,
« des lois et de la liberté. Rien n'élève l'âme des
« peuples, rien ne forme les mœurs publiques
« comme les vertus des législateurs. Donnez à vos
« concitoyens ce grand exemple d'amour pour l'éga-
« lité, d'attachement exclusif au bonheur de la pa-
« trie; donnez-le à vos successeurs, à tous ceux qui
« sont destinés à influencer sur le sort des nations; que
« les Français comparent le commencement de
« votre carrière avec la manière dont vous l'aurez
« terminée, et qu'ils doutent quelle est celle de ces
« deux époques où vous vous serez montrés plus
« purs, plus grands, plus dignes de leur con-
« fiance¹. »

Ce discours excita un élan d'enthousiasme; tous
les députés furent frappés de caractère de grandeur

¹ *Moniteur* du 18 mai 1791, p. 571 et 572.

et de générosité dont il était empreint : l'opinion qu'il exprimait devint si générale, que ne pas la partager eût été encourir le reproche d'intérêt personnel, qui, à cette époque de noble exaltation, était un véritable outrage pour le caractère français; aussi fut-il décidé par acclamation que les membres de l'Assemblée nationale ne pourraient être réélus à la première législature.

On reprit ensuite le projet d'organisation du corps législatif; dans la discussion des principaux articles, on revint sur la réélection des députés, et même, pendant plusieurs séances, cette question fut de nouveau agitée, présentée et envisagée sous toutes ses faces. Dans le cours de ces graves débats, Duport, qui jusqu'alors par sa conduite et ses discours avait favorisé les progrès de la révolution, exposa qu'après avoir poussé les esprits à l'extrême et les avoir inondés de l'amour de la liberté, on avait été porté à tout purifier pour pouvoir tout régénérer, mais qu'à présent il convenait d'arrêter l'opinion qui, par sa pente naturelle vers les moyens extrêmes, tendait à tout désorganiser en voulant tout niveler. Dans un long discours habilement écrit et fortement pensé¹, il fit ressortir les avantages de la stabilité et le danger d'exposer la France à des hommes totalement nouveaux; il présenta la réélection comme l'unique remède aux maux que lui faisaient présager les progrès toujours croissant de l'esprit d'innovation.

¹ *Moniteur* du 19 mai 1791, p. 574-575.

D'André, qui regardait la mesure adoptée comme fatale au trône, fit tout ce qu'il put pour dessiller les yeux des courtisans; mais l'aveuglement était complet; on leur avait dit que les provinces étaient bien disposées, que le roi était chéri de son peuple, et que les élections tomberaient sur des hommes d'un caractère bien différent, qui répareraient les fautes de leurs prédécesseurs. Le ressentiment de la reine contre la plupart des membres du côté gauche était si profond, qu'elle crut la monarchie sauvée si l'on parvenait seulement à exclure les hommes qui avaient ébranlé la puissance royale, et on a porté à plusieurs millions les sommes que la cour dépensa pour empêcher leur réélection¹.

L'opinion de Cazalès contrasta trop avec les principes dont il était l'organe habituel, pour ne pas laisser soupçonner que ses paroles avaient pour but de dissimuler le fond de sa pensée. Selon lui, l'Assemblée nationale avait tout oublié, pour ne se souvenir que des doctrines de justice et de liberté, et par son abdication, elle donnerait à tout ce qu'elle avait fait le caractère d'un généreux désintéressement. Par une contradiction non moins remarquable, Laréveillère-Lépaux, qui, dans toutes les actions de sa vie, se montra toujours ennemi de la royauté, déclara que, si le pouvoir exécutif ne jouissait pas de la force nécessaire à la paix publique, la cause

¹ Note communiquée par M. T. L.

en était aux prêtres rebelles et aux nobles factieux qui agitaient le peuple dans tous les sens ; puis, rendant hommage au principe monarchique, il avoua que le jour où la France cesserait d'avoir un roi, elle perdrait sa liberté et son repos, pour être livrée au despotisme effrayant des passions populaires. Buzot, l'ardent Buzot, en revenait au sage système des deux chambres, en proposant de diviser l'Assemblée en deux sections ¹. Enfin, dans cette longue discussion, Robespierre parla quatre ou cinq fois, et toujours avec sagesse et modération. D'André, qui alors présidait, vit avec surprise que tout le côté droit, gagné par la cour, se joignait au parti jacobin pour faire rejeter la réélection ². Si dans cette grande question les législateurs ont réellement agi avec bonne foi, elle ferait l'éloge de leur conscience : mais peut-on croire à leur sincérité, lorsque, dans tous le cours de la discussion, une conformité de vœux fit que l'abbé Maury s'exprima comme l'abbé Grégoire, le loyal Montlosier comme l'astucieux Pétion, enfin Barrère et Robespierre comme Liancourt et Cazalès ?

Certainement un accord si nouveau avait un but caché ; et tout prouve qu'en cette circonstance la franchise n'était pas du côté des royalistes, qui probablement ne s'accordaient avec les révolutionnaires que sur le projet de détruire l'Assemblée. Tous leurs efforts tendaient à renverser les combinaisons qui

¹ *Moniteur* du 23 mai 1794, p. 594, col. 2.

² DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XVI, p. 338 et 339.

auraient donné de la stabilité à un gouvernement qu'ils ne pouvaient souffrir. Ici, comme dans toutes les grandes circonstances, il convient d'exprimer les regrets que devait inspirer la mort de Mirabeau : s'il eût vécu, il aurait bien sûr empêché les membres de l'Assemblée de se déclarer inéligibles pour la seconde législature; il les eût dissuadés d'abandonner leur ouvrage, lorsqu'il était encore trop faible pour se maintenir sans leur secours; deux fois il avait prévenu ce décret, proposé d'abord par le côté droit et ensuite par le côté gauche¹.

Bientôt après, dans une séance où il s'agissait de réunir le comtat à la France, les partis reprirent leur vrai caractère. Les passions éclatèrent avec une violence nouvelle, et se livrèrent une guerre acharnée. Une autre fois, pendant qu'on procédait à un appel nominal, M. de Faucigny ayant été appelé sous son véritable nom, s'écria avec hauteur : « Avez-vous oublié nos protestations ? je m'appelle « comte de Faucigny-Lusinge². Ce sont nos vrais « noms, et nous les soutiendrons. » Le tiers-état, pour se venger d'une morgue aussi déplacée, alla fouiller dans les dépôts historiques, l'origine de la plupart des maisons nobles; et la malignité publique fit des découvertes bien propres à rabaisser l'orgueil de la plupart de ceux qui osaient se targuer de leur généalogie.

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XIV, p. 289-290.

² *Moniteur* du 25 mai 1791, p. 603, col. 3. — FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*) t. II, p. 314.

Puisque nous avons parlé de la réunion du comtat Venaissin à la France, que ne cessaient de demander tous les amis de la raison et de la paix, il convient de raconter les événemens désastreux qui survinrent, pendant que l'Assemblée, retenue par le respect que lui inspiraient des motifs puisés dans la conscience du roi, commettait la faute d'ajourner indéfiniment sa décision sur le sort d'une population soulevée par l'incertitude où on la laissait sur ses destinées.

Ce beau et malheureux pays continuait à être le théâtre des sanglantes querelles qui s'élevaient chaque jour entre deux partis contraires, lorsque celui qui combattait pour la réunion à la France crut devoir recourir à une mesure décisive. Il promit d'aider et de secourir les villes qui voudraient achever de secouer l'autorité romaine, et il jura de ne poser les armes qu'après avoir établi la liberté et l'indépendance sur les bases de notre constitution. Alors le soulèvement devint général; partout les écussons de France remplacèrent ceux du pape; toutefois les habitans de Cavaillon, de Carpentras et des villages voisins, qui auparavant s'étaient montrés favorables au nouveau régime, se déclarèrent contre cette résolution.

Il y avait même dissentiment parmi les patriotes avignonnais; les uns, à la tête desquels était la municipalité, composée d'hommes sages et bien intentionnés, désiraient la réunion de leur pays à la France, avec toutes les formes légales qui pouvaient

prévenir les maux de l'anarchie¹. Les autres, pleins d'audace, allaient au même but; mais, dans leur impatience, ils étaient toujours prêts à se livrer aux plus violents excès toutes les fois qu'on voulait opposer les lois et la justice à leurs passions impétueuses. Dans ce dernier parti figuraient les deux frères Mainvielle, les deux Duprat, le marquis de Rovère, et le notaire Lescuyer, secrétaire greffier de la municipalité. Ce dernier, né à Amiens, avait des talens, de l'énergie et beaucoup d'exaltation : c'est avec raison qu'il doit être compté au nombre des coupables auteurs de la révolution avignonnaise.

Ces hommes ardents, chefs d'une troupe de déserteurs et de gens sans aveux, considéraient sans effroi les horreurs de la guerre civile, et se préparaient à saccager les villes et villages qui n'adopteraient pas comme eux, avec enthousiasme, la réunion à laquelle se rattachaient leurs projets de fortune. Commandés par un nommé Patrix, réfugié à Avignon pour délit de contrebande, ils ne cessaient de désoler la riante contrée qui leur avait donné asile; tantôt séparés et tantôt réunis, ils formaient une espèce d'armée indisciplinée, à laquelle la faible autorité de l'ancienne administration ne pouvait rien opposer. Ces vagabonds insultaient et rançonnaient tous les amis de la paix qui n'avaient pas encore abandonné le combat. Leur troupe se porta d'abord sur Cavaillon, qu'elle pillait; un sort pareil

¹ AUDIFFRET (*Biogr. univers.*), art. *Verninac de Saint-Maur*.

menaçait les villages voisins de Carpentras; ceux-ci, pour arrêter ce fléau, se liguèrent à Sainte-Cécile. Un combat eut lieu dans les environs de Sarrians. Les révolutionnaires, renforcés par six cents déserteurs, obtinrent la victoire; maîtres de ce bourg, ils y commirent des crimes si révoltans, que les plus exaltés d'entre eux convinrent que leurs ennemis même en les racontant ne pourraient pas les exagérer¹. Le foie rôti du curé servit de pâture à ces cannibales.

Le sac de Sarrians déterminâ les habitans de Carpentras à s'ensevelir sous les ruines de leurs murailles, plutôt que d'y laisser pénétrer la horde de brigands qui s'avançaient pour en faire le siège. Ceux-ci, arrivés devant Carpentras, firent un crime à Patrix d'avoir laissé les canons en arrière. Ils se révoltent, l'accusent de trahison, et, après l'avoir massacré, ils envoient sa tête à Avignon (20 avril 1791). Lorsqu'on voulut lui donner un successeur, ses lieutenans, Rovère, Mainvielle et Duprat, rougirent d'être les chefs de pareils scélérats, et refusèrent le commandement. Alors se présente un misérable nommé Jourdan, né en Velais, d'abord boucher, maréchal-ferrant, soldat, puis muletier. Condamné à mort pour contrebande, il s'était réfugié à Avignon; grossier et cruel, comme les gens de son espèce, il devint capitaine; et, se trouvant au milieu de l'armée avignonnaise désorga-

¹ Rapport de l'abbé Mulot sur les affaires d'Avignon.

nisée, il dit : « Puisque personne ne veut être général, eh bien ! je le serai ! » Et toute la troupe s'écria : « *vive Jourdan ! vive notre général !* » Aussitôt il rallie ces bandits et les passe en revue, tenant dans sa bouche, en guise de cigare, un des doigts du malheureux Patrix. Ce trait indique assez que bientôt ce monstre obtiendra par de nouveaux forfaits une célébrité si horrible, qu'il ne sera plus connu que sous le surnom de *coupe-tête*.

Les Avignonais, depuis plusieurs jours, étaient campés sous les murs de Carpentras : quatre fois les assiégés repoussèrent les assaillans. Les femmes surtout donnèrent l'exemple de l'intrépidité ; elles animaient leurs frères et leurs époux à venger ceux d'entre eux que la mort moissonnait. A la suite de la plus héroïque résistance, le siège fut levé (12 mai 1791). Les habitans des villages voisins qui avaient été pillés, se réunirent et formèrent entre eux une armée dite de *l'union*. Un des détachemens de cette armée, auprès de Carromb, signala sa victoire par un trait de barbarie qui ne pourra jamais être justifié malgré tous les maux dont ses auteurs furent victimes : deux habitans du pays, nommés Anselme et Lavillasse, pour avoir favorisé les brigands, furent forcés de creuser leur fosse avant d'être fusillés. L'armée avignonnaise, battue, rentra furieuse dans Avignon. Pour colorer sa défaite, elle prétendit avoir été trahie, et se prépara à de nouveaux meurtres pour couvrir sa lâcheté.

La gravité de ces événemens ayant obligé l'As-

semblée nationale à reprendre la discussion sur le comtat Venaissin, le député Goupil de Préfeln reproduisit un manifeste contre la souveraineté du pape sur Avignon; Pétion et Robespierre, selon leur coutume, firent l'apologie de la révolte. Après de longs débats, mais toujours sans oser rien décider touchant les droits de la France sur le comtat, on invita le roi à y envoyer des troupes. En même temps l'abbé Mulot, si connu par son exaltation patriotique, et deux députés nommés Verninac de Saint-Maur et Lecesne-Desmaisons, eurent mission de partir pour Avignon (juin 1791), et d'employer tous leurs efforts pour faire cesser la guerre civile. Ces commissaires allaient être obligés d'agir avec des autorités dont les fonctions étaient usurpées; des forfaits commis sous leurs yeux les avaient justement avilies; ce qui fit dire à Montlosier: « Vous envoyez là des Français pour devenir des assassins. »

Les médiateurs, afin d'éviter un pareil concert, firent de la ville d'Orange le lieu de leur résidence. Placés au centre du comtat, ils s'aperçurent bientôt des difficultés que présentait leur mission pacifique; à la suite d'un traité conclu entre les deux partis (19 juin 1791), ils parvinrent à faire bannir Mainvielle, Duprat, Lescuyer, Tournal et autres chefs ou fonctionnaires, tous gravement compromis. Là se borna leur sévérité: bientôt après, ils firent mettre en liberté les meurtriers renfermés dans les prisons d'Orange. Ceux-ci, arrêtés de nouveau, puis relâchés, furent de plus en plus dominés par un

sentiment de vengeance, qui par la suite éclata d'une manière terrible. C'est à Verninac, et à sa dissidence avec ses collègues, qu'on a généralement attribué l'ascendant que la faction anarchique prit alors sur le parti modéré de la municipalité¹.

A Carpentras, l'esprit d'opposition se renouvelle, et les troubles recommencent à Avignon; Jourdan, en tête de toutes les émeutes, a l'audace de faire briser, devant le commissaire Lecesne-Desmaisons, les portes de l'arsenal dont il fait enlever les canons. On veut licencier sa troupe, grossie de nombreux malfaiteurs venus des environs; mais ces prétendus soldats, loin de se soumettre aux ordres du commissaire, prennent effrontément le titre de *brigands de l'armée de Vaucluse*. Ils s'emparent des forts, des prisons et du magasin à poudre. Les bannis reviennent; Duprat, l'un d'eux, se présente à la municipalité (21 août 1791), il soutient avec feu les prétentions factieuses de ses amis Mainvielle et Tournal; irrité des refus qu'on lui oppose, il enlève les registres de l'administration, et fait sonner le tocsin avec la cloche d'argent, destinée à l'annonce des grands événemens. L'autorité des médiateurs méconnue et leur liberté compromise, Verninac et Lecesne-Desmaisons courent à Paris avec les députés de l'assemblée électorale chargée d'aller demander la réunion du comtat à la France. L'abbé Mulot resté seul, malgré son énergie, n'obtint pas

¹ AUDIFFRET (*Biogr. univers.*), art. *Verninac de Saint-Maur*.

plus de déférence qu'on n'en avait eu pour ses collègues. Néanmoins sa présence fut utile, et sans pouvoir arrêter tous les crimes, il les prévint jusqu'au moment de son départ.

Cette guerre civile, quoique affreuse, était encore peu de chose, si on la compare à celle qui alors affligeait nos possessions de Saint-Domingue. Quoique l'éloignement de cette riche colonie semble rendre son histoire étrangère à la nôtre, néanmoins il convient de raconter ses malheurs : n'ont-ils pas été engendrés par la propagation des doctrines révolutionnaires, qui de Saint-Domingue se sont ensuite introduites dans les deux Amériques? De là les commotions qui, en changeant la forme des gouvernemens, ont préparé aux habitans du nouvel hémisphère un autre avenir qui doit exercer une si haute influence sur les futures destinées de notre vieux continent.

L'Assemblée nationale avait adopté, à l'égard des colonies, un système de temporisation qui, quoique fatal au comtat, ne pouvait être blâmé à l'égard d'une contrée lointaine et de mœurs si différentes. Afin d'apaiser les troubles qui ne cessaient d'éclater à Saint-Domingue, elle y envoya aussi des commissaires chargés de pouvoirs extraordinaires. Cette détermination, prudente et sage, aurait été couronnée d'un heureux succès, sans l'effervescence de ceux qui ne connaissaient point de milieu entre l'esclavage et une liberté illimitée.

Nous avons vu que les premiers mouvemens des

colons dans cette île eurent pour but de s'affranchir de la métropole, soit qu'elle fût placée sous le régime absolu, soit qu'elle fût régie par le système constitutionnel. Pour masquer ces projets d'émancipation, les colons érigèrent un gouvernement partiel, formé d'une *assemblée coloniale* qui devait agir sous la simple sanction du roi ou de son représentant. A ce gouvernement succéda celui d'une *assemblée générale* établie à Saint-Marc, à l'effet de proposer des changemens pour faire participer la colonie aux bienfaits de la régénération française; mais ensuite, à l'imitation de l'ordre du tiers-état en France, cette dernière assemblée, de provisoire qu'elle était, se constitua définitive et s'arrogea le pouvoir législatif.

Une aussi grave usurpation fut suivie de plusieurs actes de tyrannie. Des citoyens, sans distinction d'âge ni d'état, sont mandés à la barre de l'assemblée générale, qui se crut une autre Assemblée nationale. Par son décret du 28 mai 1790, elle arrêta que le droit de statuer sur le régime intérieur du pays lui appartenait, et que ce décret, constitutionnel pour l'île, serait envoyé en France pour être présenté à l'acceptation du corps législatif et à celle du roi.

Lorsque l'assemblée générale de Saint-Marc rendit ce décret, elle n'avait pas encore reçu officiellement les lois qui furent provoquées par le rapport de Barnave. Dès qu'elles lui parvinrent, elle y adhéra en tout ce qui n'était pas contraire à son décret du 28 mai. En même temps elle invita les

paroisses à se réunir pour délibérer si l'assemblée générale de Saint-Marc continuerait ses fonctions. Ces contraventions formelles aux lois et aux droits de la métropole excitèrent la discorde au sein de la colonie. Diverses paroisses réclamèrent l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale, d'autres s'élevèrent avec la plus grande énergie contre tout système d'innovation, et arrêtaient qu'elles ne permettraient la promulgation d'aucune loi, si elle n'avait été préalablement sanctionnée par les assemblées provinciales.

Dans la crainte de voir prononcer sa dissolution, l'assemblée générale de Saint-Marc chercha dans tous les quartiers de l'île à se faire des partisans. A force d'intrigues et de séductions, sa conservation fut maintenue; enivrée de son succès, elle ne mit plus de bornes à ses espérances et à ses projets. Elle ouvrit les ports aux étrangers, et licencia l'armée pour la réorganiser sous le nom de *garde nationale*.

Alors le gouverneur Peynier n'hésita plus à dissoudre une réunion dont les actes excitaient la révolte et pouvaient faire naître la guerre civile. Mais dans la crainte que les nombreux amis de cette assemblée n'opposassent de la résistance, il chercha un appui auprès de M. de La Galissonnière, capitaine du vaisseau *le Léopard*, qui se trouvait dans la rade du Port-au-Prince. Ce marin promit de seconder le gouverneur, et il prenait ses dispositions, lorsque l'équipage de son vaisseau ayant été gagné

lui déclara que, loin de prendre parti pour le gouverneur, il était prêt à soutenir de tous ses efforts l'assemblée générale; celle-ci vota aux matelots une adresse de félicitation qu'ils attachèrent au grand mât de leur vaisseau. La garnison même se serait laissée séduire, si l'arrivée du colonel Mauduit ne l'eût retenue dans ses devoirs.

M. de Peynier, après avoir fait de vains efforts pour dissoudre l'assemblée générale, déclara ses membres traîtres à la patrie, et invita tous les bons citoyens à se réunir à lui pour prévenir les maux qui naîtraient de la rébellion. Le même jour (29 juillet 1790) il convoqua un conseil où furent appelés tous les chefs militaires; là il fut décidé qu'on s'assurerait des principaux agens de la révolte. Le colonel Mauduit, chargé par le gouverneur d'aller dissiper un des principaux comités de l'insurrection, somma plusieurs fois les gardes de ce comité, qui ne lui répondirent que par une décharge de mousqueterie. Alors Mauduit ordonne l'attaque; deux des agresseurs tombent percés de coups, les autres prennent la fuite ou sont faits prisonniers.

L'assemblée générale, informée de cet événement, le présenta aux chefs des paroisses comme le préliminaire d'un projet d'asservissement qu'on tramait contre la colonie; et secouant tout à fait le joug de l'autorité, elle déclara M. de Peynier déchu de ses fonctions de gouverneur, et proscrivit le colonel Mauduit comme traître à la patrie, ainsi que les autres chefs militaires. Enfin, poussée par un entraî-

nement aveugle, elle commit l'imprudence d'appeler à son secours les mulâtres et les nègres qu'elle tenait depuis si longtemps dans l'abjection et l'esclavage. Elle les arma pour se joindre aux citoyens qui se vouaient à la défense de l'assemblée générale.

Ces actes de rébellion produisirent dans l'île une agitation extrême; plusieurs villes s'insurgèrent et firent des préparatifs d'attaque et de défense. La même inquiétude provoqua partout les mêmes désordres. Un club s'était formé dans le Port-au-Prince; il décida qu'on s'emparerait de toutes les dépêches du gouvernement et de l'administration. Une lettre, adressée par le commandant de la colonie à un ancien major retiré sur son habitation avec sa famille, ayant été saisie, on arrêta ce major. Traîné par le peuple sur la place publique, il fut inhumainement massacré.

Cependant l'assemblée provinciale du Nord, opposée à celle de l'assemblée générale de Saint-Marc, ne cessait de réclamer contre l'usurpation de cette dernière; elle envoya des commissaires au gouverneur Peynier, pour le presser d'opérer la dissolution de sa rivale. Un bataillon du régiment du Cap, réuni à d'autres troupes sous les ordres du colonel Mauduit, devait marcher sur Saint-Marc pour dissoudre l'assemblée générale; mais l'équipage du *Léopard* contraria cette opération. Ce vaisseau leva l'ancre, et du Port-au-Prince vint s'embosser à Saint-Marc, de manière à écraser les forces qui devaient se porter sur cette ville. Malgré ces dispositions, l'assemblée

générale entrevit qu'elle ne pourrait résister aux préparatifs que l'on faisait contre elle. Ses membres prirent le parti de céder, après avoir annoncé leur départ à la colonie; ils protestèrent de leur fidélité à la métropole, où ils allaient se rendre, disaient-ils, pour chercher des juges et demander une vengeance éclatante de la conduite du colonel Mauduit. Ces législateurs fugitifs, au nombre de quatre-vingt-cinq à bord du *Léopard*, firent voile sur Brest.

La population, qui s'était armée pour voler à la défense de l'assemblée générale de Saint-Marc, apprenant que la plupart de ses membres s'étaient embarqués, demeura dans l'inaction, et attendit le résultat de leur justification auprès du gouvernement français. La colonie semblait être débarrassée de ses chefs les plus turbulens, et l'assemblée provinciale, croyant son triomphe assuré, se proposait de marcher d'accord avec l'autorité française, lorsqu'un événement inattendu vint troubler leur sécurité.

Les membres de l'assemblée générale, arrivés à Paris, loin de recevoir les éloges auxquels ils s'attendaient, trouvèrent l'Assemblée nationale fermement disposée à garder une équité parfaite entre l'intérêt des colons, celui de la métropole et les égards dus aux lois de l'humanité. Dans sa sage lenteur, elle blâma la conduite de l'assemblée générale de Saint-Marc, et après avoir ordonné sa dissolution, elle annula tous ses décrets. Elle fit même ar-

rêter ses membres principaux justement accusés d'ingratitude et de révolte envers la mère-patrie, et dont l'arrivée à Brest, comme nous l'avons vu, avait été marquée par une insurrection de matelots.

La *Société des Amis des Noirs*, trompée sur les véritables intentions de ces députés, se déclara en leur faveur. Elle les considérait aussi comme des victimes, sans songer que l'assemblée générale n'avait armé les hommes de couleur que dans un intérêt personnel et nullement pour améliorer le sort des esclaves. A l'aide de cette discorde survenue entre les colons et le gouvernement français, un nouvel esprit de révolte encore plus dangereux allait ravir la colonie, non-seulement à la métropole, mais encore à ces mêmes colons qui, par un amour d'indépendance irréfléchi, n'ébranlèrent l'autorité légitime que pour livrer leurs femmes, leurs enfans et leurs propriétés au ressentiment cruel des esclaves qu'ils tenaient asservis.

Parmi ceux qui plaidaient la cause des hommes de couleur auprès des chefs de la révolution française, nul n'avait déployé un zèle plus ardent qu'un nommé Jacques Ogé, quarteron créole de Saint-Domingue, autrefois négociant au Cap. Venu à Paris pour les affaires de son commerce, il y vivait dans l'intimité de Brissot et de tous les amis des noirs. Lui et ses amis voyant que l'Assemblée nationale n'avait pu se résoudre à détruire l'esclavage, ils formèrent le hardi projet d'opérer eux-mêmes cette révolution. Ogé, pour tromper la

surveillance du gouvernement français, se rendit déguisé à Saint-Domingue, sur un bâtiment anglo-américain, n'emportant avec lui, pour tout moyen de soulèvement, que trois caisses remplies de cocardes tricolores. En débarquant au Cap, il se retira dans le quartier où il avait vécu; il y tint des conciliabules avec les gens de sa caste, et fit éclater au mois de novembre (1790) une conjuration dans le quartier de la Grande-Rivière.

Ogé débuta mal dans le dessein de procurer aux gens de couleur l'égalité des droits politiques que les blancs leur refusaient. Son lieutenant, nommé Chavannes, était un homme sanguinaire dont les cruautés firent regarder les insurgés comme de véritables brigands. Sur ces entrefaites, M. de Blanchelande arrive pour remplacer M. de Peynier. Ce nouveau gouverneur fit exécuter avec fermeté les instructions qu'il avait reçues; tous les actes de l'assemblée générale furent annulés. Il combla d'éloges le colonel Mauduit, qui avait contribué à la dis-soudre et à la mettre en fuite.

Alors les blancs, quoique divisés d'opinions, se réunirent contre l'ennemi commun; Ogé, dont l'insurrection n'était pas encore organisée, n'ayant pu réunir qu'un petit nombre des siens, ne tarda pas à être attaqué. Forcé de fuir, il se retira dans la partie espagnole de Saint-Domingue, dans l'espoir d'y trouver un refuge; mais son extradition ayant été demandée et obtenue, on l'amena au Cap où il fut roué vif, ainsi que plusieurs de ses com-

plices. Avant de marcher au supplice, Ogé prit une poignée de grains noirs qu'il couvrit d'une petite quantité de grains blancs, il secoua le tout; les grains noirs ayant repris le dessus, il les montra à ses gardes, en leur disant : *Où sont les blancs ?*

Allusion frappante qui devait se réaliser d'une manière terrible ! En effet, quoique après cet événement l'assemblée provinciale du Nord et le gouvernement parussent recouvrer leur autorité dans toute sa plénitude, le supplice d'Ogé laissa dans l'âme des mulâtres des germes de vengeance qu'ils dissimulèrent avec un artifice profond pour les faire éclater à la première occasion. Mais n'anticipons point sur ces scènes d'horreur et de carnage, et pour suivre la marche des faits dans leur ordre chronologique, reportons-nous en France, au sein même de la capitale, qui, par la grandeur des événemens dont elle était le théâtre, attirait alors les regards de l'univers entier.

LIVRE SEIZIÈME.

VARENNES.

Alarmes du roi. — Portrait d'Alphonse de Durfort. — Départ pour Varennes. Attitude de l'Assemblée. — Départ de Monsieur. — Lafayette et le peuple. — Déclaration du roi. — Manifeste de l'Assemblée. — Le duc d'Orléans et Boissy-d'Anglas. — Sécurité publique. — Route du roi. — MM. de Choiseul et de Goguelat. — Arrestation à Varennes. — Le capitaine Deslon. — Arrivée de Baillon et Romeuf, aides de camp de Lafayette. — Conduite de Bouillé. — Situation de l'Assemblée. — Elle s'apprête à envoyer des députés au roi. — Nouvelle de son arrestation. — Retour du roi. — L'Assemblée désigne Pétion, Barnave et Latour-Maubourg pour le ramener prisonnier. — Son arrivée au château. — Enquête sur sa fuite. — Barnave s'attache aux malheurs de la famille royale. — Le parti constitutionnel se rallie au roi.

Avant que l'Assemblée nationale eût violenté la conscience de Louis XVI, nous admettons qu'il fit volontairement les concessions que réclamait la nation française; mais depuis la persécution des prêtres, malgré son amour pour les libertés publiques, pouvait-on lui supposer le désir sincère de voir le triomphe de ceux qui le tourmentaient dans ses plus chères affections? Cependant la noblesse et le clergé, invariables dans leur inimitié contre un système qui blessait leurs intérêts, acquirent la conviction que, malgré la facile bonté du roi pour les idées nou-

velles, il n'y avait pas de moyens plus sûrs pour l'attirer à eux que de l'alarmer sous le rapport des principes religieux.

Déjà le monarque avait fait un sacrifice à l'opinion publique en éloignant de sa personne son grand et son premier aumônier; mais ces prélats n'étaient pas les ennemis les plus dangereux du nouvel ordre de choses. Plusieurs anciens jésuites, dépourvus des qualités de l'homme d'État, sans avoir ni rangs ni titres, s'emparèrent de la confiance du prince. Ce sont eux qui ternirent ses vertus, en le fortifiant dans la croyance qu'à défaut de la force il pouvait recourir aux détours, aux subterfuges et à toutes les pratiques mensongères d'une morale détestée par nos mœurs, et d'autant plus incompatible avec la dignité royale, qu'elle dénature la noble et antique franchise du caractère français.

Ces prêtres casuistes, une fois maîtres de la conscience du roi, le furent bientôt de ses opinions politiques. A force de lui exagérer les dangers de sa famille et les outrages dont l'accablait sans cesse la hideuse exaltation d'une armée de libellistes, ils parvinrent à lui faire envisager du même œil la constitution et l'anarchie; pour le dégoûter de la liberté, qu'ils lui peignaient comme inséparable d'une licence effrénée, ils lui faisaient lire l'*Orateur du Peuple*, le *Journal de Marat*, les *Révolutions de Paris*, et tous les monstrueux pamphlets que chaque jour la capitale voyait éclore. En lui racontant les désordres du royaume, on lui persuadait

que le peuple des campagnes ne voyait qu'avec indignation les travaux de l'Assemblée; que l'armée était disposée à le délivrer, et que tous les potentats de l'Europe, jaloux de venger en lui l'honneur des souverains et la dignité de leurs couronnes, n'attendaient que sa volonté pour le rétablir dans les droits qu'il ne tenait que de Dieu et de son épée; droits sacrés, ajoutaient les prêtres, dont un roi n'est que dépositaire, et qu'il doit transmettre à ses descendants dans toute leur intégrité.

Ces discours produisaient une impression d'autant plus vive sur l'esprit du faible Louis XVI, que la marche des événemens les rendait séduisants, lors même qu'il n'aurait pas été porté à les écouter par la tendance de son caractère. Pour le fortifier dans ses dispositions, toutes les dépêches expédiées du Vatican continuaient à condamner, sans exception, les articles de la constitution civile du clergé, et Pie VI, excité par la protestation des évêques, et surtout par les dames de France, qui, en arrivant à Rome tout éplorées, allèrent embrasser ses genoux, ne voulut à aucun prix entrer dans les voies de conciliation qui avaient été proposées. Les brefs dont le clergé se prévalait pour motiver sa résistance excitèrent alors une telle irritation, que la populace les fit brûler au Palais-Royal, avec un mannequin revêtu d'habits pontificaux¹. Le démagogue Saint-Huruge était à la tête de

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° XCV, t. VIII, p. 186. — FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 211-212.

l'attroupement, et lui-même frappait le mannequin représentant le Saint-Père. Ces outrages faits au chef de la religion catholique, étant restés impunis, obligèrent le nonce à quitter Paris, et firent encore plus sentir au roi l'esclavage de sa position, puisqu'elle ne lui permettait pas de réprimer des excès dont il avait tant à souffrir.

Toutes ces circonstances réunies, après avoir convaincu Louis XVI qu'il ne pouvait plus remplir ses devoirs de souverain, le déterminèrent enfin à embrasser la résolution qu'il était dans l'habitude de repousser et d'accueillir tour à tour. Mais tous les plans de fuite, basés sur des intrigues difficiles et compliquées, ainsi que le projet gigantesque d'une dissolution de l'Assemblée et des gardes nationales, conçu par le génie de Mirabeau, effrayèrent cette âme timide et répugnèrent à son caractère, à ses habitudes, et surtout à son peu d'activité. Le plan d'évasion concerté entre lui et M. de Bouillé convenait mieux à ses vues conciliantes; il n'exigeait qu'un abandon entier dans la confiance que lui inspiraient la reine et ses amis les plus intimes. Quoique Lafayette fût le parent et l'ami de Bouillé, et qu'il eût appuyé et approuvé sa conduite dans l'affaire de Nancy, néanmoins son amour pour la révolution, étant toujours le même, fit qu'au lieu de recourir à lui, il devint un obstacle à la combinaison qu'on préparait.

Les aristocrates et les révolutionnaires se réjouissaient d'un projet d'évasion qui n'était plus un mys-

tère, et chaque parti se disposait à le faire tourner au profit de ses vues secrètes : les premiers pour revenir totalement à l'ancien régime, les autres pour essayer de la régence, et, si la fortune secondait leurs efforts, abolir entièrement la royauté; les constitutionnels seuls en étaient alarmés. Cependant la bonne intelligence paraissait parfaitement rétablie; le roi se prêtait à tout avec une apparente satisfaction. Il visitait les Invalides, pendant que la reine allait se promener au bois de Boulogne. Celle-ci annonçait même aux ministres et aux commandans de la garde nationale, qu'elle se montrerait à la procession de la Fête-Dieu. Puis elle disait en riant aux aides de camp de Lafayette : *Parle-t-on toujours de l'évasion du roi?*

La surveillance du château fut encore endormie par une circonstance particulière. Les jacobins et les journaux anarchistes étaient parfaitement servis par leurs espions, et ne cessaient d'annoncer la fuite du roi comme très-prochaine. Lafayette, alarmé par des rapports que tout rendait vraisemblables, voulut s'en expliquer franchement avec le roi, et il en reçut à ce sujet des promesses si positives, que ce général crut pouvoir répondre sur sa tête, à la France entière, qu'elle ne serait jamais abandonnée¹. Ces assurances, reproduites sous toutes les formes, en imposèrent à ceux mêmes qui n'ignoraient pas que la dissimulation est l'élément des cours.

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

Privée de l'appui de Mirabeau, et ne comptant pas entièrement sur l'efficacité des efforts de M. de Bouillé, la reine s'étant rapprochée du comte d'Artois, qui était alors chez l'électeur de Trèves son oncle, sentit la nécessité de l'éloigner des émigrés, et elle lui envoya M. de Bonnières pour l'engager à la prudence, et surtout à ne rien faire qui pût donner l'éveil du projet d'évasion qu'elle méditait; en même temps elle donna avis au prince de se rendre sur-le-champ en Italie pour assister aux conférences que l'empereur son frère allait tenir à Mantoue.

Bientôt après, prévoyant que le comte d'Artois aurait besoin d'instructions nouvelles, elle jeta les yeux sur M. Alphonse de Durfort pour aller les lui porter, et en même temps pour expliquer dans ce congrès les motifs qui déterminèrent la déclaration du roi. On recommanda à cet agent de se concerter avec M. de Calonne, et de bien faire entendre au prince que le roi et Monsieur étaient prisonniers de Lafayette, qui, avec bonhomie, marchait insensiblement à la république.

M. de Durfort avait le zèle et le genre d'esprit nécessaires au succès d'une mission aussi délicate; il était de plus doué par la nature d'une faculté précieuse pour un diplomate; il suffisait de lui lire deux fois une note pour qu'elle restât gravée dans sa mémoire, ce qui le dispensait de se charger d'aucun papier qui pût le compromettre. Souvent, après avoir reçu des communications importantes, il alla

les répéter mot pour mot aux chefs de l'émigration, et en rapporta la réponse précise, sans jamais écrire une seule ligne¹.

La mémoire remplie d'une série de questions qui complétaient ses instructions, M. de Durfort partit pour l'Italie, et joignit à Vicence le comte d'Artois. Ce prince, fortement appuyé par l'ambassadeur de Prusse et par celui de Georges III comme électeur d'Hanovre, parut touché des marques de confiance que lui donnaient le roi et la reine; impatient de s'entendre avec Léopold, qui voyageait alors en Toscane, il chargea Calonne d'aller le trouver. L'empereur fixa Mantoue pour le lieu de son entrevue avec le comte d'Artois.

Là ce monarque lui apprit qu'il venait de publier à Pavie (18 mai) une première déclaration pour annoncer que, de concert avec d'autres puissances, il allait agir contre l'esprit révolutionnaire, et qu'au mois de juillet, au plus tard, ses armées se mettraient en marche. « Assurez à mon frère et à ma « sœur, dit Léopold à M. de Durfort, que nous allons nous mêler de leurs affaires, et que ce ne « sera pas par des paroles, mais par des effets². » Jusque là il était recommandé à Louis XVI de garder le plus profond secret sur tout ce qui se préparait, et de ne pas songer à s'éloigner. Cependant, lorsque Calonne lui soumit son plan d'hostilités, le prudent Léopold corrigea de sa main plusieurs articles

¹ GIRARDIN (*Mém. de Stan.*) t. III, p. 98.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Hist. de la Rév. de Fr.*), t. V, p. 7 et 15.

importants¹, et le fit rentrer dans les simples vues d'une médiation armée prenant sa force dans la réunion solennelle d'un congrès, tandis que l'émigration voulait une invasion sans négociations préalables².

Néanmoins M. de Calonne et le comte de Durfort crurent à une coalition contre la France, et ce dernier se hâta de revenir à Paris pour en porter la nouvelle. Mais ces dispositions hostiles ne flattèrent point Louis XVI, qui avait pour principe qu'un roi ne doit jamais faire la guerre à ses sujets. Dans sa sagesse, il persistait à craindre l'ascendant du comte d'Artois s'il revenait à la tête de l'émigration victorieuse, et prévoyant les dangers qu'il en résulterait pour la France et pour lui, il aima mieux essayer de relever la monarchie tout seul que de recourir à de si dangereux secours. Ces mots de la reine l'avaient frappé : « Si les émigrés réussissent, il sera
« impossible de leur rien refuser; ce serait donc
« contracter avec eux une trop grande obligation
« que de leur devoir la couronne³. »

Le baron de Breteuil, ayant reçu à ce sujet de

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*), t. VII, p. 479.

² C'est d'après ce rescrit, la déclaration de Pavie et l'entrevue de Mantoue, qu'a été forgée la fable d'un *traité de Pavie*, que plusieurs publicistes ont présenté comme la pierre fondamentale de la première coalition. Voy. HARDEMBERG (*Mém. d'un Homme d'État*), t. I^{er}, p. 123 et 124. Ce prétendu traité de Pavie, imaginé dans l'intention d'exaspérer le peuple français, fut inséré dans le THERMOMÈTRE, rédigé par Dulaure (Voyez le n^o 324, p. 418, du 19 novembre 1792). Il promettait l'Alsace à l'Empire; la Lorraine à l'Autriche; la Bresse, le Bugey et le Dauphiné à la Savoie; le Roussillon, le Béarn et la Corse à l'Espagne, etc.

³ CAMPAN (*Mém. de Mme*), t. II, p. 407.

nouvelles instructions du roi et de la reine, mit tout en œuvre pour prévenir l'effet des intrigues de Calonne. Il fut surtout ravi d'apprendre qu'on en revenait au plan d'évasion qu'il avait arrêté avec l'évêque de Pamiers, et que les conseils de Mirabeau avaient un moment suspendu. On se souvient que, d'après ce plan, la famille royale devait furtivement sortir de Paris, et se rendre dans une des villes frontières placées sous le commandement de M. de Bouillé; de là, les ministres les plus affidés, les serviteurs les plus sûrs, seraient entrés en négociation avec l'Assemblée nationale, dont la majorité était gagnée*, et de concert avec elle on aurait modifié la constitution sur le modèle de la constitution anglaise. On ne devait recourir à l'intervention des puissances étrangères qu'après avoir épuisé toutes les voies de conciliation.

Tel était le projet que M. de Breteuil fit adopter à la reine, et auquel le roi se soumit. En outre il fut convenu qu'on ne le communiquerait ni aux princes ni aux émigrés. M. de Montmorin reprit alors un peu de la faveur que ses relations avec le parti des Lameth lui avait fait perdre; il reçut l'ordre d'entrer dans de nouveaux rapports avec M. de Mercy[†] pour faire consentir l'empereur au projet d'opérer des modifications à la révolution par le seul secours des troupes du marquis de Bouillé, qui, dévoué et habile, condamnait à la

* Voyez la page 272 de ce volume.

† MONTLOSIER (*Mém. sur la Révol. de Fr.*), t. II, p. 144.

fois l'émigration et certains actes de l'Assemblée. Ce général depuis longtemps pressait le roi d'exécuter enfin son plan d'évasion ; il lui promettait un triomphe assuré s'il arrivait à Montmédy au milieu de son armée. Mais la défection de cette armée étant une chance qu'il fallait prévoir, Bouillé, pour y remédier, avait demandé au général Bender que la garnison de Luxembourg fût disposée de manière à protéger le roi en cas de malheur, et qu'alors le mouvement des troupes autrichiennes motiverait les marches et contre-marches qu'il allait ordonner *.

Le duc de Choiseul, dont le régiment faisait partie des troupes de Bouillé, était dans le secret, quoiqu'il n'eût ni maturité d'âge ni force de caractère. Mais son nom était illustre, sa maison devait tout à la reine, et on le comptait dans le très-petit nombre des colonels qui dans ces momens difficiles étaient demeurés fidèles et dévoués. En partant pour la Lorraine il vint prendre congé du roi, et madame Élisabeth lui confia une portion des diamans de la couronne¹. Ensuite le monarque, toujours indécis, le consulta, et sur l'objection faite du danger de se rendre dans une province aussi éloignée, Louis XVI répondit par ces paroles si accablantes pour l'émigration : « Il faut bien que j'aie trouvé le seul officier général qui soit resté à son poste, et qui ne m'ait pas abandonné². »

* C'est ce qui explique la prise d'armes qui eut lieu à Luxembourg (*Voy. Spect. milit.*, t. XIX, p. 83).

¹ *Interrogatoire de madame Elisabeth devant le trib. révolutionn.*

² CHOISEUL (*Mém. du duc de*), p. 32.

Le départ du roi étant arrêté, la reine, dans sa vive impatience, se chargea, par l'entremise de la comtesse de Souza, ambassadrice de Portugal¹, de tous les préparatifs depuis Paris jusqu'à Châlons; c'était la partie la plus difficile, et ce fut la mieux exécutée. Bouillé répondit du voyage depuis Châlons jusqu'à Montmédy. On ne confia ce projet qu'aux personnes indispensables à son exécution; M. de Montmorin lui-même, n'étant pas aussi bien dans l'intimité de Marie-Antoinette que dans celle du roi, n'entra pour rien dans toutes les dispositions du départ.

Bouillé, pour assurer l'exécution de son projet, préparait les esprits aux divers mouvemens de troupes qu'il se proposait d'ordonner; il avait même annoncé que les dispositions des puissances étrangères nécessiteraient la formation d'un camp. Sous le prétexte d'en chercher l'emplacement, il se rendit à Montmédy, où se concentrèrent différens corps composés de soldats étrangers. De Stenay il renvoya à Paris le duc de Choiseul pour achever de se concerter avec le roi². Peu de jours après, M. de Goguelat, chargé de la même mission, revint et annonça à Bouillé que ses dispositions étaient approuvées, et que la famille royale, décidée à partir le 19 juin à minuit, se conformerait à tout ce dont on était convenu avec le duc de Choiseul³.

¹ BOUILLÉ (*Mém. du comte Louis de*), p. 40.

² CHOISEUL (*Mém. de M. le duc de*), p. 40.

³ BOUILLÉ (*Mém. de M. de*), p. 237.

M. de Bouillé expédia sur-le-champ l'ordre à des officiers de confiance de disposer des détachemens pour servir d'escorte au roi, en ayant soin de publier que c'était pour accompagner un trésor qu'on prenait toutes ces mesures ; car il avait à craindre les soupçons publics et les interpellations du ministre de la guerre qui n'était pas dans le secret. Le départ devait avoir lieu dans la nuit du 19 au 20 juin, mais on le différa de vingt-quatre heures pour éviter le jour de service d'une femme de chambre très-liée avec le général Gouvion, aide-major de Lafayette. Depuis Sommevesle jusqu'à Montmédy on devait placer à chaque relai de poste des détachemens de quarante à soixante hommes. M. de Goguelat, chargé du premier de ces relais, avait ordre, après avoir reçu le roi, de se replier avec célérité sur Montmédy pour prescrire sur sa route, à chaque commandant de détachement, de se tenir prêt.

Le 11 juin la reine reconnut, sans témoins, les Tuileries ; lorsqu'elle eut examiné les communications des divers appartemens, elle annonça vouloir disposer, pour sa première femme de chambre, de celui qu'avait laissé vacant le duc de Villequier, et dont une porte donnait sur la cour des Princes. Le comte de Fersen, colonel suédois au service de France, estimé par son sang-froid et une excessive réserve, devint le principal agent des dispositions du voyage ; personne mieux que lui n'était capable de les bien conduire ; il se chargea des passe-

ports et de la confection d'une voiture qu'il promit de conduire lui-même. Très-lié avec la baronne russe de Korff, il obtint d'elle le duplicata d'un passe-port qui lui avait été délivré par l'ambassadeur Semolin pour se rendre à Francfort avec deux enfans, une femme, un valet de chambre et trois domestiques.

Le marquis d'Agoult, militaire intrépide, et qui par la fermeté qu'il avait autrefois déployée contre le Parlement était devenu pour la cour un homme d'exécution, fut chargé par le roi de trouver trois gardes du corps braves et déterminés. Cet ancien major des gardes françaises jeta les yeux sur MM. de Valori, Demoustier et de Maldent, tous trois licenciés depuis le 6 octobre. Introduits auprès de Leurs Majestés, ils promirent, sous le sceau du serment, une inviolable discrétion. On leur prescrivit de se faire faire des habits de courriers en attendant les ordres qu'on leur transmettrait. Les lois de l'étiquette que réclama M^{me} de Tourzel, gouvernante des enfans de France, vinrent encore accroître les embarras du voyage; elle alléguait les prérogatives de sa charge, et à ce titre ne voulut jamais se séparer du dauphin. Cette prétention, inconcevable dans une pareille conjoncture, obligea le roi de renoncer à placer dans sa voiture le marquis d'Agoult, qui aurait été bien plus utile qu'une femme pour surmonter les difficultés qui survinrent.

Enfin tout étant prêt, les trois gardes du corps,

obéissant aux volontés du roi, se rendirent dans ses appartemens d'une manière furtive. Rien n'annonçait aux Tuileries le projet qui allait s'exécuter; le roi, comme de coutume, reçut à son coucher, et donna ses ordres pour le lendemain. Cependant plusieurs avis parvinrent au commandant en chef de la garde nationale, au maire et au comité des recherches; ils annonçaient que la fuite prochaine de la famille royale aurait lieu par l'ancien appartement de M. de Villequier. Lafayette et Bailly se rendirent aux Tuileries et firent fermer toutes les portes et les grilles du château; cinq officiers de service furent placés en sentinelles devant la façade de l'appartement par où l'on soupçonnait que l'évasion serait effectuée.

Enfin, sur de nouveaux renseignemens donnés par le comité des recherches, Lafayette se rendit encore aux Tuileries pour recommander à Gouvion de redoubler de surveillance. Ce général lui apprit que le coucher venait d'avoir lieu, qu'il s'y était trouvé, qu'il avait parlé au roi, et que tout s'était passé dans le plus grand calme et selon les formes accoutumées. Lafayette, tranquilisé, à minuit revint à la mairie; il annonça que les grilles étaient fermées, qu'il avait renouvelé les consignes à toutes les portes; il dit même à Bailly, et ce furent ses propres expressions, qu'*une souris ne pourrait s'échapper*¹.

¹ BAILLY (*Mém. de*) à ses concitoyens.

A la faveur de cette sécurité, le roi, rentré dans ses appartemens, mit la dernière main à ses préparatifs de départ; il s'affubla d'une perruque et d'une redingote grise. M^{me} de Tourzel devait passer pour la baronne de Korff, et la reine, sous le nom de M^{me} Rochet, était la gouvernante des enfans. Après les avoir fait lever et avoir elle-même habillé le dauphin en petite fille, elle se rendit dans un entresol où se trouvaient le roi, M^{me} Élisabeth et les gardes du corps; M. Maldent, l'un d'eux, emmena M^{me} de Tourzel avec les enfans de France sur le Petit-Carrousel, où ils restèrent dans un fiacre que devait conduire le baron de Fersen.

Après une heure d'attente, M^{me} Élisabeth parut, et annonça aux enfans inquiets que leurs père et mère viendraient bientôt. En effet, le roi arriva accompagné de M. de Valori; la reine seule se faisait attendre, une circonstance imprévue l'avait retardée: au moment où elle sortait des Tuileries, donnant le bras au garde du corps Demoustier¹, Lafayette en sortait aussi, après s'être entendu avec son aide-major². Plusieurs laquais couvraient sa voiture, et leurs torches jetaient une si grande clarté, que la reine, dans la crainte d'être reconnue, quitta le bras de son cavalier, et se mit à fuir du côté opposé. Elle et son guide, connaissant peu Paris, s'éga-

¹ VALORI (*Préc. hist. du Voyage de S. M. Louis XVI*), p. 19.

² Déclaration donnée par la reine le 27 juin 1791. — MARIE-THÉRÈSE de France (*Relation du voyage de Varennes*).

rèrent * ; malgré cet incident, elle joignit enfin la rue Saint-Nicaise, où était la famille royale ; le comte de Fersen, déguisé en cocher, prit les rênes, suivit la rue Saint-Honoré, le boulevard, et sortit de Paris par la barrière du faubourg Saint-Martin¹. Là se trouva une berline de voyage tout attelée, dans laquelle on monta, après avoir abandonné le fiacre qui, à dessein, fut jeté dans un fossé². M. de Valori courut devant pour commander les relais à Bondy ; M. Demoustier suivit à cheval, et M. de Maldent monta derrière la voiture, toujours conduite par le comte de Fersen. Elle prit la route de la Lorraine, quoiqu'elle fût aussi celle de Coblenz qui était devenue pour les autorités l'objet d'une surveillance continuelle.

Le lendemain matin (21 juin) le château était dans une tranquillité profonde ; tout semblait reposer, lorsque vers les six heures, le médecin du dauphin, en entrant dans ses appartemens, les trouva déserts. Bientôt après, M. d'André, informé de l'évasion par un de ses compatriotes, qui était en rapport avec une des femmes de chambre de la reine, en prévint Lafayette, qui, dans sa fausse sécurité, se refusa à croire une nouvelle aussi peu probable. Néanmoins il vole aux Tuileries, il interroge les gardes : ceux-ci venaient de parcourir le palais, et lui ré-

* Alors le Carrousel était obstrué par une foule de petites rues et formait un vrai labyrinthe.

¹ MARIE-THÉRÈSE de France (*Relation du Voyage de Varennes*).

² *Journ. mémor. de la Révol.*, t. V, p. 12.

pendent avec l'accent de la consternation : *La famille royale s'est évadée!* Aussitôt le canon d'alarme retentit jusque dans les faubourgs les plus reculés; les habitants, réveillés en sursaut par ce bruit sinistre, entendent de toute part s'écrier : *Le roi a fui!*

Alors l'Assemblée nationale ouvre cette séance célèbre, où elle se montra digne du grand peuple qu'elle représentait. Le président, Alex. de Beauharnais, se levant de son fauteuil, dit à ses collègues d'une voix altérée : « J'ai une nouvelle affligeante à vous donner. M. Bailly vient de m'annoncer que le roi et une partie de sa famille ont été enlevés. cette nuit par les ennemis de la chose publique¹; il convient, ajouta-t-il, d'instruire le royaume de cet événement. »

L'Assemblée garda d'abord un profond silence; bientôt plusieurs députés se lèvent et s'écrient : « Sauvons la patrie! ses destins reposent sur nous; que toutes les gardes nationales soient averties par des courriers dépêchés à l'instant; qu'on arrête les perfides qui ont tramé l'évasion du roi. » Pendant qu'on délibère, la population parisienne s'émeut, l'alarme est dans tous les quartiers; on bat la générale, le tocsin sonne; le départ des voitures publiques est suspendu, les ouvriers désertent leurs ateliers, les marchands veillent à la sûreté de leurs boutiques; on se cherche, on s'aborde pour se com-

¹ *Moniteur* du 22 juin 1791, séance du mardi 21, p. 715, col. 1^{re}.

muniquer ses soupçons, ses craintes. La capitale en rumeur offre le même aspect que le jour de la prise de la Bastille; les piques reparaissent, les propos menaçans se font entendre; le peuple, se voyant trompé, quitte ses travaux pour voler aux Tuileries avec cette agitation que produisent la colère et l'effroi.

Une égale effervescence régnait dans le quartier du Luxembourg, dont le palais venait aussi d'être abandonné par Monsieur. Ce prince, après s'être couché, se leva furtivement sans être aperçu de son valet de chambre; accompagné du comte d'Avaray, ils se rendirent sur le quai de la Monnaie, où une voiture les attendait, et, sous le déguisement de deux Anglais, ils prirent la route de Mons¹, pour de là se rendre à Luxembourg.

L'administration du département fut convoquée dans une salle voisine de l'Assemblée nationale; les sections et le conseil général de la commune ne dés-emparèrent pas. Les personnes suspectes furent arrêtées, les carrières visitées. On occupa militairement les hauteurs de Montmartre; on dépêcha des courriers sur toutes les routes, et particulièrement sur celle de Senlis, qui, d'après de faux rapports, semblait avoir été prise par les fugitifs. La section du Luxembourg lacéra le drapeau dont Monsieur lui avait fait présent, et en fit la bourre d'un canon. Les portraits du roi et de la reine disparurent, ou furent

¹ LOUIS XVIII (*Relation d'un voyage à Bruxelles et à Coblenz*), p. 24.

foulés aux pieds. On effaça leurs noms des enseignes. En un instant le mot *national* fut substitué partout au mot *royal*. Enfin l'on peut dire que dès ce jour un mépris complet pour la royauté devint la conséquence de ce fatal départ.

Des mesures plus grandes et plus efficaces sont prises par l'Assemblée, déterminée plus que jamais à prouver à la nation que ni les obstacles ni les périls ne l'empêcheront d'achever son ouvrage. Elle décrète spontanément que tous les ateliers et arsenaux de l'État seront mis dans la plus grande activité, et que sur-le-champ le maréchal de Rochambeau partira pour les frontières du Nord, afin de s'opposer aux projets hostiles des émigrés.

Camus et Regnault de Saint-Jean-d'Angely font mander les ministres à la barre. Duport du Tertre, arrive le premier; il dépose le sceau de l'État sur le bureau du président : « Je l'ai reçu du roi, dit-il, « je le remets entre les mains de la nation. » Puis il ajoute que M. de Laporte lui avait communiqué dans la matinée un mémoire autographe de Louis XVI, au bas duquel était une apostille écrite de sa main, dans laquelle il défendait à ses ministres de rien signer, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu des ordres ultérieurs¹. Cet ordre fut annulé; on enjoignit à Duport du Tertre de reprendre ses fonctions, et on le chargea de sanctionner en l'absence de l'autorité royale les décrets qui émaneraient de l'As-

¹ *Moniteur* du 22 juin 1791, p. 716, col. 2.

semblée nationale, pour leur donner force de loi dans tout le royaume. M. de Laporte fut aussi mandé à la barre pour donner connaissance du mémoire qu'il avait communiqué au ministre de la justice.

Le roi, par sa fuite, avait compromis ses serviteurs les plus zélés; il livrait au ressentiment de la populace ceux qui jusqu'alors avaient agi de concert avec lui et pour lui; les ministres, qui, bien qu'étrangers au complot, semblaient en être les complices, durent aussi trembler pour leurs jours. Les membres du côté droit de l'Assemblée, blessés de n'avoir pas été initiés dans le secret, blâmèrent la fuite du roi; aucun d'eux ne se leva pour le défendre, et même dans les comités ils se plaignirent amèrement d'avoir été trompés.

Mais rien ne pourrait dépeindre l'indignation que le peuple faisait éclater. Sa fureur était telle que la plupart des officiers de service au palais, ce jour-là, faillirent en devenir les victimes. On exerça des violences sur MM. de Brissac et de Clermont-Tonnerre. Cazalès, reconnu sur le quai Voltaire, se trouva enveloppé par une foule menaçante. Le duc d'Aumont, commandant une des divisions de la garde nationale, fut conduit sur la place de Grève; battu, blessé et dépouillé, il allait être pendu si la force militaire, se portant partout, ne fût arrivée à temps pour prévenir un grand crime. Toute la considération dont jouissait Bailly, toute la popularité accordée à Lafayette, leur furent nécessaires pour

se soustraire à l'animadversion de la multitude.

Ce dernier se rendait à l'hôtel de ville, lorsqu'il fut assailli par les mêmes hommes qui, au 6 octobre, le bravèrent à Versailles. Ils l'environnent, l'accablent d'injures, l'accusent de trahison, et déjà ils descendent la fatale lanterne pour l'y attacher. L'Assemblée, informée du danger de Lafayette, chargea une députation d'aller le délivrer; mais déjà il avait calmé le peuple en lui disant : « Si vous appelez cet événement un malheur, quel nom donneriez-vous à une contre-révolution qui vous priverait de la liberté? » Ces mots rassurèrent la multitude; elle passa d'un extrême à l'autre, et quelques voix crièrent : *Il faut faire roi M. de Lafayette.* « Je me flattais, répondit celui-ci, que vous aviez meilleure opinion de moi, et que vous m'auriez cru propre à quelque chose de mieux¹. » Alors les acclamations de *vive Lafayette!* redoublèrent, et la confiance se rétablit entre lui et les citoyens.

Ce général combina avec la municipalité les moyens de découvrir la route qu'avait prise la famille royale. On interrogea les voituriers et postillons. Le conducteur des femmes de chambre des enfans de France, qui suivaient à peu de distance, avait vu arriver à Bondy le roi et la reine. Son rapport dévoila tout; aussitôt Lafayette ordonne à ses

¹ Fragmens d'un manuscrit attribué à M. B. de P. (*Voy. Pièces officielles de l'histoire de Toulangeon*, t. II, n° xxiii, p. 60). Tous ces faits ont été confirmés à l'auteur par M. de Lafayette.

aides de camp, Romeuf et Baillon, de voler sur les traces de la famille fugitive; mais un groupe nombreux d'ouvriers, adoptant le bruit faussement accrédité que Lafayette avait favorisé l'évasion du roi, arrête ces officiers, et leur fait essuyer de mauvais traitemens, il fallut même envoyer des commissaires pour leur assurer les moyens d'exécuter leur mission.

MM. d'André, Crillon le jeune, Custine et Mathieu Montmorency venaient de proposer les mesures les plus énergiques pour le salut de l'État, lorsqu'on apporta une lettre cachetée, trouvée au château et adressée à la reine. « La lira-t-on ? » dit le président. « Non, s'écrient les députés, rien ne peut autoriser la violation de la foi publique. » Ces sentimens de délicatesse éloignèrent la discorde qui régnait au sein de l'Assemblée. Le parti des Lameth témoigna une confiance entière dans celui de Lafayette. Reubell seul se plaint, et semble partager les soupçons du vulgaire contre ce général; mais Barnave, quoique brouillé avec lui, ne put s'empêcher de dire : « C'est à présent le moment où doit redoubler la confiance que mérite ce généreux citoyen. Méfions-nous surtout des insinuations perfides contre nos meilleurs amis; Lafayette l'est et le fut toujours, je le jure à la nation même. »

A l'apparition de ce général, Camus s'écrie avec chaleur : « Point d'uniformes au sein de l'Assemblée ! » Lafayette prit ensuite la parole; il demande que Gouvion, qui la veille commandait chez

le roi, soit entendu; il répond de cet officier dont le patriotisme est aussi pur que le sien, puis il ajoute : « D'après les sentimens que la garde nationale et le peuple ont témoignés dans ce jour, j'affirme que jamais les Français ne se sont montrés aussi dignes de la liberté qu'ils ont conquise, et qu'ils sauront la conserver¹. » Gouvion, introduit, raconte tout ce qui s'était passé aux Tuileries au moment de l'évasion du roi, et comment sa vigilance avait été trompée. Le maire de Paris confirma cet exposé, et dit qu'il ne pouvait comprendre par où l'enlèvement s'était effectué; puis il annonça à l'Assemblée que les mesures qu'elle venait d'ordonner seraient fidèlement suivies.

Tous les ministres assistaient à cette séance, sauf M. de Montmorin, mais il ne tarda pas à se présenter; lui et M. d'Affry, commandant général des Suisses, furent entendus : tous deux protestèrent de leur dévouement et de leur soumission aux ordres du corps *constituant*. Ensuite on ordonna que les scellés seraient mis sur les archives des affaires étrangères, et que des commissaires iraient constater l'état du Trésor public. Lorsque ces déterminations eurent été prises, le président Beauharnais se lève, et s'adressant à l'Assemblée, annonce avec dignité qu'on va reprendre la discussion des affaires de la veille². Ce spectacle majestueux d'une réunion de législateurs délibérant avec tant d'assurance, au mi-

¹ TOULONGEON (*Hist. de France depuis la Révol.*), t. II, p. 20.

² *Moniteur* du 22 juin 1791, p. 718, col. 1^{re}.

lieu des dangers publics, excita l'admiration de tous ceux qui en furent les témoins.

Mais la gravité des circonstances ne tarda pas à ramener la délibération sur le grand événement auquel se rattachait le salut de l'État; sur la motion de d'André, on décide que l'Assemblée est en permanence, et ne lèvera sa séance que par un décret. En même temps arrive M. de Laporte, à qui Louis XVI, en partant, avait laissé une *déclaration aux Français*. Ce fidèle serviteur expose que cette déclaration lui a été remise dans la matinée par un valet de chambre, également porteur d'un billet du roi. Une voix demande la lecture de ce billet : « Non, « non ! s'écrie toute l'Assemblée, c'est un billet confidentiel. » Mais elle ordonna la lecture du manifeste, qu'elle écouta tout entier dans le plus profond silence, et sans la moindre interruption.

Dans cette déclaration, adressée à tous les Français (21 juin), le roi annonçait, qu'après avoir cru possible le retour de l'ordre et du bonheur général, il n'avait hésité devant aucun sacrifice personnel, et que s'il n'avait pas été trompé dans son espoir, il ne se serait pas même prévalu de la nullité absolue dont le défaut de liberté avait frappé tous les actes du pouvoir royal depuis le 6 octobre 1789; mais à présent que pour prix de ses sacrifices, il voyait la royauté avilie et l'anarchie s'élever au-dessus des lois, il protestait solennellement contre les actes exigés ou émanés de lui pendant sa captivité, en exposant aux yeux de son peuple et du monde entier le tableau

de sa conduite, si différente de celle qu'on voulait lui imposer.

A la suite de ce préambule, Louis XVI rappelait les concessions qu'il avait faites : la convocation des états-généraux ; la double représentation du tiers-état ; la déclaration du 23 juin 1789 qui, au dire du monarque, renfermait tout ce qui lui avait été demandé ; la réunion des ordres que lui-même avait accélérée ; le renvoi des troupes que les désordres publics l'avaient forcé de rassembler ; sa résidence transférée de Versailles à Paris à la suite de crimes qui restèrent impunis ; le licenciement de ses fidèles gardes du corps ; la police de son palais confiée au chef de la milice parisiennè ; à ces mêmes gardes françaises qui l'avaient trahi ; enfin il se plaignait de sa captivité et de celle de sa famille, de la modicité de la liste civile, de l'envahissement de ses domaines, de l'obligation où il avait été de renvoyer les officiers de sa maison, les directeurs de sa conscience, et surtout, après avoir été forcé de renoncer au voyage de Saint-Cloud, de se voir contraint d'aller à Saint-Germain-l'Auxerrois entendre la messe d'un prêtre constitutionnel¹.

De là passant à l'examen de la constitution, le roi témoignait son mécontentement de ce qu'elle ne lui laissait dans chacune des branches de l'administration qu'une autorité purement illusoire ; que déjà l'expérience avait prouvé qu'employé contre le

¹ *Moniteur* du 22 juin 1791, p. 718, col. 3.

gré des factieux, le *veto* même suspensif n'était pas respecté; que le roi, quoique reconnu chef suprême dans toutes les parties de l'administration publique, n'avait aucune influence sur les actes de ses ministres; il ajoutait que, dans l'impossibilité d'opérer le bien et d'empêcher le mal, il avait dû chercher à se mettre en sûreté avec sa famille. « Français, et
« vous habitans de ma bonne ville de Paris, disait
« le roi en terminant, méfiez-vous des suggestions
« des factieux, revenez à votre roi, il sera toujours
« votre ami, lorsque votre sainte religion sera respectée, quand le gouvernement sera assis sur un
« pied stable, et la liberté établie sur des bases inébranlables. »

Après la lecture de ce manifeste, écouté avec le plus grand sang-froid, on s'étonna que le roi n'eût pas attendu d'être hors de danger, avant de se hasarder à faire des aveux aussi hardis, et qui devaient naturellement lui aliéner le cœur des hommes qui avaient pu croire à sa sincérité; s'élever contre la constitution peu de jours après avoir annoncé qu'il lui donnait son libre assentiment, était un mélange de contradiction et de fausseté qui désormais allait le rendre inhabile à régner; car, il faut l'avouer, sa déclaration était une véritable abdication de sa couronne constitutionnelle.

Quoique ses observations relatives à l'état du royaume, aux violences illégales, aux désordres publics, aux outrages accumulés sur sa famille, fussent justes et véridiques, les meilleurs amis de Louis XVI

regrettaient de ne pas trouver dans sa protestation ce caractère élevé dont la royauté ne doit jamais se dépouiller, même dans l'infortune. Avouer que toujours la contrainte obtint la sanction des décrets, n'était-ce pas révéler une absence complète de caractère? Se plaindre du manque d'aumôniers et de confesseurs, de l'exiguïté du local des Tuileries, et de la modicité d'une liste civile de vingt-neuf millions, qu'il avait fixée, prouvait évidemment que de telles objections ne venaient pas de lui, mais plutôt de ces prélats mondains, de ces courtisans rebelles qui voulaient la continuité de leurs surabondantes gratifications, portées sur le livre rouge où le monarque avait tracé de sa main la preuve de cette sage économie à laquelle il restreignait ses dépenses personnelles. On assure que cette pièce importante avait été revue et corrigée par Monsieur, frère du roi : cela ne surprendra point lorsqu'on saura que les opinions libérales de ce prince, jusqu'en 1814, n'allèrent jamais au delà des concessions émises dans la fameuse déclaration du 23 juin, à la rédaction de laquelle il avait également contribué¹.

Ainsi tous les sermens étaient désavoués; ainsi tous les décrets sanctionnés étaient frappés de nullité; ainsi la déclaration solennelle adressée aux puissances étrangères n'était plus, pour un peuple grand et généreux, qu'un acte mensonger, imaginé pour tromper sa bonne foi! Cependant la lecture de ce

¹ LOUIS XVIII (*Relation d'un voyage à Bruxelles et à Coblenz*), p. 20.

manifeste n'indisposa point contre le roi, tant on était certain qu'il était le produit d'une instigation dont il n'avait su se défendre. L'Assemblée nationale, unie de principes et n'ayant plus qu'une opinion, déclara, sur la motion de Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, qu'après avoir fait constater l'authenticité de cette pièce, il convenait aux députés de la réfuter.

Aussitôt le comité de constitution s'occupa de ce travail : dans sa rédaction l'Assemblée nationale, en exposant les motifs de sa conduite pour la première fois, prit le titre d'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE¹, nom que depuis elle a toujours conservé. Se posant ensuite dans l'attitude fière et digne d'une autorité devenue souveraine, elle demande à Desmeuniers, membre de ce comité, la lecture de l'adresse dont voici quelques traits : « Un grand attentat vient
« de se commettre; nous touchions au terme de nos
« longs travaux, la constitution était finie, les orages
« de la révolution allaient cesser, et les ennemis du
« bien public ont voulu, par un seul forfait, im-
« moler la nation entière à leur vengeance. Le roi
« et sa famille ont été enlevés..... » — « C'est faux !
« s'écria Roederer, le roi a lâchement abandonné
« son poste². »

— « Les conspirateurs et les esclaves, poursuivit

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791, p. 623, col. 2.

² *Hist. du Départ du roi*, p. 113.

* Le comité de constitution, malgré la déclaration formelle de Louis XVI, dans l'intention bienveillante de lui conserver son autorité, persistait toujours à considérer sa fuite comme un enlèvement.

« Desmeuniers, apprendront à connaître l'intrépi-
« dité des fondateurs de la liberté française; que les
« esprits ne se laissent pas frapper de terreur; tous
« les pouvoirs constitués sont en activité, les citoyens
« de tout le royaume sont en armes, et la France
« peut attendre ses ennemis..... Combien le roi,
« ajouta-t-il, a été mal inspiré en rappelant le jour
« du 23 juin, où le premier fonctionnaire public de
« la nation avait osé dicter ses volontés absolues
« aux représentans chargés par ordre du peuple de
« faire une constitution! L'Assemblée a gémi des
« désordres commis le 6 octobre, et parce qu'il a été
« difficile de découvrir quelques brigands au milieu
« de tout un peuple, on ose dire qu'elle a approuvé
« tous ces crimes! La nation, plus juste, n'a point
« reproché à Louis XVI les violences exercées sous
« son règne et sous celui de ses aïeux. Et puisqu'on
« affecte de dire que la révolution est l'ouvrage des
« factieux, ajoutons que ces factieux sont au nombre
« de vingt-six millions.

« Nous avons reconstitué tous les pouvoirs,
« parce que tous les pouvoirs étaient corrompus;
« parce que des dettes effrayantes, accumulées par
« les désordres du gouvernement, allaient précipiter
« la nation dans l'abîme. Mais la royauté n'existe-
« t-elle pas pour la nation? et si un grand peuple
« s'oblige à la maintenir, ne doit-il pas être payé de
« retour pour prix de tous ses sacrifices? Français!
« dans ce moment de crise, les haines particulières
« et les intérêts privés doivent disparaître; que les

« vrais factieux qui espéraient tout bouleverser,
« voient l'ordre se maintenir, la constitution s'affermir et devenir plus chère aux Français à mesure
« qu'elle sera plus attaquée. La capitale peut servir
« de modèle au reste de la France ; le départ du roi
« n'a excité dans son sein aucun désordre ; et, ce qui
« fait le désespoir des malveillans, c'est qu'elle jouit
« d'une tranquillité parfaite. Pour mettre sous le
« joug le territoire de cet empire, il faudrait anéantir la nation entière ; le despotisme formera, s'il
« veut, une pareille entreprise ; il sera vaincu, ou à
« la suite de son triomphe il ne trouvera que des
« ruines. »

Pendant qu'on s'occupait de la rédaction d'une adresse dont les formes nouvelles de style allaient relever le courage du peuple français livré à lui-même, l'Assemblée constituante enjoignait à nos ambassadeurs de continuer leurs fonctions comme par le passé. Elle décréta une nouvelle formation de troupes nationales, fit acheter soixante mille fusils, et ordonna à tous les officiers civils et militaires de se rendre à leur poste. Elle reçut ensuite le maréchal de Rochambeau qui, avant de partir pour l'armée, vint protester à l'Assemblée de la loyauté de ses services. Ce noble dévouement, qui fait oublier les faveurs de la cour pour ne songer qu'aux intérêts de l'État, fut imité par les Crillon, les Custines, les Latour-Maubourg, les Tracy, les d'Elbecq, les d'Aboville ; tous ces compagnons d'armes du maréchal se présentent pour servir sous ses ordres, et promet-

tent à l'Assemblée la même soumission et le même dévouement. Le vieux d'Ambly, si attaché au trône, ne songe qu'aux dangers de la patrie ; il se plaint d'avoir été mis à la retraite, et quoiqu'à ses yeux la France soit en révolte, il jure de lui être fidèle.

Dans ces conjonctures où la sûreté de l'État inspirait une juste défiance, on prescrivit aux militaires une nouvelle formule de serment, dans laquelle on ne faisait point mention du roi et où une obéissance absolue était commandée aux décrets de l'Assemblée, fermement résolue à ne point souffrir l'invasion du territoire français par les troupes étrangères. D'Elbecq prête le premier ce serment ; tous les députés constitutionnels imitent son exemple, les membres mêmes du côté droit, de l'opinion la moins constitutionnelle, s'empressent aussi de le prêter ; parmi eux on comptait : MM. de Toustain, Jessé, Rochegude, Rostaing, Vogué, Puisaye, de Luynes, Lancosme, Folleville, Labaume de Montrevel¹ ; Bouthilier, l'impétueux défenseur des privilèges de la noblesse, était absent ; bientôt après il envoie aussi son serment. Pendant plusieurs heures, une armée de fonctionnaires et de militaires défilèrent dans la salle, levant la main en signe de fidélité². Tout ce mouvement, qui parlait au cœur en exaltant les imaginations, jeta au milieu de la séance cet intérêt dramatique si puis-

¹ *Moniteur* du 23 juin 1791, p. 721, col. 5.

² BARAUD SAINT-ETIENNE (*Précis hist. de la Révol. franç.*), p. 244.

sant sur la multitude, et dont les effets sont immenses dans les momens périlleux.

Sur le soupçon que le roi, avant son départ, pouvait avoir fait enlever les diamans de la couronne, on nomma deux commissaires pour inventorier le garde-meubles; ils rapportèrent que rien n'avait été soustrait. Les députés envoyés pour constater la situation du Trésor public annoncèrent aussi qu'il était dans un état très-prospère¹, que les payemens s'effectuaient comme par le passé, que toutes les affaires s'expédiaient avec la même célérité et la même exactitude que si le roi eût été encore aux Tuileries. L'Assemblée délégua aussi dans les départemens des commissaires tirés de son sein, pour recevoir le nouveau serment des autorités administratives, et concerter les mesures convenables à la sûreté de l'État; par cette démarche hardie elle se mit pleinement en possession du pouvoir exécutif.

Chaque député, agité plutôt par un sentiment d'indignation d'avoir été trompé que par la crainte des graves conséquences de la fuite du roi, se livra à son opinion et à son caractère avec une franchise digne de remarque. Quant à l'illustre Cazalès, il voulait passionnément le bonheur de son pays; il croyait le roi sincère; après cette fuite, sa foi monarchique l'abandonna. Admirable orateur! excellent citoyen! quel plus bel éloge puis-je faire de

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 539. — *Moniteur* du 23 juin 1791, p. 619, col. 2.

ton éloquence, qu'en disant qu'elle s'éteignit le jour même où tu perdis tes convictions * ?

Il y eut peu de discussions où la tribune fut aussi disputée, et cependant les orateurs les plus influens, ne cherchèrent point à se faire remarquer. Sacrifiant l'amour-propre au patriotisme, ils pensèrent que dans cette grande occasion chacun devait se borner à émettre ses idées et à proposer ses moyens. Jamais il n'y eut moins de discours, et jamais on ne fit plus de choses. Les tribunes prirent aussi une attitude calme et imposante ; personne ne se permit contre la famille royale des paroles outrageantes ou des questions insidieuses. Enfin l'on peut dire que, dans une aussi forte crise, la nation fut dignement représentée.

Si l'Assemblée, comme on l'a faussement supposé, avait eu l'intention secrète de poser la couronne sur la tête du duc d'Orléans, jamais elle n'aurait trouvé d'occasion plus favorable et plus légitime, puisqu'un des points constitutionnels, accepté par le roi, était qu'il serait censé avoir abdiqué s'il sortait du royaume. Mais, quoique dans cette circonstance la présidence fût occupée par un des membres de la minorité de la noblesse, le nom du duc d'Orléans ne fut pas même prononcé **. Le

* Cazalès, malgré sa *religiosité* pour la monarchie, fut froidement accueilli par les émigrés. A la restauration, son fils, héritier de ses vertus et de ses talens, ne trouva de la bienveillance que dans deux députés du centre gauche, MM. de Sainte-Aulaire et de Sade, qui eurent grand-peine à le faire nommer *auditeur* au conseil d'Etat !

** Cette noble conduite et une fidélité héréditaire, transmises aux

parti constitutionnel, qui dans l'origine avait pu considérer ce prince comme le chef naturel d'un régime nouveau, voyant avec quelle insouciance il restait aux pieds du trône, dont on lui avait ouvert toutes les voies, s'était franchement rallié au système de la légitimité.

Cependant quelques députés ayant donné à entendre qu'il fallait nommer un régent, Boissy-d'Anglas prit la parole, et dit qu'un pareil avis était à la fois inconvenant et injuste, et qu'on ne devait rien préjuger sans avoir entendu le roi; alors le duc d'Orléans, qui était à côté de Boissy, lui serra la main, et lui dit, avec un accent qui attestait sa satisfaction et sa sincérité : « Voilà qui est parler en « homme de bien ¹. » On ne saurait comment interpréter ce mouvement, si la vie entière de ce prince n'avait offert le contraste continu d'un parent rebelle et d'un sujet soumis.

Peu de jours après (26 juin 1791), une feuille intitulée *l'Assemblée nationale*, publia des observations tendant à confier au duc d'Orléans la lieutenance du royaume; aussitôt ce prince écrivit aux journaux pour annoncer solennellement qu'il ne voulait remplir d'autres fonctions que celles où tous les citoyens pouvaient être appelés, qu'il était prêt à servir sa patrie sur terre et sur mer, et qu'il renonçait pour toujours aux droits éventuels que la constitution lui donnait au trône; qu'après avoir
vertus guerrières d'EUGÈNE NAPOLEON ont fait arriver les enfans de ce
banni de France sur les marches de plusieurs trônes.

¹ GIRARDIN (*Mém. de Stan.*), t. III, p. 105.

fait tant de sacrifices à l'intérêt du peuple et à la cause de la liberté, il ne lui était plus permis de sortir de la classe de simple citoyen où il s'était placé, avec la ferme résolution d'y rester toujours : « Ce
 « n'est point, disait-il, pour imposer silence à mes
 « détracteurs que je fais cette déclaration; je sais
 « trop que mon zèle pour la liberté nationale, pour
 « l'égalité qui en est le fondement, alimentent tous
 « jours leur haine contre moi. Je dédaigne leurs calomnies, ma conduite en a constamment prouvé la
 « noirceur et l'absurdité; mais, comme l'ambition
 « serait en moi une inconséquence sans excuses, j'ai
 « dû déclarer dans cette occasion mes sentimens et
 « ma volonté irrévocable, afin que l'opinion publique
 « que ne s'appuyât pas sur une fausse base dans ses
 « calculs et ses combinaisons relativement aux mesures
 « sûres que l'on pourrait être forcé de prendre¹. »
 M^{me} de Genlis, à qui cette déclaration fut communiquée avant d'être publiée², la considéra comme l'effet d'un mouvement spontané et naturel au prince, qui, en cette circonstance, ne consulta point ses anciens conseillers, dans la crainte qu'ils ne s'opposassent à une démarche qui mettait fin pour toujours à leurs rêves ambitieux³.

¹ *Moniteur* du 28 juin 1791, p. 759, col. 2 et 3.

² GENLIS (*Mém. de M^{me} de*), t. IV, p. 93.

³ Quoiqu'on n'entrevoie que confusément l'influence politique de M^{me} de Sillery Genlis, et qu'elle ait publié plus tard des Mémoires remplis de sentimens moraux et religieux, il n'en est pas moins certain qu'elle abonda dans tous les principes de la révolution, et qu'elle doit être comptée, ainsi que son mari, au nombre des conseillers funestes qui suggérèrent au duc d'Orléans une ambition bien opposée à son caractère.

Mais ceux qui se croient les mieux informés, et qui sont dans la conviction intime que, depuis le régent, la branche d'Orléans n'a cessé d'aspirer au trône au moyen d'une dissimulation raffinée, assurent que le langage du prince, la suppression de sa maison et le renvoi de ses flatteurs, n'étaient qu'un jeu joué de concert avec ses amis, qui, ne pouvant plus compter sur le parti constitutionnel, lui conseillèrent d'embrasser les opinions républicaines, dans la persuasion qu'à la faveur d'une feinte abnégation, il subjuguerait les Parisiens, ravis d'élever sous ses auspices un trône populaire fondé sur une aristocratie bourgeoise.

Lorsque la première impression causée par le départ de Louis XVI fut passée, tous les citoyens reprirent leurs travaux accoutumés; les boutiques, les ateliers et les spectacles se rouvrirent. Le jour même on adjugea des biens nationaux, et ils s'élevèrent beaucoup au-dessus de l'estimation. Nul n'aurait pu croire, en voyant ce calme, qu'alors la France était sans chef, et la capitale veuve de son souverain. On eût dit que cette fuite, en créant un centre d'intérêt général, devait être considérée comme une abdication, un anéantissement légal du contrat que la nation avait passé avec le monarque. « Le roi ne veut pas du pouvoir? eh bien! que l'Assemblée nous gouverne! » s'écriaient les bourgeois de Paris. « Nous avons passé la nuit sans roi, disaient les gens du peuple, et cependant nous avons bien dormi. » Les républicains ajoutaient que le pays ga-

gnait trente millions *, et qu'un prince sans considération ne valait pas la dépense d'un trône. On osa même faire placarder ces discours sur les murs du Palais-Royal, dans l'intention manifeste de provoquer la déchéance. Les factieux recueillaient avec soin tout ce que ces propos et cette attitude avaient de sinistre pour la royauté.

Paris et la France conçurent de cette fatale expérience une fausse idée du gouvernement constitutionnel; ils crurent que le monarque devait être étranger à l'action du gouvernement qui existait sous son nom, et le peuple ne se formant plus du roi qu'une idée grossière et matérielle, ne le considéra dès lors que comme un rouage inutile, dont l'absence ne pouvait nuire au mouvement de la machine. La presse royaliste gardait le silence, mais la presse révolutionnaire se félicitait d'un fait qui justifiait ses prévisions et la délivrait du principal obstacle à la réalisation de ses projets; ses insultes et ses outrages devinrent si violents †, qu'ils prouvèrent aux gens sensés qu'il y aurait désormais incompatibilité entre la nation et son monarque.

Depuis deux jours les députés prenaient leurs repas à la Buvette ou dans des cafés voisins; là ils mettaient à découvert, dans des conversations familières, les sentimens dont ils étaient animés : « A

* Le douaire de la reine, de quatre millions, ajouté à la liste civile, l'élevait réellement à vingt-neuf millions.

† PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° CII, t. VIII, p. 526, 540, 579, 582, 585 et 604.

« présent, le roi doit avoir gagné les frontières », disait un royaliste. « Tant mieux, répondait un républicain, nous userons du pouvoir qui nous est donné par les circonstances; avec un trône vacant nous pourrions négocier et tenir divisées les puissances étrangères; d'ailleurs, une guerre à soutenir sera une épreuve salutaire pour notre liberté, et assurera notre gloire. » Un autre affirmait qu'un trône vacant était un trône abattu pour toujours; Robespierre ne put dissimuler la frayeur que lui causait l'émigration du roi¹. Il voyait dans cet événement la Saint-Barthélemy des patriotes, et dans son effroi toutes les mesures prises lui paraissaient molles et sans vigueur². Cependant l'enthousiasme était à son comble; tous les citoyens, pressés autour de l'Assemblée, lui exprimaient leur dévouement par les démonstrations les plus bruyantes; enfin les députations des municipalités, des tribunaux, des communes voisines accoururent en hâte pour renouveler leur serment de fidélité, et, par l'expression de leur zèle, vinrent encore animer le mouvement de ces séances mémorables.

La société des jacobins ne resta point inactive au milieu de ces grandes scènes; quoiqu'elle ne se réunît que le soir, la gravité des circonstances convoqua dans la matinée la plupart de ses membres. Aussitôt le comité des recherches l'engagea à ne pas suspendre ses travaux, jusqu'à ce que la tranquillité publique

¹ ROLAND (*Mém. de Mme*), t. I^{er}, p. 364.

² *Moniteur* du 23 juin 1791, p. 749, col. 1^{re}.

fût rétablie. Elle accepte avec joie cette invitation, et arrête que plusieurs de ses membres se répandront dans les divers quartiers de Paris pour y maintenir l'ordre et la paix; elle délègue aussi des commissaires auprès de tous les corps constitués, et les charge de lui rendre compte des mesures prises par ces diverses autorités.

Les cordeliers ayant envoyé aux jacobins une adresse pour annoncer qu'ils étaient libres et sans roi, demandèrent s'il serait avantageux d'en nommer un autre. Rien ne fut décidé, tant la discussion devint orageuse. Toutefois, lorsqu'on en vint à discuter la manière dont il fallait traiter le roi, Antoine de Metz et son ami Roederer, après s'être fortement prononcés contre le pouvoir royal, firent arrêter que Louis XVI serait destitué et gardé en otage, en cas de guerre étrangère.

C'est dans cette séance que Robespierre, après avoir raconté ce qui se passait à l'Assemblée constituante, termina son rapport par un éloge artificieux de lui-même; il dit que, prompt à déjouer les projets des ennemis de la patrie, il méprisait la vie, et ne redoutait ni le fer ni le poison, s'estimant heureux si, par sa mort, il pouvait être utile à la liberté et à la patrie. Ce langage nouveau électrisa la société, et, selon les expressions du procès-verbal de la séance, excita parmi les spectateurs un *saint enthousiasme de vertu*¹. Là Brissot et

¹ Séance des jacobins du 22 juin 1791.

Danton, en vrais factieux, portèrent les premiers coups à l'œuvre de l'Assemblée, en disant que le moment était venu de s'assurer une constitution plus homogène, et qu'il fallait préparer les esprits à la république¹. Le premier affirma que l'inviolabilité constitutionnelle ne devait profiter à un roi coupable du crime de trahison envers le peuple; puis il analysa la situation de tous les États de l'Europe; selon lui, les nations libres avaient toujours vaincu, et la force matérielle ne pouvait lutter contre la puissance morale qu'inspire la liberté.

Danton surtout excita de bruyantes acclamations, en offrant sa tête pour le salut de l'État. Plusieurs fois Lafayette l'avait accusé de vénalité; pour s'en venger, il somma ce général, dans un discours brûlant d'énergie, de fournir des renseignemens sur la fuite du roi, qu'il considéra comme la conséquence d'un complot contre tous les bons citoyens. Il lui porta le défi de répondre à ce dilemme : « Ou vous êtes un traître qui avez favorisé le départ du roi, et dans ce cas vous devez perdre la tête; ou vous êtes incapable de commander, puisque vous n'avez su empêcher ce départ, et alors vous devez être déposé². » C'est ainsi que de fougueux démagogues, de cruels anarchistes devinrent les hommes de la multitude, et usurpèrent cet empire que personne n'avait exercé sur elle depuis la mort de Mirabeau.

¹ ROLAND (*Mém. de Mme*), t. I^{er}, p. 365.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n^o CI, t. VIII, p. 532 et 539.

Reportons-nous maintenant sur la route qu'a prise la famille royale, et examinons avec intérêt toutes les circonstances qui firent échouer son funeste voyage. Cette malheureuse famille, après avoir été rejointe par la voiture où se trouvaient les femmes de chambre attachées au service des enfans de France, prit des chevaux de poste à Bondy; là le comte de Fersen fit ses adieux au roi, à la reine, et se dirigea sur Bruxelles pour porter à Monsieur des instructions et des pouvoirs très-étendus, qui l'autorisaient à traiter avec les cabinets étrangers¹. Il devait aussi se rendre à Aix-la-Chapelle, où était alors le roi de Suède, et de là revenir à Montmédy avec le titre d'ambassadeur.

Le retard d'un jour que mit Louis XVI à quitter Paris venait d'être confirmé à M. de Goguelat par M. de Choiseul, qui, comprenant toute l'importance du premier poste de Sommevesle, voulut y rester. Mais un accident survenu à la voiture du roi retint pendant deux heures la famille royale dans le petit bourg de Montmirail, et ces deux militaires, après avoir attendu le roi qui devait arriver à quatre heures du soir, ne voyant pas paraître non plus le courrier qui précédait la voiture, évacuèrent ce poste le lendemain au point du jour; ils y furent forcés, ont-ils assuré, par les clameurs menaçantes des habitans, qui crurent que les hussards étaient là pour les contraindre à payer des droits féodaux qu'ils refusaient

¹ BEAUCHAMP (*Vie de Louis XVIII*), t. I^{er}, p. 49.

d'acquitter. Ainsi la crainte de provoquer un mouvement dont l'arrestation du roi serait la suite inévitable força MM. de Choiseul et de Goguelat de se retirer. Mais ils commirent l'énorme faute de ne laisser personne pour expliquer au roi le motif de leur départ. Bien plus, en se repliant sur Varennes par des chemins de traverse, ils s'égarèrent, et ne purent exécuter l'ordre qui leur avait été donné de prévenir les postes de Sainte-Menehould et de Clermont¹. Voilà le véritable incident qui fit tout échouer; car Sommevesle était la clef de toutes les dispositions.

Dès que le roi eut dépassé Châlons, il crut n'avoir plus aucun danger à craindre, bien persuadé qu'il allait se trouver au milieu des nombreux détachemens que M. de Bouillé avait échelonnés sur sa route. L'accident de Montmirail fit que le roi n'arriva à Sommevesle qu'une heure après que le détachement en était parti; la terre, comme il l'a dit lui-même, sembla s'entr'ouvrir sous ses pas, lorsqu'il ne trouva point l'escorte que M. de Choiseul devait commander². Alors le malheureux prince, forcé de s'abandonner à sa triste destinée, ne songea plus qu'à poursuivre rapidement sa route.

Il était sept heures et demie du soir lorsque la famille royale arriva à Sainte-Menehould et s'y arrêta

¹ GOGUELAT (*Mém. du baron de*), p. 26. — CHOISEUL (*Mém. du duc de*), p. 83-84. — Détails du voyage du roi à Montmédy, rédigé d'après les dépositions d'un officier de Bouillé.

² BOUILLÉ (*Mém. du comte Louis de*), p. 93 et 102.

pour changer de chevaux. Le commandant du détachement de dragons en station, n'ayant point reçu d'ordres du poste de Sommevesle, n'était pas prêt à escorter les voitures qu'on attelait. Pendant que cet officier s'excusait auprès du roi, fort mécontent de ce qu'aucune des mesures sur lesquelles il comptait n'avait été prise, le monarque mit imprudemment la tête à la portière, et se montra au maître de poste nommé Drouet. La ressemblance extrême de la figure de Louis XVI avec l'effigie empreinte sur les assignats le frappa vivement; ensuite la vue d'une belle femme, pleine de noblesse et de dignité, avec deux enfans, lui fit penser que le trésor annoncé par M. de Bouillé pourrait bien être la famille royale.

Cette opinion, encore vague et incertaine, prit un caractère de vraisemblance lorsqu'il vit le roi parler à voix basse et d'un air animé au courrier qui précédait la voiture, lequel demanda au postillon des renseignemens sur le point où aboutissait la route de traverse de Varennes*. Néanmoins Drouet n'osa point encore donner l'alarme; mais dès qu'il entendit le chef du détachement presser ses dragons pour joindre les voitures qui prenaient la route de Clermont, ses soupçons se changent en certitude; sur-le-champ il parcourt la ville en criant : « Le roi fuit! malheureux que nous sommes, il va nous amener la guerre civile.

* Varennes était hors de route et conduisait au camp de Bouillé.

« *Aux armes ! aux armes !* que le tocsin retentisse
« dans toutes les campagnes. » En même temps
Drouet donne à un ancien soldat nommé Guil-
laume, commis du district, le meilleur de ses che-
vaux ; il lui recommande une extrême diligence
pour devancer l'arrivée du roi, non pas à Clermont
où il pourrait difficilement l'atteindre , mais bien à
Varennes, en prenant le chemin de traverse, et il
lui promet de le rejoindre aussitôt.

Les gardes nationaux de Sainte-Menehould arri-
vent en toute hâte devant l'écurie des dragons :
« On vous trompe, leur dirent-ils ; c'est le roi qui
« fuit, nous en sommes certains ; nous vous rendons
« responsables de tous les maux qui peuvent retom-
« ber sur la France. Si vous obéissez à votre com-
« mandant, le supplice des traîtres vous est ré-
« servé. » Les dragons hésitent, puis ils se refusent
aux ordres du capitaine d'Audoin leur chef, qui,
dans l'impuissance d'user de son autorité, fit preuve
néanmoins d'une rare présence d'esprit. Informé
du départ de Guillaume, il le fit poursuivre par un
maréchal-des-logis nommé Lagache, dont il était
sûr. Celui-ci, l'arme au poing, se fait jour à
travers la multitude, et s'élance sur les traces de
Guillaume en suivant le chemin qui abrège la route
de Varennes. Après une heure de course rapide, La-
gache aperçoit l'émissaire ; il allait l'atteindre et
l'arrêter, mais Guillaume redouble de vitesse, un
bois favorise sa fuite, et bientôt l'obscurité dérobe
ses traces au dragon qui le poursuit.

Le roi, arrivé à Clermont sans difficulté, change de chevaux; l'avertissement convenu ayant été négligé pour ce poste comme pour celui de Sainte-Menehould, les voitures partirent sans escorte. Une heure après, au récit qu'on lui fit, le comte Charles de Damas, colonel des dragons, ne douta plus du passage de la famille royale. Il fait sonner le boute-selle, mais les autorités du pays, inquiètes de cet ordre précipité, excitent les dragons à ne pas partir. Ceux-ci, cédant à leurs instances, refusent d'obéir à leur colonel, qui est réduit à partir pour Varennes, n'ayant pour toute escorte que M. de Floirac et un seul adjudant.

La voiture du roi approchait de cette ville, où des relais devaient être placés, par les soins du fils de Bouillé et du jeune marquis de Raigecourt, car Varennes n'ayant pas de poste aux chevaux, exigeait le service le plus exact et les mesures les plus promptes¹. M. de Valori, qui courait en avant, étonné de ne pas trouver à l'endroit désigné les relais préparés, entre dans la ville pour prendre des renseignements. Onze heures du soir sonnaient, les rues étaient désertes; une porte s'étant ouverte, M. de Valori vit des bourgeois sortant de leurs logis, et s'entretenant ensemble la lanterne à la main; il les interroge et n'obtient rien de satisfaisant.

Vis à vis l'endroit où les voitures étaient arrêtées, se trouvait la maison de M. de Préfontaine,

¹ Rapport de M. de Damas.

ancien militaire, et autrefois attaché au prince de Condé. M. Demoustier voyant cette maison éclairée, frappe et demande si on avait connaissance de la récente arrivée du fils de M. de Bouillé; on ne put rien lui dire, si ce n'est qu'il y avait dans la ville un détachement des hussards de Lauzun¹. Il paraît en effet que les deux officiers chargés de veiller aux relais, au lieu de se loger à l'entrée de la ville, étaient descendus à l'auberge du *Grand-Monarque*, située dans le faubourg de Montmédy, et que là, trop occupés de leurs préparatifs pour recevoir la reine, ils n'avaient pas paru dans la ville où les hussards étaient casernés²; mais ces jeunes gens ont allégué pour leur défense que l'auberge où ils étaient descendus avait été choisie par M. de Goguelat, et que le duc de Choiseul lui-même y avait fait placer les chevaux et les fourgons nécessaires au roi³. Quoi qu'il en soit, on les cherchait partout sans pouvoir les trouver; la reine, dans son impatience, prit M. de Maldent sous le bras, et alla avec lui dans la ville haute pour les demander de porte en porte⁴; toutes leurs recherches furent vaines. De son côté, M. de Valori n'ayant rien appris, revint auprès du roi qui lui

¹ DEMOUSTIER (*Rel. du voyage à Varennes*), p. 15 et 16.

² CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Révol. franç.*), t. III, note, p. 104. — GOGUELAT (*Mém. du baron de*), p. 26. — *Mém. pol. et mil. pour servir à l'Hist. des causes secrètes de la Révol. franç.*, t. 1^{er}, p. 12.

³ *Exposé de la conduite de M. de Raigecourt.*

⁴ MICHAUD jeune (*Biogr. univers.*), art. *Marie-Antoinette*.

dit : « *Nous sommes découverts !* un courrier vient
« de passer, il a défendu aux postillons d'aller plus
« loin, et leur a ordonné, de *par la nation*, de déte-
« ler. » Cependant les gardes du corps forcèrent les
postillons à traverser Varennes avec la rapidité de
l'éclair, pour se rendre à l'auberge du *Grand-Mo-
narque* où l'on espérait trouver les relais.

Parvenus à l'autre bout de la ville, la porte se trouva fermée¹. Pendant qu'on cherchait à la faire ouvrir, Drouet arrive et renouvelle aux postillons l'ordre que Guillaume avait donné le premier ; puis tous deux entrent dans une auberge, et chargent l'hôte d'aller réveiller le maire pour lui dire que le roi est dans Varennes. En même temps ils courent barricader le pont qui sépare la ville du faubourg de Montmédy. Après avoir rendu ce passage impraticables, accompagnés du maire et du commandant de la garde nationale, ils interrogent les illustres voyageurs. Le maire, nommé Sausse, exigea leurs passe-ports ; la reine ayant chargé les deux dames de la première voiture de les présenter, elles descendirent pour les faire lire : on s'accordait à les trouver suffisans, mais Drouet et Guillaume soutinrent le contraire, et le premier s'adressant à ces dames, leur dit : « Si vous êtes étrangères, comment avez-vous
« assez d'autorité pour faire partir les dragons qui
« vous attendaient à Sainte-Menehould ? Pourquoi,
« à l'instant où je vous parle, êtes-vous entourées

¹ VALORI (*Précis hist. du voyage de S. M. Louis XVI*), p. 45-46.

« des hussards de Lauzun ? » Alors Sausse se présente à la voiture du roi, et lui dit avec une politesse affectée : « Le bruit vient de se répandre que nous avons le bonheur de posséder le roi et sa famille ; le tocsin sonne, l'affluence des gens de la campagne va devenir immense. Pour éviter le danger où pourrait vous exposer un si grand tumulte, j'ai l'honneur de vous offrir ma maison comme lieu de sûreté. »

Il n'y avait que la force qui pût tirer la famille royale de sa situation ; mais le roi, se voyant très-rapproché de Bouillé, ne douta pas de sa prochaine arrivée, et crut prudent de se laisser conduire dans la maison qui lui était offerte. La reine et madame Élisabeth acceptèrent le bras du maire, Louis XVI prit ses enfans par la main, et tous se rendirent dans la maison de ce fonctionnaire. C'était un marchand de chandelles, et il fallut traverser sa boutique pour monter dans une petite chambre. Durant la conversation, le roi, troublé par une distraction inquiète, semblait attendre impatiemment sa prochaine délivrance. Sausse, de son côté, n'était pas moins agité ; il allait et venait sous le prétexte de calmer le tumulte, mais dans l'intention réelle de réunir des forces pour s'opposer au départ du roi. Après avoir fait cerner le quartier où se trouvaient les hussards, il écrivit aux municipalités de Clermont et de Verdun : « La famille royale est arrêtée ; hâtez-vous de m'envoyer la garde nationale avec des canons. »

Pendant que l'officier du détachement de hussards de Lauzun quittait Varennes pour courir avertir M. de Bouillé ¹, les habitans s'occupaient à placer des postes, à défendre les issues, à barricader tous les passages; ensuite arrive le détachement de hussards venu de Sommevesle, amené par MM. de Choiseul et de Goguelat; la garde nationale refuse de les recevoir. Après de longs pourparlers, ils entrent dans la ville, dont les maisons étaient illuminées ², et vont se ranger en bataille devant celle qu'occupait le roi. Pour s'opposer à toute tentative de leur part, le maire fit avancer contre eux deux pièces de canon; puis il leur dit : « Le roi est « arrêté dans sa fuite, et vous êtes trop bons ci- « toyens pour vous prêter à une évasion qui ferait « le malheur de la France. »

Louis XVI voyant l'immobilité des troupes, au milieu d'une population qui grossissait avec l'arrivée du jour, commença à perdre l'espoir d'être délivré par Bouillé, et s'approchant en particulier du maire, il lui dit d'une voix attendrie : « Je suis « votre roi; placé dans la capitale au milieu des poi- « gnards et des baïonnettes, je viens chercher auprès « de mes fidèles sujets la liberté et la paix. Oui, mon « ami, continua-t-il avec feu, c'est ton roi qui est en « ton pouvoir, c'est ton roi qui t'implore, veux-tu

¹ *Relation du voyage de Varennes*, par M. de Fontanges, adressée au marquis de Bombelles.

² GOGUELAT (*Mém. du bar. de*), p. 27. — AUBRIOT (*Rapp. rédigé à Void*, par) le 21 juin 1795.

« le trahir, le livrer à ses plus cruels ennemis? Ah!
« sauve ma femme, mes enfans, accompagne-nous,
« guide-nous, je te promets une fortune immense, à
« toi et aux tiens; j'élèverai ta ville au-dessus de
« toutes les villes du royaume. » Sausse, quoique
vivement ému, se montre insensible à des promesses
aussi séduisantes. « Non, Sire, ce que vous me de-
« mandez est impossible; disposez de ma vie, elle
« est à vous, mais n'espérez rien obtenir qui soit
« contraire à mon honneur. J'ai juré d'être fidèle à
« la nation, à la loi et à vous. Je trahirais la consti-
« tution que vous avez jurée de défendre, je man-
« querais aux décrets que vous avez vous-même
« sanctionnés, enfin je vous trahirais en cédant à
« vos demandes. »

La reine aussi cherchait à faire entendre à la femme de son hôte que si elle pouvait déterminer son mari à faciliter le voyage du roi, elle aurait la gloire d'avoir contribué à ramener la paix en France. Cette femme, touchée des supplications de sa souveraine, versait des larmes et disait qu'elle aimait bien le roi, mais qu'elle aimait aussi son mari, et qu'on le massacrerait s'il laissait échapper Louis XVI. M. de Damas, qui arrivait de Clermont, pénétra dans la maison du maire, s'approcha du roi, et lui dit à voix basse : « Prenez un parti violent » ; mais le roi hésite, et regardant sa femme et ses enfans, il dit à ce militaire : « S'ils n'étaient pas autour de moi, on
« verrait bien que je ne suis pas aussi faible qu'on
« se l'imagine. » Au reste, il n'était plus temps; une

foule immense croissait de moment en moment, et rendait tout moyen de résistance inutile.

On était encore incertain de la conduite que tiendraient les hussards de Lauzun, lorsque M. de Goguelat crut devoir engager la famille royale à paraître aux fenêtres, dans l'espoir que sa vue pourrait les émouvoir : ce tableau ne produisit aucun effet sur l'esprit de ces soldats ; pour la plupart pris de vin, ils se laissèrent entraîner par la garde nationale, et ne répondirent que par les cris de *vive la nation* ! M. de Goguelat, indigné, descendit pour les haranguer ; il voulut même dissiper l'attroupement formé autour de la maison, et en luttant avec le major de la garde nationale, il reçut deux coups de feu qui le renversèrent de cheval ¹.

Malgré l'opposition des habitants de Varennes, le roi persistait à vouloir se rendre à Montmédy ; il déclarait que son intention n'était pas de sortir du royaume, et que la garde nationale pourrait l'accompagner. Puis il exposa hautement le but, le motif de son voyage, ses bonnes intentions et son ardent désir de connaître le véritable vœu de ses peuples, que la captivité où on le tenait à Paris empêchait de parvenir jusqu'à lui. La reine, en partageant ses craintes, l'excitait à la résistance : bientôt un gendarme accourt, il annonce que des troupes arrivent de Dun ; le capitaine Deslon qui les commandait, ayant trouvé les rues barricadées, tenta vainement

¹ GOGUELAT (*Mém. du baron de*), p. 32.

tous les stratagèmes pour obtenir passage. La seule chose qu'on lui accorda fut d'être introduit auprès de la famille royale; il s'adressa à la reine en allemand, mais elle lui répondit, les larmes aux yeux: « On nous entend, ne parlez pas ¹. » Cet officier, désespéré de l'inutilité de ses efforts, se détermine à retourner auprès de son général. Le roi, en le quittant, lui dit: « Vous pouvez annoncer à M. de Bouillé que je suis prisonnier, qu'il fasse pour moi ce qu'il pourra ². »

Cet incident fit sentir la nécessité d'accélérer le retour de la famille royale. La voiture, tournée vers l'avenue de Paris, allait être attelée, lorsque les deux aides de camp de Lafayette, MM. Baillon et Romeuf, arrivèrent. Le roi en les voyant les reconnut, et dit à la reine: « Voilà M. de Lafayette qui me fait arrêter une seconde fois. » — « *Il n'a que les États-Unis en tête*, répliqua la reine; *il verra ce que c'est qu'une république française.* » En s'adressant à M. Romeuf, elle lui dit avec gravité: « Monsieur, montrez-moi vos dépêches. » Romeuf lui remit copie du décret de l'Assemblée constituante..... *Les insolens!* dit-elle, après l'avoir parcouru; et lançant au loin le papier, il tomba sur le lit où dormaient le dauphin et sa sœur; puis elle le reprit avec vivacité et le jeta par terre, en disant: *Il souillerait le lit de mes enfans* ³.

¹ BOUILLÉ (*Mém. de M. de*), p. 251.

² CHOISEUL (*Mém. du duc de*), p. 110.

³ CHOISEUL (*Mém. du duc de*), p. 404. — DAMAS (*Rapp. de M. de*).

On ramassa les dépêches qu'on présenta de nouveau à Louis XVI; après les avoir lues, il dit à Romeuf : *Quoi ! vous osez arrêter votre roi ?* Les aides de camp attendris protestèrent de leur respect, de leur dévouement, et lui assurèrent que Lafayette, loin d'être l'auteur de son arrestation, avait été sur le point d'être victime du regret qu'éprouvait le peuple d'avoir perdu son roi ; ils ajoutèrent qu'il y aurait danger de rester dans un lieu si voisin des frontières, et qu'il était urgent de retourner au sein de la capitale, où tout peut-être était à feu et à sang. Le roi répliqua brusquement : « Com-
« mencez par respecter mes ordres; je veux partir
« pour Montmédy. »

Malgré le ton ferme dont Louis XVI proféra ces paroles, ceux qui l'avaient arrêté disposaient tout pour le ramener à Paris. Les incidens qu'il faisait naître en retardant le départ, excitèrent la colère de la populace; impatiente et brutale, elle parlait d'arracher le roi de force pour le traîner dans sa voiture. Enfin Drouet et Sausse, à l'aide du commandant de la garde nationale Sigemont, ordonnèrent des dispositions militaires assez bien entendues; tout le monde s'empressa de fournir des chevaux, et le départ eut lieu dans la matinée du 22 juin : plus de dix mille âmes formèrent le cortège. On sortait à peine de la ville, qu'on aperçut sur les hauteurs un détachement de cavalerie qui essaya vainement de forcer les passages; il fut arrêté par un escadron de dragons sous les ordres du

lieutenant-colonel de Frégeville ¹, accouru de Verdun pour venir au secours des habitans de Varennes.

Cependant Bouillé, après avoir passé la nuit à Dun, était retourné à Stenay ², centre de ses quartiers; là il prescrivit au général Klinglin de réunir ses troupes sous le canon de Montmédy; au général Heyman d'aller à la rencontre du roi avec deux régimens de hussards; et au général d'Hoffelize de se préparer à marcher avec royal-allemand dont la conduite avait été éprouvée la veille de la prise de la Bastille. Bientôt après, il vit arriver à toute bride son fils et M. de Raigecourt; instruit par eux de la catastrophe de Varennes, il ordonna aux détachemens de Mouzon et de Dun d'avancer sur cette ville et d'attaquer en arrivant. « Le roi est arrêté, leur dit-il, et je compte sur vous pour le délivrer. » Tous lui répondent par les cris de *vive le roi!* Pour stimuler leur zèle, ce général leur fit distribuer trois ou quatre cents louis qu'il avait sur lui ³.

Il marchait à la tête du détachement de Mouzon lorsqu'il rencontra le capitaine Delon, qui lui apprit le départ du roi et l'impossibilité de le secourir. Il joignit ensuite le fidèle royal-allemand, auquel il proposa de suivre la route du roi et de faire un dernier effort pour l'enlever ⁴. Mais on représenta au

¹ *Mém. polit. et milit. pour servir à l'Hist. secrète de la Révol. fr.*, t. 1^{er}, p. 49.

² GOGUELAT (*Mém. du baron de*), p. 29.

³ BOUILLÉ (*Mém. de M. de*), p. 242.

⁴ CROISEUL (*Mém. du duc de*), p. 100.

général que les ponts étaient rompus, les gués rendus impraticables, et que les chevaux, exténués par neuf heures de marche continue, ne pouvaient plus aller ; qu'enfin on serait coupé par les garnisons de Metz et de Verdun qui marchaient avec du canon au secours d'une population disposée à lui opposer une vive résistance.

Bouillé, forcé de renoncer à toute tentative pour sauver le roi, dévoré d'inquiétude, revint sur ses pas, accompagné des généraux Klinglin, Heyman, d'Hoffelize, et de quelques autres officiers; il prit la route de l'abbaye d'Orval, située sur les terres de l'empire; de nombreux logemens y avaient été préparés, et le prince de Condé devait s'y rendre. D'où l'on peut conclure que si le roi ne voulait pas sortir du royaume, du moins ceux qui l'engagèrent à quitter Paris, de concert avec les émigrés rassemblés dans le cercle de Luxembourg, avaient l'intention de le conduire au delà des frontières. Le prieur de l'abbaye éprouva un si grand regret de voir le projet échoué, qu'il reçut Bouillé très-froidement et lui fit les reproches les plus amers. *Est-il possible*, lui dit-il, *que vous ayez manqué cette opération?* Pour toute excuse, le général alléguait qu'il aurait compromis les jours du roi. « Ah ! Monsieur, lui dit le prieur en lui serrant la main, *savez-vous bien le sort qui l'attend* ? »

A la nouvelle de l'arrestation du roi, les gardes

¹ *Mém. polit. et milit. pour servir à l'Hist. de la Révol. fr.*, t. I^{er}, p. 30.

nationales de la Meuse, de la Moselle et des Ardennes s'étaient portées en masse à Varennes. Les corps administratifs de ces départemens redoublèrent de précautions pour assurer la tranquillité publique, et se mirent en défense. Des commissaires parcoururent le pays, ils y maintinrent l'ordre, continrent les troupes dans leurs garnisons, s'assurèrent des arsenaux, et firent distribuer des armes et des munitions aux villages voisins des frontières. Les soldats, sur la fidélité desquels Bouillé avait compté, le désavouèrent hautement; presque tous protestèrent de leur zèle à défendre les intérêts de la nation, et jurèrent de mourir pour la patrie et la constitution.

Le roi, qu'on ramenait à Paris, avait pour cortège une multitude innombrable de personnes de tout âge, de tout sexe, armées de fusils, de sabres, de fourches, de piques et de faux; plus on avançait, plus la foule augmentait: les campagnes et les chemins en étaient couverts. A une lieue de Varennes, on rencontra le corps administratif de Clermont qui venait en charrette. Le président fit une harangue au roi sur les malheurs qu'aurait entraînés son évasion; Louis XVI ayant dit dans sa réponse: *Mon peuple est séduit, mon peuple est trompé.* — « Sire, répondit gravement le magistrat, *il est plus facile de tromper un seul homme que de tromper tout un peuple* ». » Au milieu du cortège étaient les

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. II, p. 363.

mêmes dragons qui avaient été destinés à protéger la fuite du roi ; aux environs de Sainte-Menehould, les cris de la multitude devinrent effrayans. Quelques gentilshommes voulurent s'approcher de la voiture ; ils furent repoussés et maltraités. L'un d'eux, le comte de Dampierre, s'entretenant à la seconde voiture avec des personnes de la suite, est assailli par une horde d'assassins qui, après l'avoir massacré, vinrent rejoindre le cortège pour montrer à la famille royale la tête et les dépouilles de leur victime¹. Arrivée à Châlons le jour de la Fête-Dieu, cette famille, qu'aucun malheur ne pouvait distraire de ses devoirs religieux, se rendit dans une chapelle pour y entendre la messe. On ne tarda pas à l'obliger de partir ; le roi, qui était encore à genoux, se leva promptement, dans la crainte que son retard n'amenât la profanation de l'autel où il était à prier².

Cependant Paris ignorait encore l'arrestation du roi, et plusieurs personnages dignes de foi ont assuré dans leurs mémoires que l'Assemblée ne concevait aucune inquiétude ; ils ont même affirmé que des commissaires avaient été nommés, dans le comité de constitution, pour aller à Montmédy porter à Louis XVI des projets d'arrangemens³. Selon ces

¹ VALORI (*Précis hist. du voyage de de S. M. Louis XVI*), p. 63.

² DEMOUSTIER (*Relat. du voyage à Varennes*), p. 7.

³ CROISEUL (*Mém. du duc de*), p. 35. Ce fait grave et important a été confirmé à l'auteur par M. le duc de Choiseul, qui, dans le temps, l'autorisa à invoquer son témoignage. M. Clermont de Gallerande assure aussi que ces commissaires avaient été nommés (*V. ses Mém. t. III, p. 107*).

auteurs initiés dans les secrets de l'entreprise, des membres du côté gauche et du côté droit devaient former cette députation; la Tour-du-Pin-Gouvernet, estimé des deux partis, venait d'être désigné pour aller annoncer au roi l'arrivée des commissaires médiateurs.

Mais à neuf heures du soir (23 juin), au moment où l'Assemblée se disposait à lever une séance qui durait depuis deux jours et deux nuits, on entendit dans les couloirs un grand bruit, duquel surgirent ces paroles : *Le roi est arrêté ! le roi est pris !* Les tribunes et la salle retentissent aussitôt de mille cris de joie. Les députés, prêts à se retirer, se replacent précipitamment sur leurs bancs, où la diversité d'intérêts, l'image d'un roi prisonnier au milieu de ses sujets, et l'incertitude des circonstances qui ont précédé et suivi ce grand événement, tiennent les esprits dans une agitation qu'on ne saurait dépeindre.

Un courrier haletant et couvert de sueur vient encore ajouter à l'effet de cette scène dramatique; il remet au président une dépêche, chacun devine naturellement ce qu'elle annonce. C'était une lettre de la municipalité de Varennes; elle ne contenait que ces mots : « Dans l'alarme où nous sommes, nous autorisons le sieur Mangin, chirurgien, à aller prévenir l'Assemblée que le roi est arrêté; nous la supplions de nous tracer la conduite que nous devons tenir¹. »

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791, p. 724, col. 1^{re}.

Bientôt après, les détails de cette arrestation furent apportés par de nouveaux messagers, qui tous avaient été acteurs ou témoins des faits qu'ils racontaient. Le premier soin de l'Assemblée fut d'assurer le retour de Louis XVI, et de mettre le caractère dont il était revêtu à l'abri de toute insulte : « La royauté appartient à la nation, dit le député Toulongeon, elle ne doit pas être avilie » ; et il demanda pour le monarque la continuation du respect qui lui était dû¹. Pour mieux prévenir les excès d'une population irritée, l'Assemblée ordonna (24 juin) à trois de ses membres, Pétion, Barnave et Latour-Maubourg, de se porter à la rencontre du roi afin de protéger sa personne et celle de l'héritier présomptif de la couronne. On leur donna pour commander les forces militaires, l'adjudant général Mathieu Dumas, dont le patriotisme pur et éclairé avait plus d'une fois fait respecter les lois à la populace mutinée.

L'Assemblée, inquiète et incertaine, chargea son comité de constitution de lui proposer les nouvelles mesures qu'elle devait prendre à l'égard du monarque qui formait un des élémens du gouvernement représentatif qu'on voulait établir, et qui cependant, par une démarche éclatante, venait de manifester son éloignement pour cette même constitution que demandait la France entière. Ce comité, forcé de délibérer sur un fait aussi grave, exposa par l'organe de Thouret, l'un des députés sur

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791, p. 724, col. 2.

qui les passions exerçaient le moins d'empire, qu'un grand crime avait été commis dans la nuit du 21 juin, qu'il était impossible de laisser subsister les relations qui jusqu'à ce jour avaient existé entre le roi et l'Assemblée, et que, pour ne plus compromettre ses décrets, il fallait les affranchir d'une sanction toujours sujette au désaveu. Ce rapport fut le préambule du décret qui déclara qu'après le retour du roi, une garde nouvelle lui serait donnée; cette garde, placée sous les ordres de Lafayette, devait répondre de sa personne, et veiller également sur la reine et le prince royal, pour lequel on nommerait un gouverneur.

Non-seulement on suspendit Bouillé de ses fonctions, mais on ordonna de l'arrêter avec ceux qui avaient accompagné ou favorisé la fuite de la famille royale. On fit défense au Trésor public de rien payer aux Français qui ne produiraient pas un certificat de résidence dans le royaume; enfin, on autorisa les ministres à exercer, chacun dans leur département, et sous leur responsabilité, les fonctions du pouvoir exécutif; celui de la justice devait continuer d'apposer le sceau de l'État aux décrets de l'Assemblée, sans attendre la sanction de Louis XVI. Ce décret, qui par le fait abolissait ou du moins suspendait la royauté, fut adopté sur-le-champ et à une grande majorité¹.

Cependant Malouet s'indigna de tant de rigueurs, et une vive discussion s'éleva entre Rœderer et

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 361.

lui sur l'inviolabilité royale. Ce dernier dit qu'il était seulement question de tenir le roi en état d'arrestation provisoire; et comme on le pria de concilier cette opinion avec le principe de l'inviolabilité, il proposa d'ajouter par un amendement spécieux que toutes ces mesures n'étaient prises qu'affin de veiller à la sûreté de Louis XVI.

Robespierre, après avoir fait décerner des couronnes civiques à ceux qui arrêterent le roi, s'exprima sur les conséquences de cette fuite en termes sombres et perfides : quoiqu'elle fût à ses yeux une véritable conjuration, il trouva qu'on avait fait très-sagement de ne pas supposer au peuple des intentions coupables contre la personne du roi, et que les mesures prises pour le moment étaient suffisantes. Toutefois il laissa prévoir qu'on aurait bientôt une grande question à agiter : « Vous la pressentez tous, » ajouta-t-il, mais je ne veux pas la développer encore, et j'en demande l'ajournement. »

Reubell fut plus significatif : « Après la conduite du roi, dit-il, n'oserons-nous dire la vérité? le mal vient jusqu'à présent de ce qu'il ne l'a jamais entendue. Le roi va revenir, mais je demande qu'à partir de ce jour toute relation cesse entre lui et les représentans de la nation; je n'en dirai pas davantage, car quiconque ne m'entend pas est indigne d'être Français ¹. » Malgré les applaudissemens que reçurent ces réticences hardies, Toulon-

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791, p. 725, col. 3.

geon eut le courage de dire à la tribune : « Nous
« allons écrire de grandes pages dans l'histoire; il
« est beau pour le vainqueur de ne pas vouloir tout
« ce qu'il peut; ne nous laissons pas prévenir par
« de perfides rapprochemens de ce qui s'est fait dans
« d'autres contrées; ne devançons point la loi, qui
« ne prononce qu'après la certitude acquise¹. »

On vit ensuite paraître à la barre de l'Assemblée les députés du directoire de Clermont; ils remirent entre les mains du président le passe-port dont la famille royale était nantie. La lecture de cette pièce excita le plus violent ressentiment contre le ministre Montmorin qui l'avait signée; son absence semble confirmer sa culpabilité. On court à son hôtel pour s'assurer de sa personne; il paraît à la barre, entouré d'une foule impatiente d'entendre sa condamnation. Il répondit avec la sécurité d'une conscience pure : « Si j'eusse donné au roi le conseil
« de partir, j'en aurais précédé ou suivi². » Cette franchise repartie produisit son effet, et on invita le ministre à prendre place sur le banc de ses collègues.

Roederer et Camus allèrent vérifier sur les registres des affaires étrangères l'existence de ce passe-port. Il résulta de leurs recherches qu'en effet la baronne de Korff, sous le prétexte d'avoir perdu son premier passe-port, en obtint un second qui, comme nous l'avons vu, fut remis à la reine par le comte de Fersen.

¹ *Moniteur* du 24 juin 1791, p. 725, col. 3. — TOULONGEON (*Hist. de France*, depuis la révol.), t. II, p. 37.

² TOULONGEON (*Hist. de France*, depuis la révolution), t. II, p. 45.

Ces explications portaient tout le caractère de l'évidence; et, après avoir dissipé les préventions contre Montmorin, un décret le déclara irréprochable.

Les commissaires délégués pour ramener Louis XVI donnaient de fréquentes nouvelles du résultat de leur mission. En arrivant à Dormans, ils apprirent que le roi, parti de Châlons sous la protection de M. Beaudran, maire de cette ville, s'avancait vers Épernay; un quart d'heure avant d'y arriver, ils rencontrèrent le nombreux cortège qui accompagnait la famille royale. Après en avoir reconnu tous les membres, un des commissaires fit lecture au monarque du décret de l'Assemblée constituante. Le roi ne parut sensible qu'aux soins qu'on avait pris pour la sûreté de sa famille. Il répéta de nouveau que jamais son intention n'avait été de franchir les limites du royaume¹ : « S'il se souvient de redire la même chose, nous le sauverons », dit tout bas Barnave à Mathieu Dumas².

Les ordres pour la marche émanèrent alors des commissaires; M^{me} de Tourzel quitta la voiture du roi pour y laisser monter Pétion et Barnave; celui-ci étant fort mince, se plaça entre le roi et la reine; Pétion se mit sur le devant, entre M^{me} Elisabeth et la jeune princesse. Le roi eût voulu que Latour-Maubourg, de préférence à ses collègues, se placât dans la voiture; mais, quoique homme très-distingué et ami de Lafayette, il donna à comprendre qu'étant

¹ *Moniteur* du 26 juin 1791, p. 733, col. 1^{re}. Rapport de Barnave.

² MATHIEU DUMAS (*Souvenirs du général comte*), t. 1^{er}, p. 489.

le commissaire le moins influent, il convenait de céder cet honneur à ses collègues, et que leur vanité flattée ne serait pas sans fruit pour les prisonniers. Le roi, touché de cette attention, lui dit avec bonté : « M. de Latour-Maubourg, nos opinions ne sont pas les mêmes, mais j'ai toujours eu pour vous la plus grande estime. » La reine, au contraire, lui fit un accueil très-sévère; prêt à monter dans la voiture des femmes de chambre, sur le siège de laquelle étaient les gardes du corps, elle lui dit d'un air sec : *M'en répondez-vous ?* — « Tout ce dont je réponds, Madame, repartit Latour-Maubourg, c'est que je serai massacré avant eux. » — « Eh bien ! ajouta-t-elle avec un ton de dépit, s'ils doivent être égorgés, il vaut mieux qu'ils le soient avec nous » ; et elle les fit asseoir sur le siège de sa voiture.

La reine garda d'abord un morne silence avec ses nouveaux compagnons de voyage ; elle affecta même de laisser tomber son voile sur son visage. Cependant Barnave ne s'écarta jamais des égards qu'il devait au malheur ; en voyant de si près et la bonté du roi et la dignité de la reine unie à tant de grâce, il sentit au fond de l'âme une douleur inquiète, et peut-être un secret remords. Ah ! lors même que cette famille eût appartenu à la classe la plus ordinaire, quel est le cœur qui n'aurait pas été touché en voyant régner au milieu d'elle tant de patience et

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

de la capitale, les commissaires, pour hâter leur arrivée, ne gardèrent auprès d'eux que des hommes à cheval, et on alla rapidement jusqu'à Meaux, où la famille royale passa la nuit dans le palais de l'évêque constitutionnel.

Elle partit de cette ville à six heures du matin. En arrivant à Bondy, la voiture fut entourée par la garde nationale parisienne, qui s'exprima avec brutalité sur la démarche du roi. Les malheureux gardes du corps, assis sur le siège de la voiture, durent la vie à deux grenadiers placés à leurs côtés, qui s'efforçaient de parer les coups que leur portait une populace furieuse; une circonstance futile en apparence provoquait cet acharnement; leur habit de courrier ressemblait à la livrée du prince de Condé, et la foule était exaspérée à la vue des couleurs du chef déclaré de l'émigration *. La multitude, accourue des lieux circonvoisins, devint immense; elle s'accrut au point que la marche se ralentit, et le tumulte devint effrayant. Arrivé à la barrière de Pantin, on longea les boulevards neufs pour gagner les Champs-Élysées.

On ne savait quel cérémonial adopter pour recevoir le roi; car, d'après la constitution, sa fuite équivalait à une abdication. Dès le matin (25 juin 1791), on avait affiché dans Paris : « Celui qui applaudira le roi à son arrivée sera bâtonné, et celui qui l'insultera sera pendu. » Personne n'osait ouvrir la bouche; des

* Note communiquée par le général Lafayette.

regards menaçans se portaient sur la famille royale, et des cris d'admiration étaient prodigués à ceux qui l'avaient arrêtée.

Le cortège, grossi sur son passage de toute la population des villages et faubourgs, formait alors une cohue immense au milieu de laquelle étaient de nombreux détachemens de cavalerie, d'infanterie, et une compagnie des anciens gardes françaises que commandait le capitaine Lefebvre. Il régnait partout un morne silence, d'autant plus effrayant qu'on revoyait dans la foule les figures sinistres des assassins d'octobre qui fréquemment criaient : *Enfoncez vos chapeaux ! le voilà, le traître ! il va paraître devant ses juges !*¹ L'air était brûlant, et des flots de poussière étouffaient la famille royale. Les deux enfans regardaient avec effroi ce peuple que jusque là on leur avait toujours représenté dans une attitude suppliante et soumise. Pendant que l'escorte défilait, la garde nationale se reposait sur ses armes.

Un peuple innombrable remplissait les Tuileries et la grande avenue des Champs-Élysées; les toits, les arbres et la statue de Louis XV, tout était couvert par la multitude qui gardait avec affectation le chapeau sur la tête. Le député Guilhermy se trouvait aux Tuileries; il resta constamment découvert, et lorsqu'il vit qu'on voulait le forcer à mettre son chapeau, il le lança au milieu de la foule. La voiture du roi, entourée de seize pièces de canons,

¹ *Journées mémorables de la Révolution*, t. V, p. 59.

paraissait au milieu d'une forêt de piques, de baïonnettes, de haches et de faux. A partir de ce jour, tous les événemens ne furent plus pour la famille royale qu'un sujet de craintes et d'amertume. A la suite du cortège venait un chariot couvert de branches de laurier; Drouet, vêtu de l'uniforme de garde national, était placé sur le devant de ce char avec les nommés Guillaume, Blanc et Mangin. Ces deux derniers, habitans de Varennes, furent ceux qui arrêterent les postillons, avec menace de tirer sur la personne du roi s'ils osaient continuer leur route. Chacun les proclamait héros et libérateurs de la France; leur triomphe ressemblait à celui de guerriers victorieux faisant marcher devant eux un roi captif.

Au moment où la voiture s'arrêta devant le château où devait descendre la famille royale, des cris terribles et menaçans retentirent jusqu'au sein de l'Assemblée, occupée à poursuivre ses dispositions sévères contre la royauté. Sous les chapeaux rabattus et la poussière qui couvraient le visage de deux des gardes du corps, on crut reconnaître MM. de la Tour-du-Pin et de Guiches. Aussitôt une horde d'assassins s'élance sur eux et les accable de coups; ces malheureux, précipités de leur siège, sont saisis par des hommes féroces¹, et ils auraient été inhumainement massacrés sans le généreux dévouement du duc de Grammont et du comte Annibal d'Agoult, puissamment aidés par Mathieu Du-

¹ MATHIEU DUMAS (*Souvenirs du général comte*), t. I^{er}, p. 595.

mas, Latour-Maubourg et les vingt nouveaux commissaires qu'avait envoyés l'Assemblée; ils obtinrent que ces fidèles serviteurs, meurtris et blessés, seraient déposés au château des Tuileries et ensuite transférés à l'Abbaye.

La famille royale, en descendant de voiture, traversa précipitamment une double haie de gardes nationaux destinés à la protéger. Malgré son courage, la reine, triste et abattue, demeura la dernière et se vit presque enlevée par MM. de Noailles, d'Aiguillon et Menou. Trompée sur leurs intentions, et interprétant mal leurs prévenances : « Je suis préparée à tout, leur dit-elle. » Mais elle ne tarda pas à être rassurée sur la loyauté de ces monarchistes constitutionnels, et elle arriva saine et sauve dans ses appartemens, suivie du dauphin que le baron Menou portait dans ses bras. Quant au roi, on se pressait autour de lui. Fatigué de cette curiosité indiscreète, il dit à ceux qui l'entouraient : « *Eh bien ! me voilà ! je ne suis pas perdu* ¹. » Et lorsque, selon les formes de l'étiquette, Lafayette se présenta pour prendre ses ordres, il haussa les épaules en disant : « *Je suis bien plus à vos ordres que vous n'êtes aux miens* ^{*}. »

En rentrant aux Tuileries où elle s'était vue si longtemps prisonnière, la malheureuse famille allait es-
suyer les rigueurs d'une captivité plus étroite et plus humiliante. Pendant deux années, Lafayette avait sou-

¹ TOULONGEON (*Hist. de France*), t. II, p. 39.

^{*} Note communiquée par le général Lafayette.

tenu contre les jacobins et la garde nationale que le roi était de bonne foi : aussi, dès ce jour il fut impossible à ce général de faire conserver à cette garde une attitude décente et soumise. Sans aucun ordre et sans décrets de l'Assemblée, le château, converti en une geôle, devint une Bastille impénétrable; le jardin, comme toutes les issues, furent fermés et rigoureusement gardés. On mura des portes, des fenêtres et jusqu'à des égouts; enfin la soupçonneuse inquiétude des officiers de la garde parisienne redoubla de précaution et de vigilance. Six d'entre eux gardèrent le roi à vue : ils couchaient et passaient la journée entière dans son appartement, dont toutes les portes intérieures restaient ouvertes; le jour, ces officiers entraient dans son cabinet pour s'assurer s'il y était, et la nuit l'un d'eux reposait en travers de la porte de sa chambre à coucher.

On gardait la reine avec la même rigueur et avec bien plus d'indécence. Un officier veillait jour et nuit derrière la cloison de son alcôve. On établit enfin un camp sur la terrasse, sous les fenêtres du château, de sorte que la famille royale n'avait plus la liberté de prendre l'air. Malgré l'expression de douleur empreinte sur la figure du roi, il conservait le maintien qui convenait à sa position; il parlait peu, mais assez pour exprimer une grande sensibilité en faveur de ceux qui partageaient son infortune. Les traits de la reine étaient altérés; mais ni la maigreur ni l'abattement même de son visage

n'avaient effacé la noblesse de sa physionomie ; et à défaut du sentiment qu'inspire la majesté suprême, elle en imprimait un autre plus touchant, plus durable, celui du tendre intérêt qu'excite le malheur.

Lorsque l'Assemblée constituante vint à continuer ses délibérations sur le départ pour Montmédy, Buzot, Barrère et Chabroud y virent un crime de lèse-nation, et demandèrent à ce sujet une enquête pour servir à la procédure. Dans cette discussion, Robespierre s'opposa à la nomination de commissaires chargés d'aller interroger le roi. Sévère observateur des principes, il voulait qu'on appliquât la loi commune à la reine, qu'il qualifia de *citoyenne*, et au roi qui, selon lui, n'était plus qu'un *citoyen* comparable envers la nation¹.

Avant cette fuite, le peuple, malgré ses excès, avait toujours aimé le roi. Les deux partis monarchique et constitutionnel commençaient à se rapprocher, et dans tout le royaume la force publique s'était mise sur un pied imposant pour défendre à la fois la dignité nationale et celle de la couronne. Mais lorsqu'on se représentait un roi fugitif, manquant à sa parole solennelle et tant de fois donnée, lorsqu'on soupçonnait qu'il avait voulu sortir de France pour y rentrer à la tête d'une armée étrangère suivie de cette foule d'émigrés exaspérés par l'exil et brûlant de nous donner des chaînes ou de livrer nos pères à des supplices

¹ *Moniteur* du 27 juin 1791, p. 733, col. 3.

infamans pour avoir salué l'aurore de la révolution, alors on ne pardonnait plus à la faiblesse qui l'avait rendu parjure ; son arrestation paraissait aussi heureuse que sa détention méritée. Chacun trouvait de toute justice qu'il fût jugé, déposé et banni. « Si nous lui laissons le gouvernail, disait-on, « il s'en servira pour précipiter le vaisseau de l'État « sur de nouveaux écueils. »

L'indignation était telle qu'on écoutait avec complaisance ceux qui étaient d'avis qu'il fallait profiter de cette occasion pour se délivrer des ennemis naturels de nos franchises et de nos libertés. On se disait que les Bourbons regretteraient toujours le despotisme ennobli de Louis XIV ; qu'ils se regarderaient comme déchus et dégradés, par cela seul qu'on imposait des bornes à leur pouvoir absolu ; qu'ils chercheraient à se venger en luttant sans cesse contre l'indépendance que le peuple avait conquise, et que la constitution ne prospérerait jamais avec un prince toujours en opposition avec elle ; qu'il convenait d'établir un conseil de régence élu par la nation, responsable, et auquel serait confié le pouvoir exécutif¹.

Les Lameth, Duport et Barnave, qui depuis la mort de Mirabeau cherchaient à faire tourner leur popularité au profit de la royauté constitutionnelle, sondèrent avec effroi la profondeur de l'abîme où l'imprudence du roi avait plongé l'État, et avec

¹ RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis hist. de la Révol. franç.*), p. 250.

courage luttèrent contre Robespierre, Buzot, Vadier et Barrère qui proposaient d'attenter à l'inviolabilité royale. Alarmés des intrigues odieuses que tramaient les jacobins pour anéantir la constitution et changer la forme de gouvernement, ils reculent devant les conséquences qu'avait amenées leur propre exaltation, et se rallient franchement au roi avec l'intention de le défendre. Les jacobins, restés seuls, se divisent en deux partis également dangereux : les uns voulaient la république, et les autres, intrigans subtils et sophistes ambitieux, espéraient placer le dauphin sur le trône et exercer le pouvoir à l'ombre d'un fantôme de royauté.

Lafayette aussi commençait à prêter secours aux royalistes. Son parti, très-rapproché de celui des Lameth, s'entendait avec eux pour concilier les prérogatives royales avec l'esprit de la constitution. « Louis XVI, disaient-ils, sera satisfait des prérogatives attachées à sa couronne, son évasion lui ayant été évidemment suggérée, il est digne du peuple français d'oublier cette faute. » Tous pensaient qu'on ne trouverait jamais de plus belle occasion pour fonder la liberté que d'y travailler de concert avec un roi débonnaire qui, après tant de tentatives inutiles, se convaincrail enfin qu'il lui était impossible de résister à une volonté souveraine, et que, touché d'un oubli généreux, il s'associerait de cœur aux intérêts nationaux.

Dans cette pensée, ils se réunissent aux royalistes

modérés, qu'ils avaient désolés par leurs intrigues et leur turbulence, et, quoique géôliers du roi ; ils désirèrent avec ardeur devenir ses libérateurs. Ils commencent alors à comprendre la révolution qu'ils ont provoquée sans en concevoir les dangers, et pour en arrêter les excès, ils jettent un regard d'envie sur la charte d'Angleterre, à laquelle ils ont préféré la constitution républicaine des États-Unis*.

Mais comment oser braver la colère du peuple dont ils ont brigué les faveurs ? comment le faire renoncer aux principes qu'eux-mêmes lui ont inculqués ? comment oser tenter une délivrance qu'autrefois ils rendirent impossible en combattant Mirabeau dans des circonstances que ce grand génie pouvait maîtriser, et dont les moyens de succès périrent avec lui ? En vain ils prêchent la modération, l'amour de l'ordre et d'une sage liberté ; il n'est plus temps : les cris des groupes furieux qui ne cessent de délibérer par vocifération, étouffent leurs paroles conciliantes. Les blasphèmes prononcés en face du palais devenu la prison du roi, et surtout les attaques de Marat et de Danton, plus odieuses encore que les clameurs effrénées de la multitude, leur apprennent assez que lorsqu'on

* J'engage fortement mes lecteurs, s'ils veulent retirer quelque fruit de la moralité de cette histoire, à bien observer la conversion progressive des révolutionnaires. D'abord Mirabeau, à présent les Lameth, Lafayette et Barnave ; puis les Girondins, et finalement les régicides, devenus sous l'empire comtes, ducs et princes.

marche avec la populace, on est traître à ses yeux du moment qu'on hésite à partager ses fureurs.

Cependant une enquête ayant été ordonnée, les monarchistes constitutionnels, dans l'intention d'éloigner le roi des bords du précipice où il s'était imprudemment placé, choisirent pour la diriger trois hommes sages, humains et modérés. Le premier était Tronchet, excellent jurisconsulte, qui depuis mérita l'honneur d'être appelé à défendre son roi; le second était d'André, honnête royaliste, qui cachait une extrême finesse sous les dehors d'une excessive bonhomie¹; sa conduite prudente et habile n'excitait point la défiance des révolutionnaires, parce qu'en traitant avec eux il agissait avec rondeur et franchise; quoique intimement lié au parti constitutionnel, la cour estimait sa loyauté. Le troisième était Adrien Duport; celui-ci, touché des calamités qu'il prévoyait, avait enfin chassé de son cœur les pensées factieuses qui l'agitaient, et, ainsi que son ami Barnave, il compatissait aux infortunes royales.

Ces trois commissaires, pleins de modération, pour adoucir la forme d'une enquête judiciaire dirigée contre le roi, substituèrent le mot de *déclaration* à celui d'*interrogatoire* qu'ils étaient réellement chargés de faire subir à la famille royale. Introduits chez le roi, ils le trouvèrent seul; après lui avoir lu le décret de l'Assemblée, ils lui appri-

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XVIII, p. 358.

rent que le rapport qu'ils étaient chargés de recevoir devait se référer aux événemens de la nuit du 20 au 21 juin : « Je n'entends point subir un interrogatoire, répondit le roi, mais je consens à m'exposer sur les faits qui vous sont indiqués. » Selon sa déclaration, les menaces et les outrages faits à sa personne et à sa famille, lors du départ pour Saint-Cloud, prouvaient assez qu'il n'y avait pas sûreté ni même décence pour lui à rester à Paris; que son intention avait été de se transporter dans une des villes frontières du royaume, sans jamais quitter le territoire; qu'il avait choisi Montmédy, place frontière comme lui donnant moyen de s'opposer à l'invasion des ennemis, dans le cas où les troupes se seraient soulevées contre le projet arrêté entre lui, M. de Bouillé et M. de Mercy.

Il assura aussi n'avoir fait d'autre protestation que celle renfermée dans le mémoire laissé à son départ; que cette protestation, ainsi que le contenu du mémoire, ne portait point sur le fond de la constitution, mais bien sur le peu de liberté dont il jouissait, d'autant plus que les décrets jusqu'alors promulgués, n'ayant pas été présentés en masse, il n'avait pas pu juger de l'ensemble d'une constitution qu'il adoptait, maintenant qu'il était bien convaincu que l'opinion publique se montrait tout entière en faveur de cet acte fondamental¹.

Les commissaires demandèrent à parler à la reine;

¹ *Moniteur* du 28 juin 1791, p. 741, col. 3. Rapport de Tronchet.

le roi dit alors à M^{me} Élisabeth, qui était auprès de lui : *Va voir si la reine peut recevoir ces Messieurs, et qu'elle ne les fasse pas attendre.* La jeune princesse revint annoncer que sa sœur venait de se mettre au bain, et qu'elle renvoyait l'entrevue au lendemain. Ceux-ci s'applaudirent de ce retard, pensant que la reine, dans cet intervalle, pourrait faire concorder ses réponses avec celles du roi. Le jour suivant, ils se rendirent à l'heure indiquée dans l'appartement de Marie-Antoinette, qui les reçut dans sa chambre à coucher. Elle fit une déclaration peu importante, et à peu près conforme à celle du roi, en ajoutant que ce prince, désirant partir avec ses enfans, rien au monde n'aurait pu l'empêcher de les suivre. Ce qui prouve combien cette reine infortunée conservait le caractère naturel à son sexe, c'est la réponse qu'elle fit lorsqu'on lui demanda si Lafayette était dans le secret : « Il y « était si peu, qu'en le rencontrant près du guichet « des Tuileries, je me mis à rire, pensant à la mine « qu'il ferait le lendemain ¹. »

Les amis de Louis XVI, les vrais amis de sa gloire et de sa dignité, furent sincèrement affectés de cette nouvelle déclaration, qui différait beaucoup de celle qu'en partant il avait donnée. Persuadés que la bouche des rois doit être l'organe le plus pur de la vérité et de la bonne foi, ils ont blâmé la faiblesse qu'eut ce monarque de n'avoir pas osé avouer les

¹ Note communiquée par M. T. L.

véritables motifs qui le forcèrent à s'affranchir de l'autorité d'une Assemblée dont il ne pouvait plus endurer la domination ni adopter les principes. Se plaçant sur une ligne moins sujette à être contestée, ils disaient : « Depuis quand un prisonnier est-il coupable pour avoir trompé la vigilance de ses gardes ? » La fuite du roi ne peut donc être considérée comme « un crime ; il n'a fait qu'exercer le droit qui appartient à tout homme de recouvrer sa liberté et de pourvoir à sa propre sûreté ¹. » D'autres amis du roi, pour relever sa dignité et maintenir dans les esprits ce respect religieux que le malheur inspire, ont affirmé² que, durant cette enquête, toutes les réponses lui furent dictées par Barnave, au nom des chefs du parti constitutionnel, qui ne virent que ce moyen pour faire échouer le projet déjà hautement annoncé de mettre la famille royale en jugement.

Non-seulement la tentative d'évasion de Louis XVI fut un malheur pour lui, mais on peut encore affirmer qu'il n'aurait retiré aucun fruit de son imprudente entreprise, lors même qu'il serait arrivé à Montmédy. L'opinion était alors trop fortement prononcée en faveur de la constitution, et Mirabeau n'était plus là pour concilier les intérêts du trône avec les droits de la nation. Au milieu de l'émigration, Louis XVI, déjà blâmé par elle, se serait vu forcé d'en adopter les principes ; il en serait devenu l'instrument passif,

¹ ROYOU (*Journal de l'Ami du Roi*), p. 92.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 121. — LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 286.

et bientôt il aurait reconnu qu'il n'avait fait que changer de prison. D'un autre côté, la France, déliivrée d'une foule d'adversaires dont les relations avec les ennemis de l'extérieur accumulaient les dangers, et dont les intrigues affaiblissaient les moyens de résistance, eût été moins inquiète; sa force, loin d'être énermée par des dissensions intestines et d'horribles attentats, se serait accrue de tous les Français que cette fuite indigna.

La position fût donc restée la même, mais la question aurait été moins compliquée. La nation sachant à quoi s'en tenir, par le manifeste que le roi avait laissé, se serait-elle divisée pour un prince qui lui léguait la guerre civile, et qui, inconnu aux provinces, aux soldats, eût été perdu dans l'opinion publique? se serait-elle déclarée pour des nobles hais ou enviés, pour des prêtres dont elle se partageait les immenses domaines? Dans cette position, les émigrés auraient représenté les anciens Francs, revendiquant sur les Gaulois leurs droits de conquête. Alors le résultat de la lutte n'eût pas été douteux, et les Francs à leur tour auraient subi la loi des vainqueurs; mais ceux-ci, plus justes et plus humains, se seraient bornés, d'après le progrès des lumières, à ne leur imposer d'autre joug que celui de l'égalité devant la loi.

Au reste, la France devant passer sous le niveau républicain, n'aurait pu choisir pour en faire l'essai un moment plus favorable que celui où le roi, en fuyant, était censé avoir abdiqué, et

par conséquent avoir laissé la nation libre de choisir le genre de gouvernement qu'il lui plaisait de se donner. Mais, quoi qu'on en ait dit, l'esprit de l'Assemblée constituante était purement monarchique et constitutionnel. La république, si séduisante pour la multitude, n'était proposée que par le parti populaire, qui n'avait pas encore assez d'autorité pour la faire adopter; et quand on songe que les premières voix qui s'élevèrent en faveur de cette forme impraticable de gouvernement étaient accoutumées à entonner les louanges du duc d'Orléans, on peut en conclure que la république était demandée par les factieux habiles, seulement comme moyen transitoire pour amener un changement de dynastie.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAMP DE MARS.

Les émigrés à Bruxelles. — Calonne et le baron de Breteuil. — Lettre de Bouillé. — Beauharnais à Bouillé. — Suspension des assemblées électorales. — Payne et Achille du Châtelet proposent la république. — Protestation de 290 députés. — Discussion sur la suspension de la royauté. — Rapport de Muguet de Nantou. — Discours de Pétion et de Liancourt. — On demande une CONVENTION. — Discours de Prugnon, — de Robespierre. — Portrait et discours de Vadier. — Opinion des républicains. — Opinion des constitutionnels. — Proposition de Salle. — Discours de Barnave, — de Robespierre. — Ce dernier dénonce MOSSIRUA. — Agitation aux jacobins. — Pétition du Champ de Mars. — Tallien, Laclos et Brissot en sont les rédacteurs. — Energie de Bailly et de Lafayette. — Ce dernier ne profite pas de sa victoire. — Les constitutionnels forment le club des Feuillans.

Le même esprit qui anima les Parisiens après la fuite du roi éclata dans les départemens. Du sein de chaque ville, il s'éleva un concert de vœux et de sermens patriotiques en faveur de la constitution. Les gardes nationales de Bordeaux, de Lyon, de Marseille, de Caen, de Rouen, de Strasbourg, offrirent leurs secours. Les populations de la Picardie, du Berry et du Bourbonnais proposèrent de quitter leurs travaux agricoles pour voler à la défense de l'État.

La sage ville de Montpellier, égarée par un petit nombre de fougueux révolutionnaires, demanda vengeance au nom de la nation indignement trompée¹. Celle de Melun jura à l'Assemblée de mourir pour l'exécution de ses décrets. A Givet, le départ du roi fit appréhender une violation du territoire; aussitôt les habitans réparèrent eux-mêmes les ouvrages et les forts qui entourent cette place. A Lorient, les citoyens, au détriment de leur commerce, s'offrirent pour comprimer les premiers élans de la guerre civile; les femmes, restées seules, travaillèrent nuit et jour aux moyens de défense. Enfin, toutes les pensées, tous les efforts se réunirent pour sauver la patrie et la liberté des dangers dont elles étaient menacées; les généraux de terre et de mer partagèrent cet enthousiasme. L'amiral d'Estaing écrivit: « Je voudrais qu'il existât un élément nouveau pour pouvoir mieux remplir toute l'étendue de mes devoirs de citoyen. » Dumouriez, commandant à Niort, également versé dans l'art de la guerre et dans celui de la diplomatie, impatient de participer à des événemens qui devaient l'illustrer, annonça que, pour mettre les contre-révolutionnaires à la raison, il avait de l'artillerie, des régimens, et cent mille gardes nationaux prêts à voler à la défense du pays.

Si la fuite du monarque avait jeté dans l'intérieur de la France de vives alarmes, un moment aussi elle

¹ *Moniteur* du 26 juin 1791, p. 732, col. 2.

excita hors du royaume des transports de joie et d'espérance. Les émigrés, qui depuis longtemps se formaient en légions sur les bords du Rhin et dans les Pays-Bas, abusés par les assurances trompeuses des cabinets étrangers, se flattaient que les progrès de la révolution touchaient à leur terme; dans la persuasion qu'ils allaient bientôt rentrer en France, ils se félicitaient, ils s'embrassaient dans les rues de Trèves et de Luxembourg. A Bruxelles, des fêtes superbes furent préparées, dans l'attente du courrier qui devait annoncer que Louis XVI avait heureusement franchi les frontières; mais lorsqu'à la suite d'une vive anxiété on apprit qu'il était rentré prisonnier dans sa capitale, l'accablement du désespoir succéda à l'ivresse de la joie¹.

Les amis de Louis XVI pensèrent que, dans ces conjonctures, Monsieur, au lieu d'aller à Coblenz, remplirait l'engagement qu'il avait contracté avec le roi de ne pas l'abandonner, et qu'il retournerait en France à la nouvelle de son arrestation. Sans doute ce dévouement eût été héroïque, mais en cette occasion l'amour fraternel devait-il l'emporter sur la raison d'État? Monsieur, en mourant avec son frère, aurait privé la France de cet esprit de sagesse qui le rendit par la suite le vrai fondateur de la monarchie constitutionnelle.

Quoi qu'il en soit de cette opinion controversée, les nobles fugitifs furent aussitôt convoqués par

¹ *Moniteur* des 27 et 30 juin 1791, p. 735 et 741.

Monsieur, à qui le comte de Fersen avait apporté, de la part du roi, des pleins pouvoirs pour traiter avec les puissances étrangères d'une confédération générale, dont le but serait de rétablir l'autorité royale en France, dans le sens de la lettre que Louis XVI avait adressée au roi de Prusse. On ne devait faire usage de ces pouvoirs que pour agir conjointement avec le roi, en supposant qu'il fût arrivé à Montmédy. En alléguant le motif de travailler à sa délivrance, les princes, et surtout le comte d'Artois qui venait de quitter Mayence pour rejoindre son frère à Bruxelles, mirent en œuvre les plans des émigrés, auxquels dès ce jour ils s'associèrent pleinement. Toutefois ce dernier, qui avait la clef de tous ces projets, resta d'une manière plus exclusive attaché aux intérêts de la noblesse.

Après avoir séjourné huit jours à Bruxelles, les deux princes partirent pour Aix-la-Chapelle, où ils trouvèrent le roi de Suède, qui, sous le prétexte de prendre les eaux, s'y était rendu, pour être plus à portée des événemens¹. A leur passage à Bonn, ils furent accueillis par l'électeur de Cologne; ils revinrent ensuite auprès de l'électeur de Trèves leur oncle, qui les engagea à s'établir dans ses États, dont la position était très-favorable pour l'exécution de leurs desseins : le château de Schönburnlast, voisin de Coblentz, fut choisi pour premier théâtre de leur vie politique.

¹ BEAUCHAMP (*Vie de Louis XVIII*), t. 1^{er}, p. 48.

Là les princes, au lieu de s'astreindre à une conduite prudente et mesurée, ne tardèrent pas à avoir une cour, des ministres, des ambassadeurs, et à donner à leur établissement la forme d'une résidence royale. On eût dit qu'ils se croyaient encore à Versailles, et les courtisans, qui n'auraient dû apporter à Coblenz que leur épée, y arrivèrent armés de leurs prétentions, de leurs rivalités et de toutes leurs habitudes : ils croyaient que rien n'était changé parce qu'ils avaient conservé l'ancienne étiquette¹. Calonne, dont le dévouement croissait avec les espérances ambitieuses², devint à la fois premier ministre et conseiller intime. Plein de ressources et d'activité, par la confiance qu'il inspirait il était devenu l'agent principal des intérêts de l'émigration ; il dictait les dépêches et réglait tout ce qui regardait les finances.

M. de Saint-Priest et le duc de Polignac furent chargés de la direction du cabinet, et le maréchal de Broglie obtint le commandement en chef de l'armée, ayant sous lui le vicomte de Mirabeau. Les ducs d'Uzès et de Villequier, le bailli de Crussol, les marquis de Laqueille, de Frondeville, de Robien, de Jaucourt, le comte de Vaudreuil, l'évêque d'Arras et le baron de Flauschlanden obtinrent aussi des emplois importants dans ce gouvernement improvisé. Enfin on envoya le baron de Roll à Ber-

¹ CLEMMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Rév. franç.*), t. III, p. 203, 207 et 219.

² PUISAYE (*Mém. du comte de*), t. II, p. 10.

lin, le duc d'Havré à Madrid, et le comte d'Escars auprès du roi de Suède, désigné pour être l'Agamemnon de la ligue formée contre la révolution.

Les inconséquences que commettaient les émigrés ressortirent bien davantage au milieu des difficultés de l'exil. Blâmant tous ceux qui ne partageaient pas leurs illusions et leur enthousiasme, ils donnaient l'épithète injurieuse de *jacobins* à tous les hommes sages et modérés. Loin d'être unis par le malheur, ces hommes, toujours vains et frivoles malgré leur communauté d'infortune, se subdivisaient entre eux et traçaient une ligne de démarcation entre les premiers et les derniers venus¹. Leur exaltation était extrême, et le ton de plusieurs était à peu près aussi révoltant à Coblentz que celui des anarchistes à Paris, car si les uns criaient à *la lanterne!* les autres parlaient toujours de *jeter dans le Rhin*.

Le baron de Breteuil, accrédité par le roi et la reine pour traiter en leur nom avec les puissances étrangères, négociait auprès d'elles, lorsque Monsieur lui déclara (20 juillet 1791) qu'étant seul chargé, avec le comte d'Artois, d'opérer le rétablissement de la royauté en France, il devait considérer comme révoqués les pouvoirs qu'il avait reçus en émigrant, et désormais n'employer son zèle que pour agir selon les instructions des princes². M. de Breteuil

¹ FIÉVÉE (*Correspondance administrative*).

² BEAUCHAMP (*Vie de Louis XVIII*), t. 1^{er}, p. 49, 50 et 80. — Sixième et septième recueils des Pièces trouvées dans les papiers de M. de Laporte, p. 10, 11, 16 et 17.

s'étant soumis à cet ordre, prit rang auprès d'eux comme ministre d'État; mais revêtu de la confiance du roi et de la reine; initié dans leurs intentions secrètes, il dut naturellement s'étonner de voir ses conseils tout à fait négligés par l'entier abandon avec lequel on se livrait aux projets aventureux de Calonne dont toutes les cours avaient appris à connaître la suffisance et la légèreté. Cet ancien ministre, né avec un génie fertile en expédiens de toute espèce, était bon pour entraver dans l'intérieur de la France la marche de la révolution, mais quoique sa plume élégante et facile excellât à donner des conseils, il ne pouvait exercer aucune influence diplomatique auprès des cabinets étrangers, qui, chaque jour, apprenaient que ses projets de restauration, conseillés aux émigrés, n'avaient pu supporter l'épreuve d'un commencement d'exécution.

Le baron de Breteuil, témoin passif de toutes ces intrigues, persuadé que l'infortuné Louis XVI ne régnerait plus si jamais il était délivré par les émigrés, témoigna aux princes sa douleur et son étonnement de voir s'établir si peu d'harmonie entre des hommes professant tous les mêmes principes; puis il se retira et reprit ses fonctions d'agent confidentiel de la reine auprès de la cour de Vienne, qui se rappelait le rôle brillant qu'il joua à l'époque du célèbre traité de Teschen. Alors ce diplomate, très-versé dans les secrets des cabinets, certain d'ailleurs que la conduite des princes serait désavouée par le

roi, travailla, d'accord avec les ministres autrichiens, à suggérer à Léopold une politique prudente, modérée et tout à fait contraire à celle des émigrés.

En même temps, il instruisit le roi et la reine des intentions ultérieures des princes, et pour en prévenir les fatales conséquences, de concert avec le comte de Mercy qui s'était retiré à Bruxelles, ils cherchèrent tous deux à faire désister Monsieur et le comte d'Artois de leurs projets hostiles et contraires à la situation où se trouvait le roi. L'archiduchesse Christine, prévoyant que sa sœur Marie-Antoinette serait un jour victime de l'irritation que les princes provoquaient, employa aussi tous les moyens que lui donnaient son rang et son autorité pour les inviter à la prudence et à ne rien faire qui pût compromettre Louis XVI et sa famille¹. Monsieur et le comte d'Artois, sourds à ces conseils, indisposèrent la maison d'Autriche. Telle est la raison pour laquelle le *prétendant* ne parut jamais à la cour de Vienne.

L'impératrice de Russie et le roi de Prusse, dans des vues politiques que nous dévoilerons bientôt, étaient plus favorables aux projets de Monsieur, et désiraient qu'il fût nommé régent; mais le cabinet autrichien s'y opposa constamment, pour complaire à Marie-Antoinette, toujours dominée par la crainte que les émigrés n'exerçassent trop de pou-

¹ GEORGEZ (*Mém. de l'abbé*), t. III, p. 399.

voir en France si jamais l'autorité royale était rétablie par eux¹. Elle appréhendait surtout l'ambition du prince de Condé, et en faisant partager ses soupçons à sa famille, elle entretenait une continuelle méfiance entre ce prince et les généraux autrichiens.

Le parti des émigrés, dominé par Calonné et ses amis, ne se bornait pas à soulever les forces de l'Europe pour les diriger contre la France: il organisa encore dans l'intérieur des agences de séduction, de révolte et quelquefois même d'assassinats. Mais ce parti, si funeste à l'établissement du régime constitutionnel, perdait sa force par ses subdivisions. Les hommes attachés à Monsieur et au comte d'Artois, quoique agissant dans le même but, étaient souvent en opposition; chacun d'eux cherchait à faire prévaloir le prince dont il captait les faveurs. La noblesse de province s'était fortement attachée au prince de Condé; elle formait un troisième parti qui, plus guerrier que les deux autres, ne demandait qu'à combattre et songeait peu à conspirer.

Au milieu des intrigues que tramait l'émigration pour ramener l'ancien régime, Louis XVI et la reine, restés entre les mains des révolutionnaires, devinrent l'objet d'une diffamation continuelle. Les favoris de cour leur imputaient les malheurs de la France; ils leur reprochaient surtout la suppression des corps

¹ Lettres de Marie-Antoinette à son frère Léopold, des 16 et 21 août 1791.

militaires privilégiés qu'on s'occupait de recréer à Coblenz. « Cette suppression nous aurait conduits à une dégradation complète, disaient-ils, si le comte d'Artois n'eût saisi cette occasion de nous restituer nos droits. » Avec un artifice incroyable, on s'attachait à démontrer que la reine était l'ennemie de la noblesse; qu'elle avait toujours eu le projet de l'anéantir; qu'elle était secondée par Léopold son frère, qui voulait opérer la même réforme dans ses États opprimés par une puissante oligarchie.

Parmi les moyens de contre-révolution, on comptait encore sur une manœuvre infernale dont l'histoire des Français offre peu d'exemples. Elle consistait à faire agir les royalistes dans le sens des jacobins. D'après ce plan, conçu par Calonne, adopté par les députés du côté droit et négocié par MM. de La Rosière et de Mézières¹, des agents provocateurs devaient se servir des maximes de liberté et d'indépendance pour les pousser jusque dans leurs conséquences les plus extrêmes. En affectant de tout exagérer, ils cherchaient à exalter les esprits, et par ce moyen à tout diviser, à tout détruire. Le but était d'entraver la marche de la révolution, de lui tendre des pièges, enfin de la rendre horrible par le désordre, les trahisons et les massacres : « Je me sers des principes de la constitution pour faire faire ce que je veux, écrivait l'infâme Desfieux à un de ces

¹ MÉRÉE LATOUCHE (*Alliance des jacobins*), p. 168. — FROMENT (*Procès de*) contre S. A. R. Monsieur (comte d'Artois), p. 24.

« agens secrets ; sous cette égide , je remue tout sans rien craindre ¹. »

Il s'établit alors , entre Calonne et les partisans de la royauté absolue , une correspondance si active , que les émissaires se succédèrent avec rapidité sur les diverses routes de Coblentz en France. Ces misérables , épars dans nos cités avec mission d'y secouer les torches de la guerre civile , attisèrent les défiances du peuple contre Louis XVI , et perpétuellement fomentèrent des émeutes à Paris et dans les provinces méridionales ². Ils espéraient que ce malheureux prince , venant à succomber avec sa famille , laisserait le trône à ses frères , et serait un exemple effrayant pour tous les rois qui comme lui seraient tentés de donner des constitutions à leurs peuples.

Il était impossible qu'avec une opposition dont la violence égalait la perfidie , le système constitutionnel pût subsister en France. Sans ces coupables manœuvres , le gouvernement représentatif qui , avec tant de force et tant de dignité , avait suppléé à l'absence du roi , aurait suivi sa marche naturelle et continué sa carrière après en avoir subi les épreuves les plus difficiles. Toutes ces révélations sont du plus grand intérêt ; quoique obscures par leur nature et condamnées peut-être à rester toujours enveloppées dans un profond secret , nous en

¹ *Recueil des pièces trouvées dans l'armoire de fer*, t. II, p. 23 et 26.

² *Hist. secrète de Coblentz* (attribuée à Montgaillard). Lond. 1795, p. 54, 56, 80, etc. — *Corresp. des émigrés , ou les émigrés peints par eux-mêmes*, p. 41.

avons dit assez pour les faire comprendre et pour éclaircir le récit des événemens qu'il est temps de continuer.

L'Assemblée constituante, frappée des funestes conséquences qu'entraînait la fuite du roi, voulut prévoir le cas où il y aurait nécessité de proclamer la déchéance, et d'élire le dauphin, encore enfant. Dans cette supposition, le gouverneur de l'héritier du trône devenait un homme important; il convenait donc à l'Assemblée de le nommer : elle décida que l'élection en serait faite d'après une liste indicative des sujets désignés comme candidats. Le choix pouvait tomber indistinctement sur tous les citoyens. L'aveugle ambition du philosophe Condorcet, qui espérait être élu, avait enfanté ce projet. Le résultat des votes fut si ridicule, qu'il prouva la difficulté des élections en pareille matière. D'ailleurs l'Assemblée ne tarda pas à reconnaître que l'idée de détrôner le père par le fils était une immoralité à laquelle il ne fallait pas songer ¹. Dans ce bizarre scrutin, Bouillé obtint quelques voix, ce qui irrita les jacobins et réjouit fort les émigrés.

Ce général, relégué à Luxembourg, en butte aux reproches et à la haine de tous les partis, rejetait les torts dont on l'accablait sur MM. de Choiseul et de Goguelat. Le désespoir que lui causait la triste issue d'un événement qui devait lui assurer une

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

haute fortune, une gloire immense, et qui ne s'offrait plus à lui que sous des couleurs sombres, remplissait son âme d'amertume; frémissant d'horreur sur les attentats que cette catastrophe allait amener, il écrivit à l'Assemblée constituante une lettre pour désavouer de la manière la plus énergique le gouvernement auquel il avait jusqu'alors obéi. Après avoir dévoilé ses intelligences avec le roi pour l'aider à sortir de Paris, il assurait que le monarque n'avait voulu se rendre au camp de Montmédy qu'afin de prévenir les projets hostiles des puissances étrangères *. « Le peuple, disait-il, placé
« entre la crainte de voir la France devenir la proie
« de nos ennemis et l'espoir du rétablissement de
« l'ordre par un gouvernement circonscrit dans les
« bornes de la raison, aurait confié ses droits et ses
« intérêts à des hommes sages, éclairés, capables
« de remplir le vœu des princes et celui du peuple,
« et peut-être, du chaos où nous sommes, on aurait
« vu naître les beaux jours de l'empire français,
« éclairés par le flambeau de la liberté. » On croirait difficilement à cette assertion, si elle n'avait été également consignée dans des mémoires authentiques ¹.

* Le général Mathieu Dumas, chargé de dépouiller les papiers de Bouillé, y trouva le plan du camp de Montmédy, et celui d'Arlon, situé au delà des frontières. Le premier était conçu d'après les intentions réelles du roi; le second plan n'était qu'hypothétique. MATHIEU DUMAS (*Souvenirs du général*), t. Ier, p. 318.

¹ BOUILLÉ (*Mém. de*), p. 363. — CHOISEUL (*Mém. de M. le duc de*), p. 32 et 34. — CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Révol. franç.*), t. III, p. 107.

« Voilà, ajoutait Bouillé en finissant, ce qu'a dû
« vous dire un homme qui n'a pour vous et pour
« votre peuple que du mépris et de l'horreur; mais
« n'accusez personne de conspiration contre votre
« infernale constitution. J'ai tout arrangé, tout ré-
« glé, tout ordonné; c'est moi seul qui ai donné les
« ordres; c'est contre moi seul que doit tonner
« votre fureur sanguinaire, que vous devez aigu-
« ser vos poignards, préparer vos poisons. J'ai voulu
« sauver ma patrie, j'ai voulu sauver le roi et sa
« famille: voilà mon crime! Vous répondrez de leurs
« jours; et je vous annonce que si on leur ôte un
« seul cheveu de la tête, il ne restera pas pierre sur
« pierre à Paris. Je connais les chemins; j'y guiderai
« les armées étrangères. »

Ces menaces exagérées d'un homme en fuite et dépourvu de moyens d'exécution, loin d'inspirer de la crainte à l'Assemblée, furent tournées en ridicule et regardées comme de vaines forfanteries¹. Dans les clubs, cette lettre causa un redoublement de fureur². On ne pouvait pardonner à un militaire d'avoir ainsi caché ses desseins, lorsqu'il déguisait si peu ses opinions. On savait qu'il regrettait l'aristocratie, mais on s'était fié à sa loyauté, et son serment à la constitution paraissait être sincère, par cela seul qu'il s'était fait longtemps attendre. L'apparente franchise de Bouillé en avait imposé aux jacobins; aussi, dans leur indignation,

¹ *Moniteur* du 1^{er} juill. 1791, p. 751, col. 3, p. 752, col. 1^{re}.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 129.

ils adoptèrent le barbare usage des proscriptions sans jugement; cinq cents louis furent assurés à quiconque apporterait sa tête.

Dans la soirée du même jour (30 juin) où l'on reçut la lettre de Bouillé, le duc de La Rochefoucauld réunit chez lui environ cinquante députés influens, tels que Lafayette, Barnave, les Lameth, Chapelier et Sieyes lui-même. On y discuta sur la forme du gouvernement qu'exigeaient les nouvelles circonstances, et tous se prononcèrent pour la royauté¹. Mais pour étayer cette fragile royauté il fallait l'appui des députés constitutionnels, qu'on ne pouvait obtenir qu'en leur accordant un haut degré de confiance. C'était l'unique moyen pour les attacher au trône et raffermir leur foi monarchique vivement ébranlée par le voyage de Montmédy. Toutes les espérances se portaient sur Barnave, parce qu'il montrait pour la famille royale beaucoup d'humanité et de bienveillance. Malheureusement la constitution s'opposait à ce que les députés fussent ministres. Cette interdiction imposée à Mirabeau par ceux qui lui succédaient dans la confiance du roi retombait alors sur eux-mêmes.

La crainte que l'invasion du territoire par les puissances étrangères ne renversât le plan d'une transaction entre le trône et le parti constitutionnel, engagea Alexandre de Beauharnais, de concert

¹ Fragment d'un manuscrit inséré dans les pièces officielles de l'*Hist. de Toulougeon*, t. II, note xxiii, p. 61. Voy. aussi les *Mémoires* de Lafayette.

avec ses amis, à écrire en secret à M. de Bouillé, pour lui communiquer tout ce que l'on était convenu de faire dans l'intérêt de la monarchie, et il le conjurait d'arrêter par son intervention un mouvement armé qui, en excitant la fureur du peuple, redoublerait les périls du roi et pourrait occasionner sa perte¹. Le comte de Gouvernet lui écrivit aussi dans le même sens, et lui développa les avantages qu'il résulterait pour la royauté de l'établissement d'une bonne constitution. Aucun document historique n'a parlé de la réponse qu'aurait dû faire Bouillé; seulement on sait que, comptant sur la considération dont il jouissait, il invita par une circulaire les militaires de toute arme à venir se joindre aux émigrés, avec promesse aux soldats de faire nommer officiers ceux d'entre eux qui amèneraient de vingt-cinq à trente de leurs camarades. Ainsi, tous les plans de conciliation furent dédaigneusement rejetés par les royalistes absolus, qui avaient pour maximes de ne jamais transiger.

Dans ces circonstances critiques, l'Assemblée constituante n'était pas sans inquiétude sur la marche qu'elle devait suivre : la France était menacée au dehors par de puissans ennemis; l'aspect de l'intérieur n'était pas plus rassurant; les troubles excités par la divergence des partis, et l'alarme répandue dans les consciences par les persécutions religieuses, avaient aliéné au gouvernement

¹ Cette lettre est consignée dans les *Mém.* de Bouillé, p. 258-267.

les habitans des campagnes. L'inexpérience ou la mauvaise volonté des corps administratifs s'opposaient à la rentrée des revenus publics et au maintien de l'harmonie si nécessaire à la prospérité des États. Enfin l'armée, divisée d'opinions, était naturellement insubordonnée ainsi que la multitude, irritées par la résistance et le récit de complots continuels. Tout faisait donc appréhender aux hommes sages que le soldat et le peuple ne vinssent encore souiller par de criminelles révoltes la cause de la liberté.

Une autre circonstance non moins grave pouvait en outre ébranler l'État. Les assemblées primaires, chargées d'élire une nouvelle législature, étaient partout en activité; elles avaient même déjà nommé la plupart des électeurs, lorsque la fuite du roi vint accroître le trouble et la discorde. Au milieu des intrigues de tous les partis, que n'avait-on pas à craindre pour le choix des députés? On parlait déjà de consulter les quatre-vingt-trois départemens sur le sort de Louis XVI; mais Chapelier fit sentir le danger de réunir tant de corps délibérans sous de si tristes auspices; l'Assemblée, écoutant la prudence, prit les événemens sur sa responsabilité; elle décréta que les électeurs ne se réuniraient pas, et qu'on surseoirait aux élections jusqu'au jour qui serait ultérieurement fixé ¹.

Malgré l'état de nullité où le pouvoir de Louis XVI était tombé, malgré les énormes conquêtes du parti

¹ *Moniteur* du 25 juin 1791, p. 728, col. 3. — *Id.* du 1^{er} juillet 1791, p. 732, col. 2.

populaire, malgré les symptômes de républicanisme qui jaillissaient de tous côtés, la France était depuis si longtemps pliée aux habitudes monarchiques, que les esprits se faisaient difficilement à l'idée de renverser l'autorité souveraine : aussi jusqu'alors les factieux, retenus par un reste de pudeur et de bienséance, n'avaient agi qu'en secret contre Louis XVI, et en excitant sourdement des insurrections. Mais après le retour de Varennes, ne gardant plus aucune mesure, ils firent retentir la presse, la tribune et les places publiques de leurs plaintes et de leurs menaces. La *déchéance*, qui auparavant n'avait été demandée que dans des pétitions regardées comme l'ouvrage d'un petit nombre d'insensés, devint le texte de discours furibonds, dont les auteurs étaient déterminés à ne rien ménager pour provoquer une catastrophe.

Ce n'était point assez : Condorcet et Brissot, qui s'apprétaient à jouer un grand rôle dans les affaires publiques, tentèrent une démarche plus directe encore. L'un, imbu des maximes de Voltaire dont il avait été l'ami, professait le système de la perfection indéfinie de l'esprit humain, et il s'occupait d'en tracer la marche et les progrès. L'autre, dont nous avons déjà fait connaître la vie aventureuse, regardait comme un gouvernement parfait un État administré par un sénat et un président amovible. L'un et l'autre ayant perdu l'espoir de gouverner, sous le nom du dauphin, ne cessaient de publier dans leurs écrits que le roi, en violant la constitution qu'il

avait jurée, venait de rompre le pacte qui le liait à la nation. Alors le mot de *république* commença à être proféré et affiché. Le club des Jacobins, celui des Cordeliers en profitèrent pour propager l'anarchie, sous l'impulsion de Robespierre, de Marat et de Danton : Pétion se joignit à eux ; chéri du peuple, son opinion commençait à être d'un grand poids sur l'esprit des Parisiens.

Au milieu de tant d'agitations, Thomas Payne, Brissot et Condorcet firent répandre au sein même de l'Assemblée constituante un journal intitulé : *Le Républicain*, où ils s'attachèrent à développer les avantages du gouvernement populaire. Un colonel, appelé Achille Duchâtelet, s'en déclara l'éditeur. Cette publication fit grand bruit dans Paris ; on savait que ce jeune officier avait été en Amérique aide de camp de Lafayette, et qu'il vivait dans la société intime du duc de La Rochefoucauld, de la duchesse de Damville et de tous les partisans des utopies nouvelles. Alors de graves soupçons planèrent sur eux tous ; on accusa cette coterie de déloyauté.

En cette occasion, les conjectures avaient été poussées trop loin : La Rochefoucauld et ses amis étaient de ces âmes droites et franches qui, par amour pour le beau idéal, avaient pu un moment se laisser égarer par la marche heureuse du gouvernement des États-Unis ; mais, ramenés par l'expérience, ils étaient alors convaincus de l'absolue nécessité de se renfermer dans la monarchie repré-

sentative; bientôt après on acquit la conviction que l'éditeur de cette feuille hardie, léger comme tous les Français pour qui la mode est une loi, en demandant la république, n'avait réellement agi que par l'impulsion de Payne et de Condorcet¹, dont les opinions révolutionnaires étaient hautement affichées.

Néanmoins cette proposition parut si étrange et même si contraire aux mœurs de la nation française, que Malouet la dénonça à l'Assemblée comme une manœuvre séditeuse; Pétion et l'abbé Dillon en furent seuls les apologistes, mais Chabroud qualifia leur opinion de paradoxale et d'insensée. L'Assemblée, convaincue que l'œuvre de quelques esprits incandescens ne devait point troubler le cours de ses travaux, se borna à faire insérer dans le procès-verbal que la monarchie était le seul gouvernement convenable à la France et le seul que ses législateurs eussent l'intention de lui donner².

Sieyes avait été accusé de vouloir la république. Mais dans la polémique qu'il engagea à ce sujet avec Thomas Payne, il s'en défendit de la manière la plus claire et la plus précise, en déclarant que le meilleur régime social était celui où la généralité jouissait tranquillement de la plus grande latitude de liberté possible, et qu'il préférerait la monarchie, parce qu'il lui était démontré qu'il y avait

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), p. 321.

² *Moniteur* du 2 juill. 1791, p. 757, col. 2.

plus de liberté possible sous un roi constitutionnel que dans une république¹.

Robespierre fit aussi paraître son opinion, et on la trouve sage et modérée si on la compare à celle des amis de Brissot. Après avoir donné à la nation de pompeux éloges, il annonce que ses principes furent toujours ceux que l'Assemblée nationale avait solennellement reconnus par la déclaration des droits, et qu'il n'avait jamais considéré cette déclaration comme une vaine théorie : « Quant au
« monarque, dit-il, je n'ai point partagé l'effroi que
« le titre de roi a inspiré à presque tous les peuples
« anciens. Pourvu que la nation soit mise à sa place
« et qu'on laisse un libre essor au patriotisme, je ne
« crains pas la royauté ni même l'hérédité des fonc-
« tions royales dans une famille; je crois seulement
« qu'il ne faut point abaisser la majesté du peuple
« devant son délégué, soit par des adorations ser-
« viles, soit par un langage abject; enfin, j'ai dit
« qu'il ne fallait jamais se hâter de prodiguer à la
« royauté ni assez de forces pour tout opprimer ni
« assez de trésors pour tout corrompre, si on ne
« voulait pas que la liberté pérît avant que la con-
« stitution même fût achevée. Tels sont et furent
« les principes de toutes mes opinions sur les par-
« ties principales de l'organisation du gouvernement;
« elles peuvent n'être que des erreurs, mais à coup
« sûr ce ne sont point celles des tyrans ni des es-

¹ *Moniteur* du 6 juill. 1791, p. 771 et 772. — *Id.* du 16 juill. 1791, p. 817 et 818.

« claves !. » Des paroles aussi mesurées auraient été dignes d'éloges si un examen approfondi n'eût prouvé qu'elles constituaient un véritable modèle d'hypocrisie. Déjà Robespierre méditait, et il l'avait annoncé, le projet de jouer le rôle de *Cromwell*. Il voulait le jugement de Louis XVI; mais pour faire croire qu'il était sans passion, il feignait de respecter la royauté, tout en cherchant à faire condamner le roi. La marche des événemens le favorisait dans ses desseins : les Lameth, qui autrefois s'étaient violemment déclarés contre la cour, en voulant la servir après la fuite de Varennes, firent attribuer à la séduction et à l'esprit d'intrigue un changement qui n'était que le fruit de l'expérience. Mais Robespierre, {qui avec des formes décentes et parlementaires avait toujours professé les mêmes opinions, acquit par la constance de sa conduite la réputation éclatante d'homme sage et de député incorruptible.

Au reste, en faisant juger le roi, on secondait parfaitement les vues des deux partis extrêmes : l'un espérait profiter du désordre pour renverser le trône, et l'autre comptait le relever par les chances de la guerre civile. En attendant, quoique le pouvoir souverain ne fût pas expressément supprimé, il demeurait suspendu, et le peuple, en contractant l'habi-

¹ Adresse de Maximilien Robespierre aux Français. Cette déclaration si importante pour l'histoire dut être publiée vers les premiers jours de juillet 1791. Le *Moniteur* n'en parle pas, mais elle est insérée sans date et commentée dans Prudhomme (*Révolutions de Paris*) n° CIX, p. 226.

tude de s'en passer, était naturellement amené à l'idée de le détruire.

Le délire de l'anarchie, qui plus tard envahit la France, aurait commencé à cette époque, si Adrien Duport, Barnave et les Lameth ne lui eussent opposé une vive résistance. Leur tardive sagesse n'en était pas moins utile à la monarchie; la popularité qu'ils avaient acquise, quoique ébranlée par celle de Robespierre, était très-grande, et leur domination bien établie. Le vrai motif de leur variation n'étant pas encore connu, ils profitaient d'une influence prête à s'éteindre pour faire adopter la sagesse de leurs nouvelles opinions à beaucoup de leurs amis qui, comme eux, en professant les maximes de liberté, s'étaient égarés quelquefois jusqu'à faire l'apologie de la licence. Outre cela, un parti très-nombreux de l'Assemblée partageait leurs craintes sur les affreuses calamités qu'entraînerait la dégradation du roi, de ce premier magistrat que la constitution avait considéré comme la clef de l'édifice social.

Mais leurs louables intentions furent trompées par la mauvaise volonté des membres du côté droit, qui, dans l'intérêt de la royauté, auraient dû leur prêter un secours généreux. Cazalès était sur le point de donner sa démission, et MM. de Bonnay et de Sérant prévinrent le président que leurs principes leur faisaient une loi de ne plus prendre part aux délibérations de l'Assemblée.... « Laissez-les par-
« tir, s'écria Bouche, nous en ferons mieux nos af-

« faire¹. » Ces paroles d'un député révolutionnaire étaient profondes : l'émigration entraînait hors de France tous les défenseurs des idées d'ordre, et, lorsque les constitutionnels devenus sages voudront réprimer l'anarchie, ils n'auront plus aucun point d'appui; l'opinion monarchique tout entière sera passée sur le sol étranger.

Le lendemain, M. de Foucauld demanda la parole; l'objet de sa motion étant connu, on invoqua l'ordre du jour; quelques-uns mêmes s'écrièrent qu'il fallait lever la séance. Pendant le tumulte, ce député déposa sur le bureau une protestation datée du 29 juin, et signée de deux cent quatre-vingt-dix de ses collègues, contre les décrets qui, en suspendant l'exercice de l'autorité du roi, avaient porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne. « Avant « l'époque désastreuse où nous sommes arrivés, di- « sait cette protestation, nous pouvions du moins « embrasser le fantôme de la monarchie; nous com- « battions sur ses débris; l'espoir de la conserver « justifiait notre conduite : aujourd'hui le dernier « coup a été porté. Mais à défaut de ce grand « motif, des devoirs d'un autre ordre se présentent; « le monarque existe, il est captif; ses malheurs « nous imposent une obligation plus étroite que ja- « mais de nous rallier autour de sa personne. C'est « pour lui, c'est pour sa famille, c'est pour le sang « chéri des Bourbons que nous devons rester au

¹ PAPON (*Hist. de la Rév. franç.*), t. III, p. 210.

« poste d'où nous veillerons toujours sur un dépôt
« aussi précieux.... En conséquence, nous continue-
« rons, par le seul motif de ne point abandonner
« les intérêts de la personne du roi et de la famille
« royale, d'assister aux délibérations de l'Assemblée
« nationale; mais ne pouvant avouer ses principes
« ni reconnaître la validité de ses décrets, nous ne
« prendrons dorénavant aucune part aux délibéra-
« tions qui n'auront pas pour objet les seuls inté-
« rêts qui nous restent à défendre. » Cette déclara-
tion avait été rédigée par l'abbé Maury, d'Épéménil
et Montlosier¹. Elle se terminait par une péroraison
énergique de M. de Bouville, ancien président au Par-
lement de Rouen. Une démarche aussi inconsidérée,
lorsqu'il s'agissait de sauver le roi par beaucoup de
prudence, contraria d'autant plus le parti constitu-
tionnel, qu'il avait besoin du concours des royalistes
de toutes les nuances pour défendre la royauté con-
tre les jacobins.

Ce fut dans des circonstances aussi difficiles que
l'Assemblée constituante se vit appelée à prononcer
sur la plus grande affaire qui lui eût encore été
soumise. Louis XVI, chargé du poids de son mani-
feste et du souvenir de ses sermens; Louis XVI,
coupable ou égaré, prisonnier dans son palais, dé-
pouillé du pouvoir et des attributs de la royauté, al-
lait comparaître au tribunal de l'Assemblée, lorsque
celui de l'opinion publique s'élevait pour l'accuser.

¹ MONTLOSIER (*Mém. de*), t. II, p. 169.

De toutes parts éclataient, sinon un désir de vengeance, du moins une défiance insurmontable. « Comment des Français pouvaient-ils remettre les « rênes du gouvernement dans des mains débiles « ou malveillantes ? » Cette pensée était celle des plus obscurs et des plus paisibles citoyens ; elle devint si générale et si répandue, qu'elle semblait être le cri de la conscience et de la volonté de tous.

« Louis a pris la fuite, disaient les ennemis de « la royauté ; il était attendu à Orval, abbaye du « Luxembourg, et non à Montmédy ; en partant, « il a défendu à ses ministres de signer aucun acte « en son nom, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu des « ordres ultérieurs ; et puisqu'en protestant contre « la constitution il a rompu lui-même le pacte « qui le liait avec la nation, il est juste et consé- « quent de le déclarer déchu. »

Ceux au contraire qui se montraient favorables au souverain, cherchaient à le justifier, en objectant que dès l'ouverture des états-généraux Louis XVI s'était trouvé avec eux dans un état d'hostilité permanent, et que la force seule avait décidé de leurs droits respectifs. « L'Assemblée elle-même, ré- « pondaient-ils, a bien donné au roi l'exemple d'une « protestation contre la force, en jurant au Jeu de « Paume de Versailles de ne point se séparer que « la constitution ne fût achevée. Si le roi eût triom- « phé le 14 juillet, n'aurait-il pas été autorisé à ju- « ger l'Assemblée sur ce seul fait, bien mieux que

« l'Assemblée ne pouvait l'être à juger le roi sur son « évasion de Paris? »

Les dispositions prudentes de l'Assemblée constituante, suggérées par un esprit conservateur, irritèrent les anarchistes. A les entendre, quiconque hésitait à juger le monarque était traître à la nation. Cependant mettre en cause un prince dont l'inviolabilité avait été consacrée, était pour les esprits judicieux une infraction si manifeste à la constitution, que Lafayette, indigné qu'on osât porter atteinte à ce principe de stabilité, dit aux factieux : « Si vous tuez le roi, je vous préviens que le lendemain la garde nationale et moi nous proclamerons le prince royal. »

Tandis que les deux partis se déchiraient sous le nom de *républicains* et d'*amis de la liste civile*, sept comités avaient été chargés par l'Assemblée d'examiner la question solennelle à laquelle la France et l'Europe entière attachaient une si haute importance. Jamais cause d'un intérêt aussi majeur, aussi universel, n'avait été soumise à la discussion. L'opinion était si bien établie parmi ces comités que Louis XVI s'était rendu inhabile à reprendre les rênes de l'empire, que l'on ne crut pas même qu'il fût besoin de délibérer à ce sujet. L'heureux essai qu'on fit du gouvernement représentatif pendant le voyage de Varennes, propagea l'idée que ce gouvernement pouvait marcher sans roi. La majorité de cette assemblée était éprise de cette illusion, au point qu'en conservant la royauté elle

croyait agir bien moins par nécessité que par respect pour la constitution qui avait assuré le trône à une famille avec laquelle la nation s'était identifiée par une alliance de plusieurs siècles.

Au comité de constitution on s'occupait du mode à suivre pendant la minorité du jeune roi, lorsque Adrien Duport fit sentir l'inconvénient de tous les projets qu'on proposait, et avoua que, malgré la difficulté de la position où on était placé, le seul moyen de sauver l'État était de rendre au prince une autorité dont il était impossible qu'il abusât, puisqu'elle serait fondée sur la constitution; que Louis XVI était un prince tel qu'il le fallait pour fonder un gouvernement représentatif; la vacillation de sa conduite et sa répugnance à suivre les plans qu'on l'avait forcé d'adopter, prouvaient assez qu'il était incapable de devenir le chef d'un parti redoutable¹; qu'enfin, malgré ses torts récents, il était encore le meilleur prince de sa famille, et à tout prendre le meilleur roi de l'Europe*.

Néanmoins la crainte de choquer l'opinion dominante était telle, qu'aucun membre de comité n'osait se charger d'émettre cet avis. Alexandre de Lameth accepta cette difficile mission, et la remplit avec autant de zèle que de succès. Il eut le courage de représenter aux comités réunis, que le seul parti à prendre était précisément celui qu'on avait rejeté

¹ 3^e Rec. des pièces trouvées dans l'armoire de fer, t. 1^{er}, p. 221.

* Cette opinion avait été suggérée au parti des Lameth par le général Lafayette, qui plus d'une fois l'a exprimée à l'auteur.

sans examen, et que, dans l'intérêt de la chose publique, il fallait à tout prix conserver l'autorité royale. Il prouva que les idées de liberté, d'indépendance prenaient un tel développement dans l'ordre social, qu'on tomberait dans l'anarchie, si, cédant aux novateurs, on cherchait encore à retirer le moindre avantage de la faute de Louis XVI.

De l'importante décision des comités allait dépendre en quelque sorte la destinée de ce prince. Muguet de Nantou, député constitutionnel, qui n'avait jamais varié dans son amour pour les institutions légales, fut chargé, en exprimant le vœu des comités réunis, d'exposer les grands principes qui doivent servir de base à tous les gouvernemens représentatifs (13 juillet 1791). Il divisa son rapport en deux parties : la première présentait les faits relatifs aux événemens du 21 juin, et la seconde contenait la discussion et l'avis des comités sur ces deux questions : le roi peut-il être mis en cause pour le fait de son évasion ? son évasion est-elle un délit ? Sur la première question les comités ne crurent pas devoir s'écarter des principes décrétés et positifs de la constitution, qui établissait l'inviolabilité du roi, non comme une prérogative attachée à sa personne, mais comme un attribut essentiel de la royauté.

Quoique le rapporteur eût rarement occupé la tribune, il était néanmoins doué de précieuses qualités ; loyal, sincère, il aimait son pays, et son esprit droit et flexible était très-propre à pré-

senter un projet hérissé de difficultés de manière à le faire adopter aux esprits les plus rebelles. Ce « n'est pas, dit-il, pour le roi, mais pour la nation que la monarchie a été établie; c'est aussi « pour l'intérêt national que l'hérédité a été consacrée, car le repos public est assuré du moment que « le trône d'un seul devient le tombeau de l'ambition de tous.

« Le roi, ajouta-t-il, n'est pas un citoyen, il est « à lui seul un pouvoir : or, si ce pouvoir n'est pas « indépendant, il sera bientôt détruit par celui qui « agira conjointement avec lui; il sera même exposé « aux caprices du premier factieux qui, libre de tra- « duire le prince devant les tribunaux et de priver « les lois de leur principal exécuter, chercherait « à se populariser par une action éclatante. Sans « cette inviolabilité, dit Muguet de Nantou, chaque « jour, à chaque heure, à chaque instant, tous les « Français pourraient appeler leur roi devant les tribunaux. » Comme tempérament de l'inviolabilité, il opposa la responsabilité des ministres.

Sur la seconde question, les comités pensèrent qu'une action, quoique moralement criminelle, n'est un délit justiciable des tribunaux que lorsqu'elle est ainsi spécifiée par la loi, et qu'on ne devait pas appliquer au roi les deux seuls décrets qui semblaient se rapporter à son évasion : celui qui ordonnait au monarque de ne pas s'éloigner de plus de vingt lieues du corps législatif, et celui qui le déclarait déchu, si, étant sorti du royaume, il n'y

rentrait pas sur les sommations qui lui seraient faites. Or, le roi n'ayant pas franchi les frontières et n'ayant reçu aucune sommation, ne devait pas encourir sa déchéance par le seul fait de son voyage. Quant au mémoire qu'il avait laissé entre les mains de M. de Laporte, il ne constituait pas davantage un délit, n'étant contre-signé d'aucun ministre et n'ayant point été communiqué officiellement à l'Assemblée.

« La constitution n'étant pas achevée, ajouta le
« rapporteur, il était impossible au roi de la juger ;
« aussi l'Assemblée n'a-t-elle jamais confondu les
« acceptations partielles qu'il en a données avec
« l'engagement solennel et rigoureux qu'il sera dans
« le cas de contracter lorsque l'acte constitutionnel
« lui sera présenté. Libre alors de refuser le poste
« éminent auquel la nation l'appelle, son accep-
« tation aura l'effet de le lier d'une manière posi-
« tive et invariable. Il résulte de ces principes que
« le roi n'est pas coupable aux yeux de la loi, et
« qu'en supposant même qu'il le soit, l'inviolabilité
« de sa personne, formellement reconnue par les
« décrets, ne permet pas qu'il soit mis en juge-
« ment.

« Ah ! poursuivit Muguet de Nantou, s'il était
« permis de soulever le voile qui nous cache les évé-
« nemens qui seraient la suite infaillible d'une opi-
« nion contraire, l'Assemblée y verrait tous les mal-
« heurs qui ont affligé l'Angleterre pendant l'espace
« de plus de soixante ans, qui ont désolé la Russie
« sous la régence du jeune Ivan, les troubles de la

« minorité de Louis XIV, des guerres civiles, des
« guerres étrangères sans cesse renaissantes; une
« constitution à peine établie, que la paix doit con-
« solider, exposée à toutes les secousses qui ébran-
« lent souvent les gouvernemens les mieux affermis,
« et au milieu de ces désordres, l'héritier du trône,
« à peine sorti du berceau, tour à tour instru-
« ment et victime des factions, des régens que la
« loi désigne et que la confiance éloigne : telle est
« la situation que présenterait le gouvernement
« français. »

L'orateur, dans ses conclusions, annonça que l'Assemblée constituante, sans céder à la sévérité exagérée des uns, ni sans s'abandonner à l'empressement servile des autres, prononcerait l'inviolabilité du monarque qui avait été décrétée. Toute l'animadversion des comités fut dirigée contre le marquis de Bouillé, convaincu, par sa lettre à l'Assemblée, d'être l'auteur et l'instigateur de la fuite du roi. Les conclusions du rapport tendaient à faire traduire ce général avec ses complices devant la haute cour nationale, ainsi que les trois gardes du corps qui avaient été ramenés avec le roi¹.

Après un instant de silence, plusieurs membres demandèrent l'impression du rapport, d'autres proposèrent l'ajournement. Le parti constitutionnel s'y opposa avec chaleur. « Nous ne pouvons pas ignorer,

¹ *Moniteur* du 14 juill. 1791, séance du 13, p. 805 et 806.

« dit M. d'André, qu'il est des hommes qui veulent
« saisir l'occasion du départ du roi pour renverser
« la constitution qu'ils ont juré de maintenir. Ils
« demandent du temps, afin d'exalter quelques es-
« prits crédules, quelques personnes peu instruites,
« qui croient trouver dans un bouleversement leur
« fortune personnelle. »

L'ajournement de la discussion ayant été rejeté, elle s'ouvrit aussitôt sur le fond de cette grande affaire. Pétion parla le premier; il combattit l'inviolabilité du roi, consacrée par le rapport des comités. « Elle ne peut s'appliquer, dit-il, qu'aux
« actes de son autorité; pour tous les autres, il doit
« être soumis aux lois: sans cela, il serait un des-
« pote..... Pour jouir d'une inviolabilité absolue, il
« faut être infaillible..... Un souverain pourra donc
« tuer impunément? un Néron, un Caligula se li-
« vrerait à ses fureurs, et il faudrait respecter ses
« goûts sanguinaires...? » Abordant ensuite la ques-
tion, il s'éleva contre le projet des comités, et il
conclut à ce que le roi fût mis en cause et jugé,
soit par une Assemblée nationale, soit par une
Assemblée conventionnelle chargée du jugement
suprême de ce grand procès.

« Si vous décidez ainsi, reprit le duc de Lian-
« court, vous n'aurez plus de rois héréditaires, mais
« des rois d'un jour. » Il justifia l'évasion de
Louis XVI, qu'il représenta comme étant, depuis la
révolution, environné de factions et d'orages, en
butte à la calomnie, dépouillé de la confiance pu-

blique, abreuvé d'amertume, privé de la liberté nécessaire pour mettre le sceau à la constitution : « Il ne pouvait, dit-il, rien faire de plus utile pour « elle que d'aller chercher un lieu où il pût la re- « vêtir de son libre consentement. » Et avec l'expression d'une vive sensibilité cet homme sage ajouta : « Ceux qui se rappellent les temps où sa « volonté faisait la loi, savent bien qu'alors sa pro- « bité fut toujours un obstacle à la perfidie des « ministres. Il faut le dire, le roi n'est en ce mo- « ment bravé que par les factieux, et c'est à la « royauté qu'on en veut. C'est à cette sorte de ty- « rannie, dont la multitude est l'instrument, qu'on « voudrait nous assujettir. C'est par la chute d'un « seul que, dans les calculs de leurs intérêts, les « factieux espèrent bientôt ne trouver plus d'é- « gaux *. Déjouez leurs projets en maintenant une « constitution pour laquelle la France a juré de « mourir. » On applaudit l'orateur ; mais Robespierre le fut davantage par les tribunes, lorsqu'il s'attacha à repousser le titre de factieux qui semblait s'adresser directement à lui.

Le député Prugnon, dont la rare modestie aurait étouffé la réputation si l'équitable histoire n'était obligée de faire ressortir son mérite oublié, prononça en cette occasion un discours plein de vues neuves et profondes. Sa haute sagacité, tranquille au milieu des orages, semblait devancer le

* *Moniteur* du 15 juill. 1791, p. 810, col. 1 et 2.

temps qui seul donne l'expérience. Il soutint que la déclaration du roi renfermait des reproches, des doléances, mais n'était point un manifeste, et surtout ne constituait pas une abdication. « Quand le
« peuple sort des limites, vous dites, non sans raison, qu'il est égaré; les rois sont-ils exposés à
« moins de séductions que les peuples? n'avez-vous pas à vous féliciter de l'erreur du prince,
« puisqu'il a donné occasion au peuple français
« de déployer cette dignité silencieuse qui jusqu'ici lui avait semblé étrangère, puisqu'elle a
« hâté l'uniforme et majestueuse expression du vœu
« de la grande famille; puisqu'elle a fait retentir
« jusqu'à Pétersbourg cette grande vérité, que ce
« n'est plus pour une douzaine d'hommes qui sont
« rois que les peuples de l'Europe sont faits; puisqu'elle a appris à Louis XVI que la première
« gloire d'un roi est de commander à des hommes
« libres, et que les restitutions faites à la nature
« humaine ne sont pas des vols faits à la royauté?
« Sous l'ancien gouvernement se réalisait la belle
« comparaison d'un Anglais célèbre, qui a dit
« que le gouvernement d'un seul est comparable
« à une pyramide assise sur sa pointe. Aujourd'hui la nation a repris sa place, l'édifice de la
« constitution s'achève; mais l'unique clef de cette
« magnifique voûte, c'est un trône constitutionnel
« entouré de l'inviolabilité, garantie si précieuse,
« si nécessaire à l'ordre, à la stabilité et à notre
« position actuelle, qu'on peut hardiment avancer

« que, si elle n'existait pas, ce serait pour nous qu'il faudrait l'inventer¹. »

Pour combattre des raisons dont la force pouvait faire autorité, l'hypocrite Robespierre annonce qu'il ne prendra point de dispositions sévères contre un individu, mais seulement qu'il combattra une proposition à la fois faible et cruelle, pour y substituer une mesure douce et favorable à l'intérêt public. Après s'être attaché à repousser l'inviolabilité, il ajouta : « Ce serait créer un Dieu sur terre que de
« l'accorder au roi pour des actes qui lui sont per-
« sonnels; vous créeriez alors une divinité, et nous
« ne voulons point d'une fiction qui consacre
« l'impunité du crime, et qui donnerait à un
« homme le droit de se baigner dans le sang de nos
« familles. Mais, dira-t-on, cette inviolabilité de la
« personne royale a été décrétée? eh bien! tant pis,
« car il est une autorité plus forte que celle de la
« constitution elle-même : c'est la raison, c'est la
« conscience des peuples libres, c'est le soin de leur
« salut..... D'ailleurs la constitution n'a pu décréter
« l'inviolabilité du roi que pour des actes admi-
« nistratifs dont ses ministres restent seuls respon-
« sables. A ce privilège immense n'en ajoutez pas
« un qui fait frémir la nature : le privilège des
« crimes, des parjures, des meurtres, des massacres.
« Quoi! nous qui avons abattu tant de privilèges,
« nous aurions laissé subsister celui-là? non, je ne

¹ *Moniteur* du 15 juill. 1791, p. 810 et 811.

« le reconnâtrai jamais pour constitutionnel. De-
« mandez à l'Angleterre si elle a reconnu un tel
« droit dans ses monarques? consultez son histoire.

« En admettant que le roi n'est pas justiciable, il
« n'y a point de délit, il n'y a point de complices ;
« si sauver un coupable puissant est une faiblesse,
« sacrifier un coupable faible est une lâcheté. Il
« faut ou prononcer sur tous les coupables ou les
« absoudre tous; et si j'étais réduit à voir les me-
« sures du comité triompher, je n'hésiterais pas à me
« déclarer l'avocat des gardes du corps, de madame
« de Tourzel et de Bouillé lui-même¹. J'abhorre,
« ajouta-t-il, toute espèce de gouvernement où les
« factieux règnent, parce que le pire de tous est
« celui d'un monarque faible qui devient la proie
« des intrigans. » On assure qu'il vint ensuite à
parler de Cromwell, et qu'il dit à son sujet : « Je ne
« vois ici personne qui puisse remplir la place de
« ce puissant caractère. » Puis, craignant de s'être
trahi par le sentiment de son admiration pour le
meurtrier d'un roi, il s'empressa d'ajouter : « Ni
« personne qui voulût le souffrir². »

Ce discours, d'une violence froidement calculée,
fut encore surpassé par celui que prononça Vadier :
au milieu de sophismes et d'imputations atroces, il
exprima ouvertement la nécessité du régicide. Ce
député, du bailliage de Pamiers, était un vieillard
atrabilaire; avec un cœur méchant, rempli de fiel

¹ *Moniteur* du 13 juill. 1791, p. 811, col. 2.

² LACRETELLE (*Hist. de l'Ass. const.*), t. II, p. 296.

et d'âcreté, il joignait à l'expérience des années le feu de la jeunesse. Ancien conseiller au présidial de Foix, sa longue habitude des affaires judiciaires l'avait endurci dans des principes cruels, impitoyables, et lui promettait une fatale célébrité dans les annales du crime. Jamais il n'avait pris la parole au sein de l'Assemblée, et il débuta comme s'il eût parlé aux jacobins dont il était le sectaire le plus fanatique : « Un grand crime, dit-il, a été commis; c'est sur de « grands criminels que vous avez à prononcer. Un « roi parjure et fugitif, un roi qui déserte lâchement « son poste pour nous livrer à toutes les horreurs de « la guerre civile, un roi qui emmène dans sa fuite « l'héritier présomptif de la couronne, qui va se jeter dans les bras d'un parricide, qui répand un « manifeste où il déchire la constitution.... Non, « l'inviolabilité ne réside plus sur sa tête depuis « qu'il a abdiqué la couronne. Aucun de nous peut-il entendre, par exemple, qu'un brigand couronné »

A ces mots, les tribunes applaudissent; une partie du côté gauche murmure, et le côté droit, justement indigné, demande que cet orateur forcené soit rappelé à l'ordre. Mais ses fougueux partisans le justifient, en alléguant que c'était une figure de rhétorique, et Vadier, encouragé par l'impunité, continue avec audace et répète encore : « Aucun « de nous peut-il vouloir qu'un brigand couronné

¹ *Moniteur* du 15 juill. 1791, p. 810, col. 3.

« puisse impunément tuer, incendier, conspirer, ap-
« peler les satellites étrangers sur nos frontières,
« répandre partout la désolation et le carnage? Une
« telle monstruosité dans nos lois serait un véritable
« poison, un germe pestilentiel qui enfanterait des
« tyrans. Non, jamais les Français ne s'accoutume-
« ront à un pareil genre d'ignominie. » Il conclut à
ce que Bouillé et ses complices fussent envoyés de-
vant une haute cour de justice, et, comme Pétion,
il demande qu'une *Convention nationale* soit aussitôt formée pour prononcer sur la peine que Louis XVI
a encourue par son parjure et par sa fuite.

La sévérité de Robespierre et les injures cruelles
de Vadier furent également appuyées et défendues
par Prieur de la Marne et l'abbé Grégoire. « Quoi!
« dirent ces ennemis de la royauté, pour un ar-
« pent de terre usurpé, nous pourrions appeler
« Louis XVI en justice, et notre sang répandu,
« notre honneur outragé resteront sans vengeance?
« Où est la liberté, la loi, la nation, si, au milieu de
« nous, un homme peut naître avec le privilège des
« conspirations et des forfaits? Non, la constitution
« n'a point consacré cette monstrueuse prérogative.
« En déclarant le roi inviolable, elle ne l'a point
« déclaré impunissable. Si les lois nouvelles sont
« muettes, n'en existe-t-il pas d'anciennes contre
« les conspirateurs? Ces lois, vous ne craignez pas
« de les invoquer contre ceux qui ont servi la fu-
« neste entreprise du roi; vous dressez l'échafaud
« pour des hommes qui n'ont fait qu'obéir, et celui

« qui donna l'ordre, vous le replacez sur le premier
« trône du monde ! Il est inviolable, prétendez-
« vous, et déjà vous l'avez jugé ; déjà vous l'avez
« traité en citoyen, en sujet de la loi. De quel droit
« avez-vous violé sa personne en ordonnant qu'il
« serait prisonnier ? S'il ne peut être traduit devant
« les tribunaux, allez donc vous-même vous y pré-
« senter pour entendre votre arrêt, et traînez-y les
« généreux citoyens de Varennes ; ainsi nous ver-
« rons une nation représentée par un criminel de
« lèse-nation, et la loi s'exécuter au nom d'un par-
« jure qui la foule aux pieds.

« Si la crainte, ajoutaient ces républicains exal-
« tés, fait vaciller dans vos mains la balance de la
« justice, si au dehors vous voyez les rois, redou-
« tant pour eux-mêmes l'influence de l'exemple d'un
« roi accusé et jugé, se liguier pour fondre sur vous,
« n'avez-vous pas à leur opposer plus d'hommes ar-
« més que l'Europe n'en peut vomir contre la France ?
« Au dedans vous appréhendez la discorde d'où naît
« l'anarchie, et vous ne voyez pas que la défiance
« en est la source, qu'un roi sans confiance ne pourra
« jamais exercer son pouvoir ? Vous avez beau lui
« faire accepter et jurer la constitution, on ne le
« croira point ; vous aurez beau lui dire qu'il est
« libre, il ne le pensera pas tant qu'il ne sera pas
« le maître ; il faudrait, avant tout, lui faire aimer
« la constitution ; mais, pour y réussir, il faudrait
« la défigurer. »

Le côté droit gardait le silence ; les constitu-

tionnels soutinrent seuls l'honorable tâche de défendre la royauté dans une occasion si difficile. Un d'entre eux, le vieux Goupil de Préfelin, affirme que la royauté protégera toujours les faibles lorsqu'elle ne sera pas asservie par l'aristocratie; puis avec courage il s'élève contre les factieux qui provoquaient la république, notamment contre Brissot et Condorcet, dont il dévoile l'ambition et les intrigues. Enfin, le résumé de la plupart des longs discours des orateurs constitutionnels portés à défendre l'inviolabilité du roi, tels que Duport et Desmeuniers, se trouve à peu près renfermé dans cette analyse concise :

« Le roi, quoique très-coupable, n'est cependant
 « pas sans excuse; rien n'a montré en lui des inten-
 « tions criminelles, il a voulu se retirer, mais il n'a
 « point voulu s'armer contre les Français. Il croyait le
 « peuple des départemens dans des sentimens oppo-
 « sés à ceux du peuple de Paris; sa fuite et son retour
 « l'ont à jamais désabusé : à présent qu'il connaît l'u-
 « nanime désir des citoyens, rien ne pourra plus le
 « tromper ni l'entraîner. On dira peut-être que le
 « mémoire qu'il a laissé est une protestation? bien
 « d'autres ont protesté, et on ne les a pas punis.
 « Avait-il accepté la constitution? non, car elle ne lui
 « a pas encore été présentée. D'ailleurs, accepter sup-
 « pose la liberté de refuser; il ne l'avait pas, donc il
 « ne pouvait prendre un tel engagement. Il n'a donc
 « point brisé un lien qui n'était pas formé entre lui
 « et nous. Ainsi le sentiment de l'équité et les prin-

« cipes de la justice sociale s'élèvent en faveur du
« roi ; non-seulement il n'existe point de loi qui per-
« mette de le juger, mais il en existe une qui le dé-
« fend : c'est l'inviolabilité. Elle a été décrétée, elle
« fait partie de la constitution, elle fait partie de la
« royauté. Vouloir mettre le roi en cause, c'est ren-
« verser la constitution, c'est proclamer la répu-
« blique; le roi et l'inviolabilité sont inséparables :
« point de royauté, si elle n'est indépendante; point
« d'inviolabilité, si elle n'est entière et absolue. »

L'opinion des comités devait prévaloir, c'était celle de la saine majorité du public; mais si on convenait que le roi ne pouvait être mis en cause, s'il était sage de jeter un voile sur le passé, il était juste de rassurer la nation sur l'avenir et de donner des garanties à sa liberté. Il fallait donc poser la limite de l'inviolabilité. Cette limite était la déchéance; il fallait aussi définir le cas où le roi perdrait sa couronne, et fixer pour ainsi dire le Code pénal de la royauté.

Cette idée fut saisie par Salles, député de Nancy, homme d'un esprit judicieux et d'une raison très-éclairée; dans un discours méthodique, il disculpa Louis XVI et démontra combien il serait odieux de le juger avec des lois postérieures au délit qu'on lui imputait, et il proposa ainsi les conditions qui pour l'avenir pareraient aux inconvéniens de l'inviolabilité : 1^o si le roi se rétracte après avoir prêté serment à la constitution, il sera censé avoir abdicqué; 2^o de même le roi sera censé avoir abdicqué, s'il se

met à la tête d'une armée pour en diriger les forces contre la nation; 3° un roi qui aura renoncé au trône redeviendra simple citoyen, et sera accusable pour tous les délits postérieurs à son abdication.

C'est ainsi qu'une politique de ménagemens, un scrupuleux respect de la constitution, l'amour de la paix, la crainte des dissensions s'efforçaient par des discours calmes, bien raisonnés et conformes à la justice, à concilier l'existence de la royauté avec le véritable intérêt du peuple. Malgré ces concessions, les amis de la monarchie tempérée n'osaient encore se flatter de la victoire. Buzot, ayant insisté avec force pour la mise en jugement de Louis XVI, ferma pour ainsi dire les voies de conciliation que Salles avait ouvertes; il fallait le secours d'un grand talent pour effacer l'effet qu'il venait de produire : Barnave se chargea de cette tâche difficile. Attaché à l'auguste famille par la confiance qu'elle lui avait accordée depuis le retour de Varennes, et surtout, par l'intérêt qu'inspiraient ses infortunes, il entra dans une nouvelle carrière et adoptait enfin les nobles sentimens qui devaient lui attirer une haute renommée. Ce jeune orateur réunissait à un beau talent une âme sensible et forte, et si l'excès d'une imagination exaltée l'égara quelquefois, son patriotisme, modéré par une raison parfaite, n'osa jamais le pousser vers le crime.

Barnave, en défendant Louis XVI pour la première fois, devint l'émule de Mirabeau, et s'éleva comme lui à une hauteur imposante; comme lui, il

développa les vues profondes de l'homme d'État, et démasqua les desseins de ces factieux qui préparaient à leur pays un sinistre avenir. Inspiré par les grands intérêts dont il était l'organe, sa vaste pénétration devina les destins de la France en prononçant ces paroles du haut de la tribune :

« Lorsque, par l'assistance du ciel, une tentative
« qui pouvait avoir des résultats funestes à la paix
« du royaume n'en a eu aucune, on vous propose
« pour cela de détruire votre constitution et de ren-
« verser votre ouvrage ! Quel avantage trouvera le
« peuple à poursuivre la punition de son roi ? Si on
« le dépose, qui le remplacera ? un conseil ? c'est
« annuler vos décrets, c'est proclamer la répu-
« blique. Ce sera donc un régent ? Mais parmi ceux
« que la naissance appelle à cette place, où trouver
« le mérite et les vertus qui manquent à Louis XVI ?
« qui d'entre eux ferait renaitre cette confiance
« qu'il a perdue ? ajoutez à cela les troubles d'une
« minorité, les efforts des novateurs et des factions,
« qui attaqueraient un régent de la veille plus faci-
« lement qu'un règne de vingt années. Louis XVI,
« dit-on, sera toujours suspect, on ne lui obéira
« point ; eh bien ! ce n'est point aux personnes,
« c'est aux lois qu'il faut obéir. La constitution
« serait bien vicieuse si le bonheur national pouvait
« souffrir du discrédit de celui que le hasard de la
« naissance élève au trône, et que la rigueur des
« lois n'y peut atteindre. Vous vous plaignez ! féli-
« citez-vous plutôt de cette absence de génie et de

« renommée. Malheur à nous si le sort d'un roi est
« décidé par l'intérêt qu'il inspire ! Quand vous
« verrez un prince revêtu de brillantes qualités,
« environné d'une réputation immense, c'est alors
« qu'il faudra vous défier et trembler.

« Ceux qui veulent ainsi sacrifier la constitution
« à leur ressentiment pour un homme, me paraissent
« trop sujets à sacrifier la liberté par enthousiasme
« pour un autre ; et puisqu'ils veulent la république,
« c'est le moment de leur dire que si notre gouvernement
« devait changer selon les affections du peuple, il faudrait
« bien plus se défier de son amour que de son ressentiment ; car la
« nation française sait mieux aimer qu'elle ne sait
« haïr. Croyez-vous, par exemple, qu'un conseil
« exécutif, faible dans son essence contre l'amour
« de l'égalité devenue la passion des Français, affaibli
« par la division de ses membres, résisterait
« longtemps au général qui, par ses victoires, aurait
« obtenu l'amour et le respect du peuple, qui serait
« devenu l'objet de son enthousiasme ? Non, certes ;
« car alors, épris pour un grand homme, vous déposeriez
« à ses pieds toutes vos libertés, et après avoir
« détruit la monarchie par haine, vous la rétabliriez
« par amour¹.

« Tout changement dans la constitution est fatal,
« tout prolongement de la révolution est désastreux.
« Je place ici la véritable question : allons-nous ter-

¹ *Moniteur* du 17 juill. 1791, p. 818, col. 2.

« miner la révolution, allons-nous la recommen-
« cer? J'ai dit que je ne craignais point les étran-
« gers; mais je crains les agitations d'une crise qui
« n'aurait pas de bornes. On ne peut nous faire au-
« cun mal au dehors, mais on peut nous faire un
« grand mal au dedans, en perpétuant ce mouvement
« révolutionnaire qui a détruit tout ce qui était à
« détruire, et qui ne se terminera d'une manière
« heureuse que par un rapprochement commun et
« paisible de tout ce qui compose la nation.

« La nuit du 4 août a donné plus de bras à la
« révolution que les grandes maximes de philoso-
« phie et de raison qui sont la base de vos plus su-
« blimes décrets : or, quelle nuit du 4 août vous
« reste-t-il à faire, à moins que vous ne vouliez en-
« vahir toutes les propriétés? Au moment où la na-
« tion est libre, où tous les Français sont égaux,
« vouloir davantage, c'est vouloir commencer à ces-
« ser d'être libres et devenir coupables. Aujourd'hui
« tout le monde sait qu'un commun intérêt nous
« oblige à terminer la révolution. Ceux qui ont
« perdu doivent s'apercevoir qu'il est impossible de
« la faire rétrograder; ceux qui l'ont faite savent
« qu'elle est achevée, et que leur gloire comme
« le bonheur de la patrie exigent de ne pas la
« pousser hors de toutes limites. Les rois eux-
« mêmes doivent rester convaincus qu'il y a loin
« pour eux entre l'exemple d'une grande réforme
« et l'abolition de la royauté.

« Régénérateurs de la nation, prévenez les mal-

« heurs qui menacent la France, ne soyez point
« juges de votre roi, et terminez par un acte de
« grandeur et de dignité nationale la carrière que
« vous avez parcourue avec courage : c'est là le
« terme de vos devoirs. Vous avez éprouvé des dan-
« gers et des obstacles, vous avez montré des vertus
« et des talents divers, et après avoir vivifié le gou-
« vernement en rétablissant l'équilibre et l'indé-
« pendance des pouvoirs, vous retournerez dans
« vos foyers, vous y obtiendrez les bénédictions du
« peuple, ou du moins un rare désintéressement et
« une conscience pure, en confondant la haine, for-
« ceront la calomnie à garder sur vous un silence
« respectueux. »

Ce discours produisit une si vive impression sur l'Assemblée, que non-seulement il entraîna la majorité saine des députés patriotes, inaccessibles à tous les systèmes et à toutes les corruptions, mais encore plus de vingt députés qui s'étaient proposés d'appuyer Robespierre, Pétion, Vadier et Buzot, n'osèrent ce jour-là voter avec eux. Ils résistèrent avec courage à une faction qui voulait abuser de la situation du monarque et du ressentiment public pour mettre en jugement un prince malheureux et renverser en même temps et le trône et le roi. Enfin le décret présenté par les comités, amendé par la proposition de Salles, ayant été mis aux voix, ne trouva que sept membres qui s'opposassent à son adoption (15 juillet.) Robespierre, irrité de ce résultat, s'écria qu'il était obligé, par l'impérieuse loi

qui le liait à la défense de la nation, de protester en son nom.

Lorsque ce farouche tribun entendit prononcer l'acte d'accusation de Bouillé et de ses complices, il demanda en forme d'amendement que tous les coupables du même délit, et qui n'étaient pas inviolables, fussent également livrés à la justice. Son but était de faire poursuivre Monsieur, frère du roi; et comme on exigeait de lui des preuves pour motiver sa proposition, il déclara que, pour accuser, il suffisait qu'il y eût des indices. « Prenez garde, dit-il, « d'épargner des conspirateurs puissans »; et, faisant allusion au jugement de Favras, il ajouta : « N'oubliez pas que le seul homme qui ait été immolé à la révolution était d'un rang inférieur, et qu'il a été sacrifié à ce même homme qui vient de fuir¹. » Chabroud qualifia de détestable l'opinion émise par Robespierre, qu'on pouvait dénoncer sur de simples soupçons. L'Assemblée, penchant pour la clémence, ne voulut point que la défiance rendit injuste; et le nombre de ceux qui furent mis en accusation se restreignit à celui qui avait été fixé par les comités.

Malgré le décret qui venait de confirmer le principe de l'inviolabilité royale consacrée par la constitution, le roi ne recouvra pas son autorité constitutionnelle. L'impression produite par sa fuite était encore telle qu'on n'osait pas même prononcer son nom, et encore moins rien ajouter qui pût l'aider à

¹ *Moniteur* du 17 juill. 1791, p. 818 et 819.

recouvrer quelque influence sur l'esprit de la nation. Les ministres eux-mêmes partagèrent la prévention que les derniers événemens inspiraient contre la monarchie. Le chef de la magistrature, encore ulcéré d'avoir été trompé, commit l'inconvenance de déclarer en plein conseil que le seul moyen de sauver la France était de se constituer en république ou de changer de dynastie. Pour résister au torrent de l'opinion populaire, il fallut à l'Assemblée constituante bien plus de courage qu'elle n'en avait déployé pour braver la puissance de la cour.

Malheureusement sa sagesse et sa fermeté furent plus fatales qu'utiles à l'infortuné Louis XVI; et puisque nous devons passer sous le joug d'une sanglante république, il est à regretter qu'alors on se soit refusé à en faire l'essai : les démagogues n'ayant pas encore enlevé le pouvoir aux classes moyennes pour le donner à la multitude, n'auraient pu exercer leur fatale influence, et l'Assemblée constituante, lors même qu'elle eût osé juger son roi, n'aurait jamais commis l'horrible attentat qui sera pour la France un sujet d'amertume et d'éternels regrets.

C'est aux généreux efforts des amis de la constitution que l'on doit la réunion momentanée des diverses fractions qui composaient l'Assemblée; tous, à l'exception des sept députés factieux qui s'étaient opposés à l'inviolabilité du roi, se rallièrent avec la promesse de ne plus former qu'un parti. Ils étaient merveilleusement secondés par la bonne foi de Bailly et la loyauté de Lafayette. L'histoire doit

cette justice à ces deux vertueux citoyens, que les fautes qu'ils commirent par inexpérience furent rachetées par un zèle ardent à conserver au roi les prérogatives que la constitution lui avait assurées. Au reste, sans entrer dans les motifs particuliers de ceux qui opérèrent cet heureux rapprochement, il n'en est pas moins certain que dès lors le cours modéré des délibérations de l'Assemblée, et la sage impulsion donnée à l'opinion publique, furent leur ouvrage. C'est à eux que la France et le monarque durent les quelques jours de calme qui s'écoulèrent entre l'arrestation de Varennes et la violente agression qui arracha le roi et sa famille de son palais ensanglanté.

Mais ceux qui n'avaient vu dans le mouvement général de la nation vers la liberté qu'un moyen d'établir leur fortune, d'assouvir leurs vengeances ou de se créer une domination particulière, repoussaient avec fureur l'idée seule de la paix. Ils voulaient la mort du roi, ou du moins sa déchéance, afin de proclamer le duc d'Orléans régent du royaume¹. Laclos, Sillery, Latouche étaient les chefs de cette conjuration. Ne pouvant plus intriguer sous des lambris dorés, ils se firent les courtisans de la multitude. Ligués par un intérêt commun avec cette tourbe d'hommes sans principes, sans talens, sans propriétés; toujours prêts à renverser la fortune publique pour s'en partager les débris, ils

¹ *Hist. des Causes secrètes de la Révolution fr.*, 1^{re} part., p. 249.

se fortifièrent encore de ceux dont la faiblesse d'esprit altérait la droiture, et ils poussèrent la perfidie jusqu'à égarer le patriotisme des citoyens en armant leurs mains contre la loi, au nom de la liberté.

Ces vrais conspirateurs, irrités du décret qui consacre l'inviolabilité royale, font assaillir par la populace les députés qui l'ont défendue. Un homme furieux s'élance même sur Charles de Lameth qui, pendant cette orageuse séance, avait présidé l'Assemblée avec courage et dignité, et il l'aurait frappé d'un couteau, si un aide de camp de Lafayette n'eût détourné le coup. Les horreurs des 5 et 6 octobre vont se renouveler; mais, grâce aux efforts de la garde nationale et au bon esprit dont elle est animée, elle réussit à contenir la populace et à réduire sa rage impuissante à de vaines vociférations. Ce fut aussi avec peine qu'elle parvint à protéger Barnave contre le ressentiment des agitateurs. On l'accablait d'insultes et d'outrages, et dans d'ignobles caricatures on le représenta avec deux visages, par allusion à sa conduite avant et depuis le voyage de Montmédy : « La révolution rétrograde, disaient les « jacobins ; quand on devrait punir un roi parjure, « on augmente le pouvoir du tyran » ; et Robespierre, se mêlant aux groupes nombreux que son parti dressait aux insurrections, leur disait avec amertume : *Mez amis, vous arrivez trop tard : tout est perdu, le roi est sauvé!*¹.

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 433.

Alors de vils folliculaires, des orateurs furibonds enflammèrent la multitude en lui faisant entendre qu'elle venait d'être trahie par la majorité de l'Assemblée. En même temps les émigrés au dehors et les contre-révolutionnaires dans l'intérieur, n'écoulant plus que leur animosité contre le parti constitutionnel, ne cessèrent, par des entreprises inconsidérées, d'augmenter la fermentation et de compromettre non-seulement la vie du roi, mais encore l'avenir de la royauté. En vain Barnave, Duroport et les Lameth firent un appel aux membres les plus modérés de l'Assemblée, et cherchèrent, parmi leurs anciens amis, un contre-poids à la redoutable action des jacobins; il était trop tard. Ces premiers constitutionnels, accoutumés à combattre la monarchie, n'avaient pas une volonté assez forte pour vaincre tant d'obstacles; ils frémissaient à la pensée de braver la colère du peuple, après avoir tout sacrifié pour obtenir ses faveurs. Brissot, Robespierre et Danton se servirent contre eux des armes et de la tactique qu'eux-mêmes avaient autrefois employées contre les ministres. Propos, libelles, menaces, calomnies, rien ne fut oublié pour paralyser leurs efforts en faveur de la royauté.

Le club des Cordeliers continuait à se prononcer hautement pour la république. Danton, qui en était le principal organe, voulait que Louis XVI fût remplacé par un chef que le peuple élirait pour deux ans. Aux Jacobins, il y eut plus d'une séance re-

marquable sur le même sujet. Les membres de cette société, inconsolables de n'avoir pu faire juger le roi, s'assemblèrent, afin, dirent-ils, d'aviser aux moyens de réparer cette faute; Laclos les présidait. Pour opérer le changement de dynastie que lui et ses amis projetaient, il agit et parle comme Danton, et après avoir excité les esprits en leur présentant l'absolution du monarque sous les couleurs les plus lugubres, il parvient à faire demander à grands cris le renouvellement d'une assemblée parjure et l'élection d'un autre roi. « Si Louis XVI, dit-il, n'a pas abdiqué par son mé-
« moire du 21 juin, il doit être déchu par sa déclara-
« tion ¹. »

Laclos et Robespierre assurèrent que tout n'était pas perdu, puisque le décret n'avait rien décidé sur le sort de Louis XVI tant qu'il resterait suspendu de ses fonctions, et qu'ainsi la question de la déchéance subsistait encore en entier. « L'as-
« blée, dirent-ils, n'étant pas assez instruite de la
« volonté nationale, n'a rien osé prendre sur elle;
« il convient donc d'envoyer à toutes les sociétés
« populaires du royaume une adresse pour les en-
« gager à exprimer quel est à ce sujet l'opinion de
« dix millions de Français. » — « Frères et amis! s'é-
« criait Robespierre, ne nous donnons point de re-
« lâche que la déchéance de Louis XVI ne soit pro-
« clamée ². » Il parlait encore sur cette motion, et la

¹ *Journal des Jacobins*, séance du 13 juillet 1791.

² *Journées mémorables de la Révolution*, t. V, p. 40 bis.

séance allait se lever sans que la question eût été décidée, lorsque le bruit se répand que plus de quatre mille citoyens décorés de rubans tricolores, excités par Danton, Marat, Fréron, Camille Desmoulins, un Italien appelé Rotondo, et autres coryphées des Cordeliers, demandaient à entrer.

La salle des Jacobins est aussitôt envahie par une foule d'ouvriers, d'hommes et de femmes en guenilles; un orateur sorti de cette horde abjecte monte à la tribune, et, sans préambule, invite la société à se joindre à elle pour aller le lendemain (16 juillet) au Champ de Mars jurer sur l'autel de la fédération de ne plus obéir à Louis XVI. Robespierre était le dieu de cette vile populace; quelques voix osèrent même le proposer pour roi. Plusieurs membres du club disent aux gens de l'émeute que leur demande est juste, et que l'objet de leur réclamation doit être présenté sous la forme d'une pétition régulière, qui pourrait être signée dans le lieu qu'ils indiquaient, pourvu que l'on s'y rendît sans armes et après en avoir prévenu la municipalité. Laclos, en sa qualité de président, prenait une part active à ce mouvement, il espérait ainsi s'en rendre maître pour le diriger en faveur de la faction à laquelle il appartenait.

La nuit seule chassa ces forcenés du Champ de Mars, d'où ils se réfugièrent au Palais-Royal, qui retentit toute la soirée des plus horribles imprécations contre le roi et l'Assemblée. Cependant, avant de se retirer, ils nomment des commissaires pour

rédiger la pétition; Laclos, Brissot, Pétion et un jeune homme appelé Tallien, en sont les rédacteurs¹. Ils déclarent, dans cet écrit virulent, que le décret rendu la veille (15 juillet) ne contient aucune disposition relative à Louis XVI, et qu'il importe de statuer promptement sur le sort de *cet individu*; que sa fuite, son manifeste et tous les actes criminels qui les ont précédés, accompagnés ou suivis, emportaient une abdication formelle de la couronne constitutionnelle qui lui avait été conférée; que de vaines promesses de la part d'un parjure n'offraient aucune garantie contre de nouvelles trahisons. Ils finissaient par signifier qu'ils ne reconnaîtraient jamais Louis XVI pour leur roi, à moins que la majorité de la nation n'émit un vœu contraire à celui de leur pétition.

Le même jour elle fut présentée à la société, qui chargea douze commissaires d'en répandre des copies à la foule qui se rassemblait au Champ de Mars. Cette pétition était signée LE PEUPLE². On espérait, à la faveur d'une pareille nouveauté, lui donner plus d'importance et d'intérêt dans l'esprit de la multitude. Les membres du club des Jacobins qui appartenaient en même temps à l'Assemblée nationale, et qui voulaient la monarchie et la constitution, s'opposèrent vainement à une démarche aussi violente.

Les commissaires désignés pour propager la péti-

¹ BEAULIEU (*Essai hist. sur la Révol. franç.*), t. II, p. 539.

² *Moniteur* du 16 juill. 1791, p. 814, col. 4^{re}.

tion séditieuse, après avoir notifié leur pouvoir à la commune, arrivèrent au champ de la Fédération accompagnés de quelques jacobins : là le parti de Robespierre, l'emportant sur celui de Pétion et de Laclos, fit effacer de l'adresse tout ce qui laissait à la royauté une ombre d'espérance; il repoussa la régence, le changement de dynastie, et demanda purement la république. Mais Laclos, dont l'influence était si grande sur l'esprit des jacobins et des cordeliers, fit décider que la pétition resterait dans son intégrité. Bientôt survient un messager d'État; il annonce au président que l'Assemblée constituante ayant prononcé à l'égard du roi, il n'y avait plus à délibérer.

Sur-le-champ une foule de gens sans aveu exhalent leur fureur et se portent à tous les théâtres pour les faire fermer, comme aux jours de grandes calamités publiques. Au même instant les rues voisines du Palais-Royal, et plusieurs clubs remplis d'une multitude furieuse, retentissent d'effrayantes clameurs. En se rencontrant, les jacobins répètent ce que Robespierre avait dit au sortir de l'Assemblée : *Tout est perdu, le roi est sauvé!* Ces mots deviennent un cri de ralliement et contribuent à exciter l'exaltation et la rage de la multitude révoltée : elle se précipite vers le Champ de Mars; sur sa route ce torrent furieux se grossit de tout ce que la capitale renferme de plus impur, et résiste à toutes les mesures que l'autorité cherche à lui opposer. Enfin, expulsés du Champ de Mars, les factieux se portèrent sur

le terrain de la Bastille pour exciter à l'insurrection le faubourg Saint-Antoine; mais là encore la garde nationale déjoua leurs projets.

L'Assemblée constituante, instruite de cette émeute, mande à la barre les autorités de la capitale pour leur enjoindre de réprimer et de poursuivre les rebelles. Malgré cet ordre, les murs sont tapissés des discours de Brissot, de Condorcet, de Danton et des arrêtés pris par les clubs soulevés; on prépare ouvertement l'insurrection pour le jour suivant (17 juillet). « Nous nous rendrons demain « au Champ de Mars! crie-t-on de toutes parts; et « là cent mille hommes déclareront ne plus vouloir « d'un roi parjure. »

Toutefois les chefs du complot ne pouvaient s'accorder pour son exécution. Brissot, Condorcet, Laclos et Pétion voulaient lui donner une marche plus réfléchie, conforme aux principes de la souveraineté du peuple, sans pourtant anéantir la royauté. Leur plan était de faire signer par la population de la capitale et celle des départemens une déclaration par laquelle ils cessaient de reconnaître Louis XVI pour roi, mais avec l'intention d'en proclamer un autre.

Robespierre, contrarié par tant d'obstacles, se rangea de l'avis de Danton, qui, dans sa brutale impatience, trouvait qu'il était inutile et trop long de mettre tant d'hommes en action pour une révolution qu'ils pouvaient obtenir d'une manière plus prompte. Loin de chercher la victoire dans de vaines

signatures, ils réclamaient les procédés ordinaires de l'insurrection. Ainsi les plans de Brissot et de Robespierre, combattus l'un par l'autre, se nuisirent réciproquement, et leurs auteurs se jurèrent depuis une haine qu'une apparence d'opinions républicaines ne put même étouffer; car cette diversité dans la manière de renverser le roi dénotait déjà que la même action était conçue dans un but différent.

C'était un dimanche (17 juillet 1791), jour de désœuvrement et de turbulence pour la masse des Parisiens. Au lever de l'aurore, le Champ de Mars se couvrit d'un ramas d'hommes et de femmes formant deux peuples différens, quoique tous deux réunis dans un même esprit de révolte. Celui de Brissot, moins nombreux, passablement vêtu, affectait malgré sa fureur une sorte de dignité. L'autre, immense, hideux, était composé de vieilles bandes révolutionnaires; dans ses rangs étaient des assassins qui se croyaient invincibles et inviolables; car pas un de leurs crimes, si ce n'est le meurtre du boulanger François, n'avait été puni. On arrive à l'autel de la patrie, rendez-vous indiqué. La pétition est lue; quoique séditieuse en tous sens, elle ne parut point assez énergique; une aveugle démocratie croyait faire triompher la liberté en demandant l'expulsion des Bourbons, le renvoi de l'Assemblée et la proscription de ses membres les plus distingués.

Cette vile populace trouva bientôt l'occasion d'exercer sa férocité : deux malheureux, l'un perru-

quier et l'autre invalide à jambe de bois, pour éviter en déjeunant l'ardeur du soleil, s'étaient placés sous l'échafaudage de l'autel de la patrie, et de là, sans être vus, ils faisaient, à travers la jointure des planches, des observations indécentes sur les femmes qui visitaient cet amphithéâtre¹. Ils sont découverts : « Que font-ils là ? s'écrie la foule ; quels « étaient leurs desseins ? Ah ! sans doute ils sont « payés par les aristocrates pour miner l'autel de la « patrie et faire périr les meilleurs patriotes lorsqu'ils y seront tous réunis ? » En vain l'invalide et son ami protestent de leur civisme, ils avouent même le motif honteux de leur imprudence ; rien n'est écouté : l'un est percé de coups de couteau, et l'autre est pendu à une lanterne du Gros-Caillou ; puis on leur coupa la tête pour les promener au bout d'une pique dans les rues de Paris, afin d'y répandre ce qu'on appelait une *patriotique Terreur*. Santerre, pour excuser ses satellites, admet l'absurde version populaire qu'on avait promis à chacun de ces malheureux une rente viagère pour exécuter le projet qu'on leur prêtait².

L'Assemblée constituante, informée de ces meurtres et de l'insurrection du Champ de Mars, s'occupait à la réprimer. « Il est de votre dignité, s'écria Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, de soutenir le décret que vous avez rendu ; prévenez les mouvements dirigés contre vous, et mandez à votre

¹ PAUDRONNE (*Révol. de Paris*), n° CVI, p. 58.

² *Journal des Jacobins*, n° 29, séance du 18 juillet 1791.

« barre la municipalité, pour lui ordonner de veiller
« à la tranquillité publique et de faire exécuter
« la loi martiale ». » L'Assemblée adopta cette proposition, et les autorités civiles, militaires et judiciaires reçurent l'ordre de s'opposer aux entreprises des perturbateurs.

Aussitôt le corps municipal députa trois de ses membres au Champ de Mars pour rétablir l'ordre et publier au besoin la loi martiale. Ils partent accompagnés de nombreux détachemens. Lafayette se montre à la tête d'une escorte de cavalerie, mais il fut forcé de revenir sur ses pas, après avoir essuyé un coup de pistolet d'un nommé Fournier, revenu de Saint-Domingue, et qu'on avait pour cela surnommé *l'Américain*¹. On se saisit de l'assassin; Lafayette eut la générosité de le faire relâcher. Indulgence fatale, car cet acte magnanime ne fit qu'enhardir le coupable, qui s'établit par la suite le chef des égorgeurs. Cependant la garde nationale parvint à dissiper l'attroupement qui promenait dans les rues de Paris les têtes sanglantes de l'invalides et de son compagnon.

Le calme paraissait rétabli; mais à peine les officiers municipaux eurent quitté le Champ de Mars, que les séditeux, dispersés, se réunissent de nouveau, insultent la garde nationale et se disposent à consommer leurs desseins. Il était trois heures

¹ *Moniteur* du 18 juill. 1791, p. 822, col. 3.

² *Moniteur* du 19 juill. 1791, p. 828, col. 2. — *Id.* du 15 mars 1793, p. 335, col. 2.

après midi, lorsqu'un envoyé des jacobins annonce que la pétition qui avait été lue la veille était mal rédigée, puisqu'elle supposait que l'Assemblée n'avait pas prononcé sur le sort de Louis, tandis qu'un décret avait implicitement proclamé son innocence et son inviolabilité. « La société, ajouta-t-il, va s'occuper d'une nouvelle rédaction qu'elle présentera incessamment à la signature. » La foule attend quelques instans, mais dans son impatience elle ne veut souffrir aucun retard, et nomme quatre commissaires pour rédiger de suite une autre pétition sur l'autel même de la patrie; elle est à peine achevée, que Danton, au nom du peuple et d'une voix de Stentor, en la lisant, demande à la France entière de recevoir l'abdication de Louis XVI, et de convoquer un autre corps constituant pour procéder d'une manière vraiment nationale au jugement du *coupable* et à l'organisation d'un autre pouvoir exécutif.

Cette pétition est couverte d'applaudissemens et déposée sur l'autel de la patrie; pendant qu'on la signe, Camille Desmoulins harangue la multitude pour l'exciter à la révolte, tandis que l'infâme Rottondo brandit son poignard comme pour annoncer sa candidature à la présidence des égorgeurs. La municipalité ayant envoyé de nouveau ses agens pour ordonner aux pétitionnaires de se retirer, on leur répond que des citoyens réunis sans armes se livrent à l'exercice de leurs droits. Tant d'acharnement déterminâ enfin le corps municipal à prendre les mesures de rigueur que la loi prescrivait; trois

de ses membres sortent de l'hôtel de ville pour proclamer la loi martiale; le drapeau rouge est arboré; la garde nationale, réunie sur la place de Grève, est prête à marcher.

Ces dispositions n'ayant produit aucun effet, à six heures Bailly fit battre la générale dans toutes les sections; après avoir fait tirer le canon d'alarme, il se mit en marche avec la municipalité et un corps nombreux de gardes nationaux commandé par Lafayette, précédé de trois pièces de canon et du drapeau rouge porté par le colonel des gardes de la ville. A la vue de cet appareil militaire, les bons citoyens se retirent; mais les mutins, immobiles dans leur révolte, placés sur les glacis qui dominent le chemin, poussent d'affreuses vociférations au travers desquelles on distingue les cris de : *A bas le drapeau rouge! A bas les baïonnettes! Plus de Bourbons! Plus de royauté! Nous voulons une autre Assemblée!* Le corps municipal poursuit sa marche vers l'autel de la patrie, lorsqu'il est assailli par une grêle de pierres que lançait une multitude couverte de haillons¹. Bailly ordonne halte et charge trois de ses collègues, la loi à la main, de faire les sommations prescrites. Mais la populace ne permit pas de les publier; elle avait si souvent éprouvé la mollesse de l'autorité et sa condescendance pour ses volontés, qu'elle continue

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. VI, p. 245.

chef. Cette réunion eut d'heureux commencemens; elle affaiblit si bien les jacobins, qu'ils furent sur le point de fermer leur salle : les plus sages d'entre eux proposèrent même de se dissoudre et de se réunir aux feuillans. Mais Pétion et Robespierre, voyant que les succès obtenus contre la sédition n'étaient pas poussés avec cette vigueur qui avait signalé les victoires remportées contre la monarchie, s'opposèrent à cette résolution. Revenus de leur premier effroi, ils ramenèrent tous ceux que la peur avait éloignés, et pleins d'une ardeur nouvelle, renouèrent leurs affiliations avec les autres clubs du royaume. Les jacobins, ainsi reconstitués avec des élémens encore plus populaires, fiers de leur impunité, se relevèrent plus vigoureux qu'ils n'étaient avant leur défaite; poussés par leur nature à la démagogie la plus outrée, ils devinrent formidables, surtout lorsqu'ils furent excités par la faiblesse de l'Assemblée et par les manœuvres secrètes de l'aristocratie qui, effrayée du succès des feuillans, contribua beaucoup à les faire persécuter : sa coupable imprévoyance craignait moins l'exagération jacobine que la sagesse constitutionnelle.

Le nom de *Feuillant*, qui signifiait un ami de l'ordre et des idées sages, devint pour les uns un surnom ridicule, pour les autres un titre de proscription; leur prudence, à une époque où tout était ferveur et exaltation, leur attira la haine des deux partis. Le peuple crut voir dans la réserve de cette réunion constitutionnelle l'indice d'une opposition

à sa liberté. En même temps les royalistes exaltés la considéraient comme une propagande révolutionnaire, et longtemps elle a conservé cette double réputation qu'elle était loin de mériter. Voilà comment les feuillans n'ayant pas eu le courage de lutter contre leurs plus dangereux ennemis, prouvèrent qu'une sagesse incertaine et timide ne peut se maintenir au milieu d'une révolution provoquée et combattue par des opinions extrêmes. Un peu plus tard pourtant ils reprirent quelque consistance; j'achèverai le récit de leur triste destinée en racontant l'histoire de l'*Assemblée législative*, à laquelle ils donnèrent plus d'une fois de beaux exemples à suivre.

Le seul acte de vigueur que se permit l'Assemblée constituante, fut d'ordonner aux tribunaux de punir les auteurs de la révolte du Champ de Mars; mais la sévérité de la loi ne fut appliquée qu'à des malheureux qui ne s'étaient mêlés aux séditieux que par un simple motif de curiosité¹; aucun chef ne fut jugé ni même poursuivi, et suivant une expression familière, mais vraie, *ils en furent quittes pour la peur*.

A partir de ce jour, la garde nationale voyant qu'on ne profitait pas, pour étouffer l'émeute, de l'heureuse occasion qui venait de se présenter, fut découragée, elle n'eut plus confiance dans sa force, et même plusieurs de ceux qui s'étaient sacrifiés pour

¹ BEAULIEU (*Essai histor. sur la Révol. de France*), t. 1^{er}, p. 370.

sauver le peu de monarchie qui restait encore, obligés de céder à l'empire qu'exerçaient les prolétaires de la capitale, devinrent timides et fléchirent devant ceux à qui l'on avait fait grâce de l'échafaud. Aussi les esprits pénétrants, les âmes fortement trempées ne cessaient de dire : « On voit bien que Mirabeau est mort ; ah ! combien les imitateurs de son repentir sont loin de l'égaliser dans la vigueur de ses résolutions ! » En effet, bien que Dupont, Barnave et les Lameth, appelés à remplacer ce puissant génie dans le conseil du roi, eussent adopté ses vues et même succédé à sa faveur, soit manque d'habileté, soit méfiance réciproque, ils ne conçurent jamais de grands desseins, et n'eurent pas même le courage de savoir faire exécuter ceux qui leur étaient tracés par les événemens. Leur influence devint un malheur, non-seulement pour le roi, mais encore pour le pays condamné à subir l'épreuve de leurs fausses conceptions.

Ces hommes, qui avec des doctrines croyaient gouverner l'État, infatués de leur mérite, enivrés de leurs discours, ne s'identifiaient qu'avec eux-mêmes ; esclaves de leurs petites passions, sans avoir jamais appris à maîtriser celles des flots populaires, ils furent sans cesse entravés et enlacés par la logique des deux partis qui renversaient l'échafaudage de leur impraticable théorie en leur reprochant de violer la constitution qu'ils avaient faite. Ils s'emparaient en effet de l'exécution des lois à côté d'un roi qu'ils n'osaient ni accuser ni destituer, et qu'ils

privaient cependant de tous les pouvoirs que leur constitution chérie lui avait garantis. Ainsi les Lameth et leurs amis perdirent, comme modérés, la popularité qu'ils avaient acquise comme factieux; preuve irréfragable de cette grande vérité : qu'en politique les hommes appelés à gouverner seront impuissans à reconstruire, si par leurs antécédens ils ont été des instrumens de destruction ; car quelles que soient leurs bonnes intentions, on ne les accusera pas moins d'imprévoyance et de légèreté. Souvent même leur conversion, quoique sincère, court risque aussi d'être flétrie, puisqu'on donnera à leurs variations, empreintes des couleurs de l'intérêt, le titre déshonorant d'apostasie.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

LA CONSTITUTION.

L'Assemblée constituante veut se dissoudre. — Révision de la constitution. — Malouet et Barnave proposent de la modifier. — Les royalistes s'y refusent. — Opinion du comte de Gouvenet à ce sujet. — Discussion de la constitution. — Renouveau de la protestation. — Le duc d'Orléans demande à n'être plus que *citoyen français*. — Discours de Sillery, — de Croix d'Havré et de Malouet. — Nouveau projet de CONVENTION NATIONALE. — Discours de Frochot et de Baumetz, — de Robespierre contre les Lameth devenus monarchiques. — La constitution est présentée. — Incertitude du roi. — Portrait de Kaunitz. — Première influence du cabinet russe. — Véritable esprit du traité de Pilnitz. — Acceptation de la constitution. — Séance royale. — Discours du roi. — Avignon réuni à la France. — Fête publique. — Lafayette se retire en Auvergne. — Suite du traité de Pilnitz. — Discours de Robespierre contre les colonies. — Nouvelles élections. — Eloge et censure de l'Assemblée constituante. — Jugement impartial de ses travaux.

Au milieu du ressentiment qu'inspiraient à chaque parti et les principes conservateurs de la monarchie et les blasphèmes précurseurs d'une violente démocratie, tous les clubs ne cessaient d'écrire à l'Assemblée constituante : « Séparez-vous, il en est temps ; faites place à des successeurs qui ne répriment pas, comme vous, l'ardeur de notre patriotisme et de notre courage. » Pendant que les jacobins l'accusaient de vouloir perpétuer ses fonctions, les aristocrates, par le même esprit d'injustice, la compa-

raient au long parlement d'Angleterre. Déchirée chaque jour dans des brochures qui se colportaient jusqu'au lieu de ses séances, elle était encore menacée par les séditieux groupés dans les jardins des Tuileries et du Palais-Royal.

Cette Assemblée, après tant d'éclat, ne donnait plus que des signes de lassitude, de crainte et de défection. Le même peuple qui l'avait tant applaudi, ne voyant pas arriver le bonheur si souvent promis, espérait, dans sa crédulité, l'obtenir d'une autre législature moins divisée et encore plus populaire. Mais Barnave, Tronchet, les Lameth, réunis aux Thouret, aux Chapelier, aux Beaumetz, aux d'André, aux Clermont-Tonnerre, prévoyant qu'une nouvelle législature serait bien plus révolutionnaire que la première, ne voulaient pas que celle-ci abdiquât son autorité; ils désiraient qu'elle prorogéât ses pouvoirs sous le nom d'*Assemblée législative*, seul moyen qui lui restait pour servir le roi qu'elle aimait. L'influence jadis si grande de ces députés ne put rien obtenir de la majorité de l'Assemblée; une fatale sagesse lui fit croire ses travaux terminés par l'acceptation de l'acte qu'elle allait publier.

Depuis deux ans, occupée de ce grand ouvrage, elle n'avait pu former ses diverses parties que l'une après l'autre, sans ordre, et souvent même au milieu des orages et des mouvemens tumultueux des passions déchaînées; cependant, malgré les résistances, les principes généraux étaient posés; il ne

lui restait plus qu'à revoir, et dans tous ses détails, chaque partie de la constitution. Il lui fallait donc distinguer les articles réglementaires des décrets fondamentaux, et former de ceux-ci un livre unique; en le lisant, la nation devait juger par elle-même de son gouvernement, et le roi décider s'il accepterait le Code d'après lequel il régnerait.

C'est alors qu'on sentit la difficulté d'en rédiger les articles de manière à former un tout homogène. On regretta surtout de ne s'être pas borné à arrêter provisoirement les lois constitutives, en se réservant le droit de les modifier jusqu'à ce qu'on eût pu juger de leur ensemble. Dans ce travail, les chefs du parti constitutionnel, auxquels un commencement d'application avait déjà montré le vice radical d'une œuvre trop démocratique, cherchèrent à rendre à l'autorité royale une force qu'ils avaient imprudemment contribué à lui enlever, et à établir, comme en Angleterre, la pondération des trois pouvoirs. L'expérience leur fit regretter les excellens conseils que n'avaient cessé de leur donner Necker, Mounier, Lally, Clermont-Tonnerre, et que, dans leur enthousiasme de liberté, ils avaient repoussés avec dédain deux ans auparavant. La souveraineté du peuple commençait surtout à les effrayer; non-seulement ils reconnaissaient le danger d'avoir proclamé cette vérité hardie, mais encore ils avouaient qu'elle les mettait en contradiction avec leurs propres maximes; de ce dogme découlait un principe destructeur. En effet, si l'on considérait

l'autorité souveraine comme un droit appartenant à chacun, le législateur commettait une injustice et violait ses propres lois, en le décernant à un seul sans le concours de la volonté nationale.

Malgré le danger et même l'impossibilité d'élever un ouvrage durable sur des bases aussi peu solides, on s'occupa à coordonner l'acte constitutionnel. Dans ce dessein, on crut devoir restreindre le nombre des articles constitutifs, pour laisser aux futures assemblées législatives la faculté d'opérer dans les lois les changemens dont l'expérience démontrerait la nécessité. Ceux qui voyaient dans le pouvoir exécutif un ennemi de la nation, se récrièrent fortement contre l'omission de plusieurs décrets qui leur paraissaient favorables à la liberté; mais les hommes qui, plus exercés aux combinaisons politiques, savaient que l'influence du souverain, contenue dans des limites constitutionnelles, est moins redoutable aux libertés publiques que son avilissement n'est favorable à l'anarchie, désiraient au contraire qu'on donnât à l'autorité plus de ressort dans un moment où la violence des passions demandait à être comprimée par un pouvoir conservateur.

Tous ceux qui avaient réfléchi sur la forme du gouvernement sentaient l'impossibilité de le soutenir avec une seule assemblée; cependant la majorité des députés n'osa proposer d'en former deux, quoiqu'on eût déjà pensé à prendre l'ancienneté d'âge pour la division de la nouvelle législature

en deux chambres. On était bien convaincu de la bonté du système, mais on ne voulut jamais revenir sur ses pas ni consentir à défaire son ouvrage, et il fallut encore renoncer à cette sage organisation sans laquelle l'équilibre, base des gouvernemens représentatifs, ne peut se maintenir.

Dans cette position délicate, l'Assemblée constituante, entraînée par les préventions de la nation contre les prérogatives royales, et par la nécessité de concilier tous les intérêts, de modérer toutes les passions, chercha à affermir la constitution naissante, en la présentant comme le seul moyen de conserver les avantages dont chacun jouissait. Cependant les deux partis mécontents en demandaient la révision, l'un pour la rendre plus monarchique, l'autre tout à fait républicaine.

Le roi, dans l'espoir d'améliorer sa position jusqu'à ce que le temps et l'expérience fissent connaître à la nation combien cette constitution si brillante en théorie était impraticable, se détermina, d'après l'avis de ses ministres, à gagner quelques membres du comité chargé de la reviser. Le seul changement qu'obtinrent les ministres fut l'article qui consacrait l'inviolabilité du roi, en le déclarant représentant héréditaire de la nation et non fonctionnaire public. Cette unique concession, qui n'ajoutait aucune force à l'autorité du trône, suffit pour soulever les jacobins et leur faire dire que, puisqu'on augmentait le pouvoir d'un roi parjure et transfuge, ils n'obéiraient plus à une

constitution qu'ils prétendaient anéantir. Au reste, la cour, en achetant plusieurs chefs du parti populaire, ne se donna pour auxiliaires que la trahison et la perfidie; ceux qui feignaient de s'attacher à elle étaient si corrompus, qu'ils furent assez vils pour accepter ses bienfaits sans se croire liés, et assez éhontés pour croire se justifier en révélant les moyens par lesquels on les avait séduits.

Telle était la situation des choses à l'époque où le comité de révision présenta le recueil des divers décrets dont la constitution devait être composée. C'étaient autant d'articles fondamentaux de l'acte qu'on préparait; commencé en 1789, il ne fut achevé qu'en 1791. De là vient qu'on l'appelle encore constitution de 89 ou de 91. Ce travail, imprimé et distribué à tous les députés à l'ouverture de la séance du 5 août, donna lieu à la motion d'autoriser les assemblées électorales à reprendre leurs opérations que la fuite du roi les avait obligées de suspendre¹. Les députés appelés à faire partie de la nouvelle Assemblée devaient se rendre immédiatement à Paris, pour entrer en fonctions au jour fixé. Après la lecture de l'acte constitutionnel, Lafayette en fit l'éloge le plus brillant, et proposa les formes à suivre pour le présenter, au nom du peuple français, à l'examen le plus indépendant et à l'acceptation la plus libre du roi.

Tous les esprits sages avaient déjà reconnu le vide

¹ *Moniteur* du 6 août 1791, p. 900, col. 2.

énorme que laissaient les lois nouvelles dans les institutions monarchiques; l'intention de combler cette lacune aurait été accomplie, si malheureusement on n'eût été engagé dans les fatales conséquences d'une excessive irritation. Thouret, membre du comité de révision, convaincu que la constitution ne pouvait marcher sans de nombreux changemens, en prévint ses amis; Duport et les Lameth en convinrent, et, dans l'espoir d'obtenir des modifications qui pussent tout concilier, ils invitèrent les membres du côté droit de se joindre à eux¹ pour réformer, durant la discussion, certains articles qui portaient atteinte à la prérogative royale et à la stabilité du trône. Ils promirent qu'aussitôt que Malouet serait monté à la tribune pour commencer les hostilités, Barnave lui répondrait, pour mieux couvrir ses intentions; mais qu'en défendant la plupart des articles, il en abandonnerait d'autres comme évidemment dangereux et condamnés par l'expérience.

On était convenu de fortifier par ce moyen la puissance exécutive, lorsqu'on apprit que tous les membres du côté droit, excités par quelques grands seigneurs et plusieurs membres du haut clergé et de l'ancienne magistrature, se refuseraient à accepter la constitution, quelque changement qu'on pût y apporter. Il leur fallait tout l'ancien régime, et, ne doutant pas qu'un plan de conciliation n'amenât la paix et la stabilité des nouvelles

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. II, p. 407.

institutions, ils préféraient courir la chance de leur ruine et de celle du monarque, pourvu qu'il leur restât l'espoir de dominer. Leur but était de gagner du temps, afin de renverser avec de l'or le gouvernement qu'ils ne pouvaient renverser par les armes; ils en voulaient surtout aux constitutionnels sincères; ceux-ci, trop peu nombreux pour réussir, paralysés et trompés dans leur projet de révision¹, renoncèrent alors à leur plan de conciliation. Ainsi, comme l'écrivit le comte de Gouvernet au marquis de Bouillé (26 août 1791) : « La maladresse des
« aristocrates et leurs contre-sens continuels firent
« échouer le plus beau moment qu'ait eu l'Assem-
« blée constituante pour cimenter l'alliance du trône
« avec la liberté. » Faire du roi de France un roi
d'Angleterre, paraissait à ces insensés vouloir briser sa couronne.

Dès que les députés constitutionnels eurent la certitude que les membres du côté droit, loin de s'entendre avec eux, voulaient reproduire la protestation des deux cent quatre-vingt-dix, et qu'elle devait être présentée par d'Épréménil et l'abbé Maury, ils furent indignés d'une opposition aussi intempestive. Thouret, l'un d'eux qui jusqu'alors s'était montré le plus favorable à la noblesse et le moins ennemi du clergé, en présentant la déclaration des aristocrates absolus à ceux qui lui proposaient de modifier la constitution, leur dit : « Te-

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. XVI, p. 331, et ch. XVII, p. 348.

« nez, lisez : plus d'arrangement, ces gens-là nous
« forcent, pour échapper à leur haine, de nous ap-
« puyer sur le peuple. »

Depuis la malheureuse fuite du roi, Clermont-Tonnerre ne s'était plus rendu aux comités; Cazalès avait donné sa démission, et Malouet était à peu près le seul qui eût le courage de vouloir prendre part à la discussion d'où dépendait le sort de la France; il déclara à ses collègues du côté droit qu'il protesterait, mais à la tribune. Au jour fixé pour cette discussion importante (8 août 1791), le rapporteur Thouret fit un long exposé du plan que le comité avait suivi dans son travail; et développa les considérations qui lui avaient servi de règles pour discerner les décrets constitutifs de ceux qui ne l'étaient pas. Lorsque la lecture des articles constitutionnels fut achevée, Malouet prit le premier la parole pour examiner si la constitution alliait la liberté politique avec la sûreté des personnes. Il ne se borna pas à discuter le mérite du plan, il en attaqua les résultats par des argumens pleins de force; mais Chapelier, irrité du refus que faisait le côté droit d'accepter les concessions du parti constitutionnel, ne voulut entrer dans aucun arrangement; il cria au blasphème, et interrompit l'orateur pour lui rappeler que toute critique générale de la constitution devait être interdite¹. Malouet insista vivement pour qu'on voulût

¹ *Moniteur* du 9 août 1791, p. 913, col. 2.

bien l'écouter; mais les murmures et les cris l'empêchèrent de continuer. « Si l'Assemblée ne veut
« pas m'entendre, dit-il, je me rangerai dans la
« classe de ceux qui obéissent en silence; mais je
« déclare que, comme mandataire du peuple, je ne
« saurais donner mon assentiment à la charte qui
« nous est soumise¹. »

D'Épréménil, averti par cet exemple de la nécessité de préparer l'Assemblée à la déclaration solennelle qu'il voulait faire, annonça que son intention était de se soumettre religieusement à l'ordre établi pour la discussion, afin d'examiner si aux décrets constitutionnels on ne devait pas en ajouter d'autres qui auraient été omis. Après cet adroit début, il déclara qu'il se croirait indigne de l'estime des honnêtes gens, s'il n'avait pas la probité courageuse d'annoncer que lui et ceux de son opinion persisteraient dans toutes les déclarations et protestations qu'ils avaient faites au sujet des entreprises pratiquées depuis deux ans contre la religion, l'autorité royale et les principes constitutifs de la monarchie française.

Ces mots étaient à peine prononcés, que les membres du côté droit se levèrent en masse pour renouveler leur protestation du 19 juin². Plusieurs d'entre eux, individuellement et à haute voix, qualifièrent la constitution de code anar-

¹ *Moniteur* du 9 août 1791, p. 915, col. 2. — BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 187.

² *Moniteur* du 9 août 1791, p. 915, col. 2.

chique. Pendant ce temps circulait la protestation des deux cent quatre-vingt-dix, dans laquelle ces hommes, obstinés à ne vouloir faire des concessions d'aucune espèce, cherchaient à fournir aux puissances étrangères et aux émigrés un prétexte légal d'agression. A la faveur de cette scission, le parti républicain grandissait et s'appuyait sur la force populaire : ainsi on peut dire que l'aristocratie se suicidait, non par désespoir de cause, mais pour avoir, comme les jésuites, préféré périr que céder à des modifications raisonnables.

Les députés du côté droit s'abstinrent en effet de prendre part à la discussion de l'acte constitutionnel, qui occupa toutes les séances de l'Assemblée jusqu'au 3 septembre. Dans ce long intervalle, ils ne sortirent du rôle passif qu'ils s'étaient imposé que pour s'élever contre les récompenses honoraires et pécuniaires que l'Assemblée constituante accorda à tous ceux qui avaient concouru à l'arrestation du roi. Drouet, pour sa part, obtint trente mille francs, et le procureur de la commune de Varennes vingt mille. Cette ville reçut des armes pour sa garde nationale, deux pièces de canon et un drapeau. Quelques jours auparavant on avait supprimé les noms des régimens, qu'on ne désigna plus que par des numéros. On décréta aussi que le drapeau tricolore serait substitué au drapeau blanc, avec cette inscription : *Discipline et obéissance à la loi*¹.

¹ *Moniteur* du 1^{er} juill. 1791, p. 783, col. 5.

La faveur apparente dont jouissait le parti constitutionnel, la timidité des jacobins, qui depuis la journée du Champ de Mars s'abstenaient encore d'agir d'une manière ouverte, et le silence du parti royaliste dans la discussion de l'acte constitutionnel, laissaient paisiblement avancer l'Assemblée vers le terme de ses travaux, lorsque la question relative aux droits politiques dont les membres de la famille royale devaient jouir, offrit au duc d'Orléans une nouvelle occasion de manifester le système de popularité qui lui avait été tracé. Suivant l'avis du comité, les parens du roi, formant une classe privilégiée, ne devaient avoir d'autre droit politique que celui de la succession éventuelle au trône. Le duc prit alors la parole, et après s'être fortement élevé contre cet article qu'il regardait comme injurieux pour les princes, il en demanda la suppression. « Si
« cette mesure n'est prise, ajouta-t-il, je déposerai
« sur le bureau ma renonciation formelle aux droits
« de membre de la dynastie régnante, pour m'en
« tenir à ceux de citoyen français¹. »

Le duc descendit de la tribune au milieu des applaudissemens réitérés du côté gauche et des tribunes ravies d'un langage inouï dans la bouche d'un Bourbon. Mais la majorité de l'Assemblée constituante, mieux pénétrée de la dignité d'un prince qui, par ses seuls droits au trône, était appelé à exercer la plus grande influence sur les esprits,

¹ *Moniteur* du 25 août 1791, p. 982, col. 3.

semblait vouloir ne donner aucune attention à une demande considérée comme l'effet d'un calcul, et elle serait passée inaperçue si elle n'eût fourni matière à la discussion d'un point gouvernemental très-important. D'André le saisit, et avec la promptitude et la clarté d'esprit qui lui faisaient envisager les questions dans leur sens le plus important, il fit observer que les princes du sang n'avaient pas le droit de renoncer au trône, ni pour eux, ni pour leurs enfans, et qu'esclaves nés du pouvoir, ils devaient se considérer comme obligés d'assister et de conseiller le pouvoir exécutif¹. Goupil de Préfeln, dans son inflexibilité pour les principes, fut aussi de la même opinion; il la fortifia de celle d'un profond publiciste anglais, qui a dit que quand le *monarchisme* héréditaire est établi chez une nation libre, la famille royale fait le sacrifice de sa liberté pour assurer celle de toutes les autres familles de la nation.

Alors Sillery, défenseur naturel du système astucieux que lui et ses amis n'avaient cessé de faire adopter au duc d'Orléans, combat le projet du comité. Il s'étonne qu'un comité de constitution, qui a répété tant de fois qu'aucun titre n'était comparable à celui de citoyen français, vienne proposer l'étrange marché de troquer ce titre contre celui de prince du sang qui déjà a été proscrit par un décret. En faisant l'historique des changemens survenus

¹ *Moniteur* du 27 août 1791, p. 988, col. 3.

dans la position des parens du roi, il rappelle que l'Assemblée leur a dit : « Vous n'êtes plus princes, « vous êtes les égaux de tous les autres citoyens. On « prétend, dit-il, qu'il serait dangereux d'admettre « les parens du roi au sein du corps législatif; mais « si vous privez cette classe du noble droit de servir « son pays, vous la dévouez à tous les vices produits « par l'intrigue et par l'oisiveté. Ceux qui n'auront « aucune énergie ramperont servilement auprès du « trône, et obtiendront pour eux et pour leurs amis « les grâces dues au seul mérite. Ceux, au contraire, « qui seront nés avec du courage et des talens, « chercheront à se faire un parti, et n'ayant rien à « attendre de la patrie qui les rejette de son sein, « ils ne les emploieront qu'à satisfaire une ambition « qui, dans leur position, ne pourra jamais être « noble et pure.

« Voyez, au contraire, ce qu'il est possible d'en « attendre si l'amour de la patrie les enflamme : « jetez vos regards sur un des rejetons de cette « race que l'on vous propose d'avilir : à peine sorti « de l'enfance, le duc de Chartres a eu le bonheur « de sauver la vie à trois citoyens, au péril de la « sienne¹. La ville de Vendôme, témoin de ce trait « d'héroïsme, lui a décerné une couronne civique.... « Malheureux enfant! sera-ce la première et la der- « nière récompense que ta race obtiendra de la « nation?.... » Les tribunes accueillirent avec trans-

¹ *Moniteur* du 25 août 1791, p. 982, col. 2.

port ce discours, et l'Assemblée en ordonna l'impression.

Après de longs débats, dont chacun prévoyait les conséquences, et dans lesquels Voidel, Robespierre, Barnave et Buzot intervinrent, il fut décrété que les membres de la famille royale exerceraient les droits de citoyen actif, mais qu'ils ne seraient point éligibles aux places et aux emplois qui étaient à la nomination du peuple; qu'ils n'auraient d'autre dénomination que celle de princes français, et qu'ils ne pourraient commander les armées ni remplir les fonctions d'ambassadeurs sans le consentement du corps législatif.

Le comité de révision, dans son examen des lois organiques, conserva celle qui interdisait la réélection des membres de l'Assemblée constituante. Tous les députés qui voulurent s'y opposer furent qualifiés d'ambitieux, d'intrigans, et dès lors perdus dans l'opinion publique. Robespierre, au contraire, en contribuant à faire maintenir une interdiction en apparence préjudiciable à lui-même, acquit une popularité immense; les journalistes le saluaient à l'envi des titres les plus pompeux, et le comparaient aux héros de la Grèce et de Rome. Ravi de son éloquence, il voua un amour excessif à la classe qui l'applaudissait, et une haine invétérée à celle qui, malgré l'évidence de ses progrès et la gravité de sa parole, continuait à l'accabler de ses sarcasmes. A la vérité cet esprit orgueilleux et vain, qui peut-être n'aurait pas été cruel si ses collègues de l'Assemblée

constituante l'avaient accueilli et flatté, s'était formé à un goût meilleur, et sur la fin de la session, toutes les fois qu'il occupait la tribune, il étonnait également ses amis et ses adversaires; ceux-ci alors seulement commencèrent à voir en lui un chef de parti redoutable.

Quand il fut question de déterminer l'époque et les conditions de l'exercice d'un nouveau pouvoir constituant, le comité proposa de fixer au 1^{er} juin 1800 la convocation d'une assemblée de révision, autorisée à rétablir les pouvoirs constitués dans leurs limites, si elles avaient été franchies, et à prononcer sur les demandes qui pourraient être faites par les pétitions des citoyens, par le corps législatif ou par le roi, à l'effet de réformer quelques parties de la constitution. Malouet, dans une opinion longuement développée, fit remarquer qu'on assignait une époque trop éloignée à des modifications que des événements non prévus et des vices essentiels pouvaient rendre d'une nécessité urgente. Il soutint que la constitution ne devait être que provisoire, jusqu'à ce qu'elle eût été soumise à un examen réfléchi, à une acceptation libre, tant de la part du roi que de la part de la nation. Puis il ajouta ces paroles judicieuses :

« Il faut terminer la révolution, c'est-à-dire com-
« mencer par anéantir toutes les dispositions, tous
« les actes contradictoires aux principes de votre
« constitution. Aucun homme raisonnable ne pren-
« dra confiance en elle tant qu'il en verra la viola-

« tion ; ainsi vos comités des recherches, les lois sur
« les émigrés, les sermens multipliés et les violences
« qui les suivent, la persécution des prêtres, les em-
« prisonnemens arbitraires, les procédures crimi-
« nelles intentées sur de simples soupçons, l'em-
« pire anarchique des clubs, tout cela doit dis-
« paraître à la présentation de la constitution, si
« vous voulez qu'on l'accepte librement et qu'on
« l'exécute. Hâtez-vous donc de soustraire vos insti-
« tutions au fanatisme bruyant qui les célèbre, pour
« les livrer à une raison sévère qui les corrige, qui
« seule peut résister au temps et commander aux
« événemens ¹. » Ce discours et le projet de loi qui
en était la conséquence, très-applaudis par le côté
droit, furent interrompus et repoussés par des cla-
meurs. Enfin, après de longs débats, l'Assemblée
décréta que la nation avait le droit imprescriptible
de revoir sa constitution, mais que dans son intérêt
elle suspendait l'exercice de ce droit jusqu'à ce
que trois législatures consécutives eussent exprimé
le même vœu ; dans ce cas, la quatrième législa-
ture, augmentée de deux cent quarante-neuf mem-
bres ², se constituerait en assemblée de révision,
et statuerait sur les changemens proposés.

Il restait à délibérer sur la manière dont la na-
tion manifesterait et motiverait son désir d'une
convention, et comment cette convention pourrait
se rassembler. Le plan que le comité proposa fut

¹ *Moniteur* du 31 août 1791, p. 1607, col. 1^{re}.

² C'était une députation additionnelle de trois députés par départemen.

combattu avec force et courage par M. de Croïd'Havré, dont les opinions jusqu'alors n'avaient fait aucune sensation dans l'assemblée, et qui acquit dès ce jour une réputation méritée. Il osa faire le tableau de la situation critique où se trouvait l'État par la suspension momentanée de l'autorité royale. Son admirable improvisation, qui résumait les débats, se trouve à peu près reproduite dans cette courte analyse :

« Toutes mes réflexions, dit l'orateur, je les puis
« serai dans les titres qui m'ont, ainsi qu'à vous,
« donné le droit de voter dans cette assemblée, et
« j'y vois partout que les lois fondamentales n'ont
« un caractère obligatoire que lorsqu'elles ont été
« revêtues de la sanction du roi. Si vous voulez
« déterminer quelle est la conduite que vous avez
« à tenir pour revoir et corriger votre ouvrage, elle
« consiste à le faire présenter au roi par une députa-
« tion, et à provoquer vous-mêmes les observa-
« tions que l'intérêt du peuple lui suggérera. Réflé-
« chissez à la nécessité de cette mesure; si vous ne
« l'adoptez pas, vous vous trouverez en opposition
« avec les ordres précis que vous avez reçus, et
« chargés de l'effrayante responsabilité d'avoir sta-
« tué sur le sort d'une grande nation contre le vœu
« qu'elle avait manifesté; car vous n'êtes pas la na-
« tion, vous n'êtes que ses représentans, et la na-
« tion a voulu que votre roi fût votre modérateur.
« Je conclus, en conséquence, à ce que le plan du
« comité soit écarté, et qu'une députation soit char-

« gée de présenter dès demain l'acte constitutionnel
« au roi, et de le prier de se retirer dans tel lieu
« qu'il jugera convenable pour assurer la liberté
« de sa personne et de son consentement. De là il
« fera les observations que sa sagesse et l'intérêt du
« peuple lui suggéreront¹. »

M. de Croï-d'Havré fut souvent interrompu et rappelé à l'ordre. On lui reprocha d'être le censeur des opérations de l'Assemblée et d'insulter à la souveraineté de la nation, à laquelle seule les esprits exaltés accordaient le droit de rectifier sa constitution. Dans cette importante discussion, Frochot, ancien secrétaire de Mirabeau, établit très-bien la distinction entre les corps *constituans* et les *conventions*. L'Assemblée, frappée des aperçus nouveaux que renfermait ce discours, en vota l'impression, et déclara qu'il était digne du grand homme dont l'auteur avait reçu les inspirations.

Il ne restait plus à déterminer que la manière dont l'acte constitutionnel serait présenté à Louis XVI. M. de Beaumetz, au nom du comité, fit décider qu'on prierait le roi de se rendre au vœu des Français, en indiquant le jour et en réglant les formes dans lesquelles il prononcerait l'engagement de se soumettre à la constitution. Beaumetz, plein de sens, de droiture, et qui, durant le cours de cette importante session, avait toujours marché dans le sentier étroit et difficile du parti constitutionnel,

¹ *Moniteur* du 1^{er} sept. 1791, p. 1015, col. 1 et 2.

refusa au prince la faculté de pouvoir concourir à la réforme de la loi fondamentale; mais il voulait qu'une entière indépendance fût laissée à Louis XVI pour son acceptation, afin qu'après une réflexion mûre sa sanction, libre et manifeste, enlevât pour toujours aux ennemis de la constitution le prétexte de la combattre. Fréteau et Lanjuinais furent du même avis, et demandèrent qu'on rendit le roi lui-même arbitre des précautions qu'exigeaient sa dignité et sa sûreté.

Robespierre prouva bien qu'il avait oublié les sages conseils dont M. de Beaumetz l'avait autrefois honoré. Son esprit méchant et factieux éclata durant ces longs débats avec une telle violence, qu'à l'exception de quelques républicains forcenés, tous les députés en furent indignés, et lui firent enfin l'honneur de le combattre. Mais loin d'en être intimidé, l'âpreté de son caractère puisa une sorte d'éloquence dans les contrariétés qu'il éprouvait. « Arrivés au terme de notre longue et pénible carrière, il ne nous reste plus, dit-il, qu'un devoir à « remplir envers notre pays: c'est de lui garantir la « stabilité de la constitution que nous lui présentons. Pour qu'elle existe, il ne faut qu'une seule « condition : c'est que la nation le veuille. Le sort « de la constitution est donc indépendant de la volonté de Louis XVI. D'ailleurs pouvons-nous douter qu'il ne l'accepte avec transport? Le pouvoir « exécutif tout entier, assuré comme un patrimoine « à lui et à sa race; le droit d'arrêter les opérations

« de plusieurs Assemblées nationales consécutives ;
« la faculté de les diriger par la proposition des
« lois, qu'il peut rejeter lorsqu'elles sont faites ;
« l'influence de ses ministres, admis au sein du corps
« législatif ; un empire absolu sur tous les corps ad-
« ministratifs, devenus ses agens ; le pouvoir de ré-
« gler les intérêts et les rapports de la nation avec
« les nations étrangères ; des armées innombrables
« dont il dispose ; quarante millions destinés à son
« entretien et à ses plaisirs personnels. (Interrompu
« sur ce point, il répond : Ce ne sont pas là des ca-
« lomnies, c'est le texte de la constitution.) Tout
« m'annonce, poursuit-il, qu'il n'existe point dans
« l'État de pouvoir qui ne s'éclipse devant le sien ;
« tout me prouve que nous n'avons rien négligé
« pour rendre la constitution agréable à ses yeux.

« Cependant nous nous occupons de la ma-
« nière de la lui présenter, et nous faisons un
« problème d'une chose si simple ; pour moi, je le
« résous facilement par les premières notions de la
« prudence et du bon sens, car la présentation de la
« constitution se traduit en ces mots : La nation
« vous offre le trône le plus puissant de l'univers ;
« voici le titre qui vous y appelle, voulez-vous l'ac-
« cepter ? voulez-vous être roi des Français ? Et la
« réponse ne peut être que celle-ci : Je le veux, ou
« je ne le veux pas ¹. Or, pour faire sa réponse, le
« roi sera toujours aussi libre à Paris que partout

¹ *Moniteur* du 3 sept. 1791, p. 4024, col. 3.

« ailleurs..... Quelle raison de supposer que le peu-
« ple ferait violence à un homme pour le forcer à
« être roi? Eh! dans quel lieu de l'Europe peut-il
« être plus en sûreté qu'au milieu de la garde nom-
« breuse et fidèle de citoyens qui l'environnent?
« Le serait-il davantage sur nos frontières ou dans
« un royaume étranger? ou plutôt, si ailleurs il se
« trouvait entouré d'hommes ennemis de la révo-
« lution, n'est-ce pas alors qu'il pourrait dissimuler
« et que sa volonté n'aurait plus un caractère indé-
« pendant? Que signifient tous ces bizarres scrupules
« sur l'acceptation d'un trône? Quel peuple s'est
« avisé, quand il avait une couronne à donner, de
« dire au citoyen sur la tête duquel il voulait la po-
« ser : Séparez-vous de nous, afin que nous puis-
« sions correspondre plus librement avec vous.

« Ces rassemblemens suspects, dont vous êtes les
« témoins, ce plan de laisser vos frontières dégar-
« nies, de désarmer les citoyens, de semer partout
« le trouble et la division, les menaces de nos en-
« nemis extérieurs et intérieurs, tout cela vous
« invite-t-il à rester dans la profonde sécurité où
« vous avez paru plongés jusqu'à présent? Mais ce
« n'est point assez que de ne pas compromettre
« le salut de la nation, il faut aussi respecter jusqu'à
« ses alarmes. Rassurez-nous donc contre un autre
« danger bien plus certain, c'est-à-dire contre les
« pièges et les intrigues qui nous obsèdent dans ce
« moment critique. Si on peut attaquer encore notre
« constitution après qu'elle a été tant de fois en-

« travée , que nous reste-t-il à faire? reprendre ou
« nos fers ou nos armes¹. »

On applaudit du côté de la gauche et des tribunes; le reste de la salle murmure. Le parti des Lameth, contrarié du succès de cette diatribe, éclate avec véhémence; Duport, le plus ardent de tous, s'avance vers la tribune, et semble menacer Robespierre; celui-ci, sans se déconcerter, se retourne vers eux et continue en ces termes : « Je ne pré-
« sume pas qu'il existe dans cette Assemblée des
« hommes assez lâches pour transiger avec la cour
« sur un article de notre code constitutionnel; assez
« perfides pour faire proposer des changemens nou-
« veaux que la pudeur ne leur permettrait pas de
« proposer eux-mêmes; assez ennemis de la patrie
« (regardant toujours Duport, Barnave et les La-
« meth) pour chercher à décréditer la constitu-
« tion, parce qu'elle mettrait quelque borne à leur
« ambition ou à leur cupidité; assez impudens pour
« avouer aux yeux de la nation qu'ils n'ont cherché
« dans la révolution que des moyens de s'agrandir
« et de s'élever. »

Les jacobins et le peuple qui remplissaient les tribunes couvrirent ces paroles de leurs acclamations; ils élevèrent aux nues Robespierre, et n'eurent plus pour les Lameth qu'une indifférence voisine de la haine. Roederer accrut l'animosité publique contre eux et leur parti, en redoublant les craintes

¹ *Moniteur* du 3 sept. 1791, p. 1024, col. 2 et 3.

sur le mauvais état des places frontières, sur la disette des munitions; et en taxant de fausseté les rapports que les comités avaient faits à ce sujet¹.

Après neuf séances très-orageuses, l'acte constitutionnel ayant été rédigé et adopté, Montlosier fut chargé par le côté droit de renouveler encore une fois ses protestations². En montant à la tribune, il dit : « Que, dans une délibération aussi attentatoire
« au gouvernement monarchique, il ne pouvait plus,
« au nom de ses collègues, que demander acte de
« leur silence et de leur profonde indignation. » Sans doute les hommes éclairés avaient la conviction que l'acte constitutionnel ne répondait point à ses hautes destinées; mais du moins il avait le rare avantage de consacrer le principe qui rend tous les hommes égaux devant la loi. Au lieu des'y soumettre, les uns trouvaient qu'il accordait trop au roi, les autres qu'il était trop favorable à la multitude, et, par une aberration qu'il faut sans cesse rappeler pour la flétrir et la condamner, les prétendus défenseurs du trône, au lieu de se réunir aux constitutionnels pour asseoir l'État sur le régime légal, préférèrent le livrer à l'anarchie.

Quoique cette constitution n'ait point eu de durée, et que l'application incohérente de ses principes ait amené d'horribles résultats, néanmoins sa théorie séduisante n'a cessé de servir de type à toutes celles que se sont données les peuples qui, malgré notre

¹ *Moniteur* du 3 sept. 1791, p. 1024 et 1025.

² MONTLOSIER (*Mém. de*), t. II, p. 204.

long et douloureux essai, ont encore eu le courage de tenter des révolutions : sous ce rapport, elle est pour l'histoire d'un grand intérêt, et elle mérite d'être analysée. La fameuse déclaration des droits de l'homme lui servait d'introduction¹ ; on sait que, dans son ensemble, plusieurs de ses articles, rédigés dans un sens favorable aux libertés naturelles, pouvaient être interprétés par les masses populaires de la manière la plus subversive pour les droits sociaux.

Indépendamment des dispositions en faveur des libertés énoncées lors de la promulgation des lois fondamentales destinées à devenir la base de la constitution, elle donnait au nouveau corps législatif des attributions qui consistaient à proposer et décréter les lois, à fixer les recettes et les dépenses publiques, à déterminer annuellement, sur la proposition du roi, la force, la solde et le mode d'avancement des troupes de terre et de mer ; à poursuivre devant une haute cour nationale la responsabilité des ministres ; à décider de la guerre sur la proposition du roi, et à ratifier les traités de paix. Ce pouvoir législatif était délégué à une Assemblée permanente, formée d'une seule chambre composée de sept cent quarante-cinq représentans, élus pour deux ans, ainsi que leurs suppléans, et répartis entre les quatre-vingt-trois départemens en raison du territoire, de la population et de la contribution directe.

¹ Voy. les art. II, III, VI, XIV et XV des *Droits de l'homme et du citoyen*.

Les électeurs étaient choisis à raison d'un sur cent dans les assemblées primaires, composées de tous les citoyens actifs.

La personne du roi était inviolable et sacrée; il avait une garde particulière; et une liste civile, fixée pour chaque règne, était affectée à la splendeur du trône. Le souverain, à son avènement, devait jurer d'être fidèle à la nation et à la loi, et d'employer la puissance qui lui était déléguée à maintenir et faire exécuter la constitution; il avait le *veto* suspensif sur tous les décrets. Cependant la sanction royale était assurée de plein droit à tous les décrets présentés par trois législatures successives. Le roi était le chef suprême de l'administration générale et des armées de terre et de mer; il nommait les ambassadeurs, les maréchaux de France et une partie des officiers de toute arme; il choisissait ses ministres; mais leurs fonctions et celles des agents révocables du pouvoir exécutif étaient incompatibles avec celles de députés, et ceux-ci ne devaient être promus à aucune place ni accepter aucuns dons ou pensions, non-seulement pendant la durée de leurs fonctions, mais encore deux ans après en avoir cessé l'exercice.

Tel est le résumé de la célèbre constitution de 1791, dans laquelle étaient des intentions vraiment droites, des vues grandes et généreuses; nul doute qu'elle aurait pu fonder un gouvernement stable, si la nation avait eu les mœurs pures qu'on lui supposait; mais elle ne devait amener que trou-

ble et anarchie, puisqu'elle confiait l'exercice d'une pleine et entière souveraineté au suffrage illimité d'une masse populaire ignorante et passionnée.

Lorsque la lecture de cet acte eut été achevée, l'Assemblée déclara qu'elle n'y pouvait plus rien changer, et que dans la soirée il serait porté au roi par une députation de soixante membres que le président Vernier fut autorisé à nommer; celui-ci, pour preuve de son impartialité, y admit Malouet, qui avait été dans tout le cours de cette discussion un des plus ardens défenseurs des prérogatives royales. La députation se rendit au château des Tuileries à neuf heures du soir (3 septembre 1791), à la lueur des flambeaux, escortée par de nombreux détachemens de la garde nationale et au bruit des applaudissemens d'un peuple immense, qui, d'après les magnifiques promesses qu'on n'avait cessé de lui faire, croyait enfin toucher au terme de ses maux¹. Elle fut reçue dans la salle du conseil, où le roi était venu l'attendre accompagné des ministres et d'une cour nombreuse attirée par la nouveauté du spectacle.

D'après la décision de l'Assemblée, Thouret, chef de la députation, en présentant la constitution, ne devait point faire de discours², mais seulement se borner à exprimer à Sa Majesté l'objet de sa mission : « Sire, dit-il, les représentans de la nation « viennent offrir à l'acceptation de Votre Majesté

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*) t. II, p. 487.

² *Moniteur* du 4 sept. 1791, p. 1030, col. 2.

« l'acte constitutionnel qui consacre les droits imprescriptibles du peuple français, qui maintient la vraie dignité du trône et qui régénère le gouvernement de l'empire. » — « Messieurs, répondit le roi, je vais examiner la constitution que l'Assemblée nationale vous a chargés de me présenter; je lui ferai connaître ma résolution après le délai le plus court qu'exige l'examen d'un acte aussi important. Je me suis décidé à rester à Paris, et je vais donner au commandant général de la garde nationale des ordres convenables pour le service de ma garde. »

Le lendemain dimanche, tout Paris fit éclater sa joie; on ouvrit les Tuileries : aux consignes sévères de Lafayette on substitua celles qu'il plut au roi de donner. Dès le matin une foule immense accourut à la chapelle du château, au moment où le monarque s'y rendait pour assister à la messe; on entendit les cris de : *Vive la nation ! vive la constitution !* D'autres voix crièrent : *Vive le roi ! pourvu qu'il signe*¹. Louis XVI ne put cacher son chagrin, et des larmes coulèrent de ses yeux. Cependant une partie du public, touchée de ces affronts, ajouta au cri de *vive le roi !* celui de *vive le premier roi constitutionnel des Français !*

La résolution qu'allait embrasser Louis XVI dans des circonstances aussi critiques dut être un sujet de délibération bien important pour son conseil.

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 215.

Tous les ministres, à l'exception de Montmorin, insistèrent sur la nécessité absolue d'accepter purement et simplement la constitution¹. Ses fondateurs, persuadés que la révolution était heureusement terminée, crurent leur ouvrage assuré. Mais, placé entre les partisans du pouvoir absolu et les fougueux apôtres de l'anarchie, il devait naturellement tomber sous les coups de deux factions ardentes et fortes de leurs nombreuses affiliations. Chapelier, Thouret, Desmeuniers, Beaumetz, La Rochefoucauld et Liancourt, cités auparavant comme les défenseurs du peuple, furent en butte à ses calomnies. Barnave, Duport et les Lameth, longtemps ses idoles chéries, devinrent l'objet de sa haine; tous furent remplacés dans sa faveur par l'éton, Robespierre, Vadier, Buzot, Dubois-Crancé et autres républicains exaltés qui, en flattant les passions de la multitude, allaient la pousser aux derniers degrés du crime.

Les constitutionnels éprouvèrent dès lors de vifs regrets et de sinistres pressentimens; mais plus on les soupçonnait d'être revenus aux principes monarchiques et à des sentimens favorables au roi et à sa famille, moins ils osaient en cette occasion conseiller une résistance qu'ils croyaient impuissante, et tous pensaient que, malgré les défauts de la constitution, on devait souhaiter que le roi l'acceptât sans délibérer. Le parti dévoué à l'ancien ré-

¹ FLASSAN (*Hist. de la Diplomatie franç.*), t. VII, p. 494.

gime abondait aussi dans ce sens, car alors l'opinion de la grande majorité des royalistes ardents était que la nouvelle constitution serait étouffée par ses propres vices, et qu'il fallait bien se garder de la modifier, dans la crainte d'affaiblir le principe de sa destruction¹. « Un examen approfondi équivalait, disaient-ils, à une libre approbation, tandis qu'une simple acceptation démontrera clairement que le roi n'a fait que céder à la force. »

Pendant que Louis XVI médite la constitution qui lui est imposée, jetons un coup d'œil sur l'attitude des souverains de l'Europe durant cette longue suite de violences et d'innovations dont la révolution française semblait les menacer. Remarquons d'abord qu'ils n'envisagèrent une aussi grande crise que sous le rapport de leurs avantages personnels, sans calculer l'influence de si pernicieuses doctrines. Ce ne fut que lorsque l'établissement révolutionnaire eut sonné l'alarme au sein de leurs palais qu'ils jetèrent sur le malheureux roi de France des regards inquiets, bien plus pour la royauté que pour sa personne.

Les puissances du Nord s'étaient réunies au congrès de Reichembach, mais on ignorait les mesures qui avaient été prises. Léopold, après s'être fait couronner empereur, ne craignant plus rien de la Prusse, envoyait des troupes dans le Luxembourg pour reconquérir les provinces belges. L'Angleterre conti-

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 212.

nuait ses armemens, et jamais ses immenses moyens offensifs n'avaient été déployés avec plus de vigueur. Tel était l'état des affaires extérieures à l'époque où les principales cours furent consultées pour savoir si Louis XVI accepterait ou refuserait la constitution.

Kaunitz, premier ministre de l'Autriche, la gouvernait depuis trente ans avec toute la latitude du pouvoir absolu. D'abord soumis aux principes religieux de Marie-Thérèse, il n'en avait pas moins une grande tendance à favoriser les réformes et les innovations : jamais ministre du saint-empire ne poussa aussi loin la défiance contre l'ambition de la cour de Rome. Son système aurait été très-favorable aux idées premières de la révolution, si la brutalité des jacobins n'eût considéré comme un despote le même homme qui conseilla à Joseph II les sages mesures qui lui firent donner le nom de *philosophe*.

Dès que Léopold apprit l'arrestation de Louis XVI à Varennes, il publia en date de Padoue (juillet 1791) un rescrit, où il invitait toutes les puissances à s'unir à lui pour venger avec le plus grand éclat les attentats qui seraient commis contre la liberté et la sûreté du roi. Les constitutionnels, alarmés de ce manifeste et ne cherchant au dedans comme au dehors qu'à pacifier la France, pleins de confiance dans la prudence de Kaunitz, adressèrent au marquis de Noailles, notre ambassadeur à Vienne, parent et ami de Lafayette, une note confidentielle

pour ce premier ministre, dans laquelle il était dit que les hommes les plus sages et les plus éclairés de l'Assemblée, voulant prévenir la chute du trône, étaient parvenus à soustraire Louis XVI à la fureur des jacobins, en rejetant sur le marquis de Bouillé sa fatale tentative d'évasion; que les plus forcenés ennemis du roi, non-seulement n'avaient pu réussir à le faire juger, mais même à faire approuver sa déchéance, et que le parti constitutionnel, qui était celui de la majorité de la nation, ayant reconnu l'inviolabilité du prince, ne désirait qu'un accommodement et ne cherchait qu'une occasion pour se rallier autour du roi et sauver la monarchie; qu'en un mot la sagesse de l'empereur était seule capable de calmer les passions en France et d'assurer par des moyens concilians le maintien de la paix.

Léopold, ainsi informé que la nouvelle constitution allait être présentée à Louis XVI, et qu'il serait forcé de l'accepter, crut, d'après les conseils de son premier ministre, ne devoir pas s'opposer à une adhésion qui paraissait satisfaire la partie sage de la nation et laissait à l'autorité royale des pouvoirs suffisans pour maintenir la tranquillité au dedans et assurer la paix au dehors. Cependant il n'adopta cet esprit de conciliation qu'après avoir consulté Louis XVI et la reine sa sœur. Tous deux comprirent la sagesse de ces dispositions, et secrètement ils envoyèrent à Léopold le comte de Fersen, pour l'assurer qu'ils accepteraient la constitution, et que, dans tous les différens qui surviendraient

avec les puissances étrangères, ils emploieraient toujours la voie des négociations de préférence à celle des armes.

Kaunitz, bien certain que le parti constitutionnel était l'unique asile de la royauté, conseilla aux ministres du roi de s'abandonner à ce parti, *pourvu qu'il contiât la propagande révolutionnaire*. Ce furent ces relations prudentes qui firent croire aux royalistes et aux jacobins que les ministres trahissaient et le roi et la France, lorsqu'au fond la politique les forçait de se régler sur celle des cours étrangères qui, de concert avec Louis XVI, désiraient à tout prix conserver la paix.

Cette tendance à la modération charma d'autant plus Léopold, que ce prince philosophe et pacifique répugnait aussi à entreprendre la guerre sans avoir la certitude d'être secondé par les autres souverains qui ne répondaient au plan de coalition qu'avec la réserve d'une prudente politique. Une raison majeure l'obligeait encore à temporiser : l'oligarchie dont il était entouré dirigeait son cabinet, et les malheurs de Louis XVI et de Marie-Antoinette n'avaient point affaibli les sentimens jaloux que la puissance des Bourbons inspirait à la noblesse allemande. Celle-ci espérait l'affaiblissement de la France par les convulsions qui la déchiraient, et lorsque l'explosion du plus redoutable volcan menaçait d'un vaste incendie l'Europe entière, les membres du conseil aulique ne comprirent pas que la révolution allait tout ébranler, et ils cherchèrent

dans les combinaisons d'un misérable égoïsme une sécurité qu'ils auraient obtenue avec bien moins d'efforts s'ils se fussent renfermés dans l'esprit conservateur d'une morale universelle.

Dans un même but de conciliation, le roi envoya le chevalier de Coigny à ses frères, pour les prévenir de la prochaine acceptation de la constitution, et pour les engager à rentrer dans le royaume. Ce négociateur, très-lié avec les *feuillans*, apportait aussi en leur nom des paroles de paix. En arrivant à Coblenz, M. de Coigny fut accueilli par les princes, qui ne doutaient point de son attachement pour eux. Celui-ci, voyant leur répugnance à toute proposition conciliante, leur dit : « Si vous
« êtes assurés de secours puissans, vous ne devez pas
« céder, et je reste avec vous ; mais si vous n'avez
« que des espérances frivoles, réfléchissez que votre
« séjour ici cause des inquiétudes en France, qu'il
« compromet la sûreté du roi qu'on accuse d'in-
« telligence avec les étrangers, et que si vous attaquez
« sans être assurés de la victoire, non-seulement vous
« vous fermez les portes du royaume, mais encore
« vous ferez égorger toute la noblesse restée dans
« l'intérieur et toutes les familles tenant aux émi-
« grés¹. »

Quoique le comte d'Artois, depuis sa dernière entrevue avec Léopold, comptât fermement sur son assistance et sur ses promesses écrites, il n'osa

¹ CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. pour servir à l'Hist. de la Rév. fr.*), t. III, p. 278.

prendre un parti ni répondre au roi avant de s'être fait renouveler ces promesses d'une manière claire et positive. Pressé par les raisons du chevalier de Coigny, il se décida à partir subitement pour Vienne avec MM. de Calonne, d'Esterhazy et le comte François d'Escars. Après avoir attendu deux jours sans voir l'empereur, il finit par être traité en particulier et en public avec la plus grande distinction. Mais Kaunitz, pour éluder les dangers d'une guerre dont il ne prévoyait ni la fin ni l'issue, excité surtout par les prières de Louis XVI, éludait les obsessions de Calonne, et ne donnait au comte d'Artois que des promesses vagues et dilatoires.

Cependant les princes français ne cessaient de voir dans l'œuvre de l'Assemblée constituante la dégradation de l'ancienne monarchie, et dans ses conséquences l'impunité de tous les crimes; dans leur ardeur infatigable, ils travaillaient à faire adopter aux puissances étrangères la seule détermination qui, selon eux, pouvait délivrer le roi et sauver l'Europe entière. Encore incertains des dispositions du cabinet de Vienne, ils s'adressèrent au roi de Prusse et invoquèrent son assistance par l'entremise du baron de Roll, qu'ils avaient déjà envoyé à Berlin avec mission de négocier pour leurs intérêts et pour ceux de la noblesse française¹.

Mais de toutes les cours qui observaient la mar-

¹ HARDENBERG (*Mém. d'un homme d'État*), t. I^{er}, p. 155.

che des événemens, celle de Russie se conduisait avec le plus d'adresse et le plus d'habileté. Aussitôt que la révolution éclata, Catherine, qui tant de fois avait eu à souffrir de l'alliance des maisons de Bourbon et de Lorraine, profita de notre changement de politique pour amener la destruction du traité de 1756. D'abord elle se rapprocha de Joseph II, en l'engageant dans une guerre contre la Turquie qui paraissait assurer à tous deux de vastes conquêtes et un commerce étendu dans la mer Noire et le Levant. Après la mort de cet empereur, alarmée du progrès de l'esprit révolutionnaire, elle suspendit ses projets contre la Porte Ottomane, et reçut à sa cour les émigrés de distinction qui, en quittant la France, emportaient avec eux les secrets de la diplomatie. Catherine les employa avec discernement et de manière à donner à sa politique une supériorité marquée sur celle de tous les autres cabinets. Elle eut l'art surtout de flatter Léopold, en affectant de le regarder comme le plus digne et le plus capable de veiller à la sûreté des trônes. Dans ces graves négociations la Russie ne figura qu'avec réserve et autant qu'il le fallait pour encourager, pour presser les négociations; cachant ses rapports intimes avec la Prusse, sans se compromettre elle la mit en avant et la fit servir d'instrument au projet qu'elle avait d'anéantir la Pologne.

Les anciens démêlés entre les cours de Vienne et

¹ PAOLI-CHAGNY (*Hist. de la Politique des puissances de l'Europe*), t. 1^{er}, p. 149 à 150.

de Berlin, renouvelés récemment par les prétentions du ministre prussien Hertzberg, rendaient très-difficile le rapprochement des deux cabinets. Cependant le baron de Röll, et surtout M. de Breteuil, reprenant son ancien rôle de médiateur, parvinrent à les réconcilier en écartant Hertzberg, contre lequel Kaunitz avait une inimitié personnelle¹. Alors Bischoffwerder, aide de camp de Frédéric-Guillaume, fut envoyé à Vienne pour s'entendre avec l'Autriche au sujet de la proposition que faisait l'ambitieuse Catherine de se partager les restes de la Pologne. L'importance de cette proposition fit contracter aux trois puissances une alliance défensive (15 juillet). Mais comme en cette occasion les intérêts de Léopold et de Frédéric-Guillaume étaient d'une nature trop délicate et trop importante pour être traités par les voies ordinaires de la diplomatie, ils convinrent de les discuter en personne au château de Pilnitz, maison de plaisance de l'électeur de Saxe*, auquel il importait de faire connaître le sort futur de la Pologne, pour le dissuader d'en accepter la couronne que la nouvelle constitution polonaise venait de lui offrir (3 mai 1791).

Toutefois Léopold, avant de quitter Vienne, voulut forcer les constitutionnels à mettre à profit leur victoire du Champ de Mars. Il fit notifier à M. de Noailles, notre ambassadeur (4 août 1791), qu'il

¹ *Hist. polit. administr. civ. et milit. de la Prusse*, t. 1^{er}, p. 124.

* Voisine de Dresde et située sur la rive droite de l'Elbe.

cesserait d'être reconnu jusqu'à ce que Louis XVI fût rétabli dans la plénitude de son autorité. Cette circonstance ranima le courage des émigrés, et persuada au comte d'Artois que les conférences de Pilnitz auraient pour but principal de faire adopter au roi de Prusse le plan que l'empereur avait arrêté à Mantoue quatre mois auparavant.

Indépendamment de l'intérêt qu'inspirait au monarque prussien la position de Louis XVI, et de l'effroi que lui causait la propagation des principes révolutionnaires, il paraît qu'un puissant appât offert à son ambition le rendit accessible aux sollicitations des princes français. A ce sujet, plusieurs auteurs contemporains, entre autres Massembach, admis dans la confiance de Frédéric-Guillaume, ont assuré qu'en traitant du partage de la Pologne, ce prince avait été séduit par l'espoir de posséder Thorn et Dantzig, objets constans des désirs de la Prusse. On prétend même que les agens de l'émigration, s'appuyant sur la bienveillance de Catherine, lui assurèrent le cercle de Posen s'il s'engageait à favoriser le rétablissement de la vieille monarchie. Enfin Bischoffswerder, favori présomptueux, détermina le monarque, en lui affirmant, d'après l'assurance de Calonne, qu'avec cent mille hommes il serait aussi facile de rétablir l'ordre en France qu'il l'avait été de mettre un terme aux troubles de la Hollande avec vingt mille Prussiens. Il lui présenta cette expédition comme une promenade glorieuse qui aurait tout au plus la durée d'une campagne.

Pour concerter les projets arrêtés, le roi de Prusse et l'empereur se rendirent à Pilnitz accompagnés d'habiles diplomates. Le comte d'Artois y vint aussi, *mais sans y avoir été invité*¹, et y arriva le même jour que les deux souverains, avec MM. de Calonne, de Bouillé et le duc de Polignac (25 août 1791). Il les pressa vivement de s'occuper du sort de Louis XVI, et de veiller aux intérêts de la noblesse, du clergé, et à la conservation d'une monarchie de laquelle le sort de toutes les autres semblait dépendre. Le maréchal de Lascy, qui connaissait pleinement les intentions pacifiques de Louis XVI et la politique du prince de Kaunitz, opposa aux vœux du comte d'Artois et à l'ancienne promesse de l'empereur, d'abord l'épuisement des finances, ensuite le délabrement d'une armée hors d'état de rien entreprendre, enfin la nécessité d'entretenir dans les Pays-Bas des forces considérables. Cette résistance de M. de Lascy décida le comte d'Artois à demander que M. de Calonne fût admis à plaider la cause des émigrés français et à démontrer l'urgence de les secourir.

A la suite d'une discussion animée, il fut convenu que le baron de Spielmann et M. de Lascy, ministres de l'empereur, réunis au général prussien Bischoffswerder, concerteraient avec M. de Calonne un projet de déclaration qu'approuveraient les deux souverains. Pendant que ceux-ci allèrent à

¹ BOUILLÉ (*Mém. de M. de*), p. 204.

Dresde, accompagnés de l'électeur de Saxe et du comte d'Artois, les trois ministres discutèrent le projet que M. Spielmann avait rédigé, d'après la pensée du premier ministre de l'Autriche. En vain M. de Calonne voulut parler dans l'intérêt des princes français et du système dont il était le principal agent; ses objections, quoique présentées avec feu et éloquence, ne purent changer les vues arrêtées des autres diplomates, et il n'obtint qu'une convention faible et insignifiante, peu propre à donner l'espoir de secours prochains, dans un temps où ils étaient si pressans et si impatiemment attendus.

Au retour des princes, le comte d'Artois et M. de Calonne se rendirent ensemble dans l'appartement de l'empereur, où ils trouvèrent le roi de Prusse, le maréchal de Lascy et MM. Spielmann et Bischoffswerder; aucune autre personne n'assista à cette conférence : le projet de déclaration y fut lu et discuté de nouveau, et les souverains n'admirent qu'après bien des difficultés et de vives instances la dernière phrase que M. de Calonne avait proposée, comme plus propre que les précédentes à donner de la confiance aux émigrés. Cette déclaration, signée par Léopold et Frédéric-Guillaume, et remise (27 août 1791) au comte d'Artois, était conçue en ces termes :

« Sa Majesté l'empereur et Sa Majesté le roi de

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 248. — HARDENBERG (*Mém. d'un homme d'État*), t. 1^{er}, p. 145.

« Prusse, ayant compris les desirs et entendu les re-
« présentations de Monsieur et de M. le comte d'Ar-
« tois, déclarent conjointement qu'elles regardent la
« situation où se trouve actuellement le roi de France
« comme un objet d'un intérêt commun à tous les
« souverains de l'Europe. Elles espèrent que cet in-
« térêt ne peut manquer d'être reconnu par les
« puissances dont le secours est réclamé, et qu'en
« conséquence elles ne refuseront pas d'em-
« ployer, conjointement avec leursdites Majestés,
« les moyens les plus efficaces pour mettre le roi de
« France en état d'affermir dans la plus parfaite li-
« berté les bases d'un gouvernement monarchique
« également convenable aux droits des souverains
« et au bien-être des Français. Alors et dans ce cas,
« leursdites Majestés sont décidées à agir prompté-
« ment et d'un mutuel accord, avec les forces néces-
« saires, pour obtenir le but proposé en commun.
« En attendant, elles donneront à leurs troupes les
« ordres convenables pour qu'elles soient à portée
« de se mettre en activité. » Il fut aussi convenu que
l'empereur et le roi de Prusse fourniraient chacun
douze mille hommes sur la frontière du Bas-Rhin,
pour séconder l'armée des émigrés, et prouver d'une
manière non équivoque la protection que ces sou-
verains voulaient accorder à la cause monar-
chique, en attendant le concours des autres puis-
sances.

A l'ambiguïté de cette déclaration et à la faiblesse
des secours promis, il était aisé d'entrevoir que les

Monsieur, les cris de *vive le roi* ! l'attendrissement simultané des spectateurs, leur inquiète curiosité sur le succès d'une négociation d'où dépendait leur sort et celui de la monarchie française, formèrent le tableau le plus animé. La joie répandue sur le visage du prince fit regarder comme une certitude ce qui n'était qu'une vraie déception. Mais il fallait soutenir l'ardeur française qui se rebute aisément : on voulait surtout encourager l'émigration. Tout Phiver, on répandit à dessein des nouvelles imaginées pour dissiper l'ennui de l'exil et entretenir l'exaltation.

Les sollicitations pressantes de Calonne et du comte d'Artois auprès de la cour de Vienne étaient connues du côté droit, lorsque l'abbé Maury et Malouët écrivirent à Louis XVI, l'un pour lui représenter tous les malheurs et tous les crimes de la révolution, sanctionnés par son adhésion à l'acte constitutionnel, et l'autre pour lui conseiller de s'expliquer franchement sur les vices et les dangers de cette constitution, et de déclarer qu'il ne l'accepterait que provisoirement jusqu'à ce que la nation eût fait connaître son vœu, en le consignait dans de nouveaux mandats donnés à ses députés.

Dans ces graves circonstances, le roi voulut que M. Moritz, envoyé des États-Unis, prît part aux délibérations et réglât même son plan de conduite. Cette idée était judicieuse ; le parti républicain, dirigé par Brissot, avait beaucoup d'égards pour ce ministre, parce qu'il ne pouvait lui supposer des

vues contraires à ses principes. En même temps la cour devait croire aux bons offices de cet ambassadeur, par la persuasion que le peuple américain conservait de la reconnaissance pour le souverain qui avait assuré son indépendance; du moins tels étaient les sentimens de Wasingthon, de Jefferson, et de tous les sages fondateurs de la république des États-Unis, qui, dans leur alliance avec les constitutionnels de France, n'entendirent jamais que les progrès de la liberté dussent aller jusqu'à renverser le trône de leur libérateur. Louis XVI, en effet, trouva dans l'envoyé des États-Unis un conseiller sincère, et dans son gouvernement l'allié le plus fidèle.

On s'étonne que, dans un moment aussi critique, le roi n'ait pas songé à Malesherbes, son ami et son meilleur conseil; mais les courtisans restés auprès du trône, quoique estimables par leur foi monarchique, se gardèrent bien d'inviter leur maître à recourir aux lumières et à la vieille expérience d'un homme qu'ils qualifiaient de rêveur et de philosophe; d'un homme qui, s'élevant au-dessus de toutes les considérations personnelles, avait fait éclater, dans l'intérêt du roi et de son pays, de rares vertus, un courage supérieur et une pénétration profonde. Malesherbes enfin, dont le dévouement était si complet et la fidélité si touchante, qui avait donné tant de preuves de discernement et d'affection, était réduit, lorsqu'il aurait pu rendre à Louis XVI tant de services, à ne se présenter que rarement aux Tuileries, et seulement, comme il l'a dit lui-

même, pour rassurer sa sollicitude sur le compte de ce malheureux prince ¹. Au reste, qu'aurait pu faire ce modèle de sagesse dans ces temps de troubles et d'intrigues? Sa mission était finie : il reparut pourtant aux jours néfastes, et nous verrons qu'alors son dévouement devint sublime.

S'il était difficile de replacer la couronne sur la tête de Louis XVI, il n'était pas moins imprudent à lui de l'accepter, privé de l'autorité nécessaire pour la faire respecter. Jusqu'au moment où il partit pour Montmédy, le dégoût que lui inspirait la constitution n'était connu de personne; sa circonspection faisait sa sûreté; mais alors le voile était déchiré, le monde avait appris, par un imprudent manifeste, que, depuis sa translation de Versailles à Paris, il avait agi sous l'empire de la contrainte. Il eût donc été plus digne du roi, dût cette résolution achever de le détrôner, de s'en tenir à ce manifeste, où il avait usé de la faculté de parler librement et sans réticences. Redevenu captif, devait-il reprendre une attitude suppliante et accepter comme une faveur, et aux mêmes conditions, une couronne tronquée qu'il avait volontairement abandonnée? En reprenant le joug qu'il venait de déclarer lui être insupportable, le malheureux prince se plaçait dans une situation équivoque et suspecte; il se faisait accuser de duplicité; enfin il tombait dans la faute

¹ BOISSY D'ANGLAS (*Essai sur la vie et les écrits de Malesherbes*), t. II, p. 126.

la plus grave de toutes en politique, celle de l'inconséquence.

Pouvait-il s'appuyer sur une constitution frappée de mort dès sa naissance par la paralysie du pouvoir exécutif? Où trouverait-il des forces pour lutter à la fois contre les sociétés populaires soulevant les flots de la multitude, et contre les ennemis de la révolution, tout-puissans à la cour, et ne s'occupant qu'à préparer à l'intérieur et à l'extérieur la ruine du régime nouveau? Ainsi l'infortuné Louis XVI, n'ayant plus les moyens de faire naître les événemens, était forcé de se régler d'après eux. C'est pourquoi nous le verrons toujours s'éloigner ou se rapprocher de la révolution, selon que ces événemens amèneront le désordre ou la paix.

Bertrand de Molleville, ancien intendant de la Bretagne, était entré dans le conseil privé du roi; pénétré, ainsi que Montmorin, des sages avis de Malouet, tous deux représentèrent à Louis XVI qu'en adoptant la constitution d'une manière conditionnelle, il n'aurait pas au moins à se reprocher de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour la conservation de sa couronne et le maintien de sa dignité. Le faible monarque paraissait écouter ces conseils avec complaisance¹, lorsque dans un comité tenu peu de jours après chez le garde des sceaux, Duport, Barnave et les Lameth, alarmés des attaques violentes que les ja-

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. V, p. 220.

cobins leur livraient sans cesse dans leurs journaux, et même au sein de l'Assemblée où Robespierre les avait nominativement dénoncés comme traîtres à la patrie¹, annoncèrent de si grands malheurs si le roi se bornait à une acceptation provisoire, que les ministres effrayés le conjurèrent de ne pas irriter leurs amis par la censure d'une constitution qui était leur ouvrage, et ils le firent consentir à une adhésion pure et simple. Mais la considération la plus puissante, et qui certainement déterminait le roi, furent les dépêches reçues des cours étrangères. Elles donnaient pour conseil au roi d'accepter la constitution pour éviter la guerre, avec promesse d'intervenir si les jacobins, malgré cette immense et dernière concession, renouelaient leurs pratiques odieuses. L'Angleterre seule était d'une opinion contraire; et ce fut peut-être une raison de plus pour les ministres de se défier d'un avis qu'ils considérèrent comme un piège.

Enfin Louis XVI, après avoir longtemps réfléchi aux dangers de refuser son adhésion à l'acte constitutionnel, chargea le ministre de la justice de porter à l'Assemblée une lettre dont le contenu renfermait un nouveau manifeste. Dans cet écrit, le monarque rappelait que dès son avènement au trône, dirigé par l'opinion publique, et jaloux de détruire les abus, il avait conçu le projet d'établir sur des bases solides le bonheur du peuple, que pour le

¹ *Moniteur* du 8 sept. 1791, p. 1044 et 1045.

réaliser, il s'était environné de représentans de la nation, et que, bien avant l'achèvement de la constitution, il en avait favorisé l'établissement partiel et provisoire. Qu'en s'éloignant de Paris, son désir avait été de s'assurer par lui-même du véritable vœu de la nation, et qu'il acceptait tout, à présent qu'il avait la certitude que ce vœu n'était plus douteux. Mais pourquoi analyser la partie politique de cette lettre empreinte du caractère de faiblesse qui fut la source de tous les maux de ce prince? citons plutôt celle où, reprenant sa bonté naturelle, il explique et justifie ses intentions bien-faisantes, bien mieux que ne saurait le faire l'historien le plus habile :

« Je manquerais cependant à la vérité, Messieurs,
« si je disais que j'ai aperçu, dans le mode d'exé-
« cution et d'administration que donne la constitu-
« tion, toute l'énergie qui serait nécessaire pour
« imprimer le mouvement et pour conserver l'unité
« dans toutes les parties d'un si vaste empire. Mais
« puisque les opinions sont aujourd'hui divisées sur
« ces objets, je consens que l'expérience seule en
« demeure juge. Lorsque j'aurai fait agir avec loyauté
« les pouvoirs qui m'ont été remis, aucun reproche
« ne pourra m'être adressé; et la nation, dont l'in-
« térêt seul doit servir de règle, s'expliquera par les
« moyens qui lui sont réservés.

« Mais, Messieurs, pour l'affermissement de la
« liberté, pour le bonheur individuel de tous les
« Français, il est des intérêts sur lesquels un devoir

« impérieux nous prescrit de réunir tous nos efforts :
« ces intérêts sont le respect des lois, le rétablissement de l'ordre et la réunion de tous les citoyens.
« Aujourd'hui que la constitution est définitivement
« arrêtée, les Français, vivant sous les mêmes lois,
« ne doivent connaître d'autres ennemis que ceux
« qui les enfreignent : la *discorde* et l'*anarchie*, voilà
« nos ennemis communs; je les combattrai de toutes
« mes forces : il importe que vous et vos successeurs
« me secondiez avec énergie. Que ceux que la crainte
« des persécutions, des troubles, auraient éloignés
« de leur patrie, soient certains d'y trouver, en y
« rentrant, la sûreté et la tranquillité. Pour éteindre
« les haines, pour adoucir les maux qu'une grande
« révolution entraîne toujours à sa suite, pour que
« la loi commence d'aujourd'hui à avoir une pleine
« et entière exécution, consentons à l'oubli du
« passé; que les accusations et les poursuites, qui
« n'ont pour principe que les événemens de la révolution, soient éteintes dans une réconciliation
« générale. Je ne parle pas de ceux qui n'ont été
« déterminés que par leur attachement pour moi;
« pourriez-vous y voir des coupables? Quant à ceux
« qui, par des excès où je pourrais apercevoir des
« injures personnelles, ont attiré sur eux la poursuite des lois, j'éprouve à leur égard que je suis le
« roi de tous les Français. »

Cette lettre, dans laquelle Louis XVI promettait d'aller prononcer son acceptation au milieu des représentations de la nation au lieu même où cette

constitution avait été formée, fut accueillie avec émotion et avec des transports extraordinaires de satisfaction publique. L'Assemblée constituante, s'associant aux sentimens que témoignait le souverain, voulut aussi s'efforcer de guérir les blessures de la révolution par un acte d'amnistie générale qui sauvait à la fois les coupables des deux partis. Sur la proposition de Lafayette, dont la bonté a toujours honoré le caractère, elle ordonna par acclamations¹ que toutes les personnes détenues pour délits politiques seraient mises en liberté. Les jacobins ne s'opposèrent point à cette amnistie, parce qu'elle était applicable à plusieurs d'entre eux arrêtés à la suite de l'émeute du Champ de Mars. M. de Montmorin fut même chargé par un décret d'interposer ses bons offices auprès des cantons suisses, pour faire participer aux bienfaits du pardon général les soldats de Chateau-Vieux, condamnés aux galères après la révolte de la garnison de Nancy.

Ces actes de clémence sauvèrent, du moins pour le moment, plusieurs royalistes qui allaient être traduits à la haute-cour d'Orléans; de ce nombre furent les malheureux compagnons de la fuite du roi et plusieurs de ceux que leur attachement à sa personne avait précipités dans les cachots. Ces preuves certaines d'un esprit de concorde et de paix furent très-agréables à Louis XVI, et contribuèrent à l'en-

¹ *Moniteur* du 14 sept. 1791, p. 1070, col. 2.

tretenir dans la trompeuse espérance que la constitution qu'on lui faisait adopter, quoique onéreuse à sa puissance, serait néanmoins le gage de l'union des Français.

Une députation s'étant rendue au château des Tuileries pour témoigner au roi la reconnaissance de la nation et lui présenter le décret d'amnistie, Sa Majesté répondit au discours de Chapelier : « Je
« me ferai toujours un plaisir et un devoir de suivre
« la volonté de la nation, quand elle me sera con-
« nue. Je vois avec joie que l'Assemblée nationale a
« déferé au désir que je lui ai témoigné de faire un
« acte de clémence. Je souhaite que le décret que
« vous me présentez mette fin à la discorde, qu'il
« réunisse tout le monde, et que nous ne soyons
« qu'un. » Il ajouta en montrant sa famille : « Voilà
« ma femme et mes enfans qui partagent mes senti-
« mens » ; la reine renouvela cette assurance ¹.

Lorsque le côté droit eut la certitude que le roi se décidait à accepter la constitution, d'Épréménil demande la permission de déposer sur le bureau l'opinion d'un grand nombre de députés : on la lui refuse. Alors il déclare que lui et plusieurs de ses collègues ne cesseront de protester contre les entreprises pratiquées depuis deux ans contre la religion, contre l'autorité royale, contre les principes constitutifs de la monarchie et contre les propriétés. Les membres du côté gauche ne ré-

¹ *Moniteur* du 15 sept. 1791, p. 1073, col. 2.

pondirent à cette nouvelle protestation que par des murmures ou des risées¹, et ils la firent rejeter en passant à l'ordre du jour, dont l'objet était de délibérer sur la pétition des Avignonnais, qui demandaient que le comtat cessât d'être un enclave au milieu de l'empire français.

M. de Menou, en qualité de rapporteur, conclut en faveur de la réunion. L'abbé Maury combattit cet avis, comme contraire au vœu de la majorité des habitans du pays. A la séance suivante, avant que l'affaire d'Avignon fût reprise, on rappela que l'Assemblée étant prête à recevoir dans son sein le roi et le prince royal, il convenait de décider si on laisserait subsister la décoration du Saint-Esprit. A la suite de cette motion, on interdit à tout Français de porter les marques distinctives d'aucun ordre, excepté la décoration militaire de Saint-Louis. Cependant Goupil de Préfeln, appuyé par d'André, obtint que le cordon bleu fût conservé au roi et au prince royal²; mais Louis XVI ne voulut pas profiter de cette exception, il se détermina à quitter les insignes de cet ordre, en disant qu'il n'avait plus de prix pour lui du moment qu'on lui enlevait la faculté d'en faire un objet de récompense.

Après l'engagement pris par l'abbé Maury de dévoiler la conduite des commissaires envoyés à Avignon, il lut, en la présence de deux d'entre eux, un acte d'accusation écrit et signé de sa main, dans

¹ *Moniteur* du 13 sept. 1791, p. 1066, col. 1^{re}.

² *Moniteur* du 14 sept. 1791, p. 1068, col. 2.

lequel il demandait à être autorisé à les poursuivre sous sa responsabilité personnelle (13 septembre). Il les accusait d'avoir agi en *vice-rois*, et de s'être mis à la tête d'un des partis, au lieu de les concilier. Pour soutenir la cause du pape, dont il était le défenseur intéressé, il s'emporta au point de qualifier les commissaires de commissaires exterminateurs, de missionnaires de la révolution¹. S'acharnant en particulier contre l'abbé Mulot, il mêla à sa dénonciation des épigrammes sanglantes. Verninac et Le Scène des Maisons se justifèrent d'avoir provoqué des assassinats; mais dans l'exposé de leur conduite ils ne nièrent point avoir tout fait pour favoriser la réunion demandée par les habitants, certains qu'elle était aussi bien à leur convenance qu'à celle des Français, et qu'elle ferait cesser l'irrégularité choquante de nos limites méridionales.

Les commissaires furent vivement applaudis. Cette importante discussion se termina le lendemain par l'adoption formelle de la réunion du Comtat-Venaissin à la France. Quoiqu'il fût prouvé que ce pays, dans les temps d'anarchie féodale, avait été usurpé sur la Provence par des fraudes pieuses, puis repris, vendu et ressaisi tour à tour², l'Assemblée constituante, fidèle dans ses relations extérieures aux principes de justice et de modération qui maintiennent la bonne harmonie entre les États

¹ *Moniteur* du 14 au 15 sept. 1791, p. 1068-1069.

² PFEFFEL, *Recherches historiques* concernant les droits du pape sur la ville d'Avignon. — Voyez aussi Réponse aux *Recherches historiq.*

civilisés, ne consentit à cette réunion que sous la condition expresse que les ministres ouvriraient des négociations avec la cour de Rome pour traiter des indemnités et dédommagemens qui pouvaient lui être dus.

Le lendemain (14 septembre 1791), le roi, paré seulement du grand cordon de l'ordre de Saint-Louis, accompagné de ses ministres, se rendit à l'Assemblée constituante, ainsi qu'il l'avait annoncé. Le bruit du canon et les acclamations du peuple qui retentissaient sur son passage, annoncèrent son arrivée. Lorsqu'il parut au sein de l'Assemblée, il se fit un profond silence, malgré la foule prodigieuse qui remplissait la salle; on eût dit que la nation entière voulait assister à ce spectacle solennel. Le roi monta vers le fauteuil qui lui était destiné; à sa gauche et sur la même ligne que le sien, était le siège du président Thouret, qui avait encore présente à la mémoire la conduite irascible des courtisans. L'appareil de deux fauteuils parfaitement égaux blessa à la fois les royalistes et les républicains; les uns étaient indignés que le président d'une assemblée osât disputer au prince les honneurs du cérémonial, et l'exigence des autres considérait même une parfaite égalité comme un triomphe pour le trône.

Au moment où le roi allait prononcer son serment, Thouret, sans en attendre l'ordre, s'assit; l'Assemblée imita son exemple. Cette inconvenance inattendue frappa Louis XVI, qui, étant

seul debout, s'assit aussi sans s'interrompre, et en promenant sur l'Assemblée un regard de confiance et de dignité si bien sentie, qu'il fut un instant obligé de s'arrêter pour laisser un libre cours aux acclamations qui couvraient ses paroles. Après avoir prononcé la formule du serment¹, « Puisse, ajouta-t-il, cette grande et mémorable époque être celle du rétablissement de la paix, de l'union, et devenir le gage du bonheur du peuple et de la prospérité de l'empire² ! »

Lorsque le ministre de la justice eut présenté l'acte constitutionnel et que le monarque l'eut signé au bruit redoublé des acclamations et de l'ancien cri français de *vive le roi* ! le président exposa comment l'Assemblée constituante, dépositaire du vœu, des droits et de la puissance du peuple, en réformant les abus avait rétabli les bases de la prospérité publique. Il dit que dans ce jour mémorable les représentans de la nation n'avaient plus rien à désirer, puisque l'adhésion de la France entière ratifiait ce qu'ils avaient décrété, et que le roi, en acceptant la royauté constitutionnelle, devait ce titre respectable et pur de la plus belle couronne de l'univers à l'attachement et à l'amour des Français : « Bientôt, Sire, ajouta-t-il, le vœu civique que Votre Majesté vient d'exprimer sera rempli ; bien-tôt, rendus à nos foyers, nous allons donner l'exemple de l'obéissance aux lois, après les avoir.

¹ TOULONGEON (*Hist. de Fr. depuis la Rév. de 1789*), t. II, p. 74.

² *Moniteur* du 15 sept. 1791, p. 1075, col. 3.

« faites. Nos successeurs, chargés du dépôt redou-
« table du salut de l'empire, ne méconnaîtront ni
« l'objet de leur haute mission, ni ses limites consti-
« tutionnelles, ni les moyens de la bien remplir. »

Durant ce discours, les rideaux de la loge du journal appelé le *Logographe* s'étant ouverts, on y aperçut Marie - Antoinette tenant son fils par la main. Les applaudissemens adressés au roi se tournèrent aussitôt vers sa famille. Cette séance terminée, l'Assemblée constituante tout entière, ayant son président en tête, accompagna le prince jusque dans les appartemens de son palais, au milieu des plus éclatans témoignages d'amour. Les sons d'une musique guerrière, le retentissement prolongé de nombreuses salves d'artillerie, un concours innombrable et la joie du peuple contribuèrent à rendre cette marche encore plus imposante.

La proclamation solennelle de l'acte constitutionnel eut lieu le 18 septembre, avec toute la pompe qui devait caractériser cette journée. Dès le matin, la fête s'annonça par les préparatifs accoutumés; à dix heures, la municipalité, accompagnée d'une nombreuse escorte, se mit en marche; vers midi, le cortège arriva au champ de la Fédération, où s'étaient déjà rendus les différens corps électoraux, administratifs et judiciaires de la capitale, et les six divisions de la garde nationale. Tous les glacis étaient couverts d'une multitude immense. Le maire Bailly, précédé de hérauts

d'armes, monta sur l'autel de la patrie, où était un livre ouvert; sur l'une des pages on lisait : *Dieu, la Nation, la Loi, le Roi*; sur l'autre : *Droits de l'Homme; Constitution*. Après avoir lu la proclamation, il éleva le livre dans les airs pour offrir aux regards du peuple l'acte constitutionnel; puis il déclara que l'Assemblée en remettait le dépôt à la fidélité du nouveau corps législatif, du prince et des magistrats, à la vigilance des pères de familles, aux épouses et aux mères, à l'affection des jeunes citoyens et au courage de tous les Français. A ces mots, les assistans enflammés d'enthousiasme agitent leurs sabres, leurs épées, ou en signe de joie élèvent leurs bonnets ou leurs chapeaux au bout de leurs fusils; les autres crient *vive la nation!* au bruit d'une décharge simultanée de cent trente pièces de canon. Cette pompe excita un enthousiasme tel, que dès ce jour on pouvait prévoir que la nation française, si elle restait unie, deviendrait maîtresse de l'univers.

Sur le soir, on vit s'élever dans les airs un aérostat d'une dimension extraordinaire, décoré de divers attributs allégoriques relatifs à l'objet de la fête; surmonté d'un aigle aux ailes déployées, il plana majestueusement sur la foule assemblée, puis il traversa Paris, de l'occident à l'orient¹. Durant la nuit, les Champs-Élysées, éclairés dans toute leur étendue, offrirent la plus vaste illumination qu'on eût encore vue. Les deux allées latérales de cette su-

¹ *Journ. mémor. de la Révol.*, t. V, p. 46 ter.

perbe promenade étaient ornées par des guirlandes de verres de couleur qui joignaient un arbre à l'autre, depuis la place de Louis XV jusqu'à la hauteur de l'avenue de l'Étoile. Ce coup d'œil ravissant était terminé par les deux bâtimens destinés à former les nouvelles barrières, tous couverts d'une multitude de lampions, auquel répondait l'illumination du château des Tuileries; les corniches, chapiteaux, fenêtres et balcons de cet immense édifice étaient marqués en traits de feux qui en dessinaient l'architecture. Le jardin était aussi illuminé et offrait partout l'aspect d'un séjour enchanté.

Sur le soir, le roi, accompagné de sa famille, de Lafayette et d'un brillant cortège, vint ajouter à l'éclat de cette fête magique; il parcourut la grande allée des Champs-Élysées jusqu'à Chaillot, et partout il reçut les témoignages éclatans de l'affection et de la reconnaissance publique, qui, dans ce moment d'enthousiasme, furent rarement interrompus par les cris de : *Vive la nation! vive la liberté!* Louis XVI se rendit ensuite au théâtre de l'Opéra, où l'on jouait *Iphigénie en Aulide*; lorsque les chœurs chantèrent : *Régnez sur un peuple fidèle*, les spectateurs, debout, firent l'application de ces paroles par des applaudissemens longtemps prolongés.

Le dimanche suivant, un *Te Deum* fut chanté avec la plus grande solennité (25 septembre 1791) dans

¹ *Hist. de la Révol. de France*, par deux Amis de la Liberté, t. VI, p. 316.

l'église de Notre-Dame, en action de grâces de l'acceptation de la constitution. Le roi voulut aussi fournir à la joie publique une nouvelle occasion de se manifester. Il fit illuminer à ses frais les Tuileries et les Champs-Élysées, non avec plus de magnificence, mais avec encore plus de goût qu'ils ne l'avaient été huit jours auparavant. Et afin que les malheureux participassent à cette fête, il envoya au maire, en son nom et en celui de la reine, cinquante mille francs pour être distribués aux pauvres de la capitale. Tous ces actes de réconciliation publique étaient d'autant plus touchans que les amis de la vraie liberté, séduits par l'apparence de fraternité et l'air de satisfaction répandue sur tous les visages, se félicitaient mutuellement d'être enfin arrivés, à travers tant d'écueils, au but où tendaient tous leurs vœux.

Ces détails seraient de pures futilités, peu dignes de la grandeur de mon sujet, si le programme des fêtes de la révolution française ne tenait essentiellement à la connaissance de son histoire; elles sont le miroir fidèle des mœurs et du caractère des Parisiens, qui dans les cérémonies publiques manifestèrent toujours l'esprit dont ils étaient animés. Ainsi la solennité que je viens de décrire atteste l'inconstance d'un peuple frivole qui, après tant de gages d'amour donné au meilleur des rois, laissa, avant l'expiration d'une année, envahir son palais, et resta spectateur passif de son affreuse destinée.

Au milieu de cette allégresse, le flambeau de la guerre civile s'allumait; déjà les jacobins, en tendant sur la France un crêpe funèbre, s'apprêtaient à la couvrir et de sang et de deuil. Déjà l'intrigue et l'ambition, comptant sur la discorde et sur la légèreté d'un peuple passionné pour les nouveautés, se préparaient à empoisonner toutes les espérances que lui inspirait l'avenir. Pour comble d'ingratitude, ces fêtes furent reprochées au roi : on l'accusa d'insulter par son faste à la misère publique; et s'il y ajouta des dons pour les pauvres, ils furent reçus avec une ironie amère et qualifiés d'aumônes faites à la nation.

Les habitants des provinces, loin de prévoir la gravité des événements, partagèrent l'ivresse momentanée des Parisiens. Fatigués de troubles, ils crurent au retour de l'ordre; ils espéraient que le pouvoir exécutif aurait assez de force pour prévenir de nouvelles commotions; persuadés que les Français respecteraient la constitution comme une arche sainte, ils se flattaient qu'aucun parjure ne violerait le serment de la maintenir, et qu'un nouvel âge d'or rendrait la France le plus heureux et le plus puissant des empires.

Lafayette, plein de ces illusions et toujours guidé par un zèle pur et désintéressé, craignit qu'on ne l'accusât de vouloir se perpétuer dans ses fonctions; à l'exemple des législateurs, il abdiqua son commandement, et fut remplacé par des chefs temporaires. Fidèle à sa promesse, il rentra dans la vie privée,

avec l'intention de mourir aux lieux où il était né *, retiré dans ses terres d'Auvergne, avec l'estime que méritait sa loyale conduite; satisfait de nombreux témoignages d'affection et de reconnaissance publique, il jouit des douceurs du foyer domestique et d'une conscience sans reproche. Ce Washington de l'ancien hémisphère cultiva ses champs jusqu'au moment où le signal de la guerre réclama le secours de l'épée d'honneur que lui avait décernée la garde nationale parisienne.

Cependant les révolutionnaires continuaient de tout corrompre et de tout empoisonner par leur mauvaise foi. Ils insultaient les députés constitutionnels à l'égal des députés monarchiques; on célébrait le prochain départ des uns et des autres comme une délivrance; ceux qui sacrifièrent tout au bien général étaient traités de mandataires infidèles, chargés d'or et de malédictions. Les généreux auteurs de la nuit du 4 août furent aussi qualifiés d'enfans ingrats; on leur reprocha d'avoir déchiré le sein de leur nourrice, et pleuré de rage sur les débris de leurs hochets[†]. Le clergé surtout était accablé d'outrages, et quoique la magistrature eût jeté les fondemens de la révolution, elle était traitée avec un mépris qui prouvait que rien au monde n'était sacré pour ces dangereux perturbateurs.

Sieyes lui-même avait perdu ses droits à leur reconnaissance, pour avoir tenté de limiter la liberté de

* Chavaniac, en Auvergne.

† PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° CXVI, t. ix, p. 560 et 562.

la presse et osé dire quelques mots en faveur des biens ecclésiastiques. Dans leur bouillante colère, ces factieux à aucun prix ne voulaient du roi; ils lui prescrivirent d'ordonner à ses frères de venir le rejoindre, et d'inviter les souverains à désarmer et à retirer leur manifeste; puis ils ajoutaient : « Ne nous
« y trompons pas; s'il prend ce parti, il n'en fau-
« dra pas moins que la nation redouble de soins
« et de surveillance; avec le penchant de la mul-
« titude vers l'idolâtrie monarchique, un tel roi ne
« serait plus que le père de ses sujets, et *de cette*
« *paternité au despotisme il n'y a qu'un pas*¹. »

L'émigration semblait faire cause commune avec les jacobins pour agiter le peuple et renverser le gouvernement établi. Déjà le fatal traité de Pilnitz, si énigmatiquement rédigé et si méchamment interprété, commençait à circuler avec toutes les altérations propres à rendre odieux le trône et la noblesse². D'un autre côté, les princes, ravis d'un traité dont ils furent les dupes, attachaient trop d'importance à la protection qu'on leur promettait pour avoir la sagesse d'en faire un mystère³. Dans leur joie irréfléchie, ils s'empressèrent d'écrire au roi leur frère, du château de Schönburnslast, près Coblenz, pour lui faire connaître le résultat de leurs négociations; mais n'ayant aucun moyen de correspondre directement avec lui, et se croyant assez

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° CXIV, t. IX, p. 496.

² PRUDHOMME (*Révolutions de Paris*), n° CXIV, t. IX, p. 496.

³ *Hist. polit. administ. civ. et milit. de la Prusse*, t. 1^{er}, p. 140.

forts pour braver la publicité, ils firent insérer leur lettre dans les journaux; ils usèrent encore de cette voie imprudente pour annoncer à l'Europe entière (10 septembre 1791) « que les sen-
« timens du roi de Sardaigne leur beau-père ne
« pouvaient être douteux; qu'il fallait compter sur
« les Suisses; que, dans le fond du Nord, un roi
« magnanime voulait aussi contribuer à rétablir
« l'autorité du roi de France, et que l'immortelle
« Catherine, à qui aucun genre de gloire n'était
« étranger, ne laisserait pas échapper celle de dé-
« fendre la cause des souverains. »

Toutefois ils ne s'expliquaient que d'une manière vague touchant l'Angleterre, disant seulement qu'elle était trop éclairée pour ne pas désirer ce qui intéressait sa propre conservation. Après avoir donné l'assurance au roi que les factieux n'oseraient jamais attenter à ses jours ni à ceux de la reine, dans la crainte d'attirer sur eux la vengeance de l'univers, ils lui recommandaient de ne point céder à la violence en adoptant une prétendue constitution contre laquelle ils protestaient. Oubliant les droits imprescriptibles d'une grande nation, ils ressuscitaient les vieilles formules du droit divin, en disant à leur malheureux frère que, dépositaire usufruitier du trône de ses aïeux, il ne pouvait ni en aliéner les droits primordiaux ni en détruire les bases constitutives, et que, protecteur des prérogatives de tous les ordres et des possessions de tous les particuliers, il ne devait pas les laisser violer et anéantir par la

plus arbitraire des oppressions. « Si le crime qui
« vous obsède et la violence qui vous lie les mains
« ne vous permettaient pas de remplir ces devoirs
« sacrés, ajoutaient les princes, ils n'en sont pas
« moins gravés dans votre cœur, et nous accompli-
« rons votre volonté réelle, en suppléant, autant qu'il
« est en nous, à l'impossibilité où vous serez de
« les exercer. »

Cette lettre produisit une grande sensation en France : mais lorsqu'elle parvint à la connaissance du roi, il avait signé la constitution. Néanmoins elle réveilla des espérances et fit regretter que le roi eût donné son adhésion; la cour se persuadait que la crainte d'une prochaine coalition aurait contenu les masses populaires et contraint l'Assemblée de se désister de son amour pour les innovations. Au reste, le seul résultat amené par les menaces des princes, dans une circonstance où le trône semblait être réconcilié avec la nation, fut d'aigrir les cœurs et d'alimenter les soupçons auxquels le roi était en butte; grossissant avec l'orage, ils accumulèrent sur sa tête une longue suite d'infortunes.

Louis XVI, après avoir adopté la constitution, en prévint la cour de Vienne. L'empereur et son ministre Kaunitz étaient si peu disposés à faire la guerre dans l'intérêt des Bourbons, qu'ils se montrèrent satisfaits de cette résignation, et résolurent d'en attendre les résultats. En effet, jusqu'au commencement de l'année suivante, les rapports politiques de la France avec l'Autriche n'éprouvèrent

aucune altération. On renoua les relations avec l'ambassadeur français à Vienne, et Léopold lui-même annonça à toutes les cours « que la modération
« paraissait avoir repris son empire en France, et
« que le roi ayant recouvré sa liberté, il se bornait
« à recommander aux princes allemands d'éviter
« toute démarche qui pourrait troubler le dévelop-
« pement encore équivoque de la nouvelle consti-
« tution ¹. »

Dans le court intervalle qui s'écoula entre l'acceptation de la constitution et la clôture de l'immortelle session de l'Assemblée nationale, dite CONSTITUANTE, deux grandes questions furent encore soumises aux députés et mirent fin à leurs travaux législatifs. La première fut l'admission des hommes de couleur aux mêmes droits que les colons, et la seconde une loi de police sur les clubs. L'Assemblée nationale, par les restrictions qu'elle avait mises à la condition des nègres, semblait être tombée dans une contradiction manifeste avec ses principes, puisqu'en déclarant que tous les hommes étaient nés et demeuraient libres et égaux en droits sur toute la terre, elle en avait formellement excepté ceux des colonies. Toutes les fois que cette grande question avait été reproduite, Robespierre s'en était emparé, l'avait défendue avec énergie et souvent avec succès. Quelques mois auparavant il s'était écrié : *Périssent les colonies plutôt que les prin-*

¹ *Hist. polit. administ. civ. et milit. de la Prusse*, t. I^{er}, p. 142.

cipes qui font votre gloire, votre bonheur, votre liberté ! *

Cette exclamation, jusqu'à nos jours, n'a cessé d'être regardée comme une atrocité; cependant elle était humaine et généreuse, puisqu'au respect pour la loi fondamentale elle ajoutait seulement l'intention de sacrifier au bien de l'humanité le produit qu'on retirait d'un trafic odieux. Si Robespierre était un esprit étroit et médiocre, il n'en était pas moins un logicien intrépide : une fois le principe posé, il ne reculait jamais, quelles qu'en fussent les conséquences. Cette inflexibilité de caractère portait la fausse empreinte d'une vertu antique, et servit à accroître sa popularité au sein des clubs, qu'il savait fort bien devoir surpasser en puissance toutes les assemblées législatives.

L'importante question de l'affranchissement des nègres ayant été encore présentée, les membres du côté droit combattirent un système qui, en amenant la ruine des colonies, devait porter un coup funeste à notre commerce, et faire déchoir la France du rang qu'elle occupait comme puissance maritime. Malouet, dans cette discussion, se montra administrateur éclairé, et l'abbé Maury fit preuve d'une haute pénétration. Les considérations que tous deux développèrent parurent si puissantes, qu'on décréta qu'aucune loi sur l'état des personnes

* *Moniteur* du 15 mai 1791, p. 560, col. 1^{re}.

* Avant Robespierre, Dupont de Nemours avait dit : « S'il fallait sacrifier l'intérêt ou la justice, il vaudrait mieux sacrifier les colonies qu'un principe. »

non libres ne pourrait être faite par le corps législatif que sur la demande précise et formelle des assemblées coloniales¹.

Le soir où cette décision fut rendue, il se forma des attroupemens nombreux, les clubs s'agitèrent; on cria que la liberté était perdue sans retour, puisqu'on portait atteinte à la déclaration des droits de l'homme. Barnave, qui avait été l'adversaire de l'émancipation complète des noirs, fut en butte à tous les outrages. Le club des Jacobins, pour détruire sa popularité, le livra aux fureurs des tribunes et des libellistes, ainsi que les députés monarchiques. De nouveaux moyens furent combinés pour entraîner l'Assemblée à faire aux hommes de couleur l'application des principes consacrés dans la déclaration des droits de l'homme. Les efforts réunis de l'abbé Grégoire, de Tracy, de Pétion, de Fermont et de Robespierre, sans décider la question en faveur des nègres, obtinrent néanmoins que les lois politiques relatives aux colonies ne s'exécuteraient que pendant un an dans celles d'Amérique et durant deux ans dans celles d'Asie. Trois jours après, sur la proposition de Lanjuinais et d'Emmery, on renouvela l'ancienne loi si souvent violée au moyen des privilèges, « que tout homme, de quelque couleur, de quelque origine, de quelque pays qu'il fût, en touchant le sol de France, serait libre et « jouirait des droits de citoyen actif². »

¹ *Moniteur* du 26 sept. 1791, p. 1121 et 1122.

² *Moniteur* du 29 sept. 1791, p. 1134, col. 1^{re}.

Les amis des noirs affirmèrent aussitôt que Saint-Domingue faisait partie intégrante de l'empire français : au moyen de cette interprétation captieuse, sans attendre l'expiration de l'année, ils provoquèrent l'émancipation soudaine, complète et sans restrictions d'hommes qui, à peine dégagés de leurs fers, allaient tous être revêtus indistinctement et le même jour du droit de cité à l'égal de leurs anciens maîtres, oubliant ainsi le conseil judicieux de Raynal et de Mirabeau ! Néanmoins ces partisans exaltés de la liberté des nègres n'avaient pu s'empêcher de recommander à leurs adeptes de n'émanciper ces malheureux qu'après avoir eu soin de les habituer à nos lois, à nos mœurs, en leur donnant une patrie, des intérêts à combiner, des productions à faire naître. Nous verrons qu'en dédaignant des conseils aussi sages, en excitant surtout la vanité vindicative des mulâtres, on porta des nègres à se venger de leurs anciennes souffrances par des forfaits atroces et des cruautés inouïes. En effet la colonie était livrée aux flammes pendant que l'Assemblée constituante s'occupait à concilier les intérêts sociaux avec les droits de l'humanité*.

La dernière question dont s'occupa l'Assemblée, fut un règlement de police pour les clubs. Pénétrée de la nécessité de remédier à leurs vices organiques, elle aurait voulu débarrasser la constitution de l'entrave des jacobins et de leurs affiliés des dé-

* Les désastres de Saint-Domingue eurent lieu durant les délibérations de l'Assemblée constituante.

partemens, en les dépouillant de toute existence politique, avec défense de s'occuper des actes des pouvoirs constitués. Mais l'influence du côté gauche entraîna la majorité; elle crut qu'en affaiblissant les clubs, le tiers-état, pour lequel elle avait si ardemment combattu, n'aurait plus pour protecteur que la loi, dont l'exécution resterait confiée à un roi ou à des ministres mécontents de leur nouvelle position¹, et l'Assemblée rejeta le projet du comité. Après avoir fait intervenir le peuple dans la révolution comme partie nécessaire, elle crut imprudent de le congédier, lorsque l'opposition aristocratique nécessitait encore son secours.

Seulement l'Assemblée décréta que le président d'une association qui porterait obstacle à l'exécution d'une mesure législative serait privé pendant deux ans de l'exercice de ses droits civils. En même temps on renouvela la défense à toutes les sociétés populaire d'agir en nom collectif, soit pour présenter des pétitions, soit pour assister à des cérémonies publiques. Ces modifications apportées au pouvoir populaire furent provoquées par Chapelier, défendues par Duport, et combattues par Robespierre, qui les considéra comme une violation manifeste de la constitution et un attentat contre la souveraineté du peuple. Si ces mesures restrictives, quoique bien faibles, eussent été exactement suivies, elles auraient encore épargné bien des malheurs.

¹ DURAND-MAILLANE (*Hist. de la Conv. nationale*), p. 18 et 19.

Les assemblées électorales étant convoquées, les propriétaires et les gens de bien, soumis aux instructions de quelques députés vrais fanatiques de la monarchie absolue, s'abstinrent de faire usage de leurs droits. Alors les clubs, ainsi qu'on l'avait prévu, en excitant l'exaspération provoquée par les conférences de Pilnitz, exercèrent une funeste influence. Les émigrés, de leur côté, mirent en pratique le système imaginé par Calonne; leurs agens exaltèrent l'esprit révolutionnaire, et bientôt ce fut un titre d'exclusion auprès des électeurs que de passer pour constitutionnel. Si l'on voulait obtenir leurs suffrages, il fallait se déclarer jacobin.

Brissot et Condorcet furent élus à Paris, qui également nomma plusieurs feuillans; cet honorable choix de quelques amis d'une sage liberté se réduisit à un très-petit nombre, et fut le seul secours qu'obtint la royauté menacée. A Bordeaux, les élections se firent dans le même sens. Cette députation toute républicaine, et qui va devenir fameuse sous le nom de la *Gironde*, donnera à la prochaine législature des chefs qui la conduiront dans la voie dangereuse de l'intrigue et de la déloyauté. Dès lors les hommes pénétrants augurèrent des malheurs sans nombre. Ils prévirent que le fatal mouvement imprimé aux esprits prenait une telle impulsion, que les premiers auteurs de la révolution ne tarderaient pas à être sacrifiés aux brigands qu'ils avaient tant de fois amnistiés.

Mais si l'immorale combinaison de préférer les ja-

combien aux amis de l'ordre et de la paix doit bientôt amener le trépas d'une foule d'amis de la vraie liberté, elle provoquera aussi le supplice de la famille royale, le martyre des prêtres, la proscription des nobles et le massacre d'une multitude de bons citoyens. Enfin la fatale inertie des gens de bien jettera la France dans un tel degré d'infortunes, qu'elle ne pourra plus être sauvée que par le concours d'événemens miraculeux. Puissé la muse de l'histoire me prêter ses nobles inspirations pour pouvoir raconter ces événemens d'une manière digne de la grandeur de mon sujet ! C'est en les présentant sous leur vrai jour qu'il sera facile au lecteur judicieux de les lier ensemble comme autant d'anneaux de la chaîne providentielle à laquelle sont attachées les destinées humaines.

Enfin le 30 septembre, Bailly et Pastoret vinrent, au nom de la municipalité et du département de Paris, féliciter l'Assemblée de l'heureux achèvement de ses travaux ; ils lui pronostiquèrent les bénédictions de la postérité, et la félicitèrent d'avoir donné à leur pays la plus belle constitution de l'univers : « Dans un temps où le despotisme avait effacé toutes les pages du livre de la nature, dit Pastoret, vous avez rétabli cette déclaration immortelle qu'on appellera le *Décatalogue des hommes libres*. » Bientôt après, le roi vint en personne faire la clôture de l'Assemblée constituante, dont la session avait duré vingt-huit mois. Le discours qu'il prononça renfermait l'expression du regret que lui faisait éprouver la dissolution de l'Assemblée, et combien

il eût désiré que ses membres perfectionnassent ce qu'ils avaient eux-mêmes élaboré; puis il annonça qu'ayant notifié aux puissances étrangères son adhésion à la constitution, il emploierait ce qu'il avait reçu d'elle de force et de moyen pour la faire chérir et respecter.

« Pour vous, Messieurs, ajoute ce bon prince, « qui dans une longue et pénible carrière avez « montré un zèle infatigable, il vous reste encore « un devoir à remplir lorsque vous serez dispersés « sur la surface de cet empire : c'est d'expliquer à « vos concitoyens le véritable esprit des lois que « vous avez faites, d'y rappeler ceux qui les mé- « connaissent, d'épurer, de réunir toutes les opi- « nions par l'exemple que vous leur donnerez de « l'amour de l'ordre et de la soumission aux lois. » (Oui! oui! s'écrièrent d'un commun accord tous les députés.) « En retournant dans vos foyers, pour- « suivit le roi, je compte que vous serez les inter- « prètes de mes sentimens auprès de vos conci- « toyens; dites-leur à tous que je serai toujours « leur premier et leur plus fidèle ami. » (Oui! oui! répétèrent-ils encore, attendris jusqu'aux larmes.) « Dites-leur bien que j'ai besoin d'être aimé d'eux, « que je ne puis être heureux qu'avec eux et par « eux, et que l'espoir de contribuer à leur bonheur « soutiendra mon courage, comme la satisfaction « d'y avoir réussi sera ma plus douce récompense. »

Les applaudissemens retentirent longtemps au sein de l'Assemblée, qui retrouva dans ce langage noble et paternel les véritables sentimens du roi. « C'est un discours digne d'Henri IV », s'écria une voix sortie du côté gauche. Pendant que Louis XVI se retirait, Target lut le procès-verbal de la séance, et aussitôt le président annonça que l'Assemblée nationale et constituante déclarait sa mission terminée. Les députés de la noblesse, avant de quitter la capitale et prêts à partir pour Coblenz, voulurent donner un témoignage éclatant de satisfaction à leurs collègues du tiers-état qui, fidèles à leurs mandats, dans des circonstances difficiles et périlleuses, étaient restés fermes et inébranlables dans leurs opinions comme dans leur conduite. Parmi ceux-là ils en distinguèrent quarante * qui s'étaient signalés

* NOMS DES QUARANTE DÉPUTÉS DU TIERS-ÉTAT FAISANT PARTIE DU CÔTÉ DROIT DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

NOMS DES DÉPUTÉS.	NAISS. OU SÉNÉCHAUS.	NOMS DES DÉPUTÉS.	NAISS. OU SÉNÉCHAUS.
ADONIS.....	Saintes..... S.	LACHÈRE.....	Quercy..... S.
BENIGNON DE GRANGE.....	Châlons-sur-Saône B.	LAIGNIER.....	Montfort l'Amaury B.
BERTRAND DE MONTFORT.....	Dauphiné.....	LEFORT.....	Orléans..... B.
CHARIER.....	Mende..... S.	LULIÈRE.....	Tulle..... S.
CARRIÈRE.....	Vendôme..... B.	MADIER-MONTJAU.....	Villeneuve de Berg..... S.
DELAUNAY.....	Caen..... B.	MALOUEY.....	Riom..... S.
DEVOISINS.....	Toulouse..... S.	MARANDA D'OLIVRAU.....	Nivernais..... B.
DUTRAISSE-DUCRET.....	Arvergne..... S.	MARTIN D'AUGE.....	Castelnaudary..... S.
DURGEL.....	Vesoul..... B.	MEUNIER DU BÉUIL.....	Mantes..... B.
FAYDEL.....	Quercy..... S.	PAECARD.....	Châlons-sur-Saône B.
GONTIER DE BIRAN.....	Périgord..... S.	PÉGOT.....	Comminges.....
GOUMOT.....	Nivernais..... S.	PIQUET.....	Bourg en Bresse.....
GRANCHER.....	Berry..... B.	POCHET.....	Aix en Provence..... S.
GRIFFON DE ROMAGNÉ.....	La Rochelle..... S.	RÉDON.....	Riom..... S.
GUILHEMY.....	Castelnaudary..... S.	RÉVOT.....	Dauphiné..... S.
HARDI DE LA LANCÈRE.....	Rennes..... S.	RIGARD.....	Nismes..... B.
HENNET.....	Avannes..... B.	ROY.....	Angoulême..... B.
HENRI DE LONOUVE.....	Orléans..... B.	SALLÉ DE CROUX.....	Berry..... B.
HOUDAT.....	Meaux..... B.	TAILLARDAT DE LA MAISON-NEUVE.....	Arvergne..... S.
HUMBLOT.....	Beaujolais..... S.	VALETTE.....	Touraine..... B.
HUTTEAU.....	Paris.....		

par un courage plus ou moins marqué, et qui adhèrent à la plupart des quatorze protestations consacrées aux principes conservateurs de la religion et de la monarchie. Les nobles déclarèrent que ceux-là étaient dignes d'être comptés parmi les gentilshommes français, et qu'ils regrettaient que les circonstances douloureuses qui avaient suspendu les droits politiques ne leur permissent pas de porter leur vœu aux pieds du trône; mais que ce vœu ils le déposeraient entre les mains des petits-fils de Henri IV, et qu'en attendant ils le présentaient à la noblesse et le confiaient à la postérité¹. A ce sujet, on doit remarquer combien les nobles auraient fait de concessions au régime constitutionnel, s'ils n'avaient été entraînés par quelques hommes trop passionnés dans l'intérêt des deux premiers ordres; car plusieurs de ceux qu'ils considéraient comme leurs amis et leurs soutiens n'avaient réellement protesté qu'une fois.

Déjà la disposition des esprits était telle, que ceux des députés qui, sur la fin de la session, avaient fait preuve de sagesse en traversant les rangs de la multitude, furent hués et sifflés. Mais sitôt qu'on aperçut Pétion et Robespierre, on fit pleuvoir des couronnes sur leur tête, et ils furent portés en triomphe. On donna à l'un le titre de *vertueux*, et à l'autre celui d'*incorruptible*.

¹ Délibération des membres de la noblesse, députés aux états-généraux, en faveur des députés du tiers-état restés fidèles à leur mandat (16 septembre 1791).

Pendant ce temps le roi, malgré l'éclat de son discours, rentrait aux Tuileries au milieu du plus sombre silence. Un petit nombre d'amis le suivaient; leurs figures portaient l'empreinte de la douleur qu'inspiraient de sinistres pressentimens; en criant d'une voix suffoquée *adieu le roi!* ils se détournaient pour cacher leurs larmes. On eût dit que cette marche était les funérailles de la royauté. Toutefois n'accusons pas la nation, qui toujours lui prodigua les démonstrations d'un attachement sincère. Sans doute elle manqua de courage, mais non de fidélité. N'accusons que les factieux, ennemis jurés de l'autorité tutélaire, et qui, enhardis par les succès obtenus aux récentes élections, employaient déjà les menaces les plus horribles pour intimider les gens de bien et étouffer les sentimens de l'amour par celui de la crainte.

Les adieux de l'Assemblée constituante furent loin d'être prophétiques; elle avait déclaré la révolution finie, et elle était à peine commencée! Le lendemain du jour marqué par une réconciliation solennelle, Fréron eut la barbare insolence de mettre en tête d'un des articles de *l'Orateur du Peuple* : LE ROI, LA REINE ET LAFAYETTE DIGNES DU DERNIER SUPPLICE! Cette audace atroce, restée impunie, était le prélude de nouveaux crimes et l'avant-coureur de la ruine d'une monarchie antique, et la plus puissante de toutes celles de l'Europe.

De même Danton et Prudhomme annoncèrent que la machine irait comme elle pourrait en attendant

de nouvelles insurrections. L'un, en farouche tribun, disait que la révolution était une fleur qu'il fallait arroser de sang; l'autre, dans son journal, ne cessait de répéter que la constitution était absurde et qu'elle serait renversée par la volonté des prolétaires. Lui aussi critiqua amèrement Lafayette; il ne lui pardonnait pas, ainsi que ses complices, de les avoir empêchés de proclamer la république au Champ de Mars, sous les auspices de Lacroix. Dans la rage que lui fit éprouver cette contrariété momentanée, il lui reprocha d'avoir *liné les dents du lion* : ce dangereux pamphlétaire, à la même époque, publia un prétendu plan de subsistances si absurde, si spoliateur pour l'agriculture et le commerce, qu'il semblait avoir été imaginé pour provoquer l'insurrection au moyen d'un *pacte de famine* mille fois plus oppresseur que celui des anciens fermiers généraux.

Dans ces tristes conjonctures, la situation des vrais amis de la patrie, placés entre deux partis extrêmes dont aucun ne voulait se prêter à des sentimens de modération, était pénible et dangereuse. Si les royalistes n'eussent refusé de concourir aux modifications tendant à améliorer la loi fondamentale, le trône n'aurait rien perdu au véritable régime constitutionnel; mais la cour, lésée dans ses intérêts, contestait cette haute vérité; elle haïssait les lois nouvelles, les libertés publiques lui paraiss-

• PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° CXII, t. ix, p. 390.

• PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° CXVII, t. x, p. 61 et 64.

saient un attentat aux droits de la couronne, et quoique sans pouvoir, elle avait néanmoins assez d'influence, non pour faire rétrograder les principes de la révolution, mais bien pour ébranler à tout moment les déterminations d'un monarque irrésolu.

Le parti populaire était encore moins porté à l'établissement d'un gouvernement stable fondé sur l'empire des lois; il attachait son bonheur à dépouiller Louis XVI de ses plus précieuses prérogatives. Quoique sa fuite fût antérieure à l'acceptation de la constitution, et qu'il n'eût cessé de protester qu'il n'avait pas voulu sortir du royaume, au lieu d'attendre les actes émanés de sa nouvelle position, on ne voulait voir en lui qu'un parjure; les factieux profitaient de cette disposition pour ravir au prince l'affection du peuple et rappeler à celui-ci qu'il ne devait plus compter sur la foi des promesses royales. Les hommes qui dans de coupables desseins provoquaient ces soupçons, excitaient cette méfiance, ne cessaient de répéter que c'en était fait de la révolution si l'on ne changeait la dynastie, et qu'un roi amoindri, se croyant déchu, serait nécessairement l'ennemi de la nation; qu'il fallait encore des insurrections pour sauver la liberté des artifices du clergé et des violences de la noblesse.

Ces mesures inspiraient des alarmes d'autant plus fondées, qu'on ne pouvait rien espérer d'un monarque affaîssé sous le poids des plus graves humiliations; toujours retenu par les scrupules reli-

gieux, il semblait indifférent aux choses humaines, et avoir fait abnégation de la vie. Le peuple et lui avaient bien juré fidélité à la constitution, mais il n'y avait entre eux deux aucune confiance; et comment espérer que le prince, après avoir laissé tomber une couronne transmise par une succession de soixante-cinq rois, saurait faire respecter le sceptre fragile qui lui avait été apporté dans sa prison?

Si on déplorait le caractère faible de Louis XVI, on redoutait la fierté active et courageuse de Marie-Antoinette, et surtout les intrigues de sa triste coterie, qui, après avoir échoué dans ses projets d'évasion, s'était rapprochée des émigrés et cherchait à armer contre nous les puissances étrangères. La déclaration de Pilnitz, tout insignifiante qu'elle était, avait ravivé les espérances de cette faction, et elle s'apprêtait à la vengeance. Cet esprit si contraire à la prospérité nationale, et que les méchants aimaient à exagérer, excitait à tel point le ressentiment du bas peuple, qu'on devait craindre qu'une déclaration de guerre, impatiemment attendue par les émigrés et les royalistes absolus, ne devint le signal du massacre de tous les amis de l'ancien régime.

Cependant la majorité de la nation ne pouvait se faire une idée des écueils et des obstacles sans nombre qu'elle était destinée à surmonter avant de recouvrer la paix et la stabilité. Encore pleine d'amertume contre l'ancien régime, elle était éblouie par l'éclat qu'à son aurore avait jeté la révolution; sé-

duite par les illusions que l'avenir offrait aux imaginations franches et vives, elle ne trouvait aucun vice dans un nouveau gouvernement dont toutes les théories consacraient ses plus précieuses libertés, et dans sa reconnaissance pour l'Assemblée qui venait de les proclamer, elle faisait son éloge en ces termes :

« L'histoire ne nous transmet le souvenir d'au-
 « cune époque où des hommes réunis aient fait tant
 « de choses dans un si court espace de temps. La
 « constitution qu'on vient de donner au peuple
 « français est digne à jamais de sa reconnaissance ;
 « elle a détruit les derniers vestiges de la féodalité ;
 « les impôts injustes et onéreux à l'industrie ont été
 « supprimés et remplacés par un système financier
 « à la fois simple et équitable. Les privilèges parti-
 « culiers, les usurpations de l'autorité spirituelle sur
 « la puissance civile et les prétentions orgueilleuses
 « des corporations anciennes ont cessé de peser sur
 « la société. L'Assemblée constituante a réalisé ce
 « que la raison réclamait en vain, et opéré une ré-
 « génération qu'aucun monarque n'aurait osé en-
 « treprendre. Elle seule enfin rendra stable cette
 « uniformité dans les lois qu'on pouvait difficile-
 « ment établir au sein d'un empire formé par l'ag-
 « glomération successive de tant d'États différens.
 « Avec cet ensemble de forces et de moyens, confiés
 « à un gouvernement juste et paternel », disaient
 les partisans du nouveau régime, « il n'est point de
 « haut degré de prospérité auquel la France ne

« puisse atteindre, ni aucun genre de gloire auquel
« elle ne doive aspirer.

« L'Assemblée constituante », répondaient les nombreux amis des anciennes institutions, « si
« hardie pour renverser, et si timide lorsqu'il a fallu
« reconstruire, mérite, par ses théories hasardées,
« une censure sévère; quoique composée en grande
« partie d'hommes éminemment instruits, tous néan-
« moins se montrèrent jeunes et trop enthousiastes
« pour concevoir le danger d'innovations incompati-
« bles avec l'ordre social. Entachée du péché origi-
« nel du dix-huitième siècle, elle en conserva tou-
« jours le caractère incertain et léger. Elle crut que
« les idées de la moderne philosophie devaient être
« celles de la nation entière. Au lieu de recueillir
« des débris de l'ancienne constitution les fragmens
« bons à la reconstruction du nouvel édifice, elle
« voulut recréer la société française comme si elle
« était appelée à constituer le gouvernement d'un
« monde primitif.

« Mais sa plus grande faute fut de n'avoir jamais
« songé à tempérer la fougueuse indépendance de
« l'homme par le frein salutaire des doctrines reli-
« gieuses, dont elle ne s'occupa que pour troubler
« les consciences. Elle oublia que la liberté n'est
« pure que lorsqu'elle descend du ciel, et que la
« charte des peuples civilisés ne doit être que la
« fidèle expression des mœurs et des coutumes de
« la nation qui s'y soumet; or, quoique la France
« fût ennemie des pratiques superstitieuses, elle

« était néanmoins bien-éloignée du pur déisme.

« La constitution dont on attend de si heureux
« effets », disaient les mêmes hommes, « malgré ses
« bases généreuses, sera impraticable, non-seulement
« parce qu'en bien des points elle est incompatible
« avec le caractère français, mais encore parce qu'elle
« est précédée d'une déclaration où les droits natu-
« rels de l'homme sont considérés comme fondement
« des droits sociaux. A l'aide de la souveraineté du
« peuple, la révolution ne finira jamais; déjà les
« jacobins travaillent ouvertement à fonder un gou-
« vernement populaire; ils sont sûrs de réussir; ils
« règnent dans l'armée par des comités établis au
« sein des régimens; dans les sections par leurs in-
« trigues; dans les départemens par leurs affiliés, et
« dans les municipalités par la terreur. Ils règnent
« aussi dans les campagnes au moyen de leurs émis-
« saires, propagateurs du catéchisme où les doc-
« trines anarchiques sont mises à la portée du peu-
« ple. Enfin, instruits par la délation, dont ils ont
« fait une vertu civique, de l'opinion de chaque
« fonctionnaire, ils persécutent les gens de bien, et
« par ces moyens infâmes ils font mouvoir à leur
« gré tous les ressorts d'un gouvernement oppres-
« seur.

« Qu'a fait l'Assemblée constituante pour étouffer
« cette secte effroyable? » continuaient à dire les
amis de la royauté déchue : « A-t-elle tenté le moin-
« dre effort pour empêcher la populace de se livrer
« aux plus affreux excès? Les libelles diffamatoires,

« les placards incendiaires, les provocations au
« meurtre n'ont cessé de circuler sous les yeux des
« législateurs. Au lieu d'éteindre le délire révolution-
« naire, ils l'ont conservé comme un feu sacré pour
« s'en servir au besoin, sans prévoir qu'une fois
« la flamme allumée ils ne pourraient plus en ar-
« rêter les progrès. Oubliant qu'un roi respecté est
« la clef de l'édifice social, ils l'ont traité en en-
« nemi de la patrie; au lieu d'en faire une sauve-
« garde, ils l'ont annulé au point que Necker lui-
« même est convenu que, dans aucune république,
« le pouvoir exécutif n'était aussi limité que dans la
« nouvelle monarchie constitutionnelle de France¹.

« Une défiance impolitique autant qu'injurieuse,
« sous prétexte d'ôter au souverain tout moyen de
« nuire, la réduit à l'impuissance d'être utile; n'ayant
« aucune grâce à accorder ni aucune influence à exer-
« cer sur l'administration civile et judiciaire des dé-
« partemens, dont toutes les autorités sont électives,
« il lui sera impossible de réprimer des fonction-
« naires qui auront sur lui l'avantage de se dire les
« élus du peuple. Son trône ne pourra donc rester
« debout au milieu des débris de tous les rangs et
« de la destruction absolue des sentimens de res-
« pect et d'estime, qui seuls l'auraient protégé sur
« une mer orageuse soulevée aux cris de liberté. »

Ainsi parlent encore les partisans de la vieille monarchie. Mais si après avoir analysé les diverses

¹ STAEL (*Considér. sur la Révol. fr.*, par M^{me} de), t. I^{er}, p. 316 et 370.

opinions touchant l'Assemblée constituante, qui jusqu'à présent n'a trouvé que des admirateurs enthousiastes ou des détracteurs passionnés, l'historien impartial veut s'en former une qui soit l'exposé du jugement équitable que la postérité prononcera sur elle, il dira que jamais aucune assemblée ne discuta et ne combattit pour de plus grands intérêts, et que jamais plus de passions opposées ne présentèrent le spectacle d'une lutte aussi opiniâtre et aussi habilement soutenue.

Il dira aussi, avec les amis de la monarchie, que malgré ses lumières, la pureté de ses intentions et ses vues généreuses, la célèbre Assemblée manqua de l'habileté pratique que l'expérience des choses ou de longues méditations peuvent seules donner. Tout en admirant ses travaux dans l'ordre administratif, il déplorera ses fautes dans l'ordre politique. Sans doute elle chérissait Louis XVI, et plus d'une fois elle lui prouva son affection; mais ne voulant pas se soumettre aux principes monarchiques, elle confirma l'opinion généralement reçue que la majorité de ses membres aimait le roi sans aimer la royauté. Penchant pour la démocratie, elle ne concevait pas que ses maximes étaient incompatibles avec le trône, et, sans s'en douter, elle en sapait les fondemens. Tout ce qu'elle lui enleva pour renforcer sa propre autorité ne profita qu'à l'anarchie; car le pouvoir est moins nécessaire à ceux qui font les lois qu'à ceux dont la pénible fonction est de les faire exécuter. Et si un prince pieux, sans ambi-

tion et de mœurs pures, avait tant de peine à oublier ce qu'il avait été, comment espérer que la populace se renfermerait dans les limites de son intellectuelle souveraineté?

Quelle faute commit l'Assemblée constituante en s'interdisant la réélection de ses membres! Dans les circonstances où était le royaume, elle seule pouvait modifier et sauver son ouvrage. Sans doute ces premiers législateurs, plus vertueux que prévoyans, après avoir proclamé les principes de la justice et du droit naturel, et en avoir montré l'application aux hommes, crurent leur mission finie. Dans la crainte d'être soupçonnés d'avoir travaillé pour eux-mêmes, ils imitèrent volontiers Lycurgue et se condamnèrent à une espèce d'exil : ce noble et généreux abandon, plus digne de la philosophie antique que de la politique moderne, allait avoir des suites funestes.

Si, après avoir détruit les anciennes lois, l'Assemblée constituante, au lieu d'abandonner un trône chancelant, se fût sincèrement réunie au vertueux Louis XVI, et que dans une parfaite harmonie elle eût travaillé au bonheur du peuple et à la gloire de la nation en luttant avec lui contre l'anarchie, elle serait peut-être alors parvenue à cicatriser les plaies de la patrie et à prévenir les maux affreux qui depuis l'ont désolée. Mais il manquait à la défense de ses institutions de grands corps dont l'existence fût liée à celle du gouvernement, et de hautes fonctions dont l'éclat et la durée auraient attaché fortement

les titulaires au maintien de l'ordre établi. Sans doute tout cela est de l'*aristocratie*, et l'Assemblée constituante, en s'effrayant de ce mot, commit une heureuse faute, puisque aujourd'hui la pratique de ses idées libérales a convaincu le monde entier que, sans le respect et l'émulation qu'excitent les gradations sociales, nul gouvernement n'est possible sur la terre.

Dans la constitution anglaise, qu'on aurait dû imiter le plus possible, le roi est bien plus qu'un premier magistrat, il a une existence indépendante des chambres, et peut à volonté modérer la souveraineté nationale au moyen d'une armée fortement organisée, d'une noblesse maîtresse de toutes les propriétés foncières, et surtout d'une immense activité industrielle qu'alimente le commerce des deux mondes; au lieu qu'en France la royauté, isolée, subordonnée à un pouvoir inquiet et mobile qui sur tous les points limitait son autorité, n'était au fond qu'une présidence héréditaire.

Malgré ces reproches fondés, c'est aux membres de l'Assemblée constituante que la France est redevable des premiers fondemens de sa liberté civile. Ceux qui jouissent aujourd'hui de ce trésor inestimable pardonnent à des législateurs qui, pour le découvrir, devaient naturellement errer en marchant dans des voies nouvelles, au milieu des ténèbres de l'absolutisme, épaissies par une durée de quatorze siècles. Leur pardon est d'autant plus mérité, qu'un grand nombre d'entre eux n'obtin-

rent que l'échafaud pour prix du bien qu'ils nous firent, et qu'après cinquante ans de leçons sanglantes, il existe encore des esprits éclairés passionnés pour les mêmes théories dont ces généreux martyrs ignoraient les effets.

L'Assemblée constituante, en élargissant le centre des pouvoirs de la nation pour poser les grandes bases de la liberté sociale, a fait sortir de son sein des hommes d'un talent rare, d'une haute vertu, et même d'un courage admirable par leur héroïsme au milieu des calamités publiques. Elle fut la première et la seule qui ait agi sans aucune arrière-pensée d'ambition personnelle; aussi peut-on dire que jamais les destinées d'aucun peuple ne se sont trouvées confiées à un corps aussi magnanime. Menacée, entourée de troupes, informée d'ailleurs du double système que suivait la cour, n'ignorant ni ses intrigues ni ses correspondances à l'étranger, elle crut à la nécessité de s'investir de la force populaire pour lutter contre tant d'obstacles : si elle eût été moins inquiétée, elle aurait été sans doute moins jalouse de ses droits et plus confiante envers la royauté. Faut-il rappeler, pour nouvelle preuve de son désintéressement, cet élan sublime où, dans une seule nuit, ses membres les plus célèbres renversèrent, au détriment de leur fortune, l'arbitraire, les prérogatives et la féodalité? Faut-il invoquer en témoignage de ses bienfaits le chaos de nos lois débrouillé, la justice élevée sur des bases légales pour tous les citoyens, le premier plan d'un code

civil uniforme pour toute la France, la suppression des supplices barbares, l'instruction criminelle rendue publique, la création du jury, la liberté individuelle garantie, celle des cultes et de la presse assurée; l'inviolabilité de la propriété légalement reconnue; l'abolition des privilèges de provinces et de castes, du droit d'aînesse, des substitutions, de la vénalité des charges et offices; la suppression des vœux monastiques, des dîmes, des droits féodaux, des corvées; enfin l'établissement paternel des juges de paix et l'organisation de la cour de cassation, dont la noble indépendance a survécu à tous les genres de gouvernement qui depuis ont croulé les uns sur les autres?

Toutes ces créations, après avoir résisté aux tempêtes révolutionnaires, sont devenues par leur établissement constant la cause d'une union parfaite entre le trône et la nation; ce seul avantage suffirait aujourd'hui pour justifier l'élan de 1789. Maintenant interrogez le magistrat rassuré dans sa conscience par l'équité des lois; l'homme pieux de toutes les communions, pouvant en liberté élever vers le ciel ses prières et ses vœux; les guerriers recevant des grades et des décorations réservés autrefois à la naissance; voyez le bien-être du peuple, les progrès des arts et des sciences, les embellissemens des villes, la magnificence des édifices publics, la richesse de nos musées, et le nombre infini des vastes entreprises qui ont agrandi le commerce et fait prospérer l'agriculture et l'industrie; enfin interrogez

les Français de toutes les classes pour savoir si, après une lutte d'un demi-siècle, les bienfaits de la victoire ne doivent pas faire oublier les malheurs du combat ?

C'est donc une grande erreur de croire et de répéter que l'Assemblée constituante n'a laissé que des ruines : ses travaux subsistent tout entiers ; non-seulement elle a rendu représentatif le gouvernement absolu de l'ancienne France, mais encore toutes les lois qu'elle a publiées, sauf celles en matières de foi, qui n'étaient réellement pas de son ressort, et quelques articles réglementaires dont l'expérience a démontré les défauts, toutes, dis-je, sont conservées dans nos codes et ont servi de fondement à cette charte admirable qui procura quinze ans d'honorable repos à la branche aînée des Bourbons. Grâce aux incontestables progrès que le libre exercice de ses droits a fait faire à la nation française, on peut dire que ses mœurs constitutionnelles se sont perfectionnées au point que, pour dernier bienfait, la tolérance religieuse a amené la tolérance politique ; et bien qu'au moment où j'écris, la fin de ce grand drame ne soit pas encore arrivée, on peut prédire que puisque sa sanglante exposition a été le fruit d'un esprit ardent, mais généreux, son dénouement naturel amènera le triomphe complet d'un esprit mûri par la sagesse et la raison.

FIN DU TOME CINQUIÈME

ET DE L'HISTOIRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.



TABLE

DES LIVRES ET SOMMAIRES

CONTENUS DANS CE VOLUME,

FORMANT LE TOME SECOND DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE XIII.

LE CLERGÉ.

Constitution civile du clergé. — Portraits de Camus et de D. Dé-
foris. — Examen de cette constitution. — Discours de l'arche-
vêque d'Aix. — Rapport de Treilhard. — Discours de Camus, —
de Robespierre, — de Gouttes. — Principaux articles de la
constitution civile. — Protestation de l'évêque de Clermont. —
Martineau défend la constitution civile. — Cazalès la combat. —
Robespierre lui répond. — Les évêques protestent. — Opposition
des curés. — Conduite des prêtres de l'Ouest. — Le roi écrit au
pape. — Les ecclésiastiques publient l'exposition de leurs prin-
cipes. — L'évêque de Viviers. — Son examen de la Constitution
civile du Clergé. — Rapport de Voidel. — Serment des prêtres.
— Discours de Mirabeau sur le serment, — de l'abbé de Mon-
tesquiou. — Changement des ambassadeurs. — Lettre de Louis XVI
au roi de Prusse. — Réponse du pape. — Discours de Cazalès. —
Les évêques se refusent au serment. — MM. de Bonnac et de Sainte-
Aulaire motivent leur refus. — On menace les prêtres. — Ils
résistent. — Brefs du pape. — Conduite de Mirabeau. — Le
comte de La Marck..... 1

LIVRE XIV.

MIRABEAU.

Dames de France. — Portrait de l'évêque de Pamiers. — Rapport
de Chapelier. — Discours de Cazalès sur le serment, — de Cha-

pelier sur les émigrés. — Discours de Mirabeau à Goupil de Préfeln. — Vincennes. — Portrait de Santerre. — Journée dite *des poignards*. — Maréchaux de France. — La régence. — Discours de Thouret et de Cazalès. — Aveu de Cazalès sur la souveraineté du peuple. — Projet de CONVENTION NATIONALE. — Portraits de Mirabeau et de La Marck. — Mirabeau et Laporte. — Mirabeau et la reine. — Bouillé et le comte de La Marck. — Mort de Mirabeau. — Apothéose de Voltaire. — Dernier portrait et oraison funèbre de Mirabeau. — Lettre de Raynal. — Portraits de Calonne et de Burcke. — Influence de leurs ouvrages. 69

LIVRE XV.

LE SCHISME.

Troubles en Bretagne et en Poitou. — Esprit religieux de ces contrées. — Discussion du parlement anglais. — Portraits de Fox et de Burcke. — Ils luttent d'éloquence. — L'un applaudit à notre révolution, l'autre la combat. — Voyage de Saint-Cloud. — Belle conduite de Lafayette. — Le roi se rend auprès de l'Assemblée. — Déclaration du roi aux puissances étrangères. — Journal de Fréron. — Démission de Lafayette. — Regrets de la garde nationale. — Lafayette reprend ses fonctions. — Réélection des députés. — Discours de Prugnon, — de Robespierre. — Accord des deux partis extrêmes. — Le comte de Faucigny de Lusinge. — Violence de Faucigny. — Guerre d'Avignon, — de Carpentras. — Patrix. — Jourdan *coupe-tête*. — Colonies. — Le gouverneur Peynier. — Le colonel Mauduit. — Ogé, créole de Saint-Domingue. — Blanchelande. — Supplice d'Ogé. 145

LIVRE XVI.

VARENNES.

Alarmes du roi. — Portrait d'Alphonse de Durfort. — Départ pour Varennes. Attitude de l'Assemblée. — Départ de Monsieur. — Lafayette et le peuple. — Déclaration du roi. — Manifeste de l'Assemblée. — Le duc d'Orléans et Boissy-d'Anglas. — Sécurité publique. — Route du roi. — MM. de Choiseul et de Goguelat. — Arrestation à Varennes. — Le capitaine Deslon. — Arrivée de Baillon et Romeuf, aides de camp de Lafayette. — Conduite de Bouillé. — Situation de l'Assemblée. — Elle s'ap-

prête à envoyer des députés au roi. — Nouvelle de son arrestation. — Retour du roi. — L'Assemblée désigne Pétion, Barnave et Latour-Maubourg pour le ramener prisonnier. — Son arrivée au château. — Enquête sur sa fuite. — Barnave s'attache aux malheurs de la famille royale. — Le parti constitutionnel se rallie au roi. 216

LIVRE XVII.

CHAMP DE MARS.

Les émigrés à Bruxelles. — Calonne et le baron de Breteuil. — Lettre de Bouillé. — Beauharnais à Bouillé. — Suspension des assemblées électorales. — Payne et Achille du Châtelet proposent la république. — Protestation de 290 députés. — Discussion sur la suspension de la royauté. — Rapport de Muguet de Nantou. — Discours de Pétion et de Liancourt. — On demande une Convention. — Discours de Prugnon, — de Robespierre. — Portrait et discours de Vadier. — Opinion des républicains. — Opinion des constitutionnels. — Proposition de Salle. — Discours de Barnave, — de Robespierre. — Ce dernier dénonce Monsieur. — Agitation aux jacobins. — Pétition du Champ de Mars. — Tallien, Laclos et Brissot en sont les rédacteurs. — Energie de Bailly et de Lafayette. — Ce dernier ne profite pas de sa victoire. — Les constitutionnels forment le club des Feuillans. 297

LIVRE XVIII.

LA CONSTITUTION.

L'Assemblée constituante veut se dissoudre. — Révision de la constitution. — Malouet et Barnave proposent de la modifier. — Les royalistes s'y refusent. — Opinion du comte de Gouvet à ce sujet. — Discussion de la constitution. — Renouveau de la protestation. — Le duc d'Orléans demande à n'être plus que *citoyen français*. — Discours de Sillery, — de Croy d'Havré et de Malouet. — Nouveau projet de CONVENTION NATIONALE. — Discours de Frochet et de Beaumetz, — de Robespierre contre les Lameth devenus monarchiques. — La constitution est présentée. — Incertitude du roi. — Portrait de Kaunitz. — Première influence du cabinet russe. — Véritable esprit du traité de Pilnitz. — Acceptation de la constitution. — Séance royale

	Pag.
— Discours du roi. — Avignon réuni à la France. — Fête publique. — Lafayette se retire en Auvergne. — Suite du traité de Pilnitz. — Discours de Robespierre contre les colonies. — Nouvelles élections. — Eloge et censure de l'Assemblée constituante. — Jugement impartial de ses travaux.....	367

FIN DE LA TABLE DU TOME CINQUIÈME
ET DU DERNIER VOLUME DE L'HISTOIRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.